

NÈGRES BLANCS D'AMÉRIQUE



PierreVallières

NÈGRES BLANCS D'AMÉRIQUE
PierreVallières

**NÈGRES
BLANCS
D'AMÉRIQUE**



**parti
pris**

**parti
pris**

PierreVallières

Pierre Vallières

NEGRES BLANCS D'AMERIQUE

**Autobiographie précoce d'un
"terroriste" québécois**

Nouvelle édition revue et corrigée

éditions parti pris

Copyright Les éditions Parti pris 1967
Ottawa - Canada
Dépôt Légal - Bibliothèque Nationale du Québec
2e trimestre 1974

Lithographié par Journal Offset Inc.
254 Benjamin-Hudon, Ville St-Laurent



Note de l'éditeur

Il serait bon que le lecteur conserve présent à l'esprit le fait que ce livre a été écrit entre octobre 1966 et février 1967. Le cours des événements a modifié certains faits qui y sont mentionnés et le lecteur devra donc faire chaque fois la mise au point qui s'impose.

A la mémoire de mon père

AVERTISSEMENT

Il est important de conserver à l'esprit, en lisant ce livre, les faits suivants.

1.— Ce livre a été écrit en prison, immédiatement après une grève de la faim de 29 jours, dans des conditions de détention particulièrement pénibles. Il a été écrit dans un bruit permanent de cellules ouvertes et fermées d'une main de fer, au milieu des cris des gardes répondant à ceux des prisonniers, dans le cadre d'une discipline absurde (qui s'appelle le règlement de la prison), inventée et appliquée pour abrutir les détenus au maximum.

La section où Charles Gagnon et moi sommes toujours détenus, au moment où ces lignes sont écrites, est réservée principalement aux malades mentaux, aux narcomanes, à ceux qui sont accusés d'homicide, et qui sont passibles de l'emprisonnement à vie, aux dépressifs, aux fous "politiques" enfin qui, comme Charles et moi, sont un peu considérés par les officiers comme des esprits "dérangés".

Très souvent, l'un ou l'autre de nos compagnons de détention s'ouvre les veines par désespoir ou, tout

simplement, pour attirer l'attention. Car l'une des caractéristiques principales de la vie de prison est l'immense solitude de chacun d'entre nous, surtout durant ces heures de dépression où la communication avec les autres devient impossible.

En plus de cette profonde et innommable souffrance qui constitue notre "ambiance" humaine quotidienne, il faut souligner la bêtise hurlante de la radio et de la télévision aux heures de "lock-out" et aux heures de "sieste"; l'interdiction de respirer un peu d'air frais dehors et de regarder, de temps à autre, le soleil; les mille tracasseries volontairement attachées à nos moindres activités élémentaires: manger, pisser, dormir (on n'éteint jamais la lumière dans les cellules de notre section), recevoir son courrier, laver son linge, se raser, etc...

Bref, ce livre a été écrit dans un univers de déshumanisation savamment organisée... qui pousse plus d'un prisonnier au suicide — ou au meurtre, s'il est remis en liberté.

2.— Ce livre est d'abord un acte politique. Il est nécessairement partial. Il apporte moins des réponses que des questions — et des faits — aux hommes, en premier lieu aux Québécois, capables de conscience, de responsabilité sociale et d'action révolutionnaire.

Cet acte politique est celui d'un membre parmi d'autres du Front de libération du Québec (F.L.Q.), d'un militant encore jeune, à qui il manque une longue expérience de la lutte révolutionnaire et qui ne possède pas le monopole de la vérité.

Ce livre n'a, d'ailleurs, pas été écrit dans l'intention de "bouleverser" la pensée et l'action révolutionnaires, mais de poser un geste dont la signification est

donnée par le livre lui-même, écrit avec mon ventre autant qu'avec ma tête.

3.— Dans cet essai, sans doute mal construit et que je n'aurai probablement pas le loisir de réviser avant qu'il ne soit envoyé chez un imprimeur, (à moins que l'extradition au Canada ou la déportation dans un autre pays soit ajournée au printemps ou à l'été 1967), on trouvera plusieurs défauts, des répétitions, des constructions "pénibles", à côté d'autres pages limpides, au vocabulaire "coulant". Car pressé par la menace constante de déportation ou d'extradition qui pèse sur Charles Gagnon et sur moi, depuis notre arrestation, le 28 septembre 1966, à New York, j'ai dû jeter "en vrac" mes souvenirs, mes impressions, mes idées, ma brève mais brutale expérience de la vie et mon immense conviction que la construction d'un monde meilleur est actuellement possible, si nous consentons, tous ensemble, à retrousser nos manches et à mettre la main à la pâte... qui attend nos bras et notre intelligence pour être transformée.

Tout cela fait nécessairement un livre inachevé, imparfait, écrit avec des mots qui, à notre ère de "relativité", peuvent recevoir de l'auteur ou du lecteur des sens différents, selon la caméra (la vision du monde), que l'un ou l'autre braque dessus. J'ai essayé d'écrire simplement, avec des mots "courants", mais je n'ai pas toujours réussi; et dans certaines parties (VI^e et VII^e en particulier) vous trouverez des passages "indigestes". De plus, certaines catégories, tels les mots "objectif" et "subjectif", sont peut-être, aujourd'hui, "dépassés". J'ai utilisé parfois ces catégories-là comme des "commodités" devant servir, de mon point de vue, à faire mieux comprendre ce que j'ai à dire... à des

hommes dont les premiers soucis ne sont pas encore d'ordre linguistique.

Il se peut aussi que j'aie donné à certains mots un sens assez "personnel" ou un contenu difficile à saisir pour qui ignore certains faits historiques ou certains systèmes de pensée, contredisant ainsi mon intention première qui était d'écrire un livre facile à "digérer". (Mais parfois l'expression précise de ce qu'on veut dire, de ce qu'on pense, ou de ce qu'on veut faire comprendre, s'accommode mal d'une certaine "simplification" ... à laquelle — autre contradiction! — j'ai, par contre, sans doute succombé par endroits).

D'ailleurs, vous trouverez sûrement plus d'une contradiction dans ce livre. Du moins, j'en ai l'impression. Les pages "littéraires" et autobiographiques vont probablement vous paraître plus "claires" — peut-être à cause de l'acide qui s'y trouve — que les pages consacrées à la définition partielle de "notre idéal" de structure sociale égalitaire et à la description de l'activité révolutionnaire qui peut rendre possible la construction de cet idéal, à partir de notre réalité quotidienne d'aujourd'hui. Certaines analyses vont peut-être en dérouter quelques-uns, comme certaines prises de position ne manqueront pas de "choquer" plus d'un esprit nuancé.

Mais justement je crois que l'unité de ce livre et sa "signification", (au sens phénoménologique de ce mot, au sens de "vérité" ou d'"essence" relative, — relative aussi bien aux expériences, aux sentiments et aux idées de l'auteur qu'à ceux du lecteur), résident dans cette "complexité" d'écriture qui n'est qu'une expression fort maladroite de la "complexité" du comporte-

ment humain, individuel et social, personnel et collectif... Expression, de plus, particulière et restreinte à un nombre limité d'expériences et d'actes, formulée par un esprit somme toute borné... et conditionné par un milieu, le Québec, qui vient de "sauter" du Moyen-Age au XXe siècle...

Je crois que l'unité et la "signification" de toute activité résident dans sa complexité et ne peuvent trouver existence, développement et achèvement en dehors des contradictions inhérentes à la réalité, telle que nous la percevons, la vivons et la transformons dans l'état actuel et changeant de nos connaissances et de nos moyens d'action, telle aussi qu'en grande partie nous la "subissons" sous l'influence des "forces de la nature" dont nous ne possédons pas encore les "secrets" ni les moyens de les déterminer selon une finalité qui serait réellement nôtre.

Les savants contemporains sont convaincus que l'univers physique et humain (peut-on vraiment "séparer" physique de humain?) dont nous faisons partie et qui se trouve, à chaque génération, à un état donné mais non figé de développement, d'évolution, est "essentiellement infini": Je ne sais quel sens ils donnent au mot "essentiellement"; mais, de toutes façons, s'ils ont raison, comme je le crois, d'affirmer l'infinité de l'univers en même temps que sa relativité, — qui est, au fond, la même chose — et si, comme ils l'affirment aussi, notre connaissance de la réalité ne peut être que partielle et constamment remise en question: si, enfin, notre action ne peut être que partielle, cela signifie que nos activités — qu'elles soient de l'ordre de la pensée, de la recherche scientifique ou de l'engagement politique —, comporteront toujours des contradictions.

Autrement dit, toute affirmation nouvelle appelle une interrogation nouvelle. Toute découverte scientifique suscite des hypothèses jusque là inconnues. Toute action politique appelle une réaction (une "réaction" entendue ici comme étant un effort visant à empêcher l'homme de s'identifier à sa création ou à sa révolution au point d'y demeurer fixé et de s'y fossiliser).

Tout ceci, comme je le dis quelque part dans cet essai "brouillon", n'empêche nullement les hommes, ne nous empêche nullement de faire l'histoire humaine sur la base de l'affirmation et de la négation pratiques — sans cesse renouvelées —, des contradictions grâce auxquelles nous avons la capacité d'évoluer, de plus en plus consciemment et librement, au moyen de "révolutions".

4.— Ce livre comporte un nombre assez considérable de "notes", dont certaines d'une longueur "respectable". Ces notes demandent à être lues à leur place, c'est-à-dire à la suite de la phrase, de l'expression, du paragraphe ou du chapitre où elles sont indiquées au moyen de chiffres conventionnels, mis entre parenthèses.

Certaines de ces notes auraient pu être intégrées au texte, avec quelques modifications, si j'avais eu le temps et les moyens de faire trois ou quatre brouillons. Mais dans les conditions présentes, je suis contraint de livrer au lecteur un "premier jet", amélioré ici ou là de notes explicatives.

5.— Je ne suis ni un savant ni un philosophe breveté. Je ne suis qu'un prolétaire qui a eu la chance de lire beaucoup (sans méthode, toutefois, faute d'argent pour "acheter" cette méthode à l'université), et qui a eu aussi l'occasion d'agir, qui agit et qui veut continuer

d'agir. A qui il suffit d'être honnête avec lui-même et d'essayer, du mieux qu'il peut, de "mettre en pratique" ses convictions.

6.— Cet essai autobiographique est un témoignage et un appel conscients que j'ai faits librement, uniquement motivé par ce qui motive mon choix politique, mon choix de la révolution: la conviction que j'ai que les rapports humains demandent à être transformés radicalement et que l'impérialisme doit être définitivement renversé si nous ne voulons pas, en cette ère où les biologistes, les biochimistes, les physiciens, les astronomes, etc. approchent de la découverte des "mystères" de la matière vivante et non-vivante, consciente et non-consciente, des "secrets", donc de la vie et de la mort, que l'humanité, au seuil de progrès immenses, soit malgré elle victime d'une catastrophe universelle, nucléaire, qui la ramènerait à l'âge de la pierre.

Nous devons arracher les richesses immenses et les possibilités gigantesques de ce siècle (dues, en grande partie, aux découvertes technologiques contemporaines) des mains des businessmen — aussi bien ceux du capitalisme d'Etat que de celui des grandes corporations privées — par une action pratique, révolutionnaire et collective.

Cette action, qui commença dès le XVIII^e siècle, avec les premiers soulèvements des ouvriers anglais et l'organisation du mouvement "chartiste", demande, aujourd'hui, comme du temps de Lénine, à franchir de nouvelles étapes, non seulement au Québec, mais dans le monde entier... qui devient, avec le développement actuel des communications, des mouvements de populations, etc., fondé sur l'organisation internationale du marché, de la concurrence et de la lutte des

classes, qui devient, il faut bien l'admettre, de plus en plus notre véritable patrie. Ce qui loin de tuer les nationalités et les individus leur donne, au contraire, l'occasion, s'ils réussissent à vaincre certaines "fixations" individuelles et collectives à des "catégories" périmées, de se mettre réellement en valeur (peut-être pour la première fois dans leur histoire).

7.— L'auteur de ce livre est un Québécois, un Canadien français, un colonisé, un prolétaire et un baptisé, par conséquent un être extrêmement frustré pour qui la "liberté" n'est pas une question métaphysique mais un problème très concret.

Ma conscience et mon activité (ce que j'appelle parfois ma responsabilité) sont reliées à mes frustrations et à mon besoin de m'en libérer complètement, une fois pour toutes.

Je crois que mon "expérience de la vie" rejoint celle de bien des individus, au Québec et dans d'autres pays, au sein de ma classe et même au sein de classes "supérieures", plus aisées, plus riches économiquement et intellectuellement.

C'est pourquoi j'ai choisi spontanément d'écrire un essai qui soit inséparablement une autobiographie et un effort de réflexion, de mise au point, sur des actions déjà posées et sur d'autres à poser, sur des actions qui vous concernent tout autant que moi.

8.— Je ne possède ni diplôme ni médaille. Ma seule fierté, je la dois à la police américaine qui, à la demande de la police canadienne, m'a arrêté et qui, de cette façon, m'a en quelque sorte forcé — en même temps que mon camarade et ami Charles Gagnon — à témoigner publiquement de la détermination non seulement d'un petit noyau d'individus mais de l'immense

classe des opprimés (paysans, ouvriers, étudiants, jeunes, intellectuels, cols blancs, et jusqu'aux savants, aux chercheurs asservis aux intérêts du grand capital) de se libérer définitivement de la dictature des "requins de la haute finance" sur leurs activités humaines.

Les lettres de plus en plus nombreuses que nous recevons, Charles et moi, nous démontrent chaque jour que ce témoignage n'aura pas été vain.

9.— Je profite de cet "avertissement" pour remercier infiniment tous ceux (étudiants, ouvriers, journalistes, syndicalistes, militants de mouvements populaires, ménagères, amis connus et inconnus) sans qui ce travail aurait pourri dans les nombreuses poubelles de Manhattan House of Detention for men, là où assez fréquemment nous jetons au complet la nourriture pour chiens que l'on nous sert aux repas.

Le dévouement désintéressé et l'appui non calculé de tous ces amis est pour moi, comme pour Charles Gagnon, la preuve matérielle de l'existence de la solidarité humaine. Solidarité qui sera le ciment de la nouvelle société sans classes, comme l'argent est le ciment de l'actuelle société fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

La solidarité, déjà, pour un nombre croissant de gens, a remplacé l'argent comme "raison de vivre" comme "valeur" principale de leur vie.

C'est pourquoi j'ai choisi, c'est pourquoi nous avons choisi de travailler à la révolution.

Comme dans l'univers physique, il n'y a peut-être pas dans la révolution ni droite ni courbe. On peut agir de multiples façons, tout comme il existe différentes manières de rechercher et de découvrir les "secrets" de l'univers. Mais ces multiples façons d'agir sur le

En guise de présentation

monde et sur la société ne sont pas sans entretenir de constantes relations entre elles. Et j'ai de plus en plus nettement l'impression qu'à travers ces relations, à première vue difficiles à saisir et à comprendre parce qu'elles sont complexes et intégrées à un univers en perpétuel changement, nous approchons d'une unité sans précédent dans l'histoire humaine connue, d'une unité non-monolithique et soumise à la domination d'aucune hégémonie. Une unité que nous ne concrétiserons que par une longue lutte révolutionnaire collective et multinationale, dirigée par la majorité des hommes qui peuplent cette planète: les paysans, les ouvriers, les cols blancs, les étudiants, les jeunes, les intellectuels et les chercheurs progressistes.

C'est cette unité d'hommes conscients, responsables, et solidaires qui fera la société nouvelle dont l'humanité a besoin pour progresser. Oui, pour progresser, car cette unité n'est pas une fin mais le commencement, le premier acte d'un monde nouveau, d'une histoire humaine qui sera enfin déterminée par la majorité des hommes.

10.— Ce livre, enfin, comme l'indique bien la "présentation" qui suit ce long avertissement (!), a été conçu d'abord en fonction des tâches pratiques qui s'imposent aujourd'hui aux travailleurs, aux étudiants et aux jeunes révolutionnaires du Québec.

Il n'est toutefois pas interdit de penser qu'il puisse aussi dire quelque chose aux hommes et aux révolutionnaires d'autres pays, colonisés ou même impérialistes.

Pierre VALLIERES
Manhattan House of Detention for men,
New York automne-hiver 1966-1967

Je n'ai d'autre prétention, en écrivant ce livre, que de témoigner de la détermination des travailleurs du Québec de mettre un terme à trois siècles d'exploitation, d'injustices silencieusement subies, de sacrifices inutilement consentis, d'insécurité résignée; de témoigner de leur détermination nouvelle, et de plus en plus énergique, de prendre le contrôle de leurs affaires économiques, politiques et sociales, et de transformer en une société plus juste et plus fraternelle ce pays, le Québec, qui est le leur, dont ils ont toujours formé l'immense majorité des citoyens et des producteurs de la richesse "nationale" sans jamais, pourtant, bénéficier du pouvoir économique et de la liberté politique et sociale auxquels leur nombre et leur travail leur donnent droit.

Ce livre est le produit à la fois d'expériences vécues au jour le jour, dans un milieu social donné, à une époque donnée, et d'un engagement politique conscient qui me semble, aujourd'hui, irrévocable. Ce que j'ai vécu a toujours été partie intégrante d'une expérience collective. Forcément. Et mon engagement politique est, lui aussi, partie intégrante du réveil de la collectivité québécoise, plus particulièrement de la clas-

se ouvrière. C'est pourquoi ce récit autobiographique est aussi le récit de l'évolution de tout un milieu social. Et c'est pourquoi également les idées développées dans ce livre reflètent l'évolution des idées de plusieurs hommes et de plusieurs groupes, évolution elle-même provoquée par les transformations sociales que le Québec a connues ces dernières années et qui ont été résumées dans l'expression : "la révolution tranquille".

Ce livre n'est donc pas, à vrai dire, le produit d'un individu, mais d'un milieu. Le milieu, c'est le Québec contemporain, mais vécu à Montréal et dans la région métropolitaine. Un Gaspésien aurait probablement écrit un livre tout différent.



Ce livre n'est pas parfait et ne prétend pas l'être. Les observations qu'il contient sont forcément limitées, incomplètes. Les idées qui y sont exprimées ne prétendent pas à l'objectivité des "neutres" : elles sont partiales et politiques. (On oublie souvent que "l'objectivité" est elle aussi, en certaines matières, comme la politique, une idéologie : l'idéologie du statu quo).

Je mentionne des noms et je prends parti à leur sujet. Je dénonce certaines institutions très vénérées au Québec et je n'ai aucune pitié ni aucune "compréhension" pour l'Eglise et pour les classes dirigeantes. Mais je ne recherche pas la controverse et je n'ai pas du tout le goût de jouer aux "insolences", comme fit jadis le fonctionnaire Desbiens. Je décris les choses que je vois, je constate des faits et j'en tire des conclusions simples, des conclusions pour ainsi dire "naturelles" que n'importe quel homme sans préjugés et non compromis dans le système d'exploitation actuel, peut comprendre

et retenir facilement, en observant le monde qui l'entoure, dans lequel il évolue et dans lequel, un jour ou l'autre, il doit se situer lucidement, prendre parti, engager sa responsabilité.

La responsabilité sociale de l'homme n'est pas une vertu très pratiquée au Québec, même aujourd'hui. On n'en entend pas beaucoup parler dans les sermons, les conférences et les éditoriaux. On entend parler uniquement d'Ordre, de paix sociale, de respect des lois. La responsabilité sociale de la classe actuellement dirigeante est si absente de son Ordre, de sa paix et de ses lois que les travailleurs qui réclament la plus élémentaire justice sont contraints de recourir à la violence physique pour se faire entendre, uniquement entendre (parce qu'ils font du bruit) et non pas respecter.

La classe dirigeante n'a que la responsabilité sociale de ses intérêts propres. Elle se fout éperdument des 90% de la population qui n'ont rien à dire ni aucune décision à prendre dans "sa" démocratie. Les travailleurs ont déjà perdu trop de temps à attendre la "conversion" de ceux qui les ont toujours volés et bafoués. Les travailleurs ont déjà été trop de fois abusés par tous les "purs" de la politique traditionnelle, par tous ces rédempteurs des vieux partis, les René Lévesque, les Marcel Masse et leurs semblables. Les travailleurs et tous les Québécois lucides doivent prendre leurs responsabilités en main et cesser de compter avec les messies qu'engendre périodiquement le système pour mystifier les "non-instruits".

Evidemment, ce n'est pas facile. Il y a une route longue et pénible à parcourir. Ce livre témoigne justement des efforts, des essais et des erreurs auxquels il faut consentir pour se libérer des nombreux boulets que la société capitaliste a fixés à nos pieds dès notre naissance et dont les chaînes sont parfois si profondément enfoncées dans notre chair qu'il est impossible de s'en débarrasser complètement.

Mais la détermination peut venir à bout de tout, même de la dictature du capitalisme sur les corps et les esprits de la majorité des Québécois. C'est la responsabilité des travailleurs du Québec d'apprendre à se tenir debout et d'exiger, de prendre ce qui leur appartient de droit. Car il est anormal, injuste et inhumain que le pouvoir économique et politique qui gère la vie entière des travailleurs n'appartienne pas aux travailleurs eux-mêmes, mais à d'autres, à des parasites dont la seule fonction, la seule ambition et le seul intérêt est d'accumuler des profits sans limites, à même le travail, l'énergie, la sueur, la vie de la majorité des citoyens.

La vraie raison de l'insécurité ouvrière, ce n'est pas l'insuffisance des salaires, la rareté des emplois ou l'ignorance, c'est essentiellement l'absence de contrôle sur la politique économique et sociale. C'est ce que les travailleurs du Québec doivent bien se mettre dans la tête, comme on dit familièrement. Car autrement ils demeureront encore, pendant des générations, "les nègres blancs d'Amérique", la main-d'oeuvre à bon marché qu'affectionnent les rapaces de l'industrie, du commerce et de la haute finance, comme les loups affectionnent les moutons.

Tuons Saint Jean-Baptiste ! Brûlons le carton-pâte des traditions avec lequel on a voulu mythifier notre esclavage. Apprenons l'orgueil d'être hommes. Affirmons fortement notre indépendance. Et écrasons de notre liberté robuste le paternalisme compatissant ou méprisant des politiciens, des papas-patrons et des prédicateurs de défaites et de soumissions...

Le temps n'est plus aux récriminations stériles, mais à l'action. Il n'y aura pas de miracles, mais il y aura la guerre.

P.V.

I

Les nègres blancs d'Amérique

Être un "nègre", ce n'est pas être un homme en Amérique, mais être l'esclave de quelqu'un. Pour le riche Blanc de l'Amérique yankee, le "nègre" est un sous-homme. Même les pauvres Blancs considèrent le "nègre" comme inférieur à eux. Ils disent : "travailler dur comme un nègre", "sentir mauvais comme un nègre", "être dangereux comme un nègre", "être ignorant comme un nègre"... Très souvent, ils ne se doutent même pas qu'ils sont, eux aussi, des nègres, des esclaves, des "nègres blancs". Le racisme blanc leur cache la réalité, en leur donnant l'occasion de mépriser un inférieur, de l'écraser mentalement, ou de le prendre en pitié. Mais les

pauvres blancs qui méprisent ainsi le Noir sont doublement nègres, car ils sont victimes d'une aliénation de plus, le racisme, qui, loin de les libérer, les emprisonne dans un filet de haines ou les paralyse dans la peur d'avoir un jour, à affronter le Noir dans une guerre civile.

Au Québec, les Canadiens français ne connaissent pas ce racisme irrationnel qui a causé tant de tort aux travailleurs blancs et aux travailleurs noirs des Etats-Unis. Ils n'ont aucun mérite à cela, puisqu'il n'y a pas, au Québec, de "problème noir". La lutte de libération entreprise par les Noirs américains n'en suscite pas moins un intérêt croissant parmi la population canadienne-française, car les travailleurs du Québec ont conscience de leur condition de nègres, d'exploités, de citoyens de seconde classe. Ne sont-ils pas, depuis l'établissement de la Nouvelle-France, au XVII^e siècle, les valets des impérialistes, les "nègres blancs d'Amérique"? N'ont-ils pas, tout comme les Noirs américains, été importés pour servir de main-d'œuvre à bon marché dans le Nouveau Monde? Ce qui les différencie: uniquement la couleur de la peau et le continent d'origine. Après trois siècles, leur condition est demeurée la même. Ils constituent toujours un réservoir de main-d'œuvre à bon marché que les détenteurs de capitaux ont toute liberté de faire travailler ou de réduire au chômage, au gré de leurs intérêts financiers, qu'ils ont toute liberté de mal payer, de maltraiter et de fouler aux pieds, qu'ils ont toute liberté, selon la loi, de faire matraquer par la police et emprisonner par les juges "dans l'intérêt public", quand leurs profits semblent en danger.

Nos ancêtres sont venus ici avec l'espoir de commencer une vie nouvelle. Ils étaient, pour la plupart, soldats ou journaliers. Les soldats sont venus, longtemps après Champlain, pour combattre les Anglais, et ils demeurèrent en Nouvelle-France, parce qu'ils n'avaient pas l'argent nécessaire pour retourner dans la métropole. Ils se firent trafiquants, artisans, ou coureurs des bois pour subsister. Les autres sont venus comme "engagés", surtout sous l'administration Talon, un siècle environ avant la conquête anglaise. C'était des ouvriers non spécialisés, qui, dans la France de Colbert, ne trouvaient ni travail ni raison de vivre. Ils faisaient partie du lot de plus en plus considérable de chômeurs et de vagabonds qui remplissaient les villes de la France mercantile. Ces "engagés" devaient, dans l'esprit de Talon, s'ajouter aux soldats-chômeurs pour servir de main-d'œuvre locale et permanente. Mariés de force, dès leur arrivée en Nouvelle-France, à des orphelines importées de Paris, ces "engagés" étaient chargés par Talon de jeter les fondements d'une société indépendante. Ils devaient travailler à l'édification d'une industrie autochtone et au développement de l'agriculture et faire le plus d'enfants possible pour accroître rapidement la main-d'œuvre et le marché. Ceux qui refusaient d'obéir aux directives de l'Intendant étaient emprisonnés ou renvoyés en France. Plusieurs colons préférèrent se faire coureurs des bois plutôt que d'être contraints d'épouser une femme qu'ils ne connaissaient pas et dont souvent ils ne voulaient pas, parce qu'elle avait mauvais caractère, était laide ou stupide.

Les colons ou les Habitants — comme on devait, par la suite, les appeler —, furent ainsi mis au service des ambi-

tieux projets du protégé de Colbert. Mais ces hommes, qui étaient expédiés de France par centaines, n'avaient appris aucun métier dans la métropole. Ils ne possédaient aucune connaissance technique et n'avaient que leurs muscles, leur bonne volonté et leur goût de l'aventure à offrir à Talon. Dans la métropole, ils faisaient partie de cette masse inemployée de travailleurs que le développement des manufactures, la concentration des capitaux dans les villes et la surpopulation avaient chassés des campagnes et réduits au chômage et au vagabondage. Dans les villes de France, ils constituaient cette classe de plus en plus importante et menaçante de parias qui ne pouvaient trouver à survivre qu'en se livrant au brigandage. Le roi avait mis le brigandage et le vagabondage hors-la-loi, mais cette loi ne servait qu'à faire emprisonner et tuer un nombre considérable d'innocents, car l'Etat, dont les revenus étaient consacrés à financer des guerres incessantes et le faste de la cour, était incapable de fournir du travail au nombre croissant des affamés. Les classes dirigeantes possédaient trois moyens de se débarrasser de cet encombrant fardeau : l'armée, la prison, les colonies. Des dizaines de milliers de ces "indigents" — comme les appelaient les aristocrates — furent donc envoyés sur les champs de bataille d'Europe, d'Amérique, d'Asie et du Moyen-Orient. Des dizaines de milliers d'autres moururent en prison, furent égorgés, pendus ou décapités. Le reste fut abandonné à son sort ou exporté, comme du bétail, aux colonies, pour y servir de main-d'œuvre, ou de chair à canon. Quand les prisons de la métropole étaient surpeuplées et que le peuple s'agitait un peu trop, on exilait souvent "les fortes têtes" aux colonies au lieu de les pendre : c'était plus humain. Périodiquement, on "libérait" les plus gaillards des prisonniers pour en faire des mercénaires ou des "colons". La même politique était appli-

quée par les classes dirigeantes anglaises, particulièrement vis à vis de ces bâtards (English dixit) d'Irlandais et d'Ecosais. De plus, la France et l'Angleterre se livraient alors sans restrictions au lucratif commerce des esclaves noirs. Les pirates (la pègre de l'époque) faisaient des affaires d'or en secondant les classes dirigeantes d'Europe dans leur oeuvre de "civilisation" et d'"évangélisation" !

Talon ne réussit guère à doter la colonie d'une économie indépendante. Non seulement il manquait de main-d'œuvre qualifiée, mais aussi de capitaux. Les marchands français n'étaient pas du tout intéressés à sacrifier leur monopole pour le développement d'une économie indépendante qui, tôt ou tard, nuirait aux intérêts de la métropole, c'est-à-dire limiterait de plus en plus leur liberté de commerce et leurs profits. Pour ces marchands, la colonisation au sens où l'entendait Talon ne méritait pas d'être encouragée. La Nouvelle-France devait demeurer un comptoir commercial, une source de matières premières et de profits pour la France. La théocratie que tentait d'établir Mgr de Laval, les industries de Talon, l'augmentation rapide du nombre des immigrants, les irritaient. L'argent "englouti" dans la colonisation et l'évangélisation ne rapportait rien à la France. Et tous ces "engagés" qui prenaient racine en Nouvelle-France leur apparaissaient comme autant de concurrents et d'ennemis en puissance. Décidément, ce Talon était devenu leur principal ennemi. Ils exigèrent du roi son retour en France. Ce qui fut fait en 1672.

Aucun intendant n'osa poursuivre l'oeuvre de Talon. Les "engagés", démunis, déçus, prisonniers de leur pauvreté, se résignèrent à défricher un sol ingrat sur les seigneuries concédées par le roi de France ; ils durent se faire chasseurs, pêcheurs, trappeurs et bûcherons pour être en mesure de nour-

rir leurs nombreux enfants. En 1689, la Nouvelle-France comptait 10,000 Canadiens français (1).

Le commerce des fourrures était monopolisé par quelques marchands français : "Les Français de France", comme commençaient déjà de les appeler les Habitants, qui les haïssaient. Tous les profits s'en allaient dans la métropole. Le peu d'argent (maintes fois dévalué) qui demeurait dans la colonie était concentré dans les mains d'une minorité de spéculateurs. Le peuple vivait dans la plus extrême misère, sous l'oeil amusé des Bigot de l'administration. Parfois, les Habitants étaient appelés sous les drapeaux pour la défense des possessions du roi de France en Amérique, tandis que leurs femmes défrichaient le sol, s'occupaient des semailles et des récoltes, tout en élevant leur marmaille. Parfois même elles devaient s'armer d'un fusil et affronter, seules ou en groupe, les guerillas iroquoises, pendant qu'au loin leurs maris combattaient les Anglais au nom du roi.

A chaque guerre, arrivaient des renforts de France. Et, après chaque traité, les soldats démobilisés et sans argent venaient grossir le nombre des Habitants dont ils épousaient les filles et perpétuaient la rude existence. Quelques officiers seulement avaient l'insigne honneur d'être admis dans la société des nobles.

Bientôt, les seigneuries furent surpeuplées. Laissées à l'abandon par les seigneurs qui s'occupaient davantage de spéculation et de commerce que d'agriculture, les terres s'appauvrirent et la misère des Habitants était devenue insupportable. Un grand nombre d'entre eux abandonnèrent leurs champs en maudissant Dieu de les avoir conduits dans ce pays de forêts, de roches et d'eau où l'homme s'usait en vain à essayer de se construire une vie conforme à ses rêves de liberté, de bonheur et de paix (2).

Les villes de la colonie, comme celles de la métropole, se gonflèrent de chômeurs et d'affamés. Quelques années avant la conquête anglaise, éclatèrent un peu partout ces "émeutes de la faim" auxquelles Bigot répondit par un édit ordonnant à tous les chômeurs de retourner sur leurs terres. "Débarrassez-vous de votre faim, leur dit Bigot. Nous ne savons qu'en faire. Au lieu de paresser dans les villes et de nous emposter de votre pauvreté, allez cultiver la terre, besongnez davantage. Il n'y a pas de travail ici pour vous. Mais toutes les terres vous appartiennent. Allez où bon vous semble!" Les Habitants ne pouvaient, toutefois, pas faire des miracles et changer les roches en terre cultivable. De plus, ce n'était pas toutes les terres qui leur appartenaient, comme le prétendait Bigot. Les meilleures terres, depuis longtemps, étaient réservées à la poignée de marchands et de nobles qui avaient obtenu le contrôle du commerce de blé (3). Les émeutes reprirent de plus belle et même sous l'intendance du saint homme Hocquart, les Habitants se firent de plus en plus menaçants.

La dernière guerre franco-anglaise, qui allait donner la Nouvelle-France aux Anglais, permit à la classe dirigeante d'enrôler les émeutiers dans l'armée du roi. Plusieurs Habitants moururent au combat et, une fois la guerre finie, le peuple, fatigué, se replia à nouveau dans les seigneuries.

Les marchands anglais prirent la relève des marchands français qui, avant de livrer la colonie aux Anglais, avaient eu le temps d'effectuer quelques fructueuses ventes d'armes. Les conquérants se gagnèrent sans peine la collaboration du clergé et des seigneurs sans fortune qui étaient demeurés dans la colonie malgré la défaite. Ensemble, ils se partagèrent le pouvoir: les Anglais monopolisèrent les affaires économiques et le pouvoir exécutif, le clergé put continuer à contrôler

l'éducation et à percevoir la dîme, les seigneurs conservèrent la propriété de leurs terres et obtinrent le droit d'exercer certaines charges administratives. Rien ne changea dans la vie frugale et monotone des Habitants. Ils étaient toujours des bêtes de somme, méprisées dans un pays hostile. Mais, Dieu soit loué, le clergé reçut l'ordre du Ciel de faire de cette collectivité résignée et muette une nation dévouée à l'Eglise. Enfin, cette vie d'esclavage prendrait un sens en devenant rédemption. Ce peuple, planté en Amérique par un hasard de l'histoire, se voyait soudain investi d'une vocation "surnaturelle". Sa tâche, dans le monde païen des sauvages et des Anglais, serait de sauver des âmes en supportant patiemment la pauvreté, les travaux pénibles et l'isolement... Le clergé organisa la nation embryonnaire en paroisses, créa des écoles et des collèges, s'arrogea le droit de régler la vie des individus et des groupes et définit l'idéologie qui devait servir à façonner une vision du monde conforme aux intérêts de l'Eglise. Le haut clergé devint la véritable classe dirigeante, la noblesse se décomposant, chaque jour davantage, dans la fauité.

La population continua d'augmenter à un rythme très élevé. Les terres, déjà insuffisantes et appauvries, devenaient moins productives et surpeuplées. Les jeunes quittaient la campagne pour tenter leur chance en ville, où le nombre des chômeurs ne cessait d'augmenter. Entretemps, le clergé formait dans ses collèges classiques une petite bourgeoisie autochtone composée principalement d'avocats, de notaires, de médecins et de journalistes. Vers la fin du XVIII^e siècle, cette petite bourgeoisie commença à développer une conscience de classe propre et s'opposa, au nom de la nation, à la fois au clergé, à l'aristocratie décadente et aux Anglais. En instituant une Assemblée législative pour le Bas-Canada (le

Québec), l'Angleterre donna à cette petite bourgeoisie une tribune dont elle profita amplement pour identifier ses intérêts de classe à ceux du "peuple" tout entier. Après quelques années d'apprentissage, les politiciens canadiens-français entrèrent en rébellion ouverte contre les maîtres de l'économie, les Anglais, et contre leurs alliés, le haut clergé et les seigneurs. Les Habitants, dépossédés de tout, furent hypnotisés par la fougue des Patriotes et, malgré l'opposition du haut clergé, manifestèrent de plus en plus violemment leur volonté de renverser les classes dirigeantes. Papineau, plus que tout autre, enflamma l'imagination des Habitants et devint presque un dieu pour eux. Néanmoins, certains Habitants, sceptiques ou découragés, commençaient déjà à prendre le chemin de l'exil, en quête d'une terre plus hospitalière. En 1820, commença l'exode de nombreuses familles canadiennes-françaises vers les Etats-Unis. Cet exode devait durer un siècle.

La chrétienté canadienne-française se transforma soudain en une vaste insurrection, qui fit trembler l'Eglise tout autant que les vainqueurs de 1760. La population canadienne-française du Bas-Canada avait atteint 500,000 habitants et connaissait un taux d'accroissement démographique extrêmement élevé. Depuis plusieurs mois, l'agitation ne cessait de se répandre à travers le pays (4). En 1837 et 1838, le peuple se souleva sans en demander au Chef la permission. Le Chef, Papineau, s'enfuit aux Etats-Unis avec ses principaux collaborateurs. Les Habitants durent affronter seuls et pratiquement sans armes, les soldats anglais. Après avoir opposé à la farouche contre-offensive anglaise une résistance héroïque et désespérée, ils furent écrasés et massacrés.

Les Patriotes, les petits bourgeois dirigés par Papineau, n'avaient pas voulu la révolution populaire. Ils avaient cher-

ché uniquement, en mobilisant le peuple, à faire pression sur les Anglais en vue d'obtenir pour eux, pour leur classe — et non pour les Habitants —, un nouveau partage des pouvoirs qui leur aurait procuré certains revenus additionnels et permis de participer dans une plus large mesure, aux avantages économiques du système. Ainsi, ils réclamaient le contrôle du commerce du blé et des biens de consommation domestique dans le Bas-Canada. Ils voulaient participer aux activités financières jusque là réservées aux Anglais et reprendre à ces derniers des droits qu'ils affirmaient leur être dus depuis longtemps. Mais ils ne voulaient ni bouleverser le système ni chasser les Anglais. Ils ne réclamaient rien de plus qu'un réajustement des privilèges entre eux et les Anglais. Ils voulaient être reconnus comme classe dirigeante par les vainqueurs de 1760 et devenir des partenaires égaux, au sein des mêmes institutions politiques, du même système économique, de la même organisation sociale. Le mécontentement des Habitants n'avait été exploité que comme moyen de pression. Le peuple, mystifié par l'éloquence de Papineau et exaspéré par ses difficultés économiques, s'était laissé "avoir".

La révolution populaire prit les Patriotes par surprise. Elle déranger leurs plans. Car les Anglais étaient maintenant justifiés, d'un point de vue capitaliste, à ne faire aucune concession aux Canadiens français. Pire, les Anglais avaient toujours l'appui du clergé qui, partout, se mettait à prêcher l'obéissance à l'Autorité établie et la soumission au "juste châtiment" qu'avait attiré sur le peuple le rationalisme, l'athéisme et l'esprit de révolte des Patriotes!

Les défaites de 1837-38, la défection de Papineau, les multiples excommunications du haut clergé portèrent un dur coup aux espoirs des Habitants, qui se réfugièrent comme leurs ancêtres, dans l'amertume et la résignation à "la volonté

de Dieu". L'exode des Canadiens français vers les Etats-Unis s'amplifia.

Pour la petite bourgeoisie, une fois passée l'hystérie anglo-saxonne, qui suivit la rébellion, la défaite se mua rapidement en un nouveau compromis. Le soulèvement populaire avait effrayé les plus conscients des Anglais. Ils jugèrent que le temps était venu d'intégrer la petite bourgeoisie dans leur système de collaboration de classes et de donner satisfaction à certaines des revendications des Patriotes. La Fontaine et Baldwin furent les instruments de ce compromis. La petite bourgeoisie canadienne-française renonça à Voltaire comme les chrétiens renoncent à Satan, "à ses oeuvres et à ses pompes", et se réconcilia avec le haut clergé. Même Papineau fit amende honorable, avant d'être réhabilité officiellement et de devenir seigneur de Montebello (belle carrière de révolutionnaire!). L'Angleterre accorda au Québec et à l'Ontario "le gouvernement responsable" et les petits bourgeois canadiens-français, à quelques exceptions près, furent tout heureux, quelques années après la rébellion, d'être invités paternellement par Londres à jouer aux hommes d'Etat et à se faire "anglais". Mais les affaires demeurèrent sous le contrôle exclusif des Britanniques.

Depuis 1760, les Britanniques et leurs agents canadiens-anglais monopolisaient le commerce des fourrures et celui du blé et étaient les seuls bénéficiaires de la vente des produits anglais sur le marché canadien (Ontario et Québec) en même temps que de l'exportation vers l'Angleterre, via les ports du Québec, des matières premières canadiennes (fourrures, bois, blé). Ces capitalistes, soucieux de préserver la paix sociale reconquise, commencèrent à acheter les services de quelques avocats québécois et à les coopter à des postes prestigieux dans leurs compagnies et dans les partis politiques.

dont, depuis le début, ils contrôlaient "la machine". C'est ainsi qu'après le départ de Lafontaine, Georges-Etienne Cartier devint une figure dominante, à la fois comme avocat du Grand Tronc, la plus puissante institution financière du pays (contrôlée par des intérêts britanniques), et comme leader "national" du parti tory. Le Grand Tronc l'utilisa comme propagandiste en chef du projet confédératif qui devait, en 1867, recevoir l'approbation de Londres (5).

Les petits bourgeois avaient réussi à s'en tirer, mais la classe ouvrière du Québec ne s'en portait pas mieux. Le clergé commençait à s'inquiéter de l'exode des Canadiens français vers les États-Unis. La petite bourgeoisie, qui contrôlait souvent le commerce dans les campagnes, s'énervait, elle aussi. Si les campagnes continuaient à se dépeupler, à se vider de ses éléments les plus jeunes et les plus dynamiques, le clergé et la petite bourgeoisie ne perdraient-ils pas la base de leur pouvoir et de leurs profits? Montréal était alors une ville plus anglaise que française et le milieu rural représentait, aux yeux de l'élite canadienne-française, la vraie nation, le vrai peuple. Mais si le peuple refusait de vivre dans ce milieu rural, "la nation" (c'est-à-dire la petite bourgeoisie et le clergé) ne disparaîtrait-elle pas, à plus ou moins brève échéance? Que deviendraient l'Eglise et la petite industrie familiale?

C'est alors que l'instinct de conservation inspira au clergé et à la petite bourgeoisie l'idéologie du "retour à la terre" et de la "colonisation" des vastes régions inexploitées du Québec. Cette trouvaille inattendue fut accueillie favorablement par les Anglo-canadiens et la bourgeoisie canadienne-française des villes qui y virent le moyen le plus pratique et le plus économique de régler le problème du chômage urbain provoqué par l'exode rural. Les milieux d'affaires et le gouver-

nement s'empressèrent de financer les projets de colonisation et toute une littérature commença à circuler, invitant les Canadiens français à se souvenir de leur passé "glorieux", falsifiant délibérément l'histoire afin d'idéaliser la vie des Habitants sous le régime français, faisant des synonymes des mots "rural", "catholique" et "français", et prêchant la croisade du "retour à la terre" comme l'unique solution aux graves problèmes sociaux de la nation canadienne-française.

Des milliers de chômeurs furent expédiés avec leurs familles au Saguenay-Lac St-Jean, dans les Laurentides, dans la Haute-Mauricie, dans certains coins reculés des Cantons de l'Est, dans la région de Portneuf, vers l'intérieur de la péninsule gaspésienne. Plus tard, la colonisation devait gagner l'Abitibi et le nord de l'Ontario. On donna aux colons des lots à défricher sans se préoccuper de savoir si ces lots étaient réellement cultivables. Certains colons eurent la chance de se voir accorder des terres d'excellente qualité. Mais la majorité de ces "pionniers" furent les victimes innocentes de l'entreprise la plus stupide, la plus anti-sociale et la plus inhumaine qui se puisse concevoir. Seuls un clergé et une petite bourgeoisie aussi arriérés que les nôtres pouvaient imaginer et appliquer pareille "réforme". Pendant des dizaines et des dizaines d'années, des centaines de milliers de Québécois, laissés à eux-mêmes, allaient s'user comme des forçats pour tenter de transformer en fermes productives et rentables des terres de roches. Le miracle ne s'opéra jamais. Et de la colonisation résulta une misère plus grande encore que toutes celles que les travailleurs canadiens-français avaient connues jusque là. Mais, à entendre les curés prêcher, l'on pouvait se consoler à la divine pensée que tant de souffrances ne pouvaient faire autrement que de nous mériter le Ciel. N'étions-nous pas sur la terre pour expier nos péchés et "gagner" une

place en paradis ? Cette philosophie absurde fut, à nouveau, présentée au peuple comme étant l'essence du plus parfait bonheur. L'histoire des peuples offre-t-elle d'autres exemples de masochisme collectif aussi tenace que la religion catholique-québécoise ?

Pendant que les Canadiens français se rongeaient les ongles en expiant des péchés dont ils ne connaissaient pas la nature exacte, les hommes d'affaires de Montréal et de Toronto, conseillés et soutenus par ceux de Londres, organisaient l'infrastructure de leur enrichissement. Les compromis que Lafontaine et Cartier avaient conclus avec les millionnaires anglais avaient laissé les Habitants totalement indifférents. Depuis les insurrections de 1837-38, ils n'avaient plus que du mépris pour les politiciens professionnels. Les politiciens n'osèrent pas troubler l'indifférence des masses en soumettant le projet confédératif au verdict populaire. La Confédération fut instituée comme on vote une loi en Chambre, au mépris de l'opinion publique.

La Confédération de 1867 institutionnalisa la domination des milieux d'affaires sur l'ensemble de la vie économique, politique et sociale canadienne "from coast to coast". Nous connaissons, aujourd'hui, les véritables motifs qui guidèrent les Pères de la Confédération et les dessous économiques des discours sentimentaux sur l'unité des deux "races fondatrices" du Canada. La Confédération canadienne n'a été rien de plus qu'une vaste transaction financière opérée par la bourgeoisie sur le dos des travailleurs du pays, et plus particulièrement des travailleurs du Québec. En effet, à l'époque de la Confédération, les compagnies de chemins de fer, qui avaient investi des capitaux considérables et qui avaient beaucoup de difficultés à contrer la concurrence des réseaux américains (en particulier, celui de la Western Union), se

trouvaient au bord de la faillite. Les hommes d'affaires de Montréal craignaient de perdre le monopole du commerce anglo-canadien dont une grande partie commençait à passer par New York plutôt que par Montréal. Comme les chemins de fer étaient considérés à l'époque comme les principaux agents économiques du progrès, les hommes d'affaires de Montréal en conclurent qu'il fallait investir le plus de capitaux possible dans la construction d'un chemin de fer qui relierait l'Atlantique au Pacifique, Toronto à New York et Québec via Montréal, et l'Ouest à la métropole commerciale du Canada, Montréal. Pour limiter les risques de l'entreprise privée, on jugea qu'il fallait prendre cet argent dans les coffres de l'Etat, c'est-à-dire dans les poches des contribuables, du plus grand nombre possible de citoyens. Comme les chefs du gouvernement canadien, en particulier Cartier et Galt, étaient en même temps administrateurs du Grand Tronc, la plus importante des compagnies de chemins de fer, l'opération fut relativement facile à réaliser sur le plan juridique. Les Maritimes (à l'exception de Terre-Neuve), le Québec et l'Ontario furent inondés de discours romantiques sur l'unité "canadienne" et sur la prospérité que cette unité ne manquerait pas d'apporter aux habitants "privilegiés" de cet immense pays.

Une fois la Confédération votée en Chambre et sanctionnée à Londres, au mépris de l'opinion populaire, le Québec, qui 30 ans plutôt avait rêvé de devenir une république sous l'influence des Patriotes, était de facto placé en minorité, par les disciples de ces mêmes Patriotes, dans la fictive "nation canadienne", biculturelle et bilingue. Le Québec s'organisa un gouvernement de "broche à foin" avec les quelques juridictions abandonnées aux provinces par le fédéral dans les domaines de l'éducation, de la sécurité sociale et des riches

ses naturelles (très peu exploitées à l'époque). Le fédéral retint le contrôle sur la monnaie, les banques, le commerce, les douanes, l'immigration, la politique extérieure, etc., et pratiqua dès le début, une politique centralisatrice au profit des milieux financiers concentrés à Montréal et à Toronto. Les capitaux rassemblés par l'union des provinces furent investis dans les compagnies privées de chemins de fer, qui connurent alors une expansion sans précédent. Aussitôt née, la Confédération s'acheminait vers sa première banqueroute, sa première crise économique, dont les travailleurs devraient, comme toujours, payer la note.

Déjà en 1840, les Anglo-saxons, qui possèdent un sens aigu de leurs intérêts, avaient profité du climat d'hystérie provoqué par la rébellion canadienne-française pour proclamer provisoirement l'Union des deux Canadas (Ontario et Québec) et fusionner les dettes des deux provinces; faisant ainsi payer par le Québec (plus peuplé et sans dettes, les classes dirigeantes n'ayant rien investi pour le développement d'une infrastructure) le déficit considérable occasionné par la construction de nombreux et coûteux canaux dans l'Ontario des Loyalistes (6). En 1867, la Confédération réalisait une fusion semblable, sous des apparences plus attrayantes. Le Québec et les Maritimes furent asservis aux intérêts économiques de la bourgeoisie anglo-saxonne de Montréal et surtout de l'Ontario. Une fois cette conquête terminée, les Pères de la Confédération entreprirent d'annexer l'Ouest. Le chemin de fer, accompagné de l'armée, fit la conquête de chacune des provinces de l'Ouest et écrasa dans le sang les moindres manifestations de résistance des populations locales, en particulier des Métis (peuple formé du croisement d'Indiens et de Canadiens français originaires du Québec). L'écrasement des Métis eut pour résultat de faire l'unité de

toutes les classes du Québec contre la Confédération, le pouvoir central et le Canada anglais, quelques années seulement après l'union des provinces. Les Québécois se tournèrent vers leur Etat à eux, l'Etat du Québec, et tentèrent de tirer le meilleur parti possible de leur annexion forcée au reste du Canada. Le fédéral, de son côté, leur accorda des subventions pour éviter une recrudescence du nationalisme. Les premiers ministres du Québec, surtout Honoré Mercier, cultivèrent ce nationalisme et en firent un instrument de chantage qui agaçait toujours profondément le fédéral. Daniel Johnson, comme Lesage, comme Duplessis, ne font que répéter Mercier.

Le nationalisme canadien-français ne faisait pas nécessairement vivre son homme. La petite bourgeoisie, certes, en profita largement (tout en faisant des "combines" avec les Canadiens anglais et les Américains dans le dos du peuple). Mais la condition des travailleurs ne s'améliorait guère, même si Honoré Mercier faisait tout son possible pour leur faire croire en la grandeur de leur "mission" française et catholique en Amérique du nord. On estime à au moins 700,000 le nombre des travailleurs canadiens-français qui durent s'exiler de 1820 à la fin de la première guerre mondiale. Car le peuple accepte difficilement de crever, de faim... même par patriotisme ! Aujourd'hui, on trouve les descendants de ces Habitants en Louisiane, en Nouvelle-Angleterre, au Nouveau-Brunswick, en Ontario, au Manitoba et jusqu'en Colombie-Britannique. (Même à l'heure de la "révolution tranquille" et de l'Expo 67, des travailleurs québécois abandonnent "la patrie" pour aller bûcher les pins de la Colombie-Britannique ou s'enterrer vivants dans les mines du nord de l'Ontario et du Manitoba : indice certain que, depuis Honoré Mercier, les nationalistes petits-bourgeois de l'Etat du Québec n'ont pas encore trouvé de solutions aux angoissants problèmes de

la classe ouvrière canadienne-française. Les travailleurs du Québec sont écoeurés des discours, des drapeaux, des hymnes et des défilés. Ils veulent des industries à eux, le contrôle de la vente et de la consommation de leurs produits, le pouvoir politique et la sécurité économique, le privilège d'étudier et de participer aux découvertes de la science, etc. Ils ne veulent plus demeurer assis, comme des quêtés, de chaque côté de la rue Sherbrooke, chaque 24 juin, pour contempler, avec une joie de circonstance, les chars allégoriques d'une "fierté nationale" factice, achetée à crédit chez Household ou Niagara Finance. Le peuple va se lever debout, défiler lui-même dans les rues, et faire de ce pays autre chose qu'une mascarade médiévale dirigée par des épiciers dont l'horizon dépasse à peine les frontières de leur paroisse...)

Si la Confédération n'apporta aucun changement immédiat à la vie traditionnelle des Québécois, "ruraux, catholiques et français", elle créa, toutefois, les conditions économiques et politiques de l'invasion du Québec et du reste du Canada par les entrepreneurs et les financiers américains. La "vraie" conquête se préparait dans les bureaux vernis des conseils d'administration de New York, en contact permanent avec Londres, au service desquels toute une armée de valets, à Toronto, à Montréal, à Québec et à Halifax, travaillaient fébrilement à acheter les politiciens et les hommes d'affaires locaux à coups de millions, et à endormir les masses avec la complicité des évêques et des journalistes. Déjà, les impérialistes britanniques contrôlaient un large secteur de l'économie canadienne. Mais les Etats-Unis entamaient, chaque année, une part toujours plus grande de leurs pouvoirs et privilèges. Ce transfert progressif aux Américains de l'hégémonie financière, industrielle, commerciale et politique ne pouvait s'effectuer sans crises ni sans libérer (du moins

provisoirement) des énergies nouvelles, indépendantes, qui avaient l'illusion de pouvoir concurrencer l'impérialisme. C'est pourquoi, pour éviter des heurts inutiles (entre capitalistes) et dangereux politiquement — car ils pouvaient favoriser l'émergence de révoltes populaires — les businessmen anglo-américains se livraient à un gigantesque marchandage souterrain dont le peuple, et parfois même la majorité des politiciens, ignorant la réalité économique, n'avaient pas du tout conscience.

Laissant les impérialistes envahir silencieusement "la patrie", Honoré Mercier, par exemple, transforma "la colonisation" en une politique de salut national et aidé par le clergé, il fit du "retour à la terre" une véritable épopée mystique. Ce nationalisme absurde fut qualifié de "miracle chrétien" et la misère fut arrosée d'eau bénite. On décora les mansardes de rameaux, de Sacré-Coeurs efféminés et de Vierges exsangues. "Bienheureux les pauvres, car le Royaume de Dieu leur appartient". La religion de l'abrutissement, du cercle vicieux, du sacrifice permanent et de la résignation au malheur devint "l'imitation de Jésus-Christ". Mais les forces de la vie ne se laissèrent pas si facilement contredire par les exigences du "rachat des péchés" et du salut des âmes du Purgatoire.

Même dans cette société vouée, malgré elle, aux intérêts de la Sainte Eglise de Dieu et de ses pauvres serviteurs, cardinaux, évêques et chanoines, les hommes demeuraient des hommes, les besoins essentiels demeuraient des besoins essentiels, et l'argent demeurait une nécessité vitale; car les boulangeries, les ferronneries, les épiceries, les lingeries, les médecins, les avocats, les notaires, les marchands de grains, de poules et de bestiaux n'engraissaient pas leurs comptes en banque avec des indulgences. Même les curés aimaient bien

percevoir la dîme... en espèces sonnantes ! Car il en fallait beaucoup pour construire cathédrales et presbytères, ces pauvres maisons de Dieu, en marbre d'Italie ! Il fallait donc se procurer toujours plus d'argent, en travaillant, si possible. Ou encore en volant les autres. Ou finalement en se livrant, de désespoir, aux avarés de chaque village, de chaque comté, qui ne demandaient pas mieux que de "vous sortir du trou" pour mieux vous égorger.

Ainsi, sous le regard amusé de Dieu, une nouvelle catégorie sociale gagna chaque jour en importance : les prêteurs d'argent. Ces chrétiens "réalistes" (qui auraient fait d'excellents calvinistes) mirent en circulation l'argent qui devait permettre à la petite bourgeoisie (professionnels, marchands et clercs) de prospérer, en cette fin de XIX^e siècle qui marqua l'apogée de Notre Misère collective, de nos vertus d'esclaves baptisés, de notre Impuissance sublimée par le catholicisme. La petite bourgeoisie canadienne-française, (sans doute moins chrétienne que nous, pauvres bienheureux), profita largement de notre docilité, d'abord en développant le commerce des biens de consommation courante, surtout dans les campagnes, puis, plus tard, en créant ces milliers de petites manufactures familiales si justement célèbres pour les bas salaires qu'on y a toujours payés et qu'on y paye encore... au nom du patriotisme.

Vers la fin du XIX^e siècle, les capitalistes anglais, américains et canadiens prirent conscience de tous les avantages et profits qu'ils pourraient tirer de la chrétienté québécoise.

Déjà, pour construire leurs chemins de fer, ils avaient commencé d'acheter plusieurs seigneuries et d'en chasser les fermiers. Peu de temps après, ils réclamèrent l'abolition du régime seigneurial qui limitait leur liberté de tracer des routes, de s'adonner à la spéculation foncière et d'exploiter,

en vue de l'exportation, les riches forêts du Québec. (On sait qu'à cette époque les forêts anglaises avaient été dévastées et que la demande britannique en bois ne cessait d'augmenter). Ils obtinrent aussitôt satisfaction, malgré l'opposition de certains seigneurs canadiens-français, dont le "révolutionnaire" Louis-Joseph Papineau, alors seigneur de Montebello !

Les businessmen, voyant l'abondance du "cheap labor" en chômage dans les villes, dans les banlieues et jusque dans les "colonies" les plus éloignées, se dirent qu'il fallait profiter de tous ces bras qui ne demandaient qu'à travailler, pour exploiter, à bon compte les immenses ressources forestières, hydrauliques et minières du Québec ; et, en même temps, y développer certaines industries fondées sur l'exploitation de la main-d'oeuvre à bon marché, comme l'industrie textile, très florissante à l'époque. De cette façon, pourrait être créée et développée, aux taux les plus bas, et avec le maximum de rentabilité, une économie "québécoise" complémentaire des économies dominantes de la fin du XIX^e siècle, celles de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

Après avoir acheté les meilleures terres, ces capitalistes obtinrent du gouvernement provincial de larges "concessions" forestières et minières. Et cela, presque gratuitement. Les moulins à scie se multiplièrent. Les forêts furent dévastées en un temps record. Des milliers de "colons" devinrent bûcherons. L'industrie du bois gagna peu à peu toutes les régions du Québec et la grande majorité des cultivateurs commencèrent à vendre leur force de travail aux compagnies forestières, du moins pendant quelques mois, chaque année. Les Canadiens français, de paysans malgré eux, devinrent un "peuple de scieurs de bois" et de "porteurs d'eau". L'industrie textile commença, à son tour, à se développer, surtout

dans les régions de Montréal et des Cantons de l'est. Toute une armée de travailleurs, d'hommes, de femmes et de jeunes, furent transformés en esclaves des machines à filer et à tisser le coton, dans des usines privées de lumière, d'air et de sécurité. Les salaires étaient bas, les accidents fréquents, les maladies nombreuses et parfois mortelles. (Ces conditions n'ont pas changé). Enfin, au début du XX^e siècle, on se mit à exploiter l'amiante dans les Cantons de l'est; l'or, le cuivre et le zinc en Abitibi; les ressources hydrauliques de la Mauricie, pour la fabrication du papier-journal, et celles du Saguenay-Lac St-Jean, pour la fabrication des lingots d'aluminium.

La prolétarianisation des Canadiens français "ruraux, catholiques et français" et l'urbanisation du Québec médiéval devinrent irréversibles. "Le retour à la ville" n'eut pas besoin de propagandistes, il s'accomplit de lui-même, comme tout phénomène naturel.

Tout en s'obstinant à prêcher "le retour à la terre", "l'achat chez nous" et "l'appel de la race", le clergé et la petite bourgeoisie profitaient de l'industrialisation du Québec, particulièrement dans la région de Montréal où vinrent s'installer bon nombre d'industries, à proximité des institutions financières et commerciales, des voies de communication et des quartiers généraux des maîtres (en majorité étrangers) de l'économie. Les petits bourgeois firent la cour aux businessmen anglo-saxons et, à la périphérie des fiefs réservés aux gros bonnets de l'impérialisme, se mirent à établir des centaines de petites industries familiales pour la fabrication de produits de consommation domestique: meubles, vêtements, chaussures, chandelles, aliments et boissons. (Plus tard, vers 1920, ils s'assureraient des revenus supplémentaires en prenant le contrôle des coopératives d'alimentation, de produits

laitiers, de prêts, et surtout des Caisses populaires). Quelques Canadiens français, vers la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e, se lancèrent dans la grande industrie: chemins de fer (Sénécal), bois (Dubuc), textile (Hudon), commerce de gros (Paquet). Mais leur ascension fut aussi éphémère que rapide. Ils furent incapables de résister à la formidable offensive financière américaine qui prit son élan au début du XX^e siècle et qui ne s'est pas encore arrêtée.

En fait, plusieurs Américains avaient déjà entrepris la conquête économique du Québec dès le milieu du XIX^e siècle, sans trop savoir encore s'ils devaient s'appuyer sur l'impérialisme britannique encore très puissant ou sur le nouvel impérialisme américain, beaucoup plus dynamique. Ces "chevaliers d'industrie", ces aventuriers du dollar, n'avaient ni patrie ni "intérêt national". Ils n'avaient que des intérêts de classe et des soucis de fortune. Le capital était à la fois leur religion, leur politique et leur raison de vivre. Leur langue était celle des affaires. Leur empire était le marché mondial des capitaux et des biens produits par cette masse de "cheap labor" anonyme pour laquelle ils n'avaient que mépris. Ils fabriquaient, au jour le jour, la Loi, la Justice, la Démocratie, les Droits de l'Homme, en fonction de l'accroissement illimité de leurs investissements et de leurs profits. Leur grande ambition était de prendre possession du monde au nom du Dollar, que Dieu donna aux businessmen pour L'adorer, L'aimer et Le servir, en compagnie du Pape de Rome et de l'Archevêque de Cantorbéry dans les basiliques, les abbayes et les cathédrales — recouvertes d'or — de l'Eglise du pauvre petit Jésus.

Ces Chrétiens d'Américains, qui invoquaient sans cesse le nom de Dieu dans leurs apologies du capitalisme, se lièrent aussi rapidement au haut clergé du Québec et aux chefs du

gouvernement québécois qu'aux milieux financiers de Montréal. Les communautés religieuses furent invitées à se joindre à eux pour investir dans les banques, le commerce et l'industrie. (C'est à partir de cette époque-là que le clergé montréalais réclama de Rome un cardinal, qui puisse être en mesure de promouvoir les intérêts de l'Eglise en négociant, avec le prestige et les pouvoirs financiers attachés à son rang, les plus avantageuses transactions possibles. Evidemment tout cela, pour la propagation de la Foi : en Chine, au Congo et au Pérou. On ne peut pas dire, toutefois, que la bureaucratie vaticane s'empresse de donner satisfaction aux bourgeois tonsurés de la métropole canadienne !)

Les Américains, originaires des Etats de New York, de Pennsylvanie ou de la Nouvelle-Angleterre, pratiquèrent, dès leur arrivée au Canada, "la double allégeance" aux intérêts du capitalisme anglais, et à ceux du capitalisme américain, attendant de voir quel pays, finalement, éliminerait l'autre dans la concurrence effrénée qu'ils se livraient, tout en multipliant les accords, les ententes et les traités sur des questions "d'intérêts communs". Ces grands entrepreneurs — qui étaient souvent des hommes de génie dans leur spécialité — donnèrent une vigoureuse impulsion à l'exploitation des ressources naturelles du Québec, prirent le contrôle des secteurs les plus rentables de l'industrie naissante canadienne-française et eurent tôt fait d'acheter le dévouement à leurs intérêts de presque tous les premiers ministres du Québec qui succédèrent au nationaliste Honoré Mercier et de la plupart des premiers ministres du Canada, à commencer par le Canadien français "Sir" Wilfrid Laurier.

A la fin du XIXe siècle, ils eurent la conviction que l'Angleterre ne cesserait de perdre du terrain et que les Etats-Unis, dans quelques années, seraient les maîtres du monde :

ce que l'évolution de l'impérialisme au XXe siècle allait confirmer.

Les Américains ne rencontraient aucune opposition au sein du gouvernement québécois, quelque fût le parti au pouvoir. Presque tous les premiers ministres qui se succédaient à Québec étaient invités à faire partie du conseil d'administration de l'une ou l'autre de leurs entreprises. La machine électorale des deux partis traditionnels étaient également bien pourvue et les milieux d'affaires s'entendaient aussi bien avec les "rouges" qu'avec les "bleus".

Au fédéral, les Américains prirent rapidement le contrôle du parti libéral, tandis que les "British", liés sentimentalement à la Couronne anglaise et gérants des intérêts britanniques au Canada, tenaient bien en mains le parti conservateur. Les luttes entre les deux partis ne faisaient que refléter le prolongement au pays de la concurrence des impérialismes anglais et américains pour le contrôle du marché mondial. Mais tandis que la Grande-Bretagne s'aliénait de plus en plus l'opinion par sa politique ostensiblement impérialiste et raciste, ses guerres coloniales (comme celle des Boers), son attachement ridicule aux dépouilles dorées d'une monarchie bigotte et conservatrice, son mépris des Canadiens français et des peuples de couleur, son légalisme hypocrite et intraitable, etc., les Etats-Unis, également racistes, impérialistes et hypocrites — mais plus intelligents et rusés —, faisaient sans bruit la conquête économique et j'oserais dire "spirituelle" du Canada, particulièrement du Québec et de l'Ontario.

La petite bourgeoisie canadienne-française, en particulier l'élite "pensante", ignorante de la réalité économique et sociale, de son origine, de son développement historique et du sens de son évolution, percevant le monde à travers les Idées fixes d'un système immuable, comme au Moyen-Age, parlait

au peuple un langage qui ne correspondait pas du tout à la réalité vécue quotidiennement par les travailleurs. Bourassa et ses disciples parlaient encore de "retour à la terre" et "d'indépendance canadienne" vis-à-vis la Grande-Bretagne, alors que l'urbanisation du Québec était un phénomène irréversible et que les Américains prenaient le contrôle de l'activité économique et même de la politique québécoise. La tutelle exercée juridiquement par Londres sur le Canada n'était plus que symbolique. Le Dominion du Canada, déjà vacillant, se muait en colonie économique de l'Amérique yankee. Et au sein de cette vaste colonie, le Québec n'était plus que l'appendice pauvre d'une économie étrangère.

Les discours de Bourassa n'étaient utiles qu'aux petits bourgeois mesquins pour qui l'attachement aux valeurs du passé signifiait l'asservissement du peuple à leurs intérêts économiques de villageois.

La petite bourgeoisie canadienne-française doit à son idéologie de clocher de n'avoir pas été complètement balayée par l'offensive économique des Américains, au XXe siècle. Soutenue par l'un des clergés les plus puissants au monde, cette classe de professionnels, de petits industriels, de petits commerçants et de petits financiers réussit à préserver et même à renforcer son rôle d'intermédiaire entre le peuple, d'une part, et les détenteurs étrangers du pouvoir économique, et la bourgeoisie canadienne-anglaise qui contrôle la politique fédérale, d'autre part. L'Etat provincial fut (et demeure) son instrument privilégié de domination et de trahison, un instrument de perpétuel marchandage et de vente aux enchères des richesses collectives, une entreprise de mystification des masses et d'abâtardissement de toute la vie politique québécoise. L'Etat du Québec n'est, depuis cent ans, rien de plus que la forme juridique de la dictature des couches les plus réac-

tionnaires de la petite bourgeoisie canadienne-française et de leurs bailleurs de fonds de la rue Saint-Jacques sur l'immense majorité de la population québécoise, dont l'unique activité politique que leur permet d'exercer le système est ce fameux "droit de vote", qui est l'absurde liberté de choisir, entre deux, trois, cinq ou huit voleurs, celui à qui l'on veut accorder le privilège d'exploiter la masse !

La "révolution industrielle" du début du siècle changea radicalement le mode de vie des Québécois, ou plutôt urbanisa et modernisa leur esclavage trois fois centenaire. La population se concentra dans les villes qui, à l'exception de Montréal, n'étaient et ne sont encore que de gros villages sous-industrialisés, pauvres et sans avenir. Montréal devint rapidement le centre d'attraction des "scieurs de bois" et des "porteurs d'eau". Plusieurs y trouvèrent un emploi et un peu de sécurité, mais Montréal ne pouvait, à elle seule, absorber tous les chômeurs et les pauvres du Québec. Déjà en 1920, la proportion des chômeurs à Montréal ne cessait d'augmenter. Et quand la crise de 1929 éclata, les chômeurs et les pauvres de la grande ville connurent une misère plus terrible encore que ceux des campagnes.

L'agitation sociale s'amplifia avec la dépression des années 30. Le syndicalisme fit d'énormes progrès et le socialisme commença à recruter des sympathisants et des propagandistes à Montréal. Les grèves et les manifestations de mécontentement se multiplièrent. En 1937, des émeutes éclatèrent à Sorel, et il y eut des morts et des blessés. Le port de Montréal se transforma plus d'une fois en champ de bataille et les ouvriers du textile se soulevèrent contre leurs exploiters. Enfin, quand la deuxième "crise de la conscription" éclata, pendant la guerre, des insurrections se produisirent un peu partout et le Québec connut un début de révolution populai-

re (7). Déjà, durant la première guerre mondiale, la conscription avait provoqué des émeutes violentes et, pendant trois mois, chaque soir, les rues de Montréal avaient été envahies par des milliers de travailleurs en colère, qui réclamaient le renversement du système et qui cherchaient à se procurer des armes (8). Mais ces soulèvements spontanés de travailleurs ne donnèrent naissance à aucune organisation politique, populaire et révolutionnaire. D'une part, les leaders ouvriers étaient, pour la plupart, dominés, sinon terrorisés, par le clergé qui bloquait systématiquement tout effort d'organisation révolutionnaire de la classe ouvrière. D'autre part, les chefs "anti-conscriptionnistes" des années 40 étaient des petits bourgeois sans influence réelle sur les travailleurs. C'étaient des disciples de Bourassa et du chanoine Groulx, des intellectuels souvent sympathiques à Mussolini et à Hitler, anti-sémites et racistes. Ils furent incapables de mobiliser le mécontentement populaire autour d'un programme concret de réformes sociales et ne firent, en somme, que préparer la voie à Duplessis par leur nationalisme exacerbé (9).

Après la guerre, l'apathie, le repliement sur soi et l'indifférence succédèrent, une fois de plus, aux espoirs déçus qu'avaient fait naître les syndicalistes, les communistes et les anti-conscriptionnistes. Duplessis entreprit son règne sans opposition. Il en profita pour céder les riches gisements de fer du Nord-Québec aux Américains et doter son parti, avec leur aide financière, de la plus formidable machine électorale que le Québec et le Canada aient jamais connue.

Le mouvement coopératif et le syndicalisme contrôlés par l'Eglise (à peu d'exceptions près) et par la petite bourgeoisie traditionnelle, furent mis au service de "l'achat chez nous", de "l'épargne canadienne-française" monopolisée par les Caisses populaires Desjardins et de la préservation de "la

foi, la langue et la religion". Certains chefs syndicaux prêchèrent même "le retour à la terre" et la suppression de toute politique d'immigration, car les immigrants, à leurs yeux, n'étaient que "des voleurs d'emplois et de terres". Les Aumôniers régnaient en despotes dans les syndicats et les coopératives, comme les curés dans les paroisses et les évêques dans les diocèses. Car l'Eglise, tout en luttant contre l'exode rural depuis le début du siècle, avait eu la sagesse de ne pas laisser sans prêtres ces milliers de travailleurs qui, dans les villes, seraient "exposés aux vices, aux idées pernicieuses et au communisme". Les laïcs qui osaient dire aux prêtres de s'occuper davantage de Dieu, et un peu moins de politique et de syndicalisme, étaient automatiquement qualifiés de "révoltés" et de "communistes", calomniés et persécutés. Le Moyen-Age ne serait pas le Moyen-Age sans une Inquisition bien organisée (10). Et Dieu, malgré les efforts des capitalistes américains, ne voulait pas que le Québec perde son caractère médiéval. C'est tout juste si la Sainte Vierge n'apparut pas à quelque enfant, comme au Portugal, pour nous supplier d'obéir aux continuateurs du schizophrène Mgr de Laval, qui au XVII^e siècle, avait jeté les fondements de cet univers d'asile d'aliénés.

Les unions américaines, qui possédaient des succursales au Québec, étaient moins asservies à l'obscurantisme des aumôniers mais l'étaient davantage aux intérêts économiques des Etats-Unis, ce qui, en fin de compte, était aussi nuisible aux travailleurs du Québec.

En 1949, les grévistes de l'amiante prirent, pendant quelques jours, le contrôle de la ville d'Asbestos, refusèrent d'obéir à leurs chefs, dont Jean Marchand, et même à leur curé. La police de Duplessis écrasa leur révolte et cette action anti-ouvrière souleva le peuple contre le monarque de "la grande

noirceur" (11). De partout, les grévistes d'Asbestos reçurent sympathie, appui et aide matérielle. Quelques années plus tard, en 1957, les mineurs de Murdochville, en Gaspésie, se soulevèrent à leur tour, et l'opposition anti-duplessiste gagna en profondeur et en étendue. Des grèves spontanées éclatèrent en divers coins du Québec et la police politique de Duplessis se fit de plus en plus dure envers les travailleurs. Le syndicalisme se débarrassa de ses aumôniers et de ses prêcheurs d'obéissance aveugle au "Cheuf" très catholique qui assistait à la messe et communiait chaque matin. Des intellectuels québécois commencèrent à se préoccuper de "sciences sociales" et fondèrent des revues de "gauche". Des hebdomadaires, comme le journal Vrai de Jacques Hébert, révélèrent au peuple le vrai visage du duplessisme. "L'affaire Coffin", entre autres, força des dizaines de milliers de Québécois, habitués à la démagogie savante de Duplessis, à se déciller les yeux et à réapprendre leurs responsabilités. Il ne fut plus permis à quiconque d'accepter l'injustice sans protester.

Le Québec ne se réveilla de son long hiver que très lentement. En 1960, après des années de luttes obscures et pénibles, de grèves perdues, de procès truqués, d'assassinats légaux, de censure et d'inquisition, onze ans après Asbestos, la victoire inattendue des Libéraux et l'arrivée au pouvoir du "socialiste" René Lévesque marquèrent la fin de "la grande noirceur" et le début de la "révolution tranquille". Toutes les institutions du Québec furent remises en question publiquement. Le laïcisme, le séparatisme et le marxisme firent voler en miettes l'apparente unanimité. L'idéologie monolithique traditionnelle se brisa. Les groupes de pression, les organisations patriotiques, les partis politiques se séparèrent en factions antagonistes. De nouveaux groupes et partis furent fondés. Les revues et les journaux politiques se multi-

plièrent. Le goût de lire et de connaître s'empara de la jeunesse et le commerce du livre connut une expansion sans précédent. Un vigoureux appétit de vérité et un féroce besoin de liberté s'emparèrent de la nation. Dieu fit une grimace terrible et les évêques se réunirent d'urgence pour invoquer le Saint-Esprit.

L'évangile de la résignation et l'apologétique de l'esclavage furent déchirés dans un enthousiasme mêlé d'un sourd instinct de vengeance. Et plus d'un fabricant et profiteur de l'idéologie traditionnelle se mit à souffrir d'insomnie et à rêver, tout en sueurs, de guerre civile. "Comme en Espagne... Est-ce possible?... Les riches et les prêtres exécutés... Les usines aux ouvriers... Les églises rasées... les socialistes au pouvoir..." La simple annonce par les Libéraux de leur intention de moderniser, c'est-à-dire de "mettre à date", l'enseignement dispensé à la jeunesse québécoise sema la panique chez la majorité des vénérables et incontestés "patrons" de l'Education traditionnelle, en particulier les Evêques qui réussirent, finalement, à saboter "en douce" la réforme de l'enseignement... avec la complicité de Ti-Jean-la-Taxe-Lesage qui n'avait défendu cette réforme (à laquelle tenait beaucoup son ministre de l'Education), que pour se faire réélire en 1962. Mais le sabotage des Evêques fut un demi-échec pour l'Eglise, qui n'a jamais été aussi discréditée qu'aujourd'hui aux yeux du peuple. Certes, les églises se remplissent encore de fidèles, le dimanche, et la plupart des gens croient en Dieu. Mais les Québécois sont écoeurés de leurs prêtres en pantouffles qui mènent une existence de millionnaires dans leurs presbytères cossus et qui boivent du scotch avec l'argent des pauvres. Quant aux jeunes, non seulement, ils sont anti-cléricaux, mais la majorité d'entre eux refusent d'aller contempler, le dimanche, des "simagrées"

d'un autre âge, auxquels ils ne comprennent rien, et de payer pour ce spectacle, ne fût-ce que vingt-cinq cents. Croient-ils en Dieu, en Jésus-Christ, en Mahomet ou en Bouddha ? Je l'ignore. Mais j'ai l'impression qu'ils croient d'abord en eux-mêmes et en l'humanité, et qu'ils ne sont pas prêts, comme leurs parents, à sacrifier leur vie terrestre pour un hypothétique bonheur céleste.

Malgré l'opposition des "vieux" profiteurs de l'obscurantisme, la révolution tranquille a bouleversé complètement les habitudes de penser des Québécois qui, pour la première fois de leur histoire, furent témoins — grâce, en partie, au développement prodigieux de la télévision, de la radio et de la presse — d'un débat "national" qui les mit tous en état de s'interroger, de discuter ouvertement de leurs problèmes et de prendre parti. La révolution tranquille libéra des énergies insoupçonnées jusque là et les Libéraux réformistes furent les instruments inconscients d'une agitation sociale sans précédent. Toutes les couches de la société, toutes les classes se situèrent par rapport à leur condition présente et par rapport à leurs intérêts fondamentaux. La petite bourgeoisie exprima avec une vigueur nouvelle son traditionnel nationalisme. Une large faction de cette petite bourgeoisie sécularisa, cependant, ce nationalisme et le transforma en un mouvement résolument séparatiste et laïc. Pour la première fois depuis 1837, la petite bourgeoisie se fixa des objectifs politiques, économiques et sociaux suffisamment précis pour constituer un programme politique complet (un programme pour la classe petite-bourgeoise et non pour la classe ouvrière). Aujourd'hui, il ne fait plus de doute que toute la petite bourgeoisie, des nationalistes traditionnels aux séparatistes, réclame un nouveau partage des pouvoirs. La Confédération canadienne est à l'article de la mort au moment même où elle

commence à célébrer son centenaire en s'efforçant de croire à sa survie, comme un cancéreux à demi-inconscient refuse de faire son testament et s'obstine à nier la mort qui le dévore.

A Ottawa, seule une petite minorité de Québécois attardés, inconscients ou arrivistes (je ne sais trop) persistent à croire que Lafontaine, Cartier et Laurier ne furent pas des traîtres et appellent désespérément le miracle constitutionnel qui sauvera la Confédération. Comment ces hommes intelligents peuvent-ils, sans nier l'histoire, croire et affirmer que les Canadiens français ont intérêt à perpétuer un "pacte" qu'en réalité ils n'ont jamais conclu et qui leur fut imposé de la même façon que le récent traité canado-américain de libre-échange sur les pièces d'automobiles ? MM. Marchand, Favreau, Sauvé, Pelletier et Trudeau peuvent-ils nous dire quand le peuple canadien-français fut consulté démocratiquement sur ce fameux "pacte confédératif" pour l'amour duquel ils n'ont pas craint de se compromettre avec "l'écurie", fumante de puanteurs et de scandales, des Libéraux ? et avec leur chef impuissant, ce cher "chou-chou" du président Lyndon B. Johnson, ce premier ministre de guimauve pour qui il vaudrait la peine d'instituer un prix Nobel de l'Incompétence ? Décidément, les grands hommes qui vécurent (sic) Asbestos ont dû subir d'étranges traumatismes sous le règne de Duplessis. "La grande noirceur" refuse de les quitter. Et leur "politique fonctionnelle" se débat comme quelqu'un qui étouffe d'avoir avalé trop de fumée.

Pendant que les fondateurs de la "Cité libre" sont emprisonnés dans le Parlement d'Ottawa et tournent en rond dans leurs bureaux de députés ou de ministres, comme des fous inconscients de leur démente qui ne cessent, dans leur cerveau fatigué, d'agiter des idées dont les hommes sains d'es-

prits ne veulent même pas discuter, les travailleurs canadiens-français ont les yeux fixés sur Québec. Toutes les promesses de réformes et de "révolutions" (révolution scolaire, révolution sociale, révolution par ci, révolution par là) que la petite bourgeoisie au pouvoir (le parti libéral) agita devant le peuple ont suscité de nouveaux besoins et remué en profondeur d'anciennes espérances qui, en se réveillant, ont fait naître un sentiment d'urgence parmi les couches les plus défavorisées de la population. Les "non-instruits", que méprise Lesage, veulent recevoir leur part du festin, leur large part. Ne forment-ils pas 90% de cette nation à qui l'on vient de promettre une vie nouvelle, libérée de la peur, de l'ignorance et de la servitude ?

Les promesses de 1960 sont encore les promesses de 1966, sauf, en partie, dans le domaine de l'enseignement. Des "promesses" sont même reportées aux calendes grecques. Et avec Danny Boy au pouvoir, certains se demandent si les promesses maintenues par "le nouveau régime" ne seront pas enterrées demain. M. Johnson parle beaucoup d'indépendance, depuis sa surprenante élection, mais il parle aussi de briser les grèves, de diminuer les dépenses "sociales" et d'accorder de nouveaux privilèges aux investisseurs étrangers. Comment M. Johnson peut-il concilier sa politique d'indépendance avec son invitation sans équivoque aux investisseurs américains dont l'activité économique, selon l'expression de l'économiste André Gunder Frank, ne peut que "développer le sous-développement", nous appauvrir collectivement et individuellement, jusqu'à ce que le Québec ne soit plus qu'un pays en ruines ? Evidemment, M. Johnson ne vous répondra pas, car ce n'est pas dans l'intérêt de son parti de le faire. Mais, comme disait mon père, "nous ne sommes pas des fous".

Depuis ces dernières années, les taxes n'ont cessé d'augmenter pour financer ces soi-disant réformes que le peuple n'a pas encore été admis à voir, comme si elles étaient des secrets d'Etat. Où est allé tout cet argent ? Dans les poches des ministres, des patronneux, des Filion ? Englouti dans Sidbec, l'aciérie mort-née ? Gaspillé en bouts de chemins ou en cadeaux à certains commissaires d'écoles ? Transféré à ces capitalistes-amis sous forme de "prêts industriels" ? Donné aux Américains en paiement des intérêts sur la "dette nationale" qui ne cesse d'augmenter ? Investi dans les projets du Centenaire de la Confédération et de l'Expo des capitalistes ?

En 1962, les créditistes ont donné une première formulation concrète au mécontentement populaire et le parti de Caouette, s'appuyant sur l'ancien ressentiment anti-capitaliste des cultivateurs et des ouvriers canadiens-français, balaya le Québec aux élections fédérales. Les créditistes déçurent les travailleurs par leurs querelles intestines et leurs déclarations incongrues, mais le mécontentement populaire continua de s'amplifier. Deux ans plus tard, des grèves éclatèrent un peu partout. Lesage voulut baillonner la presse et les conflits se multiplièrent dans les milieux journalistiques. La Presse, Le Soleil, L'Action, La Tribune, connurent des moments difficiles. La très longue grève des employés de La Presse, à forte coloration politique, sensibilisa la population au problème de la liberté d'opinion et du droit à l'information. Le peuple comprit alors que les Libéraux, en voulant censurer les journaux, voulaient leur cacher la vérité, sur l'initiative de ceux-là même qui avaient déclenché le mouvement de réformes.

Les grèves augmentèrent en nombre et en intensité. Les libéraux se firent briseurs de grèves et matraqueurs professionnels. Leurs discours se résumèrent à des dénonciations irréfléchies, inutiles et, parfois même, hystériques. Le peuple

vit en eux ses pires ennemis. Aux élections de juin 1966, l'équipe Lesage subit un vote de non-confiance. L'Union nationale fut reportée au pouvoir malgré elle... et malgré les travailleurs eux-mêmes qui n'avaient pas le choix des moyens. Mais, ne vous en faites pas. Si les travailleurs du Québec ont voté contre Lesage pour ne pas revivre "la grande noirceur", croyez-vous qu'ils vont s'embarrasser longtemps de Johnson et de sa clique de "parvenus" à la solde des Américains et de la partie la plus rétrograde de la petite bourgeoisie nationaliste? Et vraiment croyez-vous que les travailleurs du Québec vont continuer, indéfiniment, à jouer aux élections, "pour le fun", tous les quatre ans... simplement parce que le système le leur demande? Des fusils de chasse, ça peut, parfois, servir à autre chose qu'à tuer le chevreuil...

Au moment où ces lignes sont écrites, rien ne laisse prévoir un ralentissement des revendications populaires: la violence éclate de partout. Cultivateurs, ouvriers et étudiants ne cachent pas leur profonde insatisfaction et ne cessent de la manifester sous une forme ou sous une autre. Le gouvernement du Québec éprouve de plus en plus de difficulté à maîtriser la situation. D'autant plus que les coffres de l'Etat sont vides et que le parti au pouvoir, quel qu'il soit, est placé dans l'impossibilité d'inventer des cataplasmes durables pour calmer la tempête qui gronde.

Pendant que la classe ouvrière et agricole (les agriculteurs ne forment, cependant, que 6% de la main d'oeuvre totale) est en train de développer, péniblement, une conscience de classe — sans laquelle aucune révolution n'est possible —, les Américains ne cessent d'augmenter leur main-mise sur notre patrimoine national. On estime qu'ils contrôlent aujourd'hui, directement ou indirectement, 80% de l'économie québécoise. Au moyen de prêts à long terme de plus en plus

nombreux, ils accaparent, sous forme d'intérêts, une part sans cesse croissante des revenus de l'Etat québécois et freinent ainsi toute possibilité de développement autonome. Même si Québec récupère d'Ottawa tous les impôts, ces revenus additionnels auront tôt fait de passer aux Américains qui constituent l'obstacle principal à l'indépendance économique du Québec. Quant à l'indépendance de papier, Washington s'en fout. Que lui importe cette fiction, si ses intérêts sont sauvegardés? L'impérialisme n'a que faire des drapeaux: un de plus, un de moins ne dérange en rien son système universel d'exploitation des ressources naturelles et du "cheap labor". Un gouvernement "nationaliste" docile est le plus sûr des alliés pour Washington, comme l'Amérique latine en offre maints exemples. Ce que redoutent les Américains, c'est le socialisme, la révolution populaire. Avec Daniel Johnson, comme avec Jean Lesage, ils peuvent dormir tranquilles.

70,000 en 1760, les Canadiens français du Québec sont, aujourd'hui, plus de 5 millions sur une population totale d'environ 6 millions d'habitants. 90% d'entre eux appartiennent à la classe ouvrière, et il convient d'ajouter à ce nombre la majorité des immigrants non-britanniques: Italiens, Grecs, Espagnols, Polonais, etc., qui forment un pourcentage important du prolétariat de Montréal. 40% de la population de Montréal, selon une enquête effectuée en 1965 par le Conseil du Travail de Montréal, est considérée comme "économiquement faible" et, en province — où vivent les deux tiers de la population canadienne-française — la proportion des pauvres, des chômeurs, des travailleurs saisonniers et des assistés-sociaux est considérablement plus élevée. Si l'on excepte la région de Montréal, où est concentrée toute la richesse du Québec et où sont situés les quartiers généraux des exploiters aussi bien autochtones qu'étrangers, la majorité des

régions du Québec sont asservies économiquement à une monoproduction locale contrôlée de l'étranger : l'aluminium au Saguenay-Lac Saint-Jean, la pulpe et le papier dans la Mauricie, le cuivre en Abitibi, le fer sur la Côte Nord, etc... Il suffit que la demande mondiale (ou américaine) pour l'un ou l'autre de ces produits diminue pour que toute la région concernée soit acculée à la famine. En outre, seule une minorité de travailleurs peut trouver un emploi dans ces industries, parfois hautement automatisées ; et la grande majorité de la population, comme on dit familièrement, "végète" et passe le temps à survivre.

Le marché québécois est inondé de produits étrangers et, chaque mois, la production locale de biens de consommation, même d'aliments, est réduite par la concurrence insoutenable des produits importés des Etats-Unis, du Japon et d'ailleurs, concurrence qui n'est soumise à aucune restriction. Les prix ne cessent d'augmenter et l'endettement des travailleurs également. Le "crédit" empoisonne la vie des individus et l'insécurité est générale.

Malgré le nombre sans précédent et la longue durée des conflits ouvriers, les travailleurs du Québec n'ont pas encore réussi à s'organiser politiquement, de façon indépendante, en vue du renversement du pouvoir et de la transformation radicale de la société, pour la justice, l'égalité et la fraternité. Mais l'idée et le besoin d'une telle organisation, révolutionnaire et populaire, s'imposent de plus en plus aux ouvriers, aux cultivateurs, et à la jeunesse du Québec. Les manifestations violentes du 24 mai et du 1er juillet 1965, les récents conflits du textile, des ports de Montréal, Trois-Rivières, et Québec, de La Grenade Shoe, des employés de la construction, des hôpitaux, des chemins de fer, des Postes, des étudiants des écoles de métier, des enseignants, et finalement,

des employés de Ayers, à Lachute — pour ne citer que ceux-là — montrent, hors de tout doute, que les "nègres blancs d'Amérique" sont déterminés à briser une fois pour toutes le joug de l'esclavage et à prendre en mains le contrôle de leur propre destinée (12).

Après trois siècles de muette et inutile soumission de tout un peuple à vos intérêts d'exploiteurs, la vérité, enfin, jette une lumière crue sur toutes choses, et il ne taudra pas vous attendre à ce que la révolte populaire en gestation se précipite, messieurs les bourgeois et messieurs les évêques, de ce qu'il adviendra de vos privilèges et de vos respectables personnes, lorsqu'elle éclatera, impitoyable et inévitable aboutissement du système d'exploitation et d'asservissement que vous avez vous-mêmes mis en place et développé.

2

Si les Québécois peuvent être appelés, sans exagération, des nègres blancs, ils ne sont pourtant pas les seuls Blancs d'Amérique à "mériter" ce titre d'esclaves. La révolution industrielle du XVIIIe et du XIXe siècle a chassé d'Europe des millions de paysans et d'ouvriers qui sont venus chercher en Amérique la liberté en même temps que le travail et le pain. Un petit nombre d'entre eux seulement ont réussi à s'enrichir et à jouir de cette liberté d'entreprise qui, sur ce

continent, s'achète à prix d'or. La majorité de ces immigrants sont demeurés les ouvriers à gages des "premiers Blancs", de ces entrepreneurs de la race anglaise supérieure qui, depuis les Washington, les Jefferson et les Franklin, se sont toujours considérés comme les seuls propriétaires de l'Amérique du nord. Ces immigrants, dont les capitalistes européens avaient fait des parias, ont été accueillis à bras ouverts par les Fondateurs de la démocratie américaine qui avaient grand besoin de main d'oeuvre à bon marché pour "faire profiter" au maximum le labeur et le capital qu'ils avaient investis dans les colonies d'Amérique, depuis le XVII^e siècle. Les "premiers Blancs" devinrent des accumulateurs de profits, des spéculateurs et des businessmen, tandis que les nouveaux venus étaient invités à coopérer, par la vente horaire de leur force de travail, au développement rapide de ce gigantesque pays qui était sensé leur appartenir.

Le célèbre "melting pot" était — et demeure — un leurre. Il y eut "melting pot" au niveau du salariat, du chômage, de la pauvreté, et de la lutte pour la vie. Mais il n'y a jamais eu "melting pot" au niveau de l'aristocratie américaine, de cette classe de grands bourgeois, financiers et impérialistes par profession.

De plus, la démocratie américaine a développé parmi la classe ouvrière un esprit de division qui lui a permis de dominer assez facilement sa masse énorme et extrêmement mobile de "cheap labor". D'abord, elle a tenu les immigrants venus des chrétientés d'Europe le plus loin possible des Noirs. Elle a organisé l'esclavage noir au sud, l'esclavage blanc au nord. Plus tard, elle fit la conquête de l'Ouest et les nouveaux riches du Texas et de la Californie organisèrent l'esclavage mexicain et indien. Au nord, l'élite yankee divisa les esclaves blancs en "colonies" italienne, irlandaise, polonaise,

allemande, porto-ricaine, etc... La seconde révolution industrielle, stimulée par la guerre de 39, provoqua l'exode des Noirs du sud vers les grandes villes industrialisées du nord. Les esclaves blancs, déjà aux prises avec le chômage, accueillirent leurs frères de couleur, encore plus pauvres qu'eux, comme des ennemis. Les syndicats, organisations des esclaves blancs des grandes industries, furent interdits aux nouveaux venus. Le racisme, qui avait déjà transformé le sud en un véritable enfer, empoisonna la vie ouvrière dans la plupart des villes du nord. Les Noirs furent parqués dans des ghettos dont la misère dépassa tout ce qu'avaient connu les différentes "colonies" d'esclaves blancs. La lutte des travailleurs contre l'exploitation capitaliste fut compromise par la haine farouche que l'idéologie raciste dirigea contre les Noirs. Financé par les exploiters des travailleurs blancs et des travailleurs noirs, le racisme permit au capitalisme de retarder de plusieurs décennies la révolution populaire aux Etats-Unis. Le racisme, en faisant s'entre-déchirer les travailleurs pour des motifs irrationnels, favorisa le sabotage du mouvement syndical américain par la haute bourgeoisie et évita aux millionnaires la désagréable expérience d'avoir à rogner un peu sur leurs profits pour financer des réformes sociales. Le mouvement syndical, contrôlé par des spéculateurs liés aux intérêts financiers et politiques du "Warfare State", appuya la politique officielle de Washington et devint le plus sûr allié des grandes corporations. Ecoeurés et révoltés, des milliers d'esclaves blancs, qui avant la guerre avaient été d'ardents militants syndicaux, déclenchèrent des centaines de "grèves sauvages" pour protester contre la commune dictature des syndicats et des compagnies. De leur côté, les Noirs, enfermés dans leurs ghettos, se soulevèrent en masse et mirent le feu à leur misère. L'automatisation entraîna un accroissement

considérable du nombre des chômeurs et des assistés sociaux et le State Department dut admettre publiquement, il y a quelques années, qu'il y avait 50 millions de pauvres aux Etats-Unis, soit près du tiers de la population totale... Les chômeurs se chiffrent, aujourd'hui, par trois millions et les jeunes, surtout ceux qui appartiennent à la classe ouvrière, ignorent totalement ce que l'avenir leur réserve. Les Noirs, les Porto-Ricains et les Mexicains des Etats-Unis multiplient les manifestations et les émeutes. Des milliers d'entre eux remplissent les prisons du nord comme celles du sud. Le "Black Power" s'organise, inspirant aux éléments les plus conscients de la classe ouvrière l'idée et la nécessité d'un "Workers' Power". La guerre du Vietnam a dressé la jeunesse contre l'Etat. Les groupes d'opposition à la guerre, au fascisme et au capitalisme se multiplient à travers tout le pays. Une conscience de classe se développe en dépit de la longue histoire de haines insensées qui a considérablement affaibli le mouvement de revendications des travailleurs américains, depuis 30 ans. Le racisme cède peu à peu, bien que difficilement, la place à la solidarité. Le syndicalisme d'affaires, discrédité, demeure encore un obstacle de taille à l'émancipation des travailleurs, mais ces derniers commencent à trouver des méthodes plus directes et plus violentes — que les négociations collectives et les grèves légales — pour faire valoir leurs droits. Les Noirs se trouvent à la tête du mouvement, suivis par les Porto-Ricains de New York et les travailleurs agricoles de la Californie et du Texas. Ces esclaves, depuis longtemps déjà, ont appris à mêler à la fois leur sang et leur colère. Les esclaves blancs, qui commencent à peine à se réveiller du long cauchemar que leur a fait vivre le racisme, ne tarderont pas à découvrir qu'il est de leur intérêt de suivre les "colored workers" qui les précèdent, depuis long-

temps, sur le chemin de la libération (13). Même phénomène au Canada, où les travailleurs de l'Ontario, ceux de la Colombie-Britannique et les "Frenchies" du nord de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick commencent à faire appel à la violence...

Le développement d'une conscience de classe parmi toutes les couches de travailleurs en Amérique est encore mal perçu, parce qu'il n'a pas encore atteint le stade de l'organisation politique, indépendante et révolutionnaire, et également à cause des nombreuses blessures non cicatrisées laissées par tant d'années de racisme. Quant au "nationalisme noir", loin d'y voir un obstacle à la lutte des classes, comme certains marxistes soi-disant orthodoxes (et plus obsédés d'orthodoxie scolastique que de l'urgence de travailler pratiquement, dans les conditions données, à la libération de la classe ouvrière), j'y vois l'une des manifestations les plus positives et les plus progressistes du développement de la révolution américaine; car cette révolution devra tenir compte non seulement de l'aspect "prolétaire" du travailleur, mais aussi de sa culture, de son origine ethnique, de ses traditions et coutumes, de ses besoins et de ses goûts particuliers; autrement, la révolution ne sera pas une révolution humaine, totale et libératrice.

Le "nationalisme noir" — comme le "séparatisme canadien-français" — rend un service inestimable aux révolutionnaires en les forçant à envisager la libération de l'homme total et en leur évitant d'être pris au piège des demi-révolutions qui, aussitôt victorieuses, se muent en oppression des "minorités" raciales, linguistiques, religieuses, ou autres. Le "nationalisme noir" et le "séparatisme québécois" sont en train de réapprendre aux hommes les nombreuses exigences du véritable respect des hommes, dans l'égalité des différences naturelles et historiques (et non des différences de puissance et de pri-

vilèges occasionnées par la répartition inégale des richesses, par la propriété privée des moyens de production, par la libre concurrence, par la concentration des capitaux entre les mains des exploiters les plus féroces et par la division de la société en classes antagonistes). Ce respect de l'homme par l'homme suppose la suppression des classes sociales, du capitalisme, de l'exploitation de l'homme par l'homme. Et le nationalisme des pauvres, des exploités — contrairement à celui des rois de l'acier et du pétrole, des propriétaires de l'énergie nucléaire et des bombes atomiques, des fauteurs de guerres et des fabricants de fusées Agena — ne vise à écraser personne. Etant déjà les plus écrasés, les pauvres ne peuvent dominer qu'eux-mêmes, c'est-à-dire devenir leurs propres maîtres. Leurs ennemis ne peuvent être "les sales nègres", car ils sont ces sales nègres ; ils ne peuvent être les "French Pea Soups", car ils sont ces French Pea Soups ; ils ne peuvent être les "maudits non-instruits" des usines, car ils sont ces non-instruits des usines. Ces nègres, qui n'ont pas tous la peau de la même couleur, qui ne parlent pas tous la même langue, qui croient en des prophètes différents, qui habitent des ghettos étrangers les uns aux autres et qui subissent de diverses façons la dictature du même système économique, politique et social, tous ces nègres que les esclavagistes, les businessmen et les politiciens s'ingénient, depuis des siècles, à dresser les uns contre les autres pour mieux les exploiter et les maintenir dans l'impuissance, savent, aujourd'hui, que la liberté et la paix, dans ce monde d'argent, de violence et d'oppression, ne peuvent se conquérir que par la force du nombre et des armes. Ils ont déjà le nombre. Les armes viendront en leur temps... le jour où ils seront suffisamment unis, pour constituer l'armée invincible de leur propre libération et de la libération des millions d'hommes qui, dans les

cinq continents, sont actuellement asservis aux intérêts du "monde libre". Car les nègres d'Amérique sont solidaires des nègres du monde entier. Solidaires dans la servitude. Solidaires dans la lutte de libération. Solidaires, éventuellement, dans l'assaut final contre l'impérialisme et dans la victoire définitive de l'humain sur l'inhumain. Solidaires dans cette révolution de l'homme par l'homme, dans ce grandiose événement qui balayera toute la pourriture du vieux système et rendra l'humanité, c'est-à-dire tous les hommes, aptes à commencer une nouvelle histoire, sans maîtres ni esclaves, sans guerres ni racismes, sans banques ni voleurs.

3

"Mais comment nous autres, les nègres, qui sommes les plus dépourvus (matériellement, intellectuellement, techniquement) de moyens de conquérir le pouvoir et de le conserver, pouvons-nous espérer vaincre la puissance économique, politique et militaire la plus considérable au monde, renverser l'impérialisme et fonder une société nouvelle sur des bases tout à fait différentes de celles de la société actuelle, nous qui ne possédons rien et qui avons peine à comprendre les rouages de l'oppression qui nous fait esclaves ?"

Chaque nègre, chaque travailleur qui prend conscience de l'insupportable injustice du système actuel, chaque esclave,

en somme, qui s'instruit et dont les yeux s'ouvrent à la vérité que la propagande, la religion et l'éducation avaient été chargées par le système de lui cacher le plus possible, se pose avec angoisse et scepticisme la fameuse question: COMMENT ? ...

L'habitude de l'humiliation et du travail forcé (du travail-pour-subsister) rend fataliste, passif, sceptique. On est tenté de se dire que "tous ces rêves-là ne font que nous rendre encore plus malheureux et ne changent rien. Et puis, n'est-il pas dans "l'Ordre" qu'il y ait des gens plus intelligents que d'autres, plus "travailleurs", plus économes, moins ivrognes, moins paresseux, et qui réussissent plus facilement parce qu'ils sont plus "capables", plus sobres, plus instruits, ... plus riches aussi, il faut bien l'avouer", se dit Un Tel.

— Quelqu'un ne devient-il pas "capable" parce qu'il a de "l'instruction" ? Et cette instruction, qu'il a acquise à l'Université, ne l'a-t-il pas payée très cher ? Avec quel argent ? Où son père a-t-il pris cet argent ? Comment se fait-il que son père ait des revenus supérieurs à ceux de la moyenne des gens ? Comment a-t-il pu devenir médecin ou industriel ? Où le père de son père a-t-il pris l'argent nécessaire pour faire instruire son fils ? Et où le père du père de son père ... se demande Un Autre.

"Et puis, pourquoi mon père, à moi, n'a pas pu me faire instruire, m'envoyer à l'université ? Pourquoi mon père à moi et le père de mon père ont-ils toujours "tiré le diable par la queue" ? Et pourquoi les écoles des quartiers ouvriers sont-elles sales, mal équipées, humides, comme si elles avaient été construites pour vous dégoûter des études ? (On a plus de succès en allant à l'école de la pègre, vous savez. Ça paye vite à part ça ! Mais ça me fait peur ...) Et pourquoi les sa-

lares des travailleurs sont-ils si bas, et le coût de la vie tellement élevé qu'à quatorze ou seize ans il faut, comme son père, chercher un emploi, vendre à l'heure ou à la semaine sa force de travail et accepter, comme des dons du Ciel, les travaux les plus pénibles, parce qu'ils vous font gagner quelques piastres ... que vous dépenserez aussitôt à la mercerie, à l'épicerie du coin, au cinéma, chez le médecin ... et à la taverne quand, au bout de six mois de cette vie de chien, vous irez y noyer les rêves de votre jeunesse dans la bière et le bruit ? Pouvez-vous m'expliquer, cher docteur, comment il se fait qu'il y ait tant de tavernes à Montréal et tant d'ivrognes dedans ? Pouvez-vous m'expliquer pourquoi on y rencontre surtout des ouvriers, des "pas instruits", et des chômeurs ? Et pourquoi ces tavernes sont plus nombreuses dans l'Est français que dans l'Ouest anglais ? ..."

— Il doit y avoir une explication à tout cela, se dit et se redit Joe. C'est impossible que tous nous autres, de l'est de la ville, de Saint-Henri et de la Pointe Saint-Charles, on ne soit qu'une bande d'"arriérés". Et que tous ces maudits riches de Westmount, d'Outremont, et de Ville Mont-Royal, soient plus intelligents que nous autres. Tenez, par exemple, mon "boss" : il ne sait même pas que Cartier faisait de la politique pour le compte des compagnies de chemins de fer. Il ignore l'histoire de son pays et prend des contes de fées pour des événements réels. L'autre jour, bien sérieux, il m'a dit que son père connaissait bien Ringuet, "l'auteur de Maria Chapdelaine", qu'il m'a dit ! Comment ces maudits bornés-là peuvent-ils s'enrichir si rapidement, tandis que moi, qui prends encore des cours du soir et qui m'intéresse à tout ce qui se passe et à tout ce qui s'écrit, j'en suis encore à rembourser mes dettes ? Ma femme, en plein XXe siècle, est obligée d'aller "faire des ménages" pour payer les études de

mon plus vieux que je ne suis même pas certain de pouvoir renvoyer au collège, l'an prochain. Et pendant que nous autres, on crève, ces écoeurants-là nous disent de nous instruire ! (Il y a bien Arthur, mon beau-frère, qui est contracteur, qui a de l'argent et pas d'instruction. Mais c'est un maudit patronneux, il vole les siens). Je suis fatigué de les entendre nous faire la morale. Si ça continue, je vais expédier l'un de ces bourgeois-là dans l'autre monde. Si je ne l'ai pas déjà fait, c'est que, voyez-vous, je ne suis pas sûr que cela serve à grand-chose. Il faudrait s'y mettre à plusieurs et leur régler leur compte, une fois pour toutes, à toute cette "gang" de maudits sans-cœurs d'exploiteurs de... Il y a assez de dynamite au Québec pour tous les faire sauter en même temps. Mais les gars ont peur. Quand je me fâche au syndicat, le président me coupe la parole, car il ne veut pas que les gars fassent des bêtises, qu'il dit. Et les gars s'en laissent imposer, parce que monsieur le président est le grand ami de l'agent d'affaires ! L'agent d'affaires, c'est un avocat. Il connaît bien la loi, mais il ne connaît pas grand-chose à la vie. C'est pas un gars de notre monde. Il ne comprend pas ce qu'on lui dit. Et puis il nous complique tout avec son code du Travail auquel on ne comprend rien... Mais ça va changer, c'est moi qui vous le dis, Parole d'ouvrier ! Aux prochaines élections, on va se débarrasser de notre conseil de bédiaux. On va prendre nos affaires en mains. Et puis au diable les règlements de ci et les règlements de ça. Ça va barder ! On est écoeurés d'être traités comme des enfants par les patrons et par le syndicat. A partir de maintenant, ils vont nous écouter ou bien on va leur casser la gueule ! J'espère que les gars vont se tenir les coudes. Il est maudiquement temps qu'on prenne nos responsabilités et qu'on arrête de faire nos révolutions dans les taverne pour les faire dans

nos usines. J'ai hâte qu'un jour, au Parc Lafontaine, un gars de chez nous, un débardeur, tiens... ou un bûcheron, oui, un bûcheron, un gars solide, se place devant nous autres, des milliers de travailleurs rassemblés là et qu'il entonne la Marseillaise ou le Chant des Partisans, parce qu'icitte on n'a pas encore de chants comme ceux-là, et puis que ce bûcheron-là nous crie : "Aux armes, Québécois !" Et que tous ensemble, comme un seul homme, nous répétions : "Aux armes, Québécois !" Et qu'alors nous sortions nos fusils et nos grenades et décidions d'en finir avec... Mais ce beau jour-là, c'est pas pour demain. Il va falloir réveiller les gars. Si on peut se débarrasser des bédiaux et des lécheux de culs, ça va aider. Ces idiots-là sont plus nuisibles que les patrons. Au fait, vous connaissez ça, le petit journal La Cognée ? Je ne sais pas qui écrit là-dedans, mais c'est en plein dans le mille ! Lisez ça. Moi, si j'étais capable d'écrire, c'est de même que je le ferais. Ils ont bien raison de dire que les grosses légumes des syndicats sont pourries. Mais on va changer ça, pas plus tard que cette année, qu'ils aiment ça, qu'ils aiment pas ça. On est tannés de se faire baver dessus. Moi, en tout cas, je suis bien décidé. Rien ne va m'arrêter. Si les gars peuvent se tenir comme des hommes..."

C'est à travers des réflexions semblables, fondées sur une expérience quotidienne de l'exploitation, que tout travailleur conscient arrive à la conclusion que le fond du problème n'est pas la prétendue "capacité" des uns (le petit nombre) et l'incapacité des autres ; que ce n'est pas une question de "compétence" et encore moins d'intelligence, mais essentiellement une question de privilèges inégalement répartis, de pouvoirs injustement acquis par des siècles de violence où les plus faibles étaient toujours impitoyablement écrasés par les plus forts. (plus forts parce que plus riches).

Le fond du problème n'est ni métaphysique ni d'ordre moral. Il est matériel ; il est à la fois économique, historique et militaire. Par conséquent, sa solution doit être de même nature. L'évolution de l'humanité n'étant pas un système philosophique, — il n'y a pas de solution théorique aux problèmes qu'elle pose. Il n'y a que des solutions pratiques.

La théorie, c'est un instrument de recherche dont l'utilité se mesure aux actions pratiques qu'elle permet de poser. Une théorie est progressiste et révolutionnaire en autant qu'elle permet aux hommes de poser des gestes qui transforment leur monde en changeant radicalement leurs rapports sociaux.

C'est pourquoi chaque travailleur qui prend conscience de l'injustice de sa condition, de la condition de ses semblables, par conséquent de l'immense majorité des hommes, est immédiatement confronté au plus gigantesque problème pratique qui se soit jamais posé, d'abord à des hommes, puis à des collectivités : comment transformer des millénaires d'exploitation de l'homme par l'homme et de guerres meurtrières incessantes, comment transformer des siècles d'accumulation de capital et de concentration de la richesse aux dépens du progrès et de la liberté des hommes, comment transformer cette longue histoire de massacres, de pillages et d'esclavage, en une nouvelle histoire de paix, de justice et de liberté ? Comment transformer un monde dominé et perverti par l'argent, la haine et la violence en un monde sans argent, sans haine et sans violence ? Comment faire un monde sans nègres ?

Comment... ? Ce n'est pas un problème théorique mais pratique, car c'est uniquement un problème de rapport de

forces. Il s'agit de renverser l'actuel rapport des forces ; de faire en sorte que les faibles, que l'immense majorité des deux milliards d'habitants de la planète auquel le nombre confère un droit naturel, inaliénable, au contrôle de leurs propres affaires, deviennent les plus forts, les seuls maîtres de leurs destinées, les seuls artisans de leur univers social ; et de faire en sorte que les puissants, que la petite minorité qui forme la bourgeoisie d'affaires internationale et qui monopolise à la fois les affaires économiques, politiques, sociales, les moyens de communications, les engins de guerre et les idéologies régnantes, soit réduite à l'impuissance, soit mise en échec, soit à jamais placée dans l'impossibilité d'exploiter le travail humain à son profit.

Il s'agit de rendre les hommes égaux, non seulement en droit mais en fait.

Il faut créer les conditions matérielles de cette égalité, c'est-à-dire supprimer tout ce qui fait des rapports sociaux actuels des rapports de maîtres à esclaves, de vendeurs à acheteurs, de riches à pauvres, d'exploiteurs à exploités ; remplacer tout cela par de nouveaux rapports sociaux fondés, non plus sur la force, sur l'argent et sur l'inégalité systématique, mais sur l'égalité de droit de tous les hommes, sur la justice, sur la fraternité et sur la jouissance collective de la richesse qui appartient à tout homme dès sa naissance : le monde physique et le monde humain.

L'humanité, comme tout ce qui est naturel, est capable de trouver en elle-même les "auto-régularisateurs" nécessaires à sa survie et à son progrès, sans qu'elle ait besoin d'une classe de businessmen pour lui servir de gendarme. Peut-être, jusqu'à ce jour, l'humanité avait-elle besoin d'être dirigée par une classe minoritaire d'"entrepreneurs" (au sens large). Mais aujourd'hui, chaque homme est en mesure de devenir

son propre entrepreneur, car le niveau de développement atteint par la science et la technique est déjà suffisant pour permettre à toutes les collectivités de la terre, et à travers elles à tous les hommes, d'acquérir les moyens matériels et intellectuels de la liberté, de l'égalité sociale et du bonheur de travailler, par la création personnelle et collective, au progrès de l'humanité. Seule, l'usurpation par la bourgeoisie d'affaire internationale, par les businessmen, par les fabricants d'automobiles et de fusées et par les fauteurs de guerre, des instruments de recherche, des industries, des découvertes, des universités, des moyens de diffusion des connaissances, etc... seule cette usurpation, par une poignée de financiers et leur armée de techniciens, de savants et d'intellectuels, empêche aujourd'hui, l'humanité d'accomplir le pas le plus gigantesque de toute son histoire, de faire la révolution la plus profonde et la plus humaine que la terre ait jamais connue. Seule cette classe de businessmen auxquels il convient d'associer les bureaucrates du capitalisme d'Etat soviétique et est-européen, empêche l'humanité de sortir de sa longue préhistoire.

Toutes les révolutions ont eu pour point de départ la prise de conscience par une large faction d'une population donnée du caractère conservateur et parasitaire de la classe dominante, laquelle jouit de tout sans rien faire, sans produire, alors que la majorité est réduite à l'obéissance servile aux dictats imposés par les gardiens de l'Ordre. La grande révolution pour laquelle l'humanité est mûre prendra véritablement son élan le jour où les travailleurs, les savants, les techniciens et les intellectuels se rencontreront dans une même opposition à l'obscurantisme plaqué-or des banquiers et monarques de l'univers. Plus d'une révolution, guerre civile, insurrection, émeute, grève générale, guerre de libération na-

tionale ont démontré, en ce siècle, la volonté des paysans, des ouvriers et de la jeunesse du monde entier de transformer ce monde saccagé par la course internationale aux profits en un monde de paix, de justice sociale et de fraternité. Mais encore trop peu de savants, de techniciens et d'intellectuels ont compris que leurs découvertes et leur labeur ne cesseront d'être asservis aux intérêts de classe des grands financiers — à leurs guerres, à leur exploitation du travail de centaines de millions d'hommes et au développement systématique du sous-développement dans la majorité des pays dits du "tiers-monde" —, que le jour où, au lieu de seconder les capitalistes dans leur entreprise de déshumanisation "made in U.S.A.", ils se tourneront vers ceux dont la force de travail, au long des siècles, leur a justement permis de faire des découvertes dont le XXe siècle s'enorgueillit et qui sont prêts, eux, à se mettre ensemble pour construire un monde à la dimension de l'imagination des savants d'aujourd'hui.

A moins de renoncer à toute dignité, à moins de fuir cyniquement leur immense responsabilité sociale, les savants, les techniciens et les intellectuels du XXe siècle devront consentir à se politiser, à se salir les mains avec ces millions de "non-instruits", d'affamés, d'analphabètes, de mendiants, de paysans, de chômeurs, de petits commis, de petits vendeurs et de salariés, à qui la science, jusqu'à maintenant, n'a apporté que de nouvelles formes, plus raffinées, d'oppression et d'aliénation.

La même remarque vaut pour cette faction de la petite bourgeoisie, de cette classe du milieu, qui n'ambitionne pas de vivre dans l'orbite ou à la périphérie des grandes corporations multinationales, mais qui souhaite donner à son existence une signification plus digne de l'homme. Cette partie progressiste de la petite bourgeoisie doit perdre ses illusions

dans la prétendue capacité du système à mettre un terme aux injustices sans disparaître lui-même. On n'abolit pas l'esclavage si l'on n'abolit pas le pouvoir du maître et le rapport de maître à esclave.

Pour les petits bourgeois progressistes, comme pour les savants, les intellectuels et les "technocrates" qui ne se laissent pas acheter par les détenteurs actuels du pouvoir économique et politique dans le monde, le seul choix objectivement positif est l'alliance avec les ouvriers, les cultivateurs, les étudiants et tous les jeunes, avec la très grande majorité des hommes.

J'entends par alliance : la prise en charge des aspirations profondes, des revendications et des objectifs économiques, politiques et sociaux de la masse des hommes, non pas en tant que guides "éclairés" et paternalistes de "non-instruits", mais en tant qu'auxiliaires responsables et conscients d'hommes et de femmes égaux en droit, à qui l'histoire offre enfin l'occasion et les moyens de s'organiser, dans tous les pays, pour leur libération définitive de l'oppression, de leur millénaire statut de nègres, de "cheap labor", d'exploités et d'humiliés.

5

Les défis que soulève l'évolution de l'humanité, à chaque étape historique, apparaissent toujours, à première vue, comme insurmontables. La description, que l'on se fait à soi-

même et que l'on raconte aux autres, de cette société sans exploitation pour l'avènement de laquelle on est prêt à prendre les armes, ressemble à un roman de science-fiction.

Et votre Utopie, au début, vous fait prendre en pitié par les uns, ridiculiser par les autres, regarder comme une espèce de mystique sans Dieu par la majorité ! On a tôt fait de vous bâtir une réputation de rêveur... de gars "sincère" mais "idéaliste". Si, par-dessus le marché, vous avez l'intention de passer à l'action, alors là vous devenez ipso facto un "communiste", un "anarchiste", un homme irresponsable et dangereux que la société a intérêt à enfermer, au plus tôt, dans une prison ou un asile d'aliénés. Tant que vous ne faites que prêcher votre utopie, l'ordre établi se contente d'enregistrer, avec mépris ou indifférence, votre "dissidence". Mais dès que vous vous mettez à agir, le vieux système se dépêche de faire de vous un "danger public" et un "criminel", afin de pouvoir vous enterrer vivant avant que votre "idéisme" n'ait armé de cocktail-Molotov, de dynamite et de fusils les travailleurs et les jeunes qui sont très perméables à l'Utopie, qui n'attendent que cela pour se soulever en masse contre les organisateurs, les profiteurs et les défenseurs de l'oppression. Car l'Utopie, quoiqu'en disent les idéologues du capitalisme, du néo-capitalisme et de l'impérialisme, n'est pas une utopie de philosophe : elle résume des aspirations qui demandent non seulement à être perçues et comprises, mais avant tout à être réalisées. L'Utopie n'est pas non plus le point final, le terminus de l'évolution humaine. Au contraire. Elle n'est que le point de départ, le commencement, le premier stade de l'histoire nouvelle que les hommes entreprendront ensemble, une fois libérés de leur présente condition de nègres, de sous-hommes.

Le travailleur ou le petit bourgeois qui, un jour, s'est

confronté et impliqué personnellement dans ce défi sans précédent que représente la libération de centaines de millions d'hommes sur les cinq continents, ne peut faire autrement que d'avoir l'impression d'être un visionnaire et un fou. Et cela même après les révolutions russe, chinoise, vietnamienne et cubaine, car nous savons tous que ces révolutions ne sont encore que des premiers balbutiements. Des changements beaucoup plus considérables seront nécessaires pour que la liberté humaine passe de l'essence des philosophes à l'acte, de l'idéal des moralistes à l'existence concrète, du souhait à la pratique, devienne réalité vécue, réalité à la fois personnelle et collective (14).

6

L'auteur de ce petit livre est un idéaliste qui a appris de son père, dès son enfance, à souhaiter un monde meilleur où les hommes qui travaillent anonymement au jour le jour, les cultivateurs, les ouvriers, les journaliers comme mon père, pourraient jouir de la vie, après avoir si durement peiné pour subsister, pour durer... et pour perpétuer l'espèce. Jouir de la vie, non pas en se saoulant en fin de semaine, en "buvant sa paye", en battant sa femme et ses enfants, et en se détruisant dans des colères inutiles, mais en possédant les moyens matériels et intellectuels de créer quelque chose en

ce monde, de donner de soi-même aux autres et d'échanger avec eux autre chose que des blasphèmes, des sarcasmes et des humiliations.

"Je ne sais pas quand nous pourrions nous reposer un peu et jouir de la vie sans se poser de questions sur le lendemain ?" se demandait souvent mon père. Et ma mère répliquait avec une amertume mêlée de résignation : "Quand on est né pour un petit pain, il ne faut pas s'attendre à..." Ma mère apprenait à oublier tous les rêves de bonheur qu'elle avait faits, comme toutes les femmes, dans sa jeunesse. Et elle ne voulait pas discuter de chimères avec mon père. A quoi bon ? On se fait du mal en espérant. On augmente ses déceptions et la vie devient irrespirable. Vaut mieux ne rien attendre et prendre ce qui passe, quand ça passe...

Mon père se taisait, refoulait ses espoirs comme on retient des sanglots. Je fixais ses yeux doux et profonds, d'où se dégageait un mélange d'immense bonté, de silencieuse souffrance et peut-être aussi de détresse. Parfois, il souriait, le temps de me dire, sans ouvrir la bouche, que ses rêves étaient réalisables, qu'il fallait le croire.

Ma mère se plaignait de ses maux de tête, de la platitude des émissions de radio, de la malpropreté de telle voisine... pendant que, m'efforçant de ne rien entendre autour de moi, j'écoutais ma révolte qui montait et réchauffait mon sang.

On dit que les souffrances muettes sont les plus terribles. (J'ai lu cela dans un poème en prose de Baudelaire, je crois.) J'appris très tôt à interroger le destin en silence. Surtout les longs jours de pluie où il me semblait que l'univers entier s'était exilé au fond d'un marais de misère. Là les hommes semblaient avoir renoncé, abdiqué, comme si leur destinée était de tourner en rond dans la vase de leur impuissance. Les jours de pluie me devenaient vite insupportables. J'ap-

pelais le soleil de mes yeux noircis par la solitude et la faim. Car le soleil me redonnait mes compagnons de jeu et me faisait oublier ma faim.

La vie me posa très tôt ces questions que les hommes trouvent très difficiles à résoudre. Il me fallut plusieurs années avant de commencer à découvrir des éléments de réponse et plus de temps encore avant de trouver les moyens à prendre pour apporter une solution concrète, une solution réelle à la servitude, à la passivité, à l'aliénation et à la pauvreté.

Mon itinéraire, des taudis ouvriers au F.L.Q., fut long et tortueux. Pour un fils de travailleur rien n'est tracé à l'avance dans la vie. Il faut foncer, se battre contre les autres et contre soi-même, contre sa propre ignorance et ces multiples frustrations accumulées de père en fils, vaincre à la fois l'oppression que d'autres font peser sur sa classe et surmonter le pessimisme congénital, donner à sa révolte spontanée une conscience, une raison et des objectifs précis.

Autrement, on demeure un nègre, on se fait délinquant ou bandit, on consent à devenir, à trente ans, une ruine d'homme... un esclave désenchanté et amer.

Toute l'expérience des travailleurs leur montre que l'explication de leur pauvreté et de leur impuissance se trouve dans ce fait brutal que, d'un côté il y a ceux qui possèdent tout, et de l'autre, ceux qui ne possèdent rien. Cela, ils le savent tous, ils le vivent chaque jour. Mais, se disent-ils, que peut-on faire quand on se trouve du côté de ceux qui ne possèdent rien ?

Si la révolte est naturelle aux travailleurs, l'espoir, lui, ne l'est pas. Sauf aux époques de crises et de révolution, où les travailleurs peuvent profiter de la faiblesse du système pour lui porter un coup mortel, l'habitude de l'abrutissement forcé engendre souvent chez eux l'habitude du fatalisme, de la ré-

signation... et même de l'indifférence à tout, y compris à eux-mêmes.

Quand sur tout un peuple s'étend une "grande noirceur", comme celle qui caractérisa le régime Duplessis, de 1944, à 1959, ceux qui s'interrogent sur la destinée de l'homme sont parfois tentés de désespérer des autres et d'eux-mêmes. Le règne triomphant de la Bêtise semble justifier les métaphysiques de l'Absurde, de l'Anarchie individuelle et de la Nausée. Avant de connaître sa "révolution tranquille", le Québec a connu la dictature de la Bêtise ; et les Québécois se débattaient longtemps en vain, se tourmentant et se désespérant, comme des prisonniers sans argent, ignorant tout des procédures qui font qu'un jour ils sont en prison et un autre jour en Cour, puis, de nouveau, en prison sans jamais savoir comment fonctionne "la machine" qui les promène ainsi dans cet univers fermé à toute lumière, à toute raison, à toute signification... cet univers qui s'appelle la Justice, le Droit, l'Intérêt Public, le Bon Ordre... (15).

Sous le règne du duplessisme, il n'était pas facile aux Québécois d'échapper à l'envie de s'intoxiquer en lisant les classiques du désespoir. Comment donner un sens à cette société d'écrasés muets ? Même les meilleurs de ces écrasés ne savaient pas faire une révolte de leur écrasement. C'était partout l'unanimité du silence, une même conspiration pour demeurer enfermé dans son ghetto, pour y crever le plus tôt possible et ne plus avoir à respirer cette atmosphère de soumission mêlée d'égoïsme, où quasiment personne n'osait accepter, au delà de son intérêt immédiat, la responsabilité de travailler à faire en sorte que la Bêtise saute !

On aurait dit qu'après les années de luttes qui furent celles de la Crise et de la Guerre, les Québécois étaient devenus indifférents à leur condition. Ils n'avaient plus de ressorts.

Un homme qui aurait alors choisi de perdre sa vie pour une idée n'aurait soulevé aucune émotion parmi cette masse d'engourdis. L'hiver avait gelé les esprits les meilleurs. Tout n'était plus que quotidienneté sans avenir, sans passion, sans raison. Parfois, rarement, une révolte, une colère, ici ou là. Mais aucune passion durable, aucune détermination ferme, aucun but précis. Dieu le Père gouvernait à Québec et les hommes d'ici, sans justifier, à vrai dire, ce gouvernement, ne cherchaient pas non plus à le contester. On en riait... et on en profitait, "par-en-dessous". Le patronage servait d'assistance sociale aux déshérités et de profits aux nouveaux riches que fabriquait le régime pour concurrencer la bourgeoisie libérale.

Revenus de plusieurs années de "misère noire", on aurait dit que les Québécois n'attachaient plus aucune importance à leur avenir, à ce qu'ils appelaient leurs chimères d'antan, mais seulement — et encore, sans trop y croire — à l'argent des Américains que Duplessis faisait miroiter devant les Evêques, les députés, la petite bourgeoisie... et, quand il en restait, devant les cultivateurs ou les ouvriers qui lui promettaient d'avance leurs votes et leur complicité.

Et pourtant, quelques années plus tôt, ces mêmes hommes s'étaient rassemblés plusieurs fois pour dénoncer la dictature du capital et réclamer la tête de leurs exploiters. Ils avaient envahi le quartier des affaires et causé des dommages importants aux gros édifices des financiers. Ils avaient refusé d'aller se battre pour la défense des intérêts de Rockefeller. Ils s'étaient cachés dans les bois, armés de leurs fusils. Ils avaient mobilisé jusqu'à leur femme et leurs enfants pour organiser la résistance à la police militaire. C'étaient des hommes.

Et voilà qu'ils applaudissaient à la démagogie de Duplessis

et aux grossièretés de l'ivrogne Camilien Houde. Le pays prenait l'aspect d'un vaste cirque, où, pour donner encore un sens à la vie, il fallait, avec une foi aveugle, engager l'essentiel de soi-même dans une espérance solitaire, dure comme les roches de la Gaspésie, noire comme les mines de l'Abitibi, triste comme le visage des ouvriers de Montréal et froide comme l'hiver québécois.

Rares étaient ceux qui osaient croire... Et pourtant, durant la guerre, des hommes de ce pays parlaient à d'autres hommes de ce pays un langage de combat et de fraternité. Un langage que des hommes comme mon père conservaient dans leur cœur, dans l'espoir qu'un jour ce combat et cette fraternité leur donneraient cette patrie qu'ils n'avaient pas. En ce temps-là, pourtant, il y avait la guerre et la faim...

Alors même que la guerre semblait dire aux hommes qu'ils avaient tort de s'acharner à vivre, des travailleurs, au Québec comme dans la plupart des pays du monde, aspiraient plus que jamais à un changement de système.

NOTES

(1) Alors que les Anglo-américains formaient une population de 200,000 habitants. En 1760, au moment de la conquête anglaise, 1,500,000 Anglo-américains mobilisaient leurs forces contre 70,000 Canadiens français dispersés sur un immense territoire.

(2) "... La Nouvelle-France s'efforça d'instaurer une économie plus saine que celle qu'elle avait connue jusque-là et qui n'était fondée que sur le commerce des fourrures. L'agriculture fut encouragée (...) mais elle ne réussit guère et la misère fut souvent très répandue. Le commerce et l'industrie ne réussirent pas mieux. Le commerce des fourrures passa par ses cycles accoutumés de pénurie et d'abondance. L'influence et les gros bénéfices prélevés par les marchands français maintenaient le prix des marchandises importées à un tel faux que la plupart des colons n'avaient pas les moyens de s'en procurer. L'industrie locale fut alternativement encouragée et découragée quand elle venait en conflit avec les intérêts des manufacturiers français, car une politique économique mercantiliste prévalait à la Cour. En 1702, le roi recommandait "d'avoir en vue que la colonie du Canada n'est bonne qu'autant qu'elle peut être utile au Royaume". Quand il était possible de créer des industries qui ne concurrençaient pas celles de la métropole, on les soutenait avec tant de largesse qu'elles ne parvenaient jamais à se suffire à elles-mêmes. La corruption, la pénurie de main-d'œuvre et de capitaux, les difficultés de communication et de transport, ainsi qu'une direction absentéiste, tout concourait à empêcher la Nouvelle-France de jouir d'une économie saine, forte et bien équilibrée."

Wade, Mason, Les Canadiens Français, Tome I, p. 45. Publié par le Cercle du Livre de France, Montréal, 1963. Trad. Adrien Venne.

Il faut lire aussi l'excellente étude de Jean Hamelin, *Economie et société en Nouvelle-France*, publiée par les Presses de l'Université Laval.

Comme on peut le constater, la Nouvelle-France idyllique du chanoine Groulx n'a jamais existé ailleurs que dans l'imagination des apôtres de la théocratie et de l'obscurantisme. De plus, il est faux de prétendre que nos ancêtres étaient des Louis Hébert, des agriculteurs de profession. L'agricul-

ture fut développée très tardivement au Québec, particulièrement dans les Cantons de l'est... sous le régime anglais! Les seigneurs canadiens-français n'avaient aucun souci pour le développement de l'agriculture, contrairement aux colons anglo-américains qui comprirent rapidement que le développement de l'agriculture était, à cette époque, le fondement même de l'accumulation du capital et qui instituèrent l'esclavage pour justement accélérer et accroître cette accumulation par l'exploitation maximum du travail humain. C'est pourquoi une bourgeoisie se développa rapidement aux États-Unis, tandis qu'au Québec la classe dirigeante demeura pauvre et impuissante. (Les riches n'étaient pas du pays et n'étaient venus que le temps d'amasser de l'argent).

Lors de la conquête de 1760, plus d'un seigneur canadien-français vit dans la défaite une espèce de délivrance. Ces nobles fainéants n'auraient plus à répondre de ce pays, ils n'auraient plus à se sentir responsables de son développement. Ils pourraient mourir tranquilles dans l'oisiveté, satisfaits des privilèges qui leur évitaient le travail et l'insécurité.

Les rêves de Champlain et de Talon ne furent jamais réalisés. Sous le régime français, la base économique d'un développement autonome était inexistante. Sous le régime anglais, cette base économique (agriculture et commerce) fut créée et placée au service des intérêts anglo-saxons. Avec le développement des banques, des canaux, des chemins de fer et de l'industrie, cette base économique s'agrandit, mais demeura au service des intérêts anglais et américains. Aujourd'hui, à l'ère des grandes corporations multinationales, la base économique du développement est contrôlée et limitée par l'impérialisme américain, selon les besoins du marché mondial, c'est-à-dire selon les intérêts de la puissante bourgeoisie d'affaires américaine. Aujourd'hui, l'impérialisme s'applique à sous-développer le développement déjà existant, afin d'éviter que les peuples ne donnent une base économique solide à leur volonté d'indépendance et de révolution sociale.

C'est pourquoi même des bourgeoisies "nationales" jadis puissantes et la plupart des petites bourgeoisies, dans presque tous les pays dominés par l'impérialisme, sont réduites au rôle de gendarmes et de valets des intérêts yankees. C'est pourquoi aussi, au lendemain des révolutions nécessaires, tout est à construire dans ces pays.

(C'est l'un de mes projets de travailler, un jour, à rassembler le matériel nécessaire à la rédaction d'une histoire économique du Québec).

(3) Les seigneurs, en majorité, appartenaient à la classe des oisifs privilégiés qui formaient la classe dirigeante locale (par opposition aux marchands français qui n'étaient que "de passage" dans la colonie). Cette classe dirigeante n'avait, en réalité, que le pouvoir de profiter de la corruption généralisée, tandis que le peuple, réduit à la misère la plus ex-

trême, ne participait d'aucune façon au gouvernement. Cette classe "dirigeante" était pauvre, car la misère était trop répandue pour que l'accumulation de la richesse soit à la base de la structure sociale de l'époque. À part les marchands, les seuls seigneurs qui réussirent furent les Jésuites, les Sulpiciens et les prêtres du Séminaire de Québec qui n'avaient pas à financer les nombreuses guerres (contre les Iroquois et contre les Anglais). D'ailleurs, depuis 1659, Mgr de Laval, ultramontain et centralisateur, avait profité de l'absence d'administration civile dans la colonie pour faire de l'Église l'armature de la nation naissante. Les missionnaires furent importés moins pour évangéliser les "sauvages" que pour conquérir le pays au nom de l'Église. Quatre ans après l'arrivée de ce saint dictateur et aristocrate, la ville de Québec, à elle seule, comptait 150 religieux sur une population totale d'à peine 500 habitants, soit un religieux pour trois habitants ! Encore aujourd'hui, après trois siècles, le pouvoir ecclésiastique est l'un des plus grands obstacles au développement du Québec. La preuve en a été faite, une fois de plus, avec l'action entreprise par les évêques pour torpiller le Bill 60 sur la réforme de l'Éducation. Voir à ce sujet, entre autres, la récente étude de Léon Dion sur les groupes de pression québécois et le Bill 60, publiée par les Cahiers de l'Institut Canadien de l'Éducation des Adultes, no 1, 1966 : Le Bill 60 et le Public.

(4) Toute cette époque fut dominée par une grave dépression commerciale et agricole, qui toucha à la fois l'Europe et les empires coloniaux. Cette dépression (qui atteignit son apogée dans les années 1833-1838) aviva et précipita les conflits de classes dans la plupart des pays d'Europe et de leurs colonies d'outre-mer. La rébellion canadienne-française de 1837-1838 se situe donc dans un mouvement international de révolutions qui sema la panique parmi les classes dirigeantes d'Europe.

La dépression économique de la première moitié du XIX^e siècle eut plusieurs conséquences sur la vie du Bas-Canada et celle du Haut-Canada. La plus importante fut peut-être l'immigration massive en provenance des campagnes irlandaises, mises à feu et à sang, par l'impitoyable "révolution industrielle" dirigée par les capitalistes de Sa Majesté très britannique. On estime que l'Angleterre expédia au Canada 428,000 Irlandais pauvres, dépossédés de leurs biens et de leur indépendance, de 1838 à 1849. Pendant ce temps, des milliers de Canadiens français, eux aussi dépossédés de tout, émigrèrent aux États-Unis. Selon les historiens contemporains, vingt ans après l'échec de la rébellion de 1837-1838, 100,000 Canadiens français avaient quitté leur pays. Et selon le premier

recensement de la Province Canada-Uni (Union du Québec et de l'Ontario) effectuée en 1851, il y avait au Canada 60,000 anglophones de plus que les Canadiens français, sur une population d'environ 2 millions. Peu de temps après la Confédération, les Canadiens français formeraient 31.07% de la population canadienne... et tout serait fait, désormais, pour les convaincre qu'ils ne formaient pas une nation, mais une "minorité", une "enclave culturelle", un "groupe folklorique". Dépassant aujourd'hui les cinq millions, ils sont encore considérés par les descendants des conquérants de 1760, par les Américains et par la plupart des observateurs étrangers qui daignent accorder quelque intérêt à ce peuple curieux, comme un "reste" de société médiévale, sans puissance et sans avenir. Heureusement, les Québécois ont une opinion toute différente d'eux-mêmes... et ils ont l'intention bien ferme de réussir la révolution qui mûrit dans les villes et dans les campagnes, au grand désespoir des profiteurs du régime actuel et de leurs plus fidèles alliés, les politiciens et le clergé.

(5) Cartier était le seul Canadien français, mais le plus habile politicien, du groupe Hincks, Galt, Merritt, Watkin, Keefer et Andrews, qui créèrent le réseau ferroviaire "from coast to coast", pour lequel fut rédigé l'Acte de l'Amérique britannique du nord. Déjà en 1854-56 et en 1861-62, il avait protégé les intérêts du Grand Tronc par une législation qui assurait des garanties et des prêts substantiels pour la réorganisation des chemins de fer appartenant au groupe financier le plus important du pays. Voilà à quoi servaient les impôts qu'on arrachait aux travailleurs.

(6) "L'Acte d'Union fut puissamment soutenu (à Londres) par la Banque Baring-Brothers, qui avait souscrit la presque totalité des emprunts du Haut-Canada... L'un des dirigeants de cette firme, Francis T. Baring, était chancelier de l'échiquier dans le cabinet Melbourne et les intérêts Baring peuvent avoir eu quelque influence sur le cabinet dans sa décision de reporter le fardeau de la banqueroute du Haut-Canada sur les épaules du Bas-Canada". Wade-Mason, op. cit., Tome I, p. 251.

En 1867, on peut présumer que le même phénomène se reproduisit, si l'on considère que les compagnies ferroviaires Grand Trunk et Intercolonial étaient contrôlées par des intérêts britanniques.

(7) Durant l'été 1944, plusieurs combats de rues se produisirent à Montréal entre Canadiens français et la police militaire. La société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, présidée par Roger Duhamel, condamna publiquement la violence. "Des gens civilisés devraient avoir d'autres procé-

dés pour rechercher un dénominateur commun à leurs divergences de vues", écrivit-il dans *La Patrie* du 10 juin 1944.

À l'automne, les actes de violence se multiplièrent à travers tout le Québec, jusqu'à Chicoutimi et Rimouski. On parla plus que jamais d'indépendance et de révolution. La rue Saint-Jacques et la "clique des colonels" furent dénoncées de partout.

Le 29 novembre, après un discours d'André Laurendeau, quelques milliers de Canadiens français parcoururent le quartier financier de Montréal et brisèrent les vitres des bureaux du service militaire sélectif, du journal "vendu" *Le Canada*, de la Bank of Montreal, du Montreal Trust Co., et d'autres maisons d'affaires anglo-américaines.

Les émeutes gagnèrent en ampleur et les journaux anglais réclamèrent la répression des manifestations. *Le Devoir*, selon son habitude, "déplora" les incidents de Montréal, Québec, Chicoutimi et Rimouski.

La résidence de Louis Saint-Laurent, alors ministre canadien de la Justice, fut prise d'assaut à Québec par la foule en colère. Et des Canadiens anglais éminents recommandèrent l'emploi de mitrailleuses pour obliger les "French Pea Soups" à défendre les intérêts du "monde libre" !

(8) L'agitation atteignit son point culminant les 29 et 30 août 1917. Des orateurs exhortèrent les foules à nettoyer leurs fusils et à se cotiser pour acheter d'autres armes. La police tenta de disperser les manifestants : il y eut au moins un tué. La riche demeure de Hugh Graham (lord Atholsten), propriétaire de *Montreal Star*, fut dynamitée. Un dénommé Lalumière et onze autres travailleurs canadiens-français furent tenus responsables de cet attentat et accusés d'avoir comploté pour tuer Borden, le sénateur Beaubien et d'autres hommes publics favorables à la Conscription. Les leaders des émeutiers, Villeneuve, Lafortune, Côté et Mongeau, donnèrent leur appui entier à Lalumière et à ses compagnons. Ils furent tous arrêtés le 12 septembre 1917. Les foules continuèrent à parcourir les rues en criant : "Borden au Poteau !" et "Vive la Révolution", et en tirant des coups de fusils en l'air. Des journaux de Paris se mirent à évoquer la possibilité d'une sécession entre le Québec et le Canada, tandis que Bourassa multipliait les sermons sur la "Violence stérile" et faisait l'éloge de l'électoratisme et du dialogue !... (de Bourassa à Pelletier, la tradition se maintient!) Ce qui n'empêcha pas la violence de régner d'un bout à l'autre du Québec, même à Sherbrooke, l'une des villes les plus conservatrices du pays.

En mars 1918, des émeutes éclatèrent à Québec. Plusieurs milliers de personnes parcoururent la ville et incendièrent le poste de la police fédérale. La foule, déchaînée, chantait *La Marseillaise*. Elle saccagea

les bureaux du *Chronicle* et de *l'Événement*, puis s'attaqua au bureau d'inscriptions militaires dans le but d'en brûler les archives. Le 30 mars, l'armée tira sur la foule et, le lendemain, toute la ville se souleva. C'était Pâques. Le 1er avril, la foule à son tour, tira sur l'armée, des toits des maisons, des fenêtres, des bancs de neige, de partout où il était possible de le faire sans être soi-même atteint. Cinq soldats furent blessés et quatre civils tués. Des centaines d'ouvriers et de jeunes furent blessés et une soixantaine d'autres furent emprisonnés. Le 4 avril le gouvernement fédéral décréta, par arrêté ministériel, l'enrôlement immédiat des émeutiers, ce qui eut pour effet d'aviver les émeutes au lieu de les diminuer. Les troubles ne cessèrent qu'avec la fin de la guerre, mais la rancœur du peuple ne cessa jamais.

(9) Formés dans les collèges classiques du clergé, dont l'enseignement était exclusivement fondé sur l'étude des "humanités", ces petits bourgeois, stimulés par "les troubles irlandais" se firent les promoteurs d'un séparatisme quasi-religieux, sans programme économique. Duplessis sut en profiter pour renforcer son pouvoir au lendemain de la guerre, mais il ne perdit guère de temps, une fois bien en place, à soutenir ces nationalistes qu'au fond de lui-même il méprisait. Il se fit la Providence des Américains. De même, Duplessis sut profiter de l'admiration du clergé pour Franco, Hitler, Mussolini et surtout Salazar (qui avait instauré au Portugal le régime corporatif recommandé par les encycliques) pour mettre les évêques et les curés à sa merci. Ayant brisé les reins des nationalistes, des libéraux et des "communistes", Duplessis bâtit son pouvoir sur l'alliance de la Religion et de la Finance, à savoir "autonomiste" ... pour sauver la face de la "Banana Republic" qu'était devenu le Québec. Son plus grand bonheur, il le trouvait en fournissant aux évêques maintes occasions de venir manger dans sa main... lorsqu'il avait conclu de bonnes affaires avec ses amis américains.

(10) Le Grand Inquisiteur de l'époque, le cardinal Villeneuve fut, avec Duplessis, le principal artisan de l'anti-communisme québécois, version canadienne-française et catholique de la chasse aux sorcières du sénateur MacCarthy.

(11) À l'occasion de ce conflit, l'archevêque de Montréal, Mgr Charbonneau, déclara : "Nous voulons la paix sociale, mais nous ne voulons pas l'écrasement de la classe ouvrière. Nous nous attachons plus à l'homme qu'au capital." (*Le Devoir*, 2 mai 1949). Alerté par la rue

Saint-Jacques, Duplessis obtint de Pie XII la démission de Mgr Charbonneau et son exil en Colombie-Britannique.

(12) A l'occasion de la grève de la faim entreprise par Charles Gagnon et moi, aux Nations Unies, un groupe de chrétiens de l'Université de Montréal a manifesté sa solidarité envers vous. On pourra juger au contenu de leur "déclaration de solidarité" du chemin parcouru par la "conscience sociale" au Québec, chez les croyants comme chez les non-croyants. Cette déclaration a été l'un des plus grands réconforts de notre détention à New York. En voici quelques extraits: "Nous nous déclarons solidaires de la grève de la faim entreprise par Pierre Vallières et Charles Gagnon à New York, le 26 septembre 1966. En ce sens que: nous combattons pour la libération des travailleurs du Québec et, d'ailleurs, nous luttons contre toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme; et nous essayons de promouvoir une société plus juste et plus fraternelle par le socialisme. Que Pierre Vallières et Charles Gagnon aient cru nécessaire d'utiliser la VIOLENCE en organisant le nouveau réseau terroriste du F.L.Q., ils l'ont fait en connaissance de cause. On peut contester le réalisme et l'efficacité de cette méthode d'action. On peut aussi bien l'approuver... Comme on peut contester le réalisme d'un monde que les bien-pensants croient pacifique quand il est pétri de la VIOLENCE faite chaque jour au plus faible...!"

"Nous sommes solidaires de ceux qui combattent le principal ennemi de l'Homme qui est à l'heure actuelle le néo-capitalisme (...) et l'impérialisme...
(...)"

"Nous sommes conscients du fait que notre combat au Québec s'inscrit dans le cadre d'un autre combat beaucoup plus vaste, celui de tous les hommes lucides, responsables et fraternels, de par le monde, athées ou non, chrétiens ou non, marxistes ou non, qui luttent pour la libération de l'Homme..." (Le Quartier Latin, 24 octobre 1966; et le Devoir, 28 octobre 1966).

Cette déclaration a été signée par des croyants et des non-croyants, des étudiants, des ouvriers, des professeurs, des journalistes, des écrivains, des prêtres, etc. Elle est reproduite intégralement, ainsi que la liste complète des signataires, dans l'annexe II, qui suit cet essai autobiographique.

(13) A — Les Noirs américains: de plus en plus conscients, ils deviennent de plus en plus responsables et actifs. Le "Black Power" n'est, cependant, pas encore une organisation structurée et idéologiquement déterminée. C'est un peu l'équivalent afro-américain du séparatisme qué-

bécois et toutes les nuances s'y retrouvent. Par contre, ses objectifs immédiats sont mieux définis. On peut les résumer à trois:

1. — Le "Black Power" vise d'abord à donner aux majorités noires de certains comtés, districts ou grands centres urbains (en 1970, les Noirs seront majoritaires dans 50 grandes villes américaines) le contrôle des affaires économiques, politiques et sociales — en premier lieu, des affaires des Noirs eux-mêmes — et cela en s'appuyant sur les droits déjà reconnus par la constitution américaine à tous les citoyens des Etats-Unis, y compris les Noirs. La lutte, au départ, est donc légale, mais les Noirs sont décidés à faire respecter intégralement leurs droits constitutionnels; et cela suffit, dans le nord autant que dans le sud des Etats-Unis, à semer la panique parmi les classes dirigeantes blanches, en particulier parmi les couches les plus riches, de souche presque exclusivement britannique. Le nazisme et toutes les autres formes de fascismes (Minutemen, Birch Society, Ku Klux Klan, etc.) s'organisent pour riposter au "Black Power".

2. — C'est pourquoi le deuxième point du programme du "Black Power" est l'organisation de l'auto-défense armée des communautés noires américaines et de leurs éventuels gouvernements de comtés, de districts, de quartiers, de cités, et même éventuellement d'Etats. Les Noirs veulent aussi prendre le contrôle de leurs écoles, hôpitaux, terrains de jeux, etc., et défendre ce contrôle les armes à la main. (Ressemblance frappante entre cet objectif et celui des Comités populaires de libération que le F.L.Q. veut contribuer à organiser dans les villes et les campagnes du Québec: voir, en particulier, Les comités populaires de libération, dans L'Avant-Garde, no 2, février 1966, et dans la brochure Qu'est-ce que le F.L.Q.?, 1ère édition, juin 1966). L'auto-défense armée a été organisée pour la première fois par le révolutionnaire noir Robert Williams qui a raconté son expérience dans son livre Negroes with guns, dont la traduction française a paru dans la collection "Les cahiers libres" de François Maspero, sous le titre La révolution américaine; l'essai de Williams y est précédé d'une étude de l'ouvrier et syndicaliste noir James Boggs. Une bonne partie de la philosophie du "Black Power" a été puisée dans les célèbres conférences de Malcolm X (assassiné en 1965). Les principaux discours de Malcolm X ont été publiés par Merit Publishers (N.Y.) sous le titre Malcolm X speaks.

3. — Le "Black Power" réclame, en outre, pour les dirigeants noirs élus démocratiquement par les Noirs pour la défense des intérêts des Noirs, le droit de représenter les 20 millions d'Afro-américains sur le plan international. Cela signifie que si les Blancs refusent d'appliquer la règle de la majorité, qu'ils ont eux-mêmes inventée, les Noirs se passeront tout

simplement d'eux. Et c'est cela, la signification profonde de ce qu'on appelle "le nationalisme noir". Les Noirs refusent, de plus en plus, l'intégration, parce que l'intégration signifie l'asservissement des majorités noires de plusieurs comtés, districts et villes des Etats-Unis à des minorités riches et blanches. (Ainsi, en Alabama dans le comté de Lowdes, les Noirs forment près de 85% de la population et; pourtant, aux élections du 8 novembre 1966, il y avait, dans ce comté, autant de Blancs que de Noirs qui avaient le droit de vote! C'est ça l'intégration.) Constitutionnellement, les Noirs ont les mêmes droits que les Blancs, mais, en réalité, dans la vie concrète, ils n'ont pas les mêmes libertés. Et quand les riches Blancs ne peuvent écraser les Noirs avec des lois, ils les assassinent. Je crois, personnellement, que dans aucun pays civilisé, il ne se rencontre autant de violence et de haine qu'aux Etats-Unis. Et cette violence haineuse vient exclusivement des puissants capitalistes américains.

Depuis la mort violente de Malcolm X, en 1965, le leader le plus influent et le plus populaire du "Black Power" est le président de la S.N.C.C., Stokely Carmichael, qui n'est âgé que de 25 ans. Ayant fait déjà quelques séjours en prison, il n'a pourtant pas encore été assassiné! Toujours avec des pauvres noirs du sud rural, de Harlem, d'Atlanta, ou de Los Angeles, Carmichael vient d'entreprendre une campagne contre la "conscription" des Noirs que le Pentagone expédie par milliers au Vietnam pour assassiner des innocents et se faire assassiner à leur tour, dans cette guerre diabolique engendrée par l'impérialisme. Un grand nombre d'"officiels" américains réclament actuellement la tête de Carmichael.

"Le Black Power" s'organise dans un climat d'émeutes, d'attentats à la bombe et d'assassinats, et exprime fortement la lutte de classes qui se développe au pays de l'Oncle Sam et menace son système. Mais si le "Black Power" et le parti politique qu'il a engendré dans le sud, le "Black Panther Party" (Parti de la Panthère noire), sont en train d'organiser les Noirs contre les capitalistes blancs, leur "nationalisme" est à forte coloration socialiste et s'oppose de plus en plus radicalement à la bourgeoisie noire qui vient, d'ailleurs, de condamner publiquement le "Black Power". Il y a, certes, des conflits d'intérêts au sein du "Black Power", mais dominé et dirigé par les éléments les plus progressistes (et les plus jeunes) de la "nation", "classe" ou "communauté" noire, il a toutes les chances, dans un avenir prochain, de créer les conditions d'une révolution d'une ampleur sans précédent, aux Etats-Unis. Car le "Black Power", qui est un mouvement de masse très populaire, mobilisant la majorité des plus exploités des citoyens de l'Amérique du nord, déve-

loppe une stratégie qui ne peut que radicaliser la lutte des classes aux Etats-Unis et conduire les millions de pauvres de ce pays le plus riche de l'univers à se soulever. C'est pourquoi tous les autres noirs; tous les autres exploités, y compris les Québécois, ont intérêt à s'unir aux Noirs américains dans leur lutte de libération.

Dans les organismes noirs, plus d'un petit bourgeois redoute ce soulèvement qui approche, mais le sentant inévitable, il est forcé de suivre le mouvement ou de s'allier à tous les Martin Luther King de la bourgeoisie noire et du parti démocrate de Lyndon B. Johnson, en somme de se prostituer avec les organisateurs et les défenseurs de la "colonization at home" et de la colonisation du tiers-monde, au nom de la "non-violence"! Aujourd'hui, ce n'est plus Birmingham, c'est-à-dire l'intégration des autobus, des snack-bars et des salles de quilles (quelle révolution!!) qui symbolise les aspirations fondamentales des 20 millions de travailleurs et de jeune noirs, mais WATTS, c'est-à-dire la violence armée, la disparition des taudis et des ghettos, l'occupation des usines par les travailleurs, etc.

Les organismes noirs qui se sentent le plus responsables de leur classe sont C.O.R.E. et la S.N.C.C. (Congress of Racial Equality et Student Non-Violent Coordination Committee). A l'origine "non-violents", ces organismes sont de plus en plus conscients des exigences de la libération des Noirs et apprennent dans la lutte quotidienne, avec les travailleurs, qu'il faudra prendre des moyens énergiques et, par conséquent, illégaux, pour transformer non seulement la condition insupportable des Noirs mais toute la société américaine, qui est pervertie complètement par le capitalisme et ses terribles conséquences sociales: le racisme, la pauvreté, le chômage, le crime, la délinquance, etc... Les Noirs sont en train, par le feu et le sang, de régénérer l'Amérique du nord et de redonner à l'homme ce qui appartient à l'homme en l'arrachant à l'emprise des businessmen, des Johnson, des McNamara, et Kennedy (Bob, Edward, John F., and Co.).

Quant aux organismes "blancs", les plus conscients et les plus concrètement engagés d'entre eux ont compris, dès le début, que le "Black Power" et le "nationalisme noir", étant fondamentalement et spontanément anti-capitalistes, n'étaient donc pas "racistes". Ils ont vu tout de suite que les Noirs n'étaient pas hostiles à la coopération dans l'égalité absolue mais hostiles au paternalisme blanc qui ne cessait de les humilier; le paternalisme aussi bien des marxistes que des libéraux. Ce paternalisme-là, les Noirs le vomissent avec raison, mais ils acceptent volontiers de coopérer avec les Blancs révolutionnaires, en particulier: Youth Against War and Racism, les clubs Du Bois (organisation mixte formée de Blancs et de Noirs, mais à prédominance blanche), Students for a Democratic

Society, Progressive Labor Party et Young Socialist Alliance: tous ces organismes sont jeunes, dynamiques, ouverts et idéologiquement d'accord avec le marxisme. Ils ne diffèrent, entre eux, que sur les moyens d'action. A part Youth Against War & Facism, et Students for a Democratic Society, leurs militants se réfugient encore trop souvent dans la bonne conscience de ceux qui appuient "moralement" les Noirs. Mais ils sont tous en train de se radicaliser et leur agitation, comme leur propagande, a de plus en plus d'influence dans les villes du nord et les régions rurales et pauvres du sud.

Les revues "blanches" qui soutiennent et contribuent même au développement du "Black Power" sont:

a) Monthly Review (de réputation internationale) qui contribue le plus, avec la revue française Partisans (François Maspero), à renouveler la pensée révolutionnaire et l'analyse historique, dialectique, du développement de la lutte des classes à travers le monde. Par leurs analyses économiques, les Baron, Sweezy, Huberman, Gunder Frank et autres poursuivent, avec profondeur et succès, le travail entrepris il y a plus d'un siècle par Marx et Engels. Ce sont, certainement, avec l'équipe de Partisans, les intellectuels du monde capitaliste les plus près des révolutionnaires du monde entier, ceux qui leur sont le plus utiles au plan de l'idéologie et de la stratégie révolutionnaires et ceux qui sont les plus écoutés et les mieux respectés des mouvements en lutte contre l'oppression. b) The Partisan, publiée par Youth Against War & Fascism, revue plus accessible aux masses et, comme Monthly Review, ouverte aux problèmes des mouvements révolutionnaires du monde entier. c) Young Socialist, publiée, chaque mois, par le groupe du même nom. d) Challenge, journal du Progressive Labor Party, publiée en anglais et en espagnol (à l'intention des Porto-Ricains et des Dominicains "en exil" à New York).

B—Les Porto-Ricains et les Mexicains: Les Porto-Ricains de New York, qui forment actuellement au moins un million de "colored people" et qui connaissent un taux d'accroissement démographique très élevé, constituent une masse de plus en plus dangereuse pour la métropole de la "Free Enterprise" et du "Greatest of the World". Le chômage, les taudis, la maladie, l'ignorance, les rapprochent des Noirs dans une même lutte de libération. D'ailleurs, ils vivent, en majorité, à proximité de Harlem et comme presque tous les Porto-Ricains sont bruns ou noirs, ils forment de plus en plus, une même communauté avec les Afro-américains; d'autant plus qu'ils partagent les mêmes conditions de vie que leurs frères de Harlem. (Fait à souligner: à Manhattan House of Detention, l'une des plus grandes prisons de l'Etat de New York, où Charles Gagnon et moi sommes détenus depuis le 28 septembre, 80% des prisonniers (c'est un minimum) sont des

Noirs ou des Porto-Ricains. Les 20% qui restent sont formés, en majorité, de Grecs, d'Italiens, de Juifs, de Polonais, etc, en somme de "nègres blancs". Le personnel subalterne de la prison est en grande majorité noir, tandis que les officiers supérieurs (capitaines, etc.) sont presque exclusivement des Blancs. Personnellement, depuis que je suis ici, je n'ai vu qu'un seul capitaine noir... et Dieu sait qu'en on voit, des capitaines! C'est la seule "visite" qu'on a "sur l'étage"!)

Les Porto-Ricains, à qui il convient d'ajouter quelques milliers de Dominicains, d'Haïtiens, de Japonais, etc., qui vivent dans le même district, ont quelques journaux et magazines à eux. Mais ces journaux et magazines sont malheureusement assez conservateurs, bien qu'ils ne le soient pas autant que les publications yankees. Il existe quelques petits groupes de révolutionnaires (surtout formés de réfugiés de Saint-Domingue), mais rien encore de comparable aux organismes noirs. A première vue, il semble que les Porto-Ricains manquent de cette "fierté retrouvée" et de cette détermination qui animent la lutte des Noirs. Ils semblent plus écrasés, plus dépayés. Plusieurs milliers d'entre eux ne parlent pas un mot d'anglais, contrairement aux Noirs qui parlent tous l'anglais. Ils sont, par conséquent, plus repliés sur eux-mêmes et plus vulnérables à l'arbitraire du système. Les prisons de New York sont remplies d'innocents Porto-Ricains qui ne possèdent aucun moyen de défense. Les Noirs, en général, s'en tirent mieux; pas parce qu'ils sont plus intelligents, mais parce que leur communauté, malgré les siècles d'esclavage, est mieux équipée, parce qu'ils sont plus nombreux et qu'ils ont retrouvé leur fierté collective. Ils possèdent une "conscience de classe" que les Porto-Ricains n'ont pas encore suffisamment développée. Mais la lutte qui se livre à Porto-Rico pour l'indépendance et la révolution, les sensibilise chaque jour davantage et leur anti-impérialisme se fait plus violent. Plusieurs organismes noirs et blancs contribuent présentement à l'éveil d'une conscience de classe porto-ricaine qui, ultérieurement, pourra s'intégrer d'elle-même à une conscience de classe plus large: une conscience de classe internationale et multi-raciale.

Quant aux Américano-mexicains du Texas et de la Californie, ils sont organisés en syndicats d'ouvriers agricoles. En 1966, leurs revendications ont pris une ampleur sans précédent. Formant une population de quelques millions de travailleurs déshérités, dépossédés de tout, asservis au travail saisonnier et mal payés, ils ont commencé à envahir par milliers les villes très luxueuses des "nouveaux-riches". Plusieurs grèves et manifestations, dirigées conjointement par des leaders syndicaux et des prêtres, ont subi la répression de l'Ordre "western" qui n'a pas craint de faire assassiner Kennedy et qui constitue le cerveau et le cœur de l'extrême-droite "blanche" et millionnaire. Les "kennédistes", qui ne sont pas très solides dans cet-

te région, tentent de profiter du mécontentement des "pauvres" Mexicains américains, qui commencent, à leur tour, à imiter les "pauvres" noirs. Il est possible que les Americano-mexicains continuent de se faire "fourrer" par le parti démocrate, car leur lutte ne fait que commencer et l'idéologie correspondant à leurs véritables intérêts ne semble pas encore avoir été formulée. Il se peut qu'ils soient mystifiés par un Luther King ou un Bob Kennedy (qui n'est qu'un fasciste déguisé en libéral et qui profite de la "canonisation" de son frère par l'opinion capitaliste pour tenter de lui succéder); mais l'histoire récente et actuelle de "la décolonisation des Noirs américains" (c'est le titre d'un livre de Daniel Guérin, publié aux Editions de Minuit, Paris) démontre que tous les Luther King que le capitalisme peut et pourra encore fabriquer ne sont pas assez solides — comme le système lui-même — pour résister à la volonté de la majorité des hommes, à leur besoin vital de liberté concrète. Les Mexicains du Texas et de la Californie finiront bien, eux aussi, par comprendre que cette liberté, on ne la trouve pas en traçant un X sur un bulletin de vote.

C—Les "nègres blancs": Bien que leurs syndicats soient pourris jusqu'à la moëlle, que la plupart de leurs partis — y compris le parti communiste — soient conservateurs et acceptent tous "les règles du jeu démocratique", c'est-à-dire légal, les travailleurs, les étudiants, les intellectuels et la jeunesse des Etats-Unis commencent à prendre conscience de la nature véritable du système, de l'ARBITRAIRE, qui se qualifie de liberté des individus (lesquels? les riches, bien sûr, ceux qui peuvent "acheter" tout ce qu'ils veulent, même le droit de tuer les plus faibles, de les emprisonner, de les exploiter, etc.; ceux qui se font élire régulièrement à coups de millions, afin de pouvoir imposer "démocratiquement" au peuple des lois qui leur permettront de faire encore plus de millions... et de fabriquer des guerres — au Vietnam, au Congo, à Saint-Domingue, etc. — pour faire des milliards à même l'oppression qu'ils se donnent la permission d'exercer sur les trois quarts de l'humanité... au nom des Droits de l'Homme, des Nations Unies, de la paix mondiale, du grand Kennedy, de saint Paul VI, de Dieu le Père... et de General Motors!). La guerre du Vietnam, la répression sanglante de la révolution dominicaine, l'intervention de la C.I.A. en Indonésie, en Algérie et au Brésil en 1965, la lutte des Noirs, les grèves spontanées de plus en plus nombreuses, l'accroissement et l'étendue du chômage, de la pauvreté, de la délinquance, etc., l'intervention de plus en plus fréquente du State Department dans la vie privée des militants de l'opposition, la hausse du coût de la vie, etc. sont en train de transformer "l'American Way of Life" des Blancs en un véritable enfer. La révolte gronde chez les Blancs. Les ménagères boycottent les super-marchés; les syndiqués multiplient les "grèves sauvages"; la jeunesse s'allie aux Noirs contre les ra-

cistes du sud et du nord, déchire en public cartes de mobilisation et autres symboles de l'impérialisme américain, brûle Johnson en effigie et ne craint pas de préférer la prison au meurtre d'innocents Vietnamiens. Les chômeurs et les pauvres blancs, soit 30 millions d'Américains, demeurent encore inorganisés; mais de l'agitation sociale actuelle devrait surgir une organisation révolutionnaire capable de rejoindre cette masse actuellement sans voix et sans moyens, qui, alliée aux Noirs, aux Porto-Ricains et aux Américano-mexicains, aurait tôt fait, en se soulevant, de débarrasser l'Humanité de ses pires ennemis. Espérons que la "nouvelle gauche" américaine verra bientôt l'urgence de travailler à une organisation révolutionnaire, et dépensera moins d'énergie à publier 75 journaux bien présentés... mais qui ne valent pas un peuple armé. (Il n'est pas sans intérêt de souligner que la plupart des leaders des mouvements progressistes "blancs" sont d'origine non-britannique; ce sont les descendants des générations d'immigrés d'où la haute bourgeoisie, de souche britannique, a tiré sa richesse actuelle en exploitant au maximum leur force de travail, en appliquant rigoureusement la "philosophie sociale" d'Adam Smith: donner au travailleur de quoi subsister, c'est-à-dire de quoi produire de la plus-value le plus longtemps possible, pour le profit des rapaces de Wall Street).

Le jour où les Blancs prendront les armes et marcheront sur Washington, en compagnie des "colored", semble loin à la gauche des bureaux bien rangés et des congrès "anti-révisionnistes". Mais, personnellement, je crois que la classe ouvrière américaine est mûre pour une révolution. Comme toutes les classes ouvrières du monde, ses moyens sont pauvres et son espérance est faible, bien qu'elle ne manque ni de courage ni d'ingéniosité. Mais face à l'incurie d'une gauche encore trop attentiste, il appartiendra peut-être aux révolutionnaires noirs de donner aux "nègres blancs" l'occasion et les moyens de faire la révolution, malgré toutes les difficultés que représente une telle entreprise dans une société contaminée par le racisme. Mais les intérêts économiques des travailleurs, quelle que soit la couleur de leur peau, finissent toujours par avoir le dessus sur le reste, par vaincre le racisme comme les préjugés religieux. La mauvaise santé économique du peuple américain, en ce dernier tiers du XXe siècle, me porte à croire que la révolution américaine est déjà en marche.

(14) Ces idées sont davantage élaborées dans la Ve partie de ce livre: LE TEMPS DE L'ACTION.

(15) Pour s'en convaincre, on n'a qu'à lire ou à relire la littérature québécoise des années 50.

Le royaume de l'enfance

Quand je suis né, un an et demi avant la seconde guerre mondiale, la classe ouvrière du Québec s'agitait de plus en plus. L'année précédente, Sorel avait connu des émeutes sanglantes, et plusieurs grèves tournaient à la violence à Montréal et dans les autres villes du Québec. Après les années de "paix sociale" qui avaient suivi la grande crise de la conscription (1917), un certain espoir apparaissait pour la première fois.

Un petit groupe d'idéalistes, des "communisses", essayaient, tant bien que mal, d'exorciser l'obscurantisme et la

peur de vivre, de transformer les frustrations et le désespoir traditionnels du peuple en passion et en lutte de classes. Ce n'était pas facile. Mais le nombre ne cessait de croître de ceux qui, comme mon père, croyaient que ces hommes, dénoncés par les financiers et les politiciens au pouvoir, avaient raison. Oui, il fallait tout changer, tout jeter par terre, recommencer à neuf, se débarrasser des exploiters.

Les financiers anglo-américains, la petite bourgeoisie canadienne-française et le clergé — solidaires dans leurs intérêts malgré leurs "chicanes" continuelles —, s'interrogeaient : "Que va devenir notre peuple si paisible, si industrieux, si profondément religieux (lire : résigné), si docile ?" Le Moyen-Age catholique et l'oppression capitaliste ne voulaient pas mourir.

On parlait de plus en plus de la guerre qui approchait. Pour les uns, elle était occasion de réveil et de révolte. Pour les autres, justification matérielle du désespoir. Le grand nombre était tiraillé par des sentiments contradictoires et ne parvenait pas ni à se situer ni à prendre position.

Un peuple apprend difficilement à se débarrasser d'un long désenchantement (1).

— C'est bien beau de se révolter, mais qu'est-ce que ça donne ?

Le mari, revenant de l'usine où toute la journée avait été remplie de la colère des ouvriers contre le système, essayait de convaincre sa femme. Mais elle, qui était demeurée seule toute la journée, à contempler la grisaille qui couvrait la ville... et sa vie, ne pouvait croire au miracle.

— Regarde, disait la Femme québécoise, regarde notre misère. La servitude est devenue si compliquée... C'est incurable. La guerre s'en vient. Elle va entrouvrir d'anciennes blessures mal cicatrisées et en provoquer de nouvelles... de

pires encore. Car aujourd'hui, ils sont beaucoup mieux équipés pour tuer et faire souffrir.

"Tes amis parlent de société nouvelle, parce qu'ils veulent profiter de nous autres..."

"J'exagère, tu as raison."

"Mais pourquoi s'obstiner à rallumer un espoir qui sera bientôt mort, qui n'aura servi à rien. Tes amis, peuvent-ils empêcher la guerre, la Crise, la misère ?

"La chair de millions d'hommes, une fois de plus, va pourrir dans la boue des champs de bataille, comme la tienne ne cesse de noircir dans la saie mouillée de sueur des usines Angus du C.P.R. !

"Notre chair, qui n'a jamais connu la tendresse ni la chaleur de... ce que je n'ose nommer, n'est bonne, dans ce monde d'aujourd'hui, qu'à ensemençer la terre de sang inutile. Et tu crois que de cette atrocité universelle pourra sortir un jour une fraternité ? Tu rêves, mon vieux, ou bien tu t'amuses à oublier la réalité..."

La Femme avait envie de hurler sa détresse d'esclave solitaire, de Mère-Poule désabusée et éreintée.

Le Mari, le visage dur, les yeux mouillés, le ventre rempli de bonté et de colère, plaçait ses mains usées sur les épaules de la Femme.

— C'est pour cela que je veux me battre. Tu as raison de te plaindre. Mais tu as tort d'accepter."

— Je sais, répliquait-elle, que cela ne servira à rien."

— Je sais, moi que cela servira à quelque chose... à quelque'un... à nos enfants, peut-être."

Il ne parlait plus, ne discutait plus. Enervé comme un enfant qui se prépare pour une fête, il lavait son visage, son cou, ses bras, ses mains, tout en consultant, dans le journal, l'heure et le lieu du meeting...

1

C'était un drôle de mariage que celui du désenchantement de ma mère et du timide mais tenace espoir de mon père. J'ignore si ce mariage fut heureux. Mais je ne me souviens pas d'avoir perçu chez mes parents cette joie de vivre que l'on peut constater chez ceux qui connaissent la sécurité, qui ont confiance en eux et qui croient sans difficulté en la vie.

J'ai toujours vu mes parents soucieux, incertains, anxieux... même quand il leur arrivait de rire. Les condamnés à mort sont, eux aussi, pris d'un fou rire, parfois. Cela ne veut rien dire. Et surtout cela ne change rien.

Ce que furent leurs problèmes quotidiens, je le sais, car j'ai vécu tous leurs soucis. Mais que fut leur vie amoureuse ? Cela, je ne peux que le soupçonner, le déduire de ce que j'ai pu connaître après plusieurs années de conflits douloureux.

Les premières années de leur mariage furent sans doute différentes de celles qui suivirent, de celles que j'ai connues, alors qu'avec "trois garçons sur les bras" mes parents vivaient continuellement dans la peur du lendemain, c'est-à-dire du chômage possible, de la maladie possible, de la faim et de la misère possibles... Il n'était pas permis d'échapper à cette peur en se payant de temps à autre, un peu d'insouciance, un peu de laissez-faire, un brin de distraction. Non. Il fallait économiser. Economiser tout... même l'affection. Il fallait boucler le budget avant de songer à vivre.

Ma mère surtout vivait dans l'insécurité continue. Et son angoisse la fermait au monde extérieur. Mon père pouvait se libérer à l'usine, avec ses camarades de travail. Mes frères et moi pouvions nous libérer en jouant avec nos amis ou en allant à l'école. Nous échappions alors à l'enfer "fa-

miliaire". Mais ma mère, elle, ne sortait jamais. Elle aurait pu se faire de vraies amies parmi ses voisines, mais elle s'y refusait. On aurait dit qu'elle ne vivait que pour calculer les revenus et les dépenses, cirer les planchers, laver les vitres des fenêtres, faire la cuisine et la lessive... comme s'il lui était défendu de sortir de sa maison. Rien ne la passionnait. Rien ne l'attirait... que son "devoir d'Etat" : c'est-à-dire, dans son esprit, l'obligation de veiller continuellement à ce qu'un "accident" ne survienne. C'est pourquoi elle ne voulait pas que mon père s'occupe de politique, que mes frères et moi nous nous éloignions des environs immédiats de la maison, etc...

Tout ce qui venait déranger ses habitudes l'angoissait terriblement. Elle ne prenait aucun risque, aucune chance. Elle avait autant peur de ce qui pouvait l'aider que de ce qui pouvait lui nuire, de ce qui pouvait nous aider que de ce qui pouvait nous nuire. Elle voulait être sûre de tout, avoir des garanties nombreuses, ne rien perdre de ce qu'elle avait déjà. Toute perspective de changement l'empêchait de dormir. Elle redoutait toujours le pire. "Si l'on changeait pour pire ?" C'était l'une de ses questions favorites. Elle s'agrippait au peu que nous possédions et refusait de desserrer ses doigts, de relâcher sa "vigilance" tendue à craquer.

En quelques années, elle se transforma en "patron" de notre petite famille dont elle était le premier domestique. Elle devint l'esclave de sa peur et tenta d'asservir mon père, mes frères et moi à son besoin de sécurité.

La sécurité passa avant la liberté, l'économie avant l'amour, la résignation avant l'espoir.

Donalda avait fait de "son devoir d'Etat" une tyrannie, d'où "le sentiment", autant que possible, devait être progressivement liquidé. Tout cela était inconscient chez ma mère,

mais extrêmement difficile à supporter pour les autres. Nous étouffions.

C'est pourquoi j'ai l'impression que mes parents ne connurent jamais l'amour, mais firent semblant de s'aimer, comme des milliers de Québécois ont fait et font encore.

Ma mère, à n'en pas douter, souffrait beaucoup. Elle était déçue de sa condition, de sa pauvreté et peut-être aussi de son mariage, de son mari et de ses enfants. Elle n'aimait, en tout cas, personne en dehors de son mari et de ses enfants. Mais je ne suis pas certain qu'elle nous aimait comme nous aurions voulu être aimés. Je peux même affirmer que son amour n'avait, extérieurement, que l'aspect du devoir d'État et ne comportait rien de ce qui rend parfois l'amour humain plus précieux que la vie elle-même.

Ma mère souffrait de son insécurité et ne voulait pas qu'une insécurité encore plus grande vienne aggraver sa souffrance... Mon père (qui lui aussi en souffrait chaque jour) aurait préféré s'engager à combattre cette insécurité, au lieu de la subir. Il savait que c'était un problème social, collectif, qui réclamait un engagement social et politique. Mais ma mère n'y voyait qu'un problème individuel ou, tout au plus, familial. Pour elle, les autres n'existaient pas. Elle ne les connaissait pas et ne voulait pas les connaître. Pour mon père, au contraire, les autres existaient : c'était ses camarades d'usine, les voisins avec qui il avait souvent de longues conversations (alors qu'à la maison il était un homme très silencieux), ses frères et sœurs pour qui, dès l'âge de 14 ans, il avait quitté l'école et s'était mis à travailler, remplaçant son père paralysé. Mon père lisait les journaux et tout ce qu'ils racontaient l'intéressait. Mais jamais ma mère ne lui aurait "permis" de faire de la politique ou de s'occuper d'affaires sociales.

Malraux fait dire à Kyo dans *La condition humaine* que reconnaître la liberté d'un autre, c'est lui donner raison contre sa propre souffrance. Mon père donna raison à ma mère contre son propre besoin de combattre l'oppression. Mais à quoi cela lui servit-il ? Avec les années, sa vie, se confondant de plus en plus avec son travail d'esclave mal payé, devint une routine faite d'humiliations silencieusement subies, d'inutile soumission au bon plaisir de sa femme inquiète. Peut-on dire qu'il ait, de cette façon, reconnu, "par amour" la liberté de ma mère, en lui donnant raison contre lui-même ? Peut-on reconnaître à quelqu'un la liberté de vous annihiler, de vous emprisonner dans une peur irrationnelle et, disons le mot, égoïste ?

A mon avis, il n'y a pas d'amour là où il y a abdication. Et mon père a abdiqué. C'est vrai que depuis l'âge de 14 ans il s'usait au travail et que sa santé n'était pas très bonne. Très souvent, durant les fins de semaine, je pressais mon père d'obéir à ses rêves et de se dépêcher de faire quelque chose. Mais j'eus tôt fait de m'apercevoir que, le lendemain, mon père avait renoncé. Entre nous deux, il y avait toujours le "NON" de ma mère.

Comme j'aurais voulu que ma mère fût une femme capable d'un certain courage et d'un espoir au moins semblable à celui de mon père. Je suis certain qu'alors mon père aurait mieux vécu et donné un sens à sa vie, parce qu'il aurait combattu ce qui l'écrasait au lieu de le subir sans dire un mot.

Je ne sais comment se comportait mon père à l'usine. D'après les conversations que j'eus avec lui, ses camarades de travail et lui discutaient souvent de leurs problèmes communs et n'avaient pas oublié l'enseignement des communistes. Depuis la fin de la guerre, on n'en entendait plus parler, mais leurs idées demeuraient dans l'air. Tout le monde dans

l'usine était d'accord avec ces idées et cherchait désespérément un parti pour les réaliser immédiatement. On discutait des réformes opérées par le C.C.F. en Saskatchewan, mais le C.C.F. ignorait que des milliers de travailleurs québécois auraient aimé entendre ses leaders leur dire en français que leur parti était prêt à leur donner un coup de main, à eux aussi. Les gars étaient seuls. Ils votaient obligatoirement pour Duplessis, comme ils allaient à la messe, le dimanche... en attendant qu'on leur offre un choix véritable. Il n'y avait pas d'alternative.

Probablement que mon père était très passionné à l'usine. Il était très aimé de ses camarades, en tout cas. Mais à la maison, c'était un vaincu.

Il n'était pas seul dans cette situation. Plusieurs des amis de mon père avaient été vaincus par leur femme. Mais, contrairement à mon père, ils réagissaient violemment, "le soir de la paye", en s'ennivrant, en battant leur femme et en chassant toute la famille de la maison. Le lendemain, cependant, ils allaient se confesser et redevenaient ces doux maris silencieux. Silencieux, à la maison, mais constamment enragés à l'usine où ils ne cessaient de dénoncer et de maudire leur situation.

Pourquoi mes parents s'étaient-ils donc épousés, si ce n'est pour échapper ensemble à leur condition ? Ils s'étaient mariés à une époque où il était presque impossible aux familles ouvrières de subvenir à leurs besoins essentiels. La faim ne laissait pas de répit pour l'amour et le plaisir. Gagner de l'argent, le plus d'argent possible (car il y en avait peu), prenait tout le temps de l'homme. Tandis que la femme, occupée à compter les sous, à s'occuper des vivres, à dégraisser les enfants, à frotter les planchers, toujours SEULE, (même quand son mari était couché, raide de fatigue, à côté d'elle),

pouvait difficilement imaginer d'autre issue à sa misère qu'un long acharnement individuel, un acharnement incertain, pénible, cent fois compromis par la maladie ou le chômage. Un acharnement qui demeurait tout de même une volonté de vivre et de prospérer, mais qui ne comptait pas sur l'aide des autres. Un acharnement solitaire qui, très souvent, tournait en rond dans les tâches quotidiennes : lessive, cuisine, ménage... Qui très souvent aussi se pervertissait, dégénérait en avarice, en égoïsme, en étroitesse d'esprit et en durcissement du cœur.

La misère engendrée par le système poussa mes parents à se marier après de brèves fréquentations. Cette misère ne disparut pas par la vertu du Sacrement. Elle demeura inchangée, lourde, exigeante. Elle sépara mari et femme, les enferma en deux univers qui s'opposaient. Le système enferma mon père à l'usine et ma mère dans un logement étroit. A l'usine, mon père connaissait la fraternité dans le travail ; le travail avait beau être dur, ils étaient plusieurs à l'exécuter et unanimes à vouloir s'en libérer. A la maison, au contraire, ma mère était seule avec les enfants et toujours la même corvée se présentait à elle ; la tradition ne lui permettait pas de chercher à "fuir ses tâches" de mère-de-famille-chrétienne-soumise-à-la-volonté-du-bon-Dieu.

Si amour il y avait au commencement, une foule de facteurs le forcèrent à s'exiler très tôt de cet univers trop accaparé par les millions de petits soucis qu'engendre la pauvreté. Et ce n'était pas un "cas" exceptionnel. Seuls les prêtres s'imaginent que l'amour peut s'accommoder de la misère, de l'abrutissement quotidien, de l'ignorance "crasse" des lois et des beautés de la sexualité, du jansénisme et de la dictature du capitalisme. Seuls les prêtres peuvent voir une espèce de paradis dans l'enfer prolétarien ; et comme alors, sans le sa-

voir, ils sont utiles au capitalisme ! Quand une femme fait l'amour par devoir d'état et subit la passion de son mari comme un prisonnier supporte la torture de la police militaire, comment la joie peut-elle l'habiter ? Quand un homme abandonne à sa femme le contrôle de sa propre destinée... pour lui faire plaisir ou l'empêcher de gueuler, comment la joie peut-elle l'habiter ? et quand des enfants grandissent dans une atmosphère de frustrations constantes, comment la joie peut-elle les atteindre ?

Parfois, il me semblait que mon père était honteux de lui-même et que ma mère avait peur de son propre acharnement à préserver la sécurité présente et à organiser la sécurité future. Plus je prenais conscience de cette pauvreté humaine qui tournait constamment dans le vide, plus je me disais qu'accepter cet état de choses était un crime contre soi-même et contre les autres, plus je me disais qu'il fallait tout faire pour briser le cercle vicieux de la misère. Au début, le mal absolu, le fondement de cette absurdité me parut être la famille. Plus tard, je compris que la famille, c'est-à-dire plus précisément la famille ouvrière, elle-même produite par des siècles d'exploitation de l'homme par l'homme.

Ce qu'il y a de terrible dans la famille ouvrière, c'est la fonction que le système actuel lui impose de renouveler et de perpétuer les esclaves, les nègres, le "cheap labor" exploité, aliéné, opprimé. Et ce qu'il y a d'inhumain dans l'enfance ouvrière, c'est cette impuissance où se trouve placé l'enfant à résister aux conditionnements non seulement du système lui-même mais de toutes ces frustrations vécues autour de lui, frustrations engendrées par l'organisation capitaliste de la société et qui le contaminent avant même qu'il ait pu prendre conscience de leur existence. Les enfants des bourgeois aussi

sont frustrés, mais pas de la même façon. L'enfant bourgeois, quand il prend conscience de la réalité, se révolte contre son père et sa mère, rarement contre son milieu ou sa classe qui est au pouvoir. L'enfant prolétaire se révolte lui aussi contre ses parents, mais sa révolte se porte très tôt contre la condition faite à sa classe et contre ceux qui sont responsables de cette condition. La révolte de l'enfant et de l'adolescent bourgeois demeure, la plupart du temps, affaire d'individu. La révolte de l'enfant et de l'adolescent de la classe ouvrière est, dès le départ, un problème plus vaste : d'abord le fils de prolétaire a honte de sa classe humiliée et veut s'en sortir ; dressé contre tout son milieu, il cherchera souvent, par la réussite individuelle, à se faire admettre dans la classe bourgeoise, et cela au risque de trahir les siens ; mais la bourgeoisie ne peut admettre dans son sein qu'un nombre infime de "parvenus", car autrement elle risquerait de perdre le contrôle de l'exploitation des masses de travailleurs ; c'est pourquoi, dans la majorité des cas, la révolte du fils d'ouvrier se mue en conscience de classe et en volonté de plus en plus résolue de travailler au renversement du système ; certes, le système en écrase un grand nombre, car ses méthodes d'oppression sont nombreuses, autant d'ordre psychologique qu'économique, mais, à la longue, la révolte gagne en étendue, en profondeur et en durée, et c'est alors que l'union de tous ces travailleurs profondément frustrés mais de plus en plus conscients commence à faire sentir à la classe dirigeante que ses jours sont comptés...

Il est donc très difficile à ceux qui appartiennent à la classe ouvrière de "tirer leur épingle du jeu" individuellement. Les travailleurs, pour se libérer, doivent s'unir pour jeter par terre ce vieil ordre de choses et de valeurs sur les ruines duquel il faudra édifier un ordre nouveau et des valeurs

nouvelles, qui feront des hommes nouveaux, créeront une société nouvelle et constitueront un véritable humanisme, pour la première fois dans l'histoire.

Malgré qu'elle demeure une "monstruosité" sociale, comme l'exprime fortement la littérature du XIXe et du XXe siècle des pays capitalistes, la famille bourgeoise n'en conserve pas moins une base économique qui permet même à "ses" révoltés de prospérer, de connaître la gloire et la fortune. Gide, Mauriac et Sartre demeurent des bourgeois et des privilégiés du système jusque dans leur révolte. Même leurs blasphèmes sont rentables (2) et peuvent leur valoir un prix Nobel ! Au Québec, la même remarque vaut pour les Maheu, Chamberland, Préfontaine, etc., qui tout en maudissant leurs familles et leur classe en profitent énormément.

Le fils d'ouvrier, sauf rare exception, ne fait pas d'argent et n'acquiert ni renommée ni honneurs en se révoltant... pour la simple raison économique qu'il ne possède pas les moyens financiers de "publiciser" sa révolte et de s'acheter des prix littéraires, des bourses du Conseil des Arts et, finalement, une chaire à l'Université. Les bourgeois se fabriquent des romans "choquants" et même pornographiques pour les mêmes raisons qu'ils inventent, périodiquement, des "révolutions tranquilles"; pour se donner de petits airs progressistes, soulager leur conscience et créer un peu de "changement" de temps à autre. Car même les bourgeois s'ennuient, comme en témoignent les romanciers contemporains.

Si la famille bourgeoise est une "monstruosité" sociale, comme le démontrent scientifiquement la psychanalyse, la psychologie, la pédagogie et la sociologie contemporaine, quel terme employer pour qualifier la famille ouvrière, que la religion, l'éducation, l'idéologie (l'Etat) et l'économie capitalistes (remarquez que "capitalistes" est pluriel car il s'ap-

plique à religion aussi bien qu'à économie) ont construite sur le modèle de la famille bourgeoise tout en la privant, par l'exploitation du travail du "chef de famille" et souvent même de la mère et des enfants, de la base économique de la bourgeoisie ? C'est trop peu d'affirmer que la famille ouvrière est une double ou une quadruple "monstruosité". Cette "unité possédante" — selon l'expression de F. Engels — est un enfer, un huis-clos où l'auto-destruction des êtres s'accomplit machinalement, comme un prolongement automatique de l'exploitation de l'ouvrier par son patron, du cultivateur par les trusts de l'alimentation, de l'étudiant par l'université des banquiers et des pharmaciens, du consommateur par les grands magasins et par les compagnies de finance, du croyant par son curé, du malade par son médecin, de l'accusé par son avocat (son "défenseur"), du journaliste par la haute finance et la politique, du peuple tout entier par l'Etat, le capitalisme et l'impérialisme.

Quand vous n'êtes qu'un "môme", comme disent les Français, que pouvez-vous faire pour échapper à l'enfer, au huis-clos des conditionnements frustrants qui cherchent à vous démolir avant même que vous soyez devenu un homme ? Et quand, adolescent, vous vous dressez, le dos déjà voûté par trop d'efforts, êtes-vous en meilleure position pour vaincre ?

Et quand vous êtes un homme, que d'énergie ne faut-il pas déployer pour simplement essayer de "renverser la vapeur", comme on dit... Que de sacrifices et de volonté... des années de douleurs pour arriver à ce qu'il n'y ait plus en soi rien de cette enfance et de cette adolescence... de... nègre... de vaincus-de-naissance. Et, malgré tout, il en reste toujours quelque chose, non seulement dans la mémoire, mais dans la peau et les os.

Je ne juge pas mes parents dans le récit qui suit mais la

société. Je décris notre vie de nègres comme je l'ai vécue. Et, à première vue, il pourrait sembler que je juge des hommes. Mais c'est une fausse impression. Je n'ai jamais jugé ceux de ma classe. Mais je n'ai, non plus, jamais été complaisant envers eux. Je refuse, comme on refuse d'humilier quelqu'un, de les prendre en pitié. Je ne suis pas le patron d'une manufacture canadienne-française !

La pitié est un crime contre l'homme. L'homme a droit à la vérité, même si elle est dure comme le granit. Car un monde humain ne peut se construire, se développer et durer que dans la vérité.

Je regrette seulement d'avoir compris un tas de choses si tardivement, d'avoir été un adolescent cruel et de n'avoir, entre autres, découvert la bonté mêlée de détresse de mon père que le jour où il ne fut plus bon qu'à mourir, à 53 ans, d'un cancer généralisé (quelle atrocité !) après vingt ans de "loyaux services" aux usines Angus du C.P.R. ! Mon père est encore vivant aux usines Angus parmi ses camarades. Mais qu'est-ce que cette survie en comparaison de sa vie ? Jamais mon père ne manqua une "journée d'ouvrage". Quand il quitta Angus, ce fut pour mourir d'épuisement : quelle gloire !

Il faut, dit-on, aimer les vivants et oublier les morts. Mais j'aime ce mort qui m'a donné la vie et, avec elle, le besoin viscéral de transformer cette société inhumaine. Ce mort m'en a appris plus par sa vie et par la vie des siens et de ses amis que tous les théoriciens du socialisme. Un autre homme, mort lui aussi peut-être, me semble avoir incarné l'un des grands rêves que mon père m'a transmis comme unique héritage : et c'est Ernesto "Che" Guevara, dont je reparlerai plus loin...

Mais, en ce moment, je parle de mon père et de ma classe au présent. Je n'en ai pas toujours parlé ainsi. Si je fus un enfant triste, mais intégré au "milieu", mon adolescence, au contraire, fut une révolte continuelle, à la fois contre ma classe, contre la bourgeoisie et contre la société tout entière et sa mythologie : Dieu, la religion, le Mal, le Bien, etc. Mais comme on le verra plus loin, me débattant dans l'ignorance, je faillis, plusieurs fois, être avalé par ce que je haïssais, comme mon père avait été vaincu par l'insécurité de sa femme, insécurité qui lui inspirait, pourtant une révolte sympathique au communisme.

Cette révolte, progressivement, fut ensevelie, vidée de sa force et de son sens, au fond de "la vie commune" de mes parents, vie qui ne cessa de se rapetisser jusqu'à devenir une existence quasi-dérisoire. Alors qu'en moi cette révolte ne cessa de croître, désordonnée et exigeante, pleine de ferveur humaine et d'injustice.

Mon récit va paraître brutal à certains membres de ma famille, en particulier à ma mère, si elle daigne lire ces pages de son fils qui, doit-elle se dire encore, "me fait mourir, chaque jour".

Mais je crois que le temps des "lavages de linge sale en famille", par lesquels on escamotait ses responsabilités sociales, est définitivement révolu au Québec. Tant pis pour les retardataires, les peureux... ou les lâches... qui sauront bien profiter, un jour ou l'autre, de notre liberté difficilement conquise, les sangsues !

Parfois, on s'imagine que son passé n'a laissé aucun souvenir, comme un nuage qui s'est défait dans le ciel. Mais c'est une illusion. Il suffit d'être immobilisé, pendant quelques semaines, (en prison, par exemple), pour retrouver son passé et le revivre jusque dans les moindres détails. Alors, non seulement on retrouve ce qu'on croyait oublié ou perdu, mais on comprend, à la lumière du présent et au cheminement parcouru depuis l'enfance, le sens de sa destinée, sa signification. Et, croyez-moi, cette signification n'a rien de métaphysique. Il lui suffit d'être humaine...

J'ai vécu les sept premières années de ma vie dans "le bas de la ville", plus précisément dans le quartier que l'on appelait à l'époque (1938-1945) "Le Parc Frontenac". Ses frontières étaient, à l'ouest : la rue Logan ; au nord : la rue Sherbrooke ; à l'est : la voie ferrée du C.P.R., qui allait des usines Angus au port de Montréal ; et au sud : le port et le fleuve. C'était un coin "toffe", où rivalisaient les "gangs". Les cambriolages étaient nombreux. Chaque jour, des familles se bagarraient à coups de barres de fer, de chaînes, de chaises ou de bâtons de baseball. La ruelle Harbour, située à l'est de la rue Frontenac, se transformait, certains jours, en véritable arène. C'était la ruelle la plus pauvre du quartier et mes parents nous interdisaient, à mon frère et à moi, de nous y aventurer, car il y avait fréquemment des fusillades, des meurtres et, comme disait monsieur le curé, des "spectacles grossiers" qui causaient un tort irréparable à la jeunesse de la paroisse. (3).

Mes occupations préférées étaient, l'été, les courses de "voitures à quatre roues", ces voitures dont se servent les

vendeurs de journaux ; et l'hiver, les descentes de la "Côte Sherbrooke" en "traîne-sauvage". La côte Sherbrooke s'étendait au nord de la zone, de l'est à l'ouest. Pour nos jeux, nous utilisions indifféremment les rues ou les champs. Même l'été, il nous arrivait de descendre la "côte" en voiture à quatre roues, ce qui était extrêmement dangereux, car, arrivés à la rue Hochelaga, il nous était extrêmement difficile de freiner notre véhicule. Il m'est arrivé, de cette façon, quelques accidents désagréables. Mais, chaque fois, je faisais le dur, car c'était la règle du "milieu" de ne jamais brailler. Une fois, la voiture d'un laitier m'a écrasé un pied. J'avais très mal, mais je dis au laitier que je ne ressentais aucune douleur. Quand j'essayai de regagner le trottoir, je fus incapable de bouger et le laitier dut me prendre de force et me monter, malgré moi, au logis de mes parents.

Nous habitions alors un "troisième étage" (au coin des rues Hochelaga et Gascon) et mon frère André, de quelques années plus jeune que moi, commençait à prendre l'habitude de "débouler" les escaliers et risquait, chaque fois, de se fracasser le crâne sur le trottoir. Ma mère ne savait plus que faire. Elle ne pouvait nous enfermer dans notre petit logement, car nous réussissions toujours à nous en échapper. Et une fois dehors, nous ne pensions qu'à des jeux dangereux. Nous fréquentions des individus louches, que ma mère détestait et redoutait. Quand, les jours de pluie, nous étions forcés de demeurer à la maison, nous faisions un tel tapage que ma mère ne pouvait s'empêcher, malgré ses craintes, de souhaiter que nous sortions dehors au plus tôt, que nous allions, comme elle disait, nous "éventer" un peu. Quant à Raymond, mon deuxième frère, il ne marchait pas encore à cette époque, et ma mère n'avait aucun problème avec lui.

Je fréquentais les hangars du quartier. Les hangars étaient

les quartiers généraux des "gangs". Déjà, à cinq ans, je faisais partie d'un "gang" dont la spécialité était les fausses alertes, les incendies criminels dans les fonds de cours et la course aux filles (en vue de les terroriser de diverses façons). J'étais trop jeune pour participer véritablement aux complots qui se tramaient dans les hangars, mais j'ai été témoin, certains jours, d'actes spontanés de barbarie tellement cruels que j'en ressens encore aujourd'hui un fort sentiment d'horreur. Ainsi, l'un de mes compagnons de jeux, Ti-Rouge (ou Carotte), était un grand amateur de la course aux filles. Il avait toujours une espèce de vengeance à réaliser contre quelqu'un. Je ne savais pas pourquoi ce garçon avait tellement de haine dans le ventre. Je savais seulement qu'il faisait partie d'une très grosse famille et que son père ne travaillait pas souvent. Près de chez lui vivait un couple que l'on disait "snob", parce qu'il interdisait à ses deux enfants (un garçon et une fille) de jouer avec "la populace". Ti-Rouge haïssait ce couple. Leur garçon s'échappait souvent pour venir nous rejoindre, mais la fillette "bavassait" auprès de ses parents et notre ami était battu. Ti-Rouge s'était promis de donner une bonne correction à la "bavasseuse". Un jour, la fillette marchait seule sur le trottoir. Elle revenait du restaurant du coin où sa mère, l'avait probablement envoyé chercher quelques friandises. En l'apercevant, Ti-Rouge prit son élan, l'accrocha par les cheveux, et, d'un coup, lui arracha une "couette". Le sang se mit à jaillir abondamment et la fillette poussa des hurlements terribles. J'avais vu toute la scène. Quand la fillette se mit à hurler, et le sang à jaillir, je m'enfuis en courant. Arrivé chez moi, je racontai la scène à ma mère. Et je ne revis plus jamais Ti-Rouge.

Dans cet univers de violence, où les enfants rêvaient d'incendies gigantesques, d'égorgeurs de femmes, de meurtriers

terribles et de voleurs de bébés, fréquenter l'école était une distraction pour le moins ennuyante. Cela nous écoeurait tous, mes compagnons et moi. Nous nous moquions constamment de l'institutrice, que nous trouvions laide et amusante comme une vieille statue de cire en train de fondre dans l'humidité d'un musée (l'école). Deux ans avant d'être admis à l'école, ma mère m'avait déjà enseigné à lire et à écrire, si bien que je ne savais jamais que faire de mon corps et de mon esprit en classe. Comme j'étais alors trop jeune pour "me pogner" le Vous-Savez-Quoi, je fabriquais des avions de papier que je lançais à gauche ou à droite ; ou bien je bombardais l'institutrice, à l'aide d'un tire-pois, avec de petites boules de papier mâché. J'avais bien du fun alors... jusqu'à ce que "la vieille sotte" m'envoie méditer dans le corridor. Seul, dans le corridor, je pensais aux complots des hangars. Je me disais qu'un jour, moi aussi, je dirigerais mon "gang"... et que cette école serait rasée jusqu'au sol ! Mais en attendant, je ne pouvais pas faire grand-chose et je demandais aux aiguilles de l'horloge de se dépêcher à tourner, car j'étais fatigué et j'avais l'estomac creux.

J'eus sept ans le 22 février 1945. J'étais en première année. Un seul événement m'impressionna, cette année-là : l'annonce de l'armistice, le 8 mai 1945. Toutes les cloches des églises se mirent à sonner en même temps. Les klaxons des automobiles et les sirènes des usines vinrent s'ajouter au concert. C'était l'euphorie. La guerre était finie. Du moins, en Europe. Il restait à régler le sort du Japon. Nous apprîmes par la radio, quelques mois plus tard, que la bombe atomique venait de mettre définitivement fin à la seconde guerre mondiale et d'apporter à l'humanité un nouveau "suspense" : les Russes réussiraient-ils à fabriquer la Bombe ? Et si oui, ne serait-ce pas bientôt la fin du monde ?

Quand mes parents décidèrent d' "émigrer" de l'autre côté du fleuve, la guerre froide venait au secours du capitalisme en empêchant les usines de guerre de cesser de tourner.

3

L'un des problèmes les plus aigus de l'après-guerre était celui du logement. Les quartiers pauvres et français de Montréal étaient surpeuplés. Le coût des loyers augmentait, tandis que les salaires demeuraient "stables". Plusieurs familles ouvrières de la métropole commencèrent à se déplacer vers la périphérie : Montréal-nord, Sainte-Rose, Sainte-Thérèse, Ville Saint-Michel, Pointe-aux-Trembles, L'Assomption, et ce vaste territoire de la rive sud du Saint-Laurent qui allait devenir Ville Jacques-Cartier.

Aux usines Angus, comme dans bien d'autres usines, les travailleurs discutaient, à journée longue, de leurs problèmes de logement. C'est là que mon père apprit qu'à Longueuil-Annexe, l'on pouvait se procurer un terrain et même une maison pour un prix raisonnable. Il n'y avait, cependant, ni aqueduc ni égouts, mais ce n'était qu'une question de temps. Une compagnie de transport s'était procuré quelques autobus et avait organisé un service régulier entre Montréal et la rive sud. Déjà, quelques familles de Montréal s'y étaient établies et, paraît-il, les enfants s'épanouissaient au grand air.

Une fin de semaine, je me rendis avec mon père à Longueuil-Annexe. Ce fut, pour moi, toute une aventure. Il fallait prendre l'autobus à l'entrée du pont Jacques-Cartier. Nous attendîmes longtemps avant que n'arrive un vieil autobus gris. Mon père demanda au conducteur s'il connaissait les rues Briggs et Saint-Thomas. Le conducteur fit signe que oui et dit à mon père qu'il l'avertirait quand il passerait par là. "C'est au bout de la ligne", dit le conducteur.

L'autobus se remplit peu à peu de voyageurs et s'engagea sur le pont. J'ouvris mes yeux bien grands pour contempler le fleuve, les bateaux, l'île Sainte-Hélène. Puis l'autobus atteignit l'autre rive. Mon père et moi n'étions jamais allés de ce côté du fleuve. Nous étions complètement dépayés. L'autobus continua tout droit sur la rue Sainte-Hélène, puis vira à gauche sur le chemin Coteau-Rouge. Ce chemin était une vraie route de campagne. Étroit, zigzagant, cahoteux, il traversait d'immenses champs où apparaissaient, ici et là, quelques cabanes de bois ou de "tôle". Pendant une assez longue distance, nous n'aperçûmes que des champs déserts. Puis nous vîmes une ferme, avec une basse-cour et quelques vaches au bord du chemin. Enfin, l'autobus s'engagea dans une espèce de village et un gros nuage de poussière se mit à vibrer dans l'air. Comme la plupart des fenêtres de l'autobus étaient ouvertes, cette poussière qui avait un goût de terre sèche, de pierre émietlée, de sécheresse, nous pénétra par le nez, les oreilles, les yeux et la bouche. Le conducteur, se retournant vers mon père, cria : "On arrive !" L'autobus vira à gauche et s'engagea sur la rue Briggs. Le nuage de poussière cachait les maisons et faisait disparaître la rue derrière nous à mesure que nous avançons.

— Saint-Thomas !

Nous nous levâmes. L'autobus s'arrêta, le conducteur nous

souhaita bonne chance, comme un ami vous serre la main et vous encourage, alors qu'il trouve insensée l'aventure que vous vous apprêtez à vivre. Nous descendîmes de l'autobus, maladroitement ; nous étions nerveux, comme des voyageurs qui pénètrent dans un pays incertain.

Était-ce possible que la liberté se trouvât dans ce petit village aux rues de terre, aux petites maisons délabrées et dispersées, se trouvât dans ce coin perdu, rempli de poussière et d'enfants sales ?

Il n'y avait qu'une dizaine de maisons sur la rue Saint-Thomas. De chaque côté de la rue et autour de chaque terrain, des fossés remplis d'eau noire et stagnante dégageaient de fortes odeurs. "De l'eau corrompue", me dit mon père. Cette eau était épaisse, gluante, recouverte par une nuée de mouches et d'insectes bourdonnants. Nous avalâmes la poussière qui nous était restée dans la gorge.

Nous marchâmes un peu, sans nous presser. Puis mon père s'arrêta devant une petite maison rouge et blanche. Il murmura : "1197, c'est ici". Un homme sortit de la maison et vint à notre rencontre. Il souriait de toutes ses dents comme un marchand de légumes qui s'apprête à vous "fourrer". Cet homme me fit mauvaise impression, mais mon père sembla s'entendre facilement avec lui. L'homme me dit des choses banales : "Comment ça va, mon petit homme ? Tu vas à l'école ? Tu aimes la campagne ?" etc. Je ne répondis rien. Non, décidément, cet homme-là ne me plaisait pas. Mais les impressions qu'on peut avoir à sept ans ne signifient pas grand-chose.

L'homme ne me plaisait pas, ni sa femme, d'ailleurs, qui avait l'air plus "commerçante" encore que son mari. Je vis que leur intérêt était de vendre leur cabane et que nous deux, mon père et moi, nous ne les intéressions qu'en tant qu'a-

cheteurs possibles de cette cabane. Je n'ai jamais aimé le commerce ni les commerçants. Car le commerce divise les hommes en deux clans antagonistes, stimule l'exploitation des faibles et des naïfs (des "purs", des simples) par les forts et les "smarts", enrichit constamment les uns et ne cesse d'appauvrir les autres.

J'étais heureux, par contre, de me trouver à la campagne et les odeurs qui se dégageaient des fossés m'indisposaient moins que le sourire forcé de l'homme et de la femme. Je demeurai à l'extérieur, contemplant le paysage (un bien grand mot pour une réalité si pauvre), tandis que mon père suivait le couple dans la maison.

De l'autre côté de la rue, il y avait seulement trois maisons séparées par des champs. Un peu plus loin, c'était le bois. J'imaginais ce bois peuplé d'Indiens et d'animaux sauvages. Je me mis à souhaiter que mon père achète la cabane. Je me foutais pas mal de la façon dont nous serions logés. Ce sont les bois et les champs qui, tout à coup, m'intéressaient. Ce serait beaucoup mieux que les hangars de la ville....

Quand mon père sortit de la petite maison rouge et blanche, il paraissait content.

— Vous savez, dit le propriétaire, il n'y a pas de taxes à payer ici. Il n'y a pas de maire, pas d'Hôtel de ville et pas de patroneux. Ça va sûrement venir un jour, mais, en attendant, on est tranquille.

Mon père lui demanda pourquoi il avait mis sa maison à vendre.

— Je viens de me construire une plus grande maison sur le Coteau-Rouge. Vous savez, j'ai cinq enfants maintenant. Et puis je veux "partir" un commerce dans ce coin-là, une épicerie. Ça va se peupler rapidement. Beaucoup de terrains

sont déjà vendus. On parle d'ouvrir plusieurs nouvelles rues, le printemps prochain. J'ai toujours rêvé de "travailler" à mon compte. Un jour ou l'autre, il faut bien se décider à prendre des risques, pas vrai ? Autrement, on piétine... Actuellement, je suis débardeur. C'est irrégulier. L'hiver, je chôme. Je suis écoeuré de cette vie-là. L'esclavage, ça fait trop longtemps que je supporte ça. Et puis je veux envoyer mes enfants dans les meilleurs collèges. Je ne veux pas qu'ils soient obligés de faire comme moi. Je veux qu'ils aient de bonnes "jobbes" et une vie facile... De toutes façons, si je manque mon coup, ça ne sera pas pire qu'en maintenant.

Mon père écouta l'homme en le dévorant des yeux.

Combien de temps, lui, demeurerait-il un esclave du C.P.R. ?

Mon père, qui avait alors 33 ans, travaillait depuis l'âge de 14 ans. Il avait dû quitter l'école en quatrième année, parce que son père, paralysé par une grave maladie, ne pouvait plus assurer la subsistance de sa femme et de ses 14 enfants. "Les plus vieux" des quatorze, et en premier lieu mon père, avaient dû se résigner à prendre en charge la "Tribu Vallières".

C'était quelques années avant le Krach de 1929. Quand survint la grande dépression, toute la "tribu" dut se débattre dans une misère extrême, comme la plupart des familles ouvrières de Montréal. Quelques années plus tard, la guerre et la conscription devaient ajouter aux difficultés déjà nombreuses, l'angoisse de mourir sur un champ de bataille pour une cause qui ne concernait en rien la classe ouvrière.

Mon père me parla quelquefois de ces années de misère noire. Et je garde de ces récits l'impression qu'à cette époque les rapports d'homme à homme, de quêteux à quêteux, étaient enveloppés et pétris d'un désespoir muet... muet parce qu'il

était trop profond pour croire en l'efficacité des cris et des larmes... Jusqu'au jour où le mouvement anti-conscriptionniste réveilla la révolte ancienne et les émeutes de 1917. Mais jusqu'à la guerre, un désespoir de condamnés à mort fut le pain quotidien des travailleurs québécois.

La famille de ma mère, comme celle de mon père, connut la misère noire des années 30. Le père de ma mère, lui aussi, tomba malade durant la Crise et ma mère dut abandonner ses études pour travailler. Quand ma mère devint "secrétaire" dans un bureau quelconque, elle venait de terminer sa neuvième année chez les Soeurs de Notre-Dame. Ces aristocrates de la catholicité québécoise lui avaient enseigné, entre autres, le mépris de sa classe (de "la populace") et lui avaient donné le goût des "bonnes manières" bourgeoises. La maladie de mon grand-père mit brusquement fin aux ambitions de ma mère, qui s'efforça alors de transformer sa déception en obéissance chrétienne à la volonté du bon Dieu. Comme la plupart des Québécoises de cette époque, elle se mit à ramasser des mérites pour le Ciel, sans pour cela se croire obligée, comme d'autres chrétiennes, de se rendre à l'église chaque matin. Son amertume lui servait d'oraison et ses travaux quotidiens de liturgie. Elle exérait les dévotes (ces machines à prier) tout autant que les commères. Elle priait, haïssait, se tourmentait, souffrait dans son cœur, pour elle-même...

Mon père et ma mère avaient tous les deux 25 ans quand ils s'épousèrent, deux ans avant la deuxième guerre mondiale. Mes grands-pères étaient morts presque en même temps, six mois auparavant, après leurs très longues maladies. Mes parents s'étaient rencontrés au Parc Lafontaine. Ils avaient décidé presque aussitôt de s'épouser. Ils se rendirent à l'église, quand ils eurent économisé l'argent nécessaire à

l'achat des meubles essentiels. Le jour de leur mariage, il n'y eut ni banquet ni lune de miel. Ils s'installèrent immédiatement dans un petit logis de la rue Gilford. C'est là que je suis né en février 1938. Quelques mois plus tard, mon père ayant réussi à trouver un emploi aux usines Angus, mes parents déménageaient dans "le Parc Frontenac". Et c'est dans ce quartier, l'un de ces nombreux ghettos canadiens-français que les marchands appellent "l'Est français", que notre petite famille vécut la guerre et tous les problèmes qu'elle engendra.

A cette époque, les communistes étaient très actifs aux usines Angus et mon père, tout en pratiquant extérieurement "sa" religion, était d'accord avec les idées de ces hommes, qui voulaient donner le pouvoir à ceux qui travaillaient et la richesse à ceux qui la produisaient, qui voulaient donner le gouvernement et les usines aux ouvriers. Les communistes dirigeaient alors, en bonne partie, le syndicat des employés d'Angus, mais, malheureusement, leur travail fut saboté par la bureaucratie stalinienne, aussi active au Québec qu'en France, en Italie, en Espagne... Toutes les grèves qu'ils organisèrent au Québec dans les années 30 et 40 ne servirent, finalement, qu'à mettre au pouvoir (dans les syndicats canadiens et américains) de pseudo-gauchistes... qui ne tardèrent pas à céder la place aux capitalistes et aux gangsters du syndicalisme d'affaires. La poignée de révolutionnaires qui réussit à se maintenir en place fut réduite à l'impuissance et chargée par les "Big Labor Boss" de conserver un "aspect" progressiste au syndicalisme réactionnaire. L'entretien d'une petite minorité de protestataires, de "révolutionnaires de gueules", a toujours été pour le capitalisme un habile subterfuge pour faire croire en l'existence de la démocratie, de la liberté de parole et de pensée (sans liberté d'ac-

tion !). Le syndicalisme d'affaires, qui est une institution de ce système, applique la même stratégie pour entretenir parmi la classe ouvrière l'illusion de la démocratie. Mais il suffit que des grévistes n'acceptent pas les trahisons des dirigeants, qu'ils sont sensés avoir élus eux-mêmes (et dans leur intérêt), pour que le syndicalisme "démocratique" fasse appel au matraquage policier ou aux "bouncers" de la pègre. Et alors que les grévistes les plus courageux prennent le chemin de la prison comme de vulgaires criminels, les "Big Boss", au nom de la classe ouvrière, mangent un bon steak en compagnie des patrons !

En 1938, en 1939, en 1940, mon père croyait fermement qu'une fois la guerre finie, les syndicats transformeraient la vie des travailleurs québécois. Le syndicalisme américain était alors dynamique, et les syndicats québécois-catholiques-et-français commençaient lentement, avec une certaine hésitation et dans la confusion, à renoncer au corporatisme des encycliques.

A cette époque, mon père aurait sans doute milité activement dans un parti politique, n'eût été l'opposition obstinée de ma mère, pour qui "faire de la politique est une perte de temps et une façon de se faire exploiter par des gens sans scrupules".

— Repose-toi donc un peu, disait souvent ma mère à mon père, quand il commençait à parler politique ou syndicalisme. Quand tu seras malade, ce ne sont pas eux qui prendront soin de toi."

Plus tard, mon père songea à diverses activités sociales. Il voulait participer à l'effort des autres qui, à Ville Jacques-Cartier, cherchaient les moyens de se donner, de donner à toute la population, cette dignité qui leur éviterait, dans les

reportages des journaux, d'être considérés comme les déchets humains de la métropole voisine. Mais là encore, ma mère opposa son veto. (Très jeune, je me suis promis que moi, "on ne m'aurait pas" à coups de vétos et de "tu - vas - te - fatiguer - tu - vas - te - faire - jouer - dans - le - dos - tu - vas - te - faire - mourir - pour - rien").

Ce n'est pas que ma mère, comme Duplessis, voyait le diable rouge (le communisme) dans toute forme d'activités sociales. Non. Car elle était à peine plus "fidèle" que mon père aux enseignements de la MERE des mères, l'Eglise. C'était irrationnel chez elle. Son opposition obstinée à toute activité sociale et politique était une espèce de névrose et, comme telle, avait ses racines obscures dans l'inconscient, probablement dans l'insécurité congénitale de la classe ouvrière. Car ma mère n'était pas une exception. Le capitalisme et la religion ont fabriqué en série des mères comme la mienne... et rares sont les Québécois — du moins dans la classe ouvrière — qui n'ont pas été, à une certaine période de leur vie, asphyxiés par l'amour (?) d'une mère possessive.

J'ai déjà dit que mes parents n'étaient pas particulièrement dévots. Ils assistaient, comme tous les inquiets et les angoisés, à la messe du dimanche et allaient "à confesse", de temps en temps. Ce n'étaient ni des collectionneurs d'images saintes ni des amateurs de pèlerinages. Ils pratiquaient leur religion à la fois par tradition et par crainte de l'enfer. Ils obéissaient à la Loi. Leur amour de Dieu n'allait pas au-delà de l'observance minimum des commandements. Ils ne recherchaient ni la compagnie des prêtres, ni celle des religieux. Ils détestaient les "bonnes soeurs" parce qu'elles n'étaient, à leurs yeux, rien de plus que des femmes d'affaires avaricieuses et hostiles aux pauvres, particulièrement dans les hôpitaux. Mon père, plus encore que ma mère, était un catholique

malgré lui, un catholique — comme bien d'autres dans ce pays — qui n'osait pas affirmer publiquement son indifférence religieuse.

4

En revenant de Longueuil-Annexe, mon père ne songeait ni à Dieu ni aux politiciens. Il rêvait de la maison qu'il construirait par-dessus cette cambuse qu'il avait décidé d'acheter. Il ne restait plus qu'à convaincre ma mère des avantages de l'exil en banlieue.

"Si seulement Madeleine peut accepter", se disait-il. Mon père ramassait ses arguments et, silencieusement, préparait son plaidoyer: "Nous allons être tranquilles. Les enfants vont avoir tout l'espace nécessaire pour jouer. Nous allons être maîtres chez nous. Il n'y aura plus d'escaliers à monter et à descendre. André ne risquera plus de se tuer en déboulant les escaliers. Pierre ne traînera plus dans les ruelles et les hangars..." Mon père essayait de prévoir l'avenir: "Le milieu va se développer. Le propriétaire l'a dit; les gars de la "choppe" le disent aussi. Il y aura des écoles, des magasins, toutes les commodités de la ville. Les taudis vont disparaître peu à peu. Ils vont installer l'aqueduc et le système d'égouts. Ils vont poser de l'asphalte sur les rues et faire des trottoirs. On va planter des arbres. Le gouvernement a déjà promis un hôpital pour la rive-sud..."

Le propriétaire était prêt à échelonner les paiements sur de nombreuses années... Le syndicat obtiendrait bientôt des augmentations de salaires... La vie deviendrait plus facile... Il agrandirait la maison. D'ici quelques années, Madeleine et les "petits" connaîtraient le confort et la tranquillité. Il pourrait économiser un peu d'argent et, quand les enfants seraient devenus des hommes, il pourrait, avec Madeleine, une Madeleine détendue, rassurée, heureuse, se permettre quelques petits voyages, prendre des vacances dans le Nord, voir la Gaspésie et la mer, et qui sait ? se rendre un jour, à Vancouver, voir les Rocheuses, le Pacifique...

Mon père construisait son avenir mentalement, essayait de se représenter son domaine, qu'il bâtirait patiemment au retour de l'usine, pendant les fins de semaines, durant ses quinze jours de vacances annuelles. Il en ferait le plan lui-même. Il ferait tout lui-même. D'autres le faisaient, pourquoi pas lui ?...

L'autobus, sur le pont, venait de dépasser l'Île Sainte-Hélène. Tout en regardant les bateaux ancrés au port, je demandai à mon père si nous pourrions aller à la chasse dans le bois d'en face, que j'avais passé une partie de l'après-midi à contempler. Mon père se contenta de répondre : "Il faut d'abord persuader ta mère."

Il y avait déjà huit ans que mon père rêvait de posséder, un jour, sa maison à lui. Evidemment, la cambuse, ce n'était pas un château, mais c'était toujours mieux que de demeurer jusqu'à sa mort un locataire des appartements humides du Royal Trust... "Au moins, à Longueuil-Annexe, se disait-il, il n'y a pas de rats, pas de suie, pas de fumée... C'est le grand air." (Il oubliait l'eau corrompue, la poussière, les drôles d'odeurs...)

Et puis que savait-il des habitudes des gens, de leur mentalité ?

En arrivant à la maison, à l'heure du souper, mon père se rendit compte qu'il avait oublié de demander au propriétaire de la cambuse s'il y avait quelques magasins dans les environs, un médecin, une église, une école, etc...

Il savait seulement qu'il existait un service régulier d'autobus entre Longueuil-Annexe et Montréal (4)

5

Madeleine dit : oui. Et un mois plus tard, nous déménageons à Longueuil-Annexe.

La cambuse était faite de bois recouvert de "papier briqué". En avant au centre, il y avait un petit portique blanc. À l'intérieur, trois pièces seulement : au centre, une cuisine, qui servait à la fois de salle à manger, de salon, de salle de bain, etc., à gauche une grande chambre à coucher qu'occupèrent mes parents et Raymond (qui ne marchait pas encore); enfin, à droite, une toute petite pièce où l'on installa un lit à deux étages et une "commode" : c'était la chambre des "deux plus vieux", André et moi. Les pièces étaient séparées par des murs de "donnacona", une espèce de carton dur et épais, que l'on pouvait acheter, pour un prix assez peu élevé, chez n'importe quel marchand de matériaux de construction.

Fabriqué par Domtar dans la région de Portneuf (je pense), le "donnacona"   tait facile à poser, à découper et à peindre, et se vendait, habituellement, par panneaux de quatre pieds par huit. Plusieurs des taudis de Ville Jacques-Cartier, dans les années qui suivirent notre arrivée, furent construits entièrement avec des "deux-par-quatre" et de larges panneaux de cet économique carton que l'on recouvrait ensuite de "papier goudron" ... Ce n'était pas "chaud" l'hiver, mais ça ne coûtait pas cher et l'on pouvait se construire une cabane en deux jours avec ce carton-miracle !

Notre cambuse paraissait presque luxueuse en comparaison de la plupart des taudis de Longueuil-Annexe, recouverts de "papier goudron" noir, et qui ressemblaient à de vieilles baraques sinistres abandonnées dans un marais. Surtout les jours de pluie, Longueuil-Annexe avait l'aspect d'un bidonville calciné. Le seul défaut de ce bidonville était d'avoir des habitants, pour parler comme le poète québécois Roland Giguère (5).

Comme on peut s'en rendre compte, le papier jouait un rôle important dans la construction des cabanes que l'on appelait aussi des "chiottes". "Papier brique", "papier goudron", "donnacona" ... Avec les surplus de bois et de papier qu'ils n'exportaient pas chez eux, les Américains vendaient au "cheap labor" du Québec les matériaux "pas chers" qui devaient le rendre maître chez lui !

Contrairement à la plupart des habitations, notre cambuse n'était pas située au fond du terrain, mais en avant. Il y avait un peu de foin autour, dont on allait essayer de faire une pelouse !    droite, entre la rue et la maison, un puits de ciment, où l'on pompait l'eau "   bras". Mon père devait installer bientôt une pompe électrique et songeait déjà à la construction d'une première rallonge. Il ne cessait de faire des

plans, tandis que ma mère d  crassait les planchers et que mon frère et moi partions à la recherche des Indiens dans le bois d'en face.

En 1945, la population de Longueuil-Annexe atteignait peut-être mille ou deux mille habitants. L'administration était absente et il fallait se rendre à Longueuil pour obtenir un permis de construire ou un autre papier semblable. Mais Longueuil-Annexe n'était alors que le plus considérable d'une infinité d'îlots de cabanes qui, un peu partout, émergeaient des immenses champs qui, en l'espace de quelques années, allaient se transformer en une vaste ville-champignon. Ces îlots n'avaient pas encore été baptisés et la vie y était, disait mon père, "assez primitive". Longueuil-Annexe, bidonville mieux organisé — avec ses quatre rues "principales" et ses quatre rues transversales, son épicerie, son bureau de poste, ses arrêts d'autobus et même une petite   cole dirigée par des religieuses —, jouissait du statut enviable de "déserte". Chaque dimanche, un prêtre de Longueuil venait dire la messe dans la petite chapelle de bois construite au coin des chemins Chambly et Coteau-Rouge. L'  v  que avait promis à la "petite bourgeoisie" locale (les deux vieilles filles qui dirigeaient le bureau de poste et les propriétaires de l'épicerie) de nommer bientôt un curé et d'accorder à Longueuil-Annexe le statut de paroisse. Dès que la nouvelle se mit à circuler, les gens se dirent qu'ils auraient bientôt à payer pour la construction d'un presbytère luxueux (un curé, ça ne loge pas n'importe où), alors qu'ils devaient eux-mêmes s'endetter pour payer le carton dont ils recouvraient leurs cabanes. Personne ne cacha son mécontentement, mais personne non plus n'osa contredire la décision de l'évêque de Saint-Jean, le "boss" du diocèse. Les gens se dirent que l'arrivée d'un curé annonçait celle des percepteurs de taxes.

Car le curé, sûrement, créerait une Caisse populaire et voudrait se faire seconder par un maire dans l'administration de cette nouvelle paroisse qui manquait de tous les services. Cette administration aurait besoin de revenus pour payer un chef de police, quelques pompiers, une secrétaire, etc. Ce qui voulait dire qu'il faudrait bientôt payer des taxes de plus en plus élevées. La plupart des gens ne soupçonnaient pas l'ampleur de l'invasion qui s'annonçait. Ils se croyaient isolés, à l'abri des autres, tranquilles. Ils ne savaient pas que les propriétaires des champs abandonnés vendaient des dizaines de lots, chaque mois, à des travailleurs qui attendaient seulement d'avoir économisé quelques centaines de dollars pour déménager leurs meubles, leurs enfants et leur femme de l'autre côté du fleuve...

L'arrivée prochaine d'un curé les dérangeait, car la majorité des adultes, vivant en concubinage, ne pratiquaient aucune religion ; très souvent, leurs enfants n'étaient pas baptisés. De plus, certains d'entre eux travaillaient pour "la petite pègre" et n'étaient pas intéressés à voir un curé se mêler de leurs affaires. Quelques familles ressemblaient à la nôtre : bonne famille, père "travaillant", mère possessive, enfants bien lavés bien que vêtus pauvrement. Mon père fut fort surpris d'apprendre que la plupart de ces "bons voisins" étaient, eux aussi, des employés du C.P.R.

J'ai parlé plus haut d'une "petite bourgeoisie" locale. Ce n'était pas par humour. Car déjà, dans ce patelin de misère, existaient des antagonismes irréconciliables. Même au début, les quelques "snobs" de la desserte formaient un monde à part. Ils habitaient tous la même rue : le chemin Chambly. Ils avaient tous de l'argent et étaient les seuls à posséder de grosses maisons. Les propriétaires de l'épicerie étaient les plus riches. Comme ils ne rencontraient aucun concurrent, ils

monopolisaient tout le commerce d'alimentation et ils en profitaient largement. Le rationnement n'avait pas encore été aboli. Les salaires demeuraient très bas. Mais le coût des vivres ne cessait d'augmenter. L'épicier et sa femme faisaient crédit aux "pauvres", mais c'était pour mieux justifier leur vol quotidien. "Que voulez-vous, madame ? Avec tous ces comptes non payés, on ferait faillite si on vendait moins cher !" Evidemment, les comptes se payaient toujours ; car l'épicier avait un ami-avocat à Longueuil qui savait comment s'y prendre pour forcer "les pauvres" (devenus tout à coup des "ivrognes" pour l'épicier) à payer leur dû. Tout le monde haïssait ces marchands, mais personne ne pouvait se permettre le luxe d'aller faire son marché à Longueuil. Il fallait bien consentir, là comme ailleurs, à se laisser égorger, faute de moyens.

Les grands amis de l'épicier et de sa femme étaient les deux vieilles filles qui administraient le bureau de poste. Elles avaient également fondé une école privée pour les tout-petits. Au début, elles n'avaient qu'une demi-douzaine d'élèves à qui elles enseignaient surtout le catéchisme. Ayant hérité de la fortune de leur mère, elles prenaient des airs de comtesse de province. Dès que le curé arriva dans la paroisse, elles devinrent ses courtisanes les plus assidues. Elles fondèrent bientôt la confrérie des Dames de Sainte-Anne, tandis que l'épicier tenta de former, sans succès, une Ligue du Sacré-Coeur. Le cercle "petit-bourgeois" s'élargit un peu avec l'arrivée d'un barbier et de quelques petits marchands de vêtements, de chaussures, d'articles de ferronnerie, etc. Mais il fallut au moins dix ans avant que cette petite bourgeoisie, après avoir profité abondamment du "patronage" (le comté était "bleu"), soit en mesure de jouer un certain rôle politique. Car, très rapidement, l'expansion et la fusion des îlots

"sans nom" fit de Longueuil-Annexe un simple "quartier" parmi une vingtaine d'autres et de ses habitants, une minorité débordée par l'afflux de milliers de nouveaux "pauvres". Ville Jacques-Cartier, dont la population fut toujours à 98% ouvrière, allait être livrée au pillage, à la corruption et à la violence de la "grosse" pègre... sous l'oeil bienveillant de celui qui se nomme, aujourd'hui, monsieur le juge Redmond Roche, très dur, paraît-il, pour les voleurs de pains et de saucisson...

6

En septembre 1945, ma mère m'envoya à la petite école locale, dirigée par trois religieuses de Longueuil. Le personnel enseignant, laïc, était entièrement composé de vieilles filles habitant Longueuil ou Montréal. Elles se comportaient envers nous comme des missionnaires. Nous étions les sauvages du Pérou que les Blancs de la grande ville venaient instruire. Nous avions tout à recevoir, rien à donner. Nous devions dire : "merci, mademoiselle", "merci, ma soeur", "merci, monsieur l'inspecteur", "merci, monsieur l'abbé", merci, merci, MERCI !

Si j'avais su l'anglais, je leur aurais crié, certains jours : "Mercy ! Sacrez-nous la paix, nom de Dieu !"

Leur condescendance nous sous-développait, nous humi-

liait, nous portait à "retenir" constamment notre spontanéité... car nous avions peur d'avoir l'air trop sauvages. Ah ! maudite école qui nous constipait et nous paralysait ! Prison qui, jour après jour, nous assommait de leur écoeurante et maternelle bêtise ! École du désespoir enfantin qui, peu à peu, se transforme en monstruosité vécue ! Châtiment incompréhensible...

Nous étions heureux dans les champs, car là, au moins, nous ne ressentions pas l'humiliation insoutenable d'être vus et enseignés en tant que pauvres et non en tant qu'êtres humains "normaux".

Les bonnes soeurs et monsieur l'abbé — qui se réservaient souvent les cours de catéchisme — connaissaient parfaitement toutes les tactiques de la dictature et de l'abrutissement des cerveaux par l'humiliation.

Tout le temps, "le bon monde" était opposé au "mauvais monde", les saintes femmes aux grands pécheurs, les Salazar aux Staline, les hommes respectés par "l'opinion publique" (Duplessis, etc.) aux leaders syndicaux, les commerçants industriels aux "paresseux" en chômage... Et tout cela voulait dire : la bourgeoisie, qui est "bonne" chrétienne, vient au secours de vous autres, mes "pauvres" petits, afin que vous appreniez à travailler et à aimer Dieu... comme Duplessis, comme Salazar, comme les commerçants qui réussissent et comme les bonnes soeurs qui vont dans les missions...

Longueuil-Annexe, "pays de mission"...

Nous étions si heureux quand nous vivions en païens ! Pourquoi allions-nous à l'école ? Pour apprendre le malheur d'être éloignés de Dieu, de la richesse et du succès ? Pour apprendre à avoir honte de notre paganisme de pauvres et à nous haïr les uns les autres, afin de mettre en pratique les

enseignements évangéliques des bonnes soeurs et des abbés de la bourgeoisie longueuilloise ?

Je ne me souviens pas d'avoir appris, à l'école, autre chose que la honte de ma, de notre condition...

Plusieurs parents comprenaient d'instinct ce que l'enseignement clérical et officiel avait de pernicieux. Ils refusaient d'envoyer leurs enfants à l'école et les bonnes soeurs affirmaient que ces parents-là étaient des dégénérés, qui brûleraient en enfer éternellement. Ma mère pensait comme les bonnes soeurs. Elle méprisait ces gens qu'elle disait "sans éducation". Moi, je n'étais pas du tout d'accord. J'avais plusieurs amis qui n'allaient pas à l'école (les chanceux !). C'étaient mes meilleurs amis. Leurs parents étaient pauvres et amers, mais ils étaient indépendants. Ils n'acceptaient pas facilement les Leçons et les commandements du catéchisme bourgeois. Ils connaissaient trop bien l'exploitation quotidienne qui se pratiquait au nom de l'AMOUR, de l'OBEISSANCE, et de la VERTU. Ils ne voulaient pas être des vertueux : être des moutons avec les loups, être des humiliés avec les riches, être des pécheurs avec les purs... et des "maudits pauvres" à assister. Ils n'avaient besoin ni d'aide ni de conseils. Ils voulaient qu'on les laisse en paix dans leurs cabanes à eux.

J'étais d'accord avec cette révolte-là. Mais j'étais encore trop petit, à cette époque, pour me défendre contre la volonté de ma mère. J'allais donc à l'école, comme on se rend à un salon funéraire, à pas lents et en silence.

Durant les récréations, comme il n'y avait aucun sport masculin d'organisé (comment voulez-vous que de vieilles filles organisent des équipes de baseball ou de hockey ?), nous adossions au mur sombre de l'école, tandis que les filles,

séparées volontairement de nous, causaient ou chantaient des cantiques en compagnie des institutrices.

Un vrai paradis, quoi !

Nous apprenions l'ennui en écoutant le chant des anges !

Puis nous retournions en classe comme des prisonniers regagnent leurs cellules. Pour passer le temps, je dessinais des figures sur mon pupitre ou je m'amusais à faire rigoler les autres en "lâchant" au beau milieu d'un cours de religion ou de grammaire, un "pète" qui faisait autant de bruit qu'un pétard à mèche. Je jouais la comédie de la "confusion", pendant que les autres se tordaient de rire et que l'institutrice ou la bonne soeur agitaient sa baguette de sorcière au-dessus de nos têtes.

— Allez-vous rester tranquilles, petits méchants, mal élevés ? Je vais parler de cela à Monsieur l'inspecteur... Et vous, Vallières, si vous êtes malade, allez voir un médecin.

— Il n'y a pas de docteur par icitte...

— Alors, retenez-vous ! Compris ?

— Quoi ?

— Vous avez compris ? (elle était rouge comme une tomate)

— Moi pas compris... (J'imitais le langage des Iroquois)

Toute la classe éclatait de rire à nouveau.

— Vallières, sortez dans le corridor !

— MERCI !

Je me sentais alors soulagé d'une partie de ma révolte, moins malheureux qu'assis au centre de la classe, immobile, les oreilles agacées par les leçons des autres. Au moins, dans le corridor, je me tenais debout et mes pensées n'étaient pas dérangées par les propos dédaigneux que l'institutrice ou la bonne soeur tenait sur le malheur des gens sans éducation et sans religion. J'étais fier de moi et cette petite fierté de qua-

tre sous me rendait plus heureux que d'apprendre en classe, le corps raide et la bouche close, que Dieu m'aimait in-fini-ment...

A quatre heures de l'après-midi, libéré de l'école, je retournais chez moi avec une joie immense dans le ventre. Je m'amusais le plus possible en chemin, avec mes compagnons. Et très souvent, j'arrivais à la maison tout barbouillé, les habits déchirés, et mon "sac d'école" brisé.

La joie d'être délivré de ces monstres que l'on appelait mes maîtres m'aidait à supporter les remontrances ou les taloches de ma mère.

Puis, après m'être lavé en vitesse, je mangeais machinalement la boule de viande hachée, les deux ou trois morceaux de pommes de terre, les deux tranches de pain, le cornichon et les trois biscuits qui m'étaient réservés. Je faisais mes devoirs à la hâte, et, en attendant l'heure de l'émission de Grignon, Un homme et son péché, je feuilletais La Presse ou je m'amusais avec mes frères. Notre distraction favorite était de jouer à "faire les fous". Nous inventions des cris, des pleurs, des rires de fous. C'était une façon de protester contre le refus de ma mère de nous envoyer jouer dehors après le souper. Ma mère essayait bien de nous faire taire, mais elle était impuissante.

— Je vais tout raconter à votre père demain", disait-elle.

Mon père travaillait de quatre heures de l'après-midi à cinq heures du matin et les soirs de semaine, il n'était jamais à la maison. Quand Raymond se mit à marcher à son tour, et à nous imiter, André et moi, ma mère commença à se demander à quoi ça servait de mettre des enfants au monde.

— Ça n'a aucune reconnaissance, aucun respect, disait-elle parfois. Ils comprendront seulement le jour où je serai mor-

te. C'est pas une vie que d'essayer d'élever des enfants pareils...

Nous n'avions que de rares jouets dont nous nous lassions rapidement. Ce que nous aimions, c'était la liberté des rues et des champs, la liberté de courir où bon nous semblait, de jouer avec les filles et les gars que nous préférons, sans personne pour nous dire quel chemin suivre, quels compagnons choisir, quels jeux jouer. N'était-ce pas nous qui savions mieux que n'importe qui ce qui nous rendait heureux ? Mais il semblait à ma mère que nous n'avions pas été mis au monde pour être heureux...

Alors nous hurlions notre désaccord comme des lions en cage. Nous n'étions pas conscients de tout ce qui se passait en nous et autour de nous. C'était seulement, simplement la vie qu'on nous avait donnée par hasard (mais qu'on nous avait donnée tout de même) qui demandait à vivre. N'était-ce pas naturel ?

Mais pour ma mère, comme pour les institutrices, les bonnes sœurs et l'abbé, nous faisions de la peine au Bon Dieu, nous commettions des péchés, nous étions constamment coupables de désobéissance. J'enviais ceux de mes amis dont les parents étaient plus ivrognes et moins chrétiens que les miens : au moins, eux, ils étaient libres ; ils n'étaient pas constamment empêchés d'être eux-mêmes par la nécessité de faire le Bien...

De plus en plus, je souffrais de l'absence de mon père. Les fins de semaine, je pouvais causer un peu avec lui, mais il avait tellement hâte d'agrandir et d'améliorer sa cambuse, qu'il ne pensait qu'à cela. Je me contentais de participer à ses projets d'avenir, de jouer le jeu favori des travailleurs de notre bidonville : les châteaux en Espagne. Chaque fin de semaine, mon père passait de longues heures à discuter avec

les voisins d'un bonheur hypothétique. J'aurais voulu obtenir de mon père la certitude qu'en ce monde nous ne serions pas toujours perdants. Mais mon père n'avait pas de certitude. Il avait la foi, l'obscur croyance des pauvres en une quelconque justice. Personne parmi nous ne songeait à la faire, cette justice. Nous attendions tous qu'on nous la donne, comme une récompense. Nous croyions tous au Père Noël.

Certains soirs, je ne me mettais pas au lit pour dormir mais pour penser. Je n'avais pas dix ans, mais je pensais beaucoup. J'interrogeais tout ce que je voyais : les choses et les hommes. (Les philosophes appellent cela : mettre en question). Parfois, je me sentais triste et seul. D'autres fois, surtout les jours où l'école m'avait été plus pénible que d'habitude, je durcissais mes poings d'enfant et rêvais tout haut d'insulter mes maîtres en public, de les humilier à mon tour, de les barbouiller de boue et de leur crier :

— Eh ! filles de Dieu et messieurs les abbés, allez donc travailler un peu à construire des maisons moins froides et moins étroites pour "vos" pauvres au lieu de leur apprendre à regretter des péchés... D'ailleurs si "vos" pauvres ne péchaient pas, de quoi donc vivriez-vous ? Qu'avez-vous donc à nous donner en échange de tout ce que vous voulez nous enlever ? Laissez-nous donc notre liberté, nos péchés, notre crasse et notre paix ! Rapportez à Longueuil votre catéchisme, vos bonnes manières et votre eau bénite ! L'important, n'est-ce pas d'être heureux ? Et nous sommes heureux (à part quelques "convertis") d'être ces sauvages que vous voulez civiliser.

Evidemment, je ne me disais pas ces choses-là dans ce style. Ce n'était pas aussi bien tourné. Mais je n'en ressentais pas moins comme une blessure jusque dans les moindres replis de ma conscience angoissée...

Leur aptitude au mépris me brûlait ; leur habitude d'humilier les "mal vêtus", les "mal peignés", les "mal mouchés"... les enfants crottés de la populace !

Oh ! maudits maîtres de la sainte propreté ! Imbéciles aux mains dures, aux oreilles décollées, au nez pointu, à la bouche dédaigneuse, aux yeux de vitre et au visage de papier sablé ! Têtes creuses... Au fond de moi-même, de tout mon cœur, de toute mon intelligence, de toute ma dureté d'enfant dégénéré, je vous disais, avec orgueil, d'aller au diable ! Si l'enfer existait, il était votre demeure toute désignée. Vous aviez tout ce qu'il fallait pour faire de "satanés" beaux damnés, imbéciles ! Qu'attendiez-vous de cette vie ? Pourquoi existiez-vous ? Pourquoi étiez-vous nos maîtres ?

En troisième et en quatrième années du "primaire", ma haine de l'école s'accrût ; car ma mère me força d'aller parfaire mon instruction à Longueuil, chez les religieuses.

Un service d'autobus venait d'être inauguré entre Longueuil et Longueuil-Annexe, mais il était très irrégulier. Il m'arrivait souvent (surtout l'hiver) de me rendre à l'école à pied, c'était dur, mais "bon-pour-la-santé".

A Longueuil, je me fis quelques amis, mais je me sentais un étranger parmi ces "bien vêtus", ces "bien peignés", ces "bien mouchés". A force de me comparer aux autres, je devenais de plus en plus honteux de moi-même et de mon milieu. J'étais seul, incapable de communiquer ce que je ressentais. Et les bonnes soeurs qui me prenaient en pitié me rendaient l'existence encore plus pénible.

Deux ans plus tard, ma mère se rendit chez les Frères des Ecoles chrétiennes qui dirigeaient un gros collège à Longueuil. Cette fois, la terreur s'empara de moi. Le jour de l'inscription, ne tenant aucun compte des démarches entreprises par ma mère, je me rendis au taudis de la rue Briggs

que l'on venait de transformer en école temporaire ; car, depuis deux ans, les familles arrivaient par centaines dans la ville encore innommée et le gouvernement ne se dépêchait pas de faire construire des écoles. A travers tout le territoire, des taudis étaient, du jour au lendemain, transformés en écoles, et des terrains boueux en "cours de récréation". Mais là, au moins, je me sentais chez moi, avec mes semblables.

Quand je retournai à l'école, pour la cinquième fois de ma vie, j'avais décidé que, désormais, ce serait moi, et non ma mère, qui déciderais du choix des écoles. Ma mère se résigna à mon entêtement, se contentant de siffler entre ses dents : "Maudite tête de cochon ! Tu le regretteras bien plus tard".

Pour la première fois, un homme se tenait debout devant la classe et écrivait au tableau noir la liste des matières à étudier à la maison. Je dis bien : à étudier à la maison. Car cet instituteur ne nous enseignait rien. Il racontait des histoires, commentait l'actualité sportive, et, entre les cours, prenant avec lui les plus vicieux d'entre nous, leur apprenait à raffiner leurs vices, leur distribuait des photos obscènes et leur vendait de "bonnes notes" en échange de certains petits services... Ce salaud, ancien gardien du pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul, était à la fois le titulaire de la classe de cinquième (au primaire) et préfet de discipline pour l'ensemble des classes (cinq ou six) qui avaient été aménagées dans deux taudis voisins l'un de l'autre. Il n'avait aucun diplôme, ni aucune formation.

Ecoeürés de subir sa bêtise et ses assauts, les gars, un bon jour, décidèrent de faire la grève. Plusieurs mères de familles se joignirent à nous, et monsieur le professeur fut expulsé de la paroisse. Il fut remplacé par un prétentieux pharisien, excellent professeur d'histoire sainte, mais tout aussi vicieux qu'un Frère des Ecoles chrétiennes. On le supporta,

sans trop protester. On commençait à devenir blasés ! Et puis, au fond, tout cela était plus comique que tragique. Après l'école, n'allions-nous pas, avec les filles, faire ces "petites saletés" que monsieur le curé appelait "des péchés contre la pureté" ? Nous n'étions pas des Dominique Savio ni des Maria Goretti. Loin de là. Mais seulement nous n'aimions pas que les adultes se mêlent de ces affaires-là. D'autant plus que nous étions "renseignés" depuis longtemps ! C'est même à peu près tout ce que nous connaissions de la vie, à part le travail, la misère et l'humiliation.

Depuis notre arrivée à Longueuil-Annexe, j'avais une "bonne amie". C'était un peu ma "maîtresse" (!) ... Evidemment, je ne pouvais pas lui faire d'enfants, mais nous nous amusions souvent à jouer avec nos... On riait comme des fous, cachés sous une galerie, dans un petit bois où dans un hangar. Parfois, elle criait, quand je mordais un peu trop fort ses petits seins tout neufs. Elle était plus âgée que moi (de trois ans, je crois). Elle était douce, indépendante, fière, malgré l'extrême pauvreté de sa famille. Je l'avais connue dès le premier jour de notre arrivée et elle était devenue tout de suite ma copine préférée. Elle n'avait alors que dix ans. Quand elle en eut quatorze et moi onze, nous parlâmes de nous marier et d'aller vivre en Ontario, dans la région de Timmins, où elle était née. Elle voulait, si possible, aller encore plus au nord. Elle ressemblait à une indienne : elle avait besoin de vivre au milieu des forêts, à proximité des lacs, sous un ciel clair et toujours jeune. Quand elle eut quinze ans, plus d'un gars voulait coucher avec elle. Elle n'était pas de celles qui dédaignent faire l'amour avec différents types. Elle avait l'impression de leur rendre service. Elle me racontait tout ce qu'elle faisait et m'apprenait... J'avais douze ans. Je l'aimais beaucoup et elle m'aimait également beau-

coup. Du moins, j'en avais la ferme impression. Un jour, j'appris que Lise F. était partie et qu'elle ne reviendrait plus jamais. Était-elle retournée en Ontario ? Ni ses parents ni ses frères et soeurs ne voulurent répondre à mes questions. Tous semblaient avoir accepté comme un fait normal et même banal son départ de la maison. Quant à moi, je connus mon premier vrai chagrin et j'achevai l'année scolaire sans enthousiasme. Lise avait disparu vers le 15 mai. Il faisait alors très beau. Les bourgeons sortaient des arbres ; et des fleurs sauvages, ici ou là, semaient un peu de couleur et de beauté dans la poussière qui desséchait tout, qui dessécherait aussi ces fleurs.

7

Entre-temps, Longueuil-Annexe avait cessé d'être Longueuil-Annexe. Notre quartier faisait partie d'une grande ville que le gouvernement avait décidé de nommer Jacques-Cartier. Un premier maire et quelques échevins, tous des ignorants de bonne volonté avaient été élus. Ils ne tarderaient pas à être éliminés ou assimilés par la pègre. Le député du comté multipliait les promesses mais le gouvernement ne faisait pas grand-chose. Chaque printemps, immédiatement après la fonte des neiges, une armée de bulldozers traçait des rues de terre entre les cabanes. On déplaçait les tau-

dis, reculant les uns, avançant les autres, dans un effort dérisoire d'urbanisme.

Partout, sur des milles de distance, des rues de boue, remplies de flaques d'eau. Quand il ne pleuvait pas trop souvent, le soleil réussissait à pomper ces flaques et à sécher cette boue. Des camions venaient déverser des tonnes de gravier dans les rues. Les bulldozers étendaient ce gravier à la hâte. A la prochaine pluie, le gravier s'enfoncerait dans la boue, les flaques réapparaîtraient, tout serait à recommencer.

Les jours de sécheresse, en juillet et en août, la poussière remplissait l'air au passage des automobiles et des camions. Certaines familles se procuraient quelques gallons d'huile que l'on répandait sur les rues et qui empêchait la poussière d'empoisonner l'atmosphère au passage des automobiles. Mais cela aussi, c'était souvent à recommencer. Et puis, même sans poussière, les odeurs qui se dégageaient des fossés et des toilettes extérieures (communément appelées "bécoses") demeuraient aussi tenaces que la pauvreté.

Quand, faute d'huile sur les rues, la poussière ne cessait de vibrer dans l'air, l'espace entre les cambuses noires ou multicolores devenait jaune ou gris, selon que le ciel, au-dessus, de nous était bleu ou assombri de nuages.

Les jours de grandes pluies, tout devenait noir. Les cabanes aplaties, honteuses, prenaient un aspect sinistre et tourmenté. Les gens marchaient péniblement dans les rues transformées en rivières de boue. Les quelques arbres chétifs, que chaque famille avait tenu à préserver sur son "lot", courbaient leurs branches vers la terre mouillée. On aurait dit qu'ils pleuraient d'être les témoins impuissants et ridicules de cette misère qui voulait obstinément se persuader que l'avenir serait meilleur (7).

Ces jours de pluie, si je n'étais pas en train de dormir en

classe, je demeurais de longues heures, dans le portique de notre cambuse, à contempler, debout, les figures que l'eau traçait sur les vitres. Les taudis voisins, les rues, les arbres maigres, m'apparaissaient transformés en un paysage de conte et j'essayais d'interposer, entre la réalité et moi, l'un de ces rêves que mon père, en fin de semaine, parfois me racontait, son regard doux fixé sur l'horizon jaune, sans limites, qui paraissait recouvrir d'autres mondes, moins cruels — que celui-ci pour les hommes, pour les ouvriers.

Mais plus je vieillissais (car les enfants pauvres vieillissent plus rapidement qu'ils ne grandissent), plus mes rêves ressemblaient à ceux d'un condamné à mort que l'espoir refuse de quitter...

8

Pendant que mon père entreprenait d'agrandir sa maison, afin de la rendre plus habitable, ma mère osait difficilement inviter "la parenté" à nous visiter. Elle avait tellement honte de "l'entourage", comme elle disait. Malgré la misère qui cernait et pénétrait son domaine, mon père était heureux d'avoir quelque chose à construire... même si ce n'était qu'une rallonge à cette cambuse mal faite. Mais ma mère redoutait le regard des autres, le regard des gens de la ville, sur notre pauvreté.

On aurait dit que toute notre existence n'était que quotidienne obscénité. Il fallait cacher ça aux gens de la grande ville...

Mais les gens de la grande ville et ceux de la province apprirent bientôt la vérité... par les journaux qui titrèrent en capitales : "TOUTE LA VERITE SUR VILLE JACQUES-CARTIER" — "A COTEAU-ROUGE, LES BEBES MEURENT DE FROID" — "LA GRANDE MISERE DE L'AUTRE COTE DU PONT" — "UNE VILLE DE TOLE" — Etc. Nous lisions ces reportages, la rage au coeur. De quoi donc étions-nous coupables ? d'avoir voulu être libres ? Nous ne l'avions jamais été. Péniblement, nous essayions de le devenir. Pourquoi ces journaux écrivaient-ils comme des barbares que Montréal aurait vomi, comme un foie malade vomit de la bile ?

Pour certains journaux, que je n'ai pas besoin de nommer, nous n'étions pas des hommes, mais "les sales" de Ville Jacques-Cartier, la "scrap" humaine du plus vaste dépotoir de la région métropolitaine.

Aux reportages vinrent s'ajouter les "collectes", les "distributions de vivres et de bébelles", la CHARITE de ceux qui n'avaient pas la conscience tranquille ou qui étaient des maniaques de l'assistance aux déshérités. Heureusement, que nous n'étions pas armés ; car l'Eglise aurait hérité de quelques martyrs de plus et les fabricants de statues auraient fait de l'argent.

Tout allait en augmentant : la population, les taudis, la publicité, les taxes, le nombre des chômeurs, des enfants malades ou infirmes et des filles-mères, les églises, les "bouncers" de la pègre, les épiciers, les voleurs, les tueurs, les ivrognes, les malheureux...

Les usines Angus, Vickers, Canada Cement, Canadair,

etc..., débauchaient, chaque semaine, des centaines de travailleurs. Et les syndicats disaient, chaque fois, que cela ne serait que temporaire.

Certaines familles transformaient leur hangar en logis, y déménageaient leurs biens et louaient leur cambuse à d'autres... pour avoir de quoi acheter suffisamment de "baloney" et de pain Weston pour nourrir "les petits". D'autres vendaient leurs cabanes — à cause des taxes — et allaient s'en construire d'autres à Saint-Amable ou Sainte-Julie, derrière Boucherville.

Plus d'une mère de famille s'arrachait les cheveux de désespoir et plus d'un homme songeait à voler, à tuer ou à se suicider. Certains mettaient le feu à leur maison pour "collecter" les assurances et tenter de recommencer ailleurs... L'Ordre établi affirmait que, désormais, la paresse et la saleté seraient interdites à Ville Jacques-Cartier, que des normes seraient établies, que ceux qui n'appliqueraient pas ces normes seraient expulsés, que les taxes seraient haussées pour forcer les "paresseux" (c'est-à-dire les chômeurs) à quitter la ville. La pègre, qui contrôlait la ville, avec l'appui de Duplessis, essayait de se donner un visage respectable, et multipliait les conférences de presse, annonçant des réformes comme le Québec n'en avait jamais connues. On se mit à construire des écoles et à distribuer des "patentes" aux amis. Des épiciers, des lutteurs, des bandits devenaient du jour au lendemain "entrepreneurs" et constructeurs d'écoles primaires, d'églises et d'édifices administratifs. Tout cela financé par les subventions du gouvernement ou "les quêtes du dimanche", c'est-à-dire avec l'argent du pauvre peuple que l'on volait avec un grand sourire hypocrite de "gentleman-cambrioleur". Les écoles, ce n'était pas pour instruire les enfants, mais pour accorder des contrats "payants" aux supporteurs

du régime. C'est ainsi que Duplessis, financé par ses amis de Wall Street, créait sa propre classe de petits bourgeois, à même la misère des ouvriers et des cultivateurs du Québec, qui, mystifiés par un patronage savamment organisé, votaient "en masse" pour lui... contre leurs véritables intérêts, sans trop se rendre compte de ce qui se passait.

Vers 1950, furent entrepris les immenses et lents travaux de construction d'un système complet d'aqueducs et d'égouts pour "les sales" de Ville Jacques-Cartier. La pègre se frotta les mains à la pensée des énormes profits qu'elle allait récolter de cette très "humanitaire" entreprise. On commença par augmenter les taxes. Les unes après les autres, toutes les rues de la ville furent transformées en de longues tranchées de huit pieds de profondeur avec, de chaque côté, des tas de terre d'environ six pieds de hauteur. Des chemins improvisés furent tracés entre les maisons, les tas de terre, les tranchées, les tuyaux d'égouts, la dynamite, les pelles mécaniques, etc. Les dynamitages quotidiens faisaient craquer les murs des cambuses et les puits qui s'asséchaient ou se remplissaient d'une eau boueuse. On installa quelques bornes-fontaines, ici ou là, sur les rues privilégiées qui bénéficièrent de l'aqueduc, dès la première année des travaux. Mais après un départ fulgurant, les travaux furent ralentis. Il y avait partout des tranchées, des puits inutilisables, de la boue... des montagnes de boue. Et les travaux ne progressaient pas : manque d'argent, disait-on. Pourtant Québec avait mis des millions dans l'affaire. Où était passé l'argent ? Les gens se posaient des questions, pendant que les mois et les années passaient. Les travaux avançaient à pas de tortue ; un pas par ci, un pas par là. L'hiver, toutes les machines se tassaient. Les longues tranchées se remplissaient de neige.

La majorité des familles devaient ramasser "l'eau de pluie"

dans d'immenses barils ou encore acheter l'eau à la chaudière, chaque jour, d'un commerçant qui avait obtenu des autorités de la ville le monopole de la vente d'eau. L'eau se vendait cinq cents la chaudière. Plusieurs familles, dont la mienne, devaient se serrer la ceinture pour acheter l'eau nécessaire à la cuisson, à la lessive, au bain, etc.

Cela dura des années, ces années pendant lesquelles Duplessis livrait les riches gisements de fer du Nord-Québec au pillage des Américains.

Les Américains faisaient des milliards avec notre fer, Duplessis faisait des millions avec les Américains, la "machine" de l'U.N. distribuait ses millions aux supporteurs et aux "bouncers" du régime... et nous, les crève-la-faim, nous étions obligés d'acheter de l'eau !

Comme cette situation s'éternisait, les gens s'ingéniaient à trouver de l'eau "gratuite". Certains, chaque jour, marchaient un mille ou deux pour aller remplir quelques chaudières d'eau à la borne-fontaine de l'une ou l'autre des rues "privilegiées", des rues qui avaient l'eau. Mais cela n'était pas toujours possible, soit à cause du mauvais temps, soit à cause de la fatigue trop grande qu'occasionnaient ces "charroyages" d'eau.

Ma famille habitait à deux mille pieds environ du nouveau Longueuil, où l'on avait entrepris la construction de cottages modernes pour les familles petites-bourgeoises désireuses de vivre en banlieue. Avec nos voisins, nous essayâmes d'obtenir de ces banlieusards plus riches la permission de prendre l'eau dont nous avions besoin aux bornes-fontaines de leur quartier dont les rues étaient déjà asphaltées. Ils nous traitèrent avec un mépris incroyable (et ce n'était pourtant pas des Anglais). Quelques semaines après nous avoir craché au visage leur mépris, les petits bourgeois du nouveau Lon-

gueuil élevèrent une haute clôture de planches pour ne pas avoir à rencontrer, chaque jour, le regard assoiffé des "sales". Toutes les rues qui, jusque là, traversaient Longueuil, le nouveau Longueuil, et Ville Jacques-Cartier, furent bloquées à la frontière de Ville Jacques-Cartier et du nouveau Longueuil. (A l'exception, toutefois, de la rue Saint-Alexandre et du chemin Chambly).

Si un parti révolutionnaire québécois avait existé, à cette époque, il aurait trouvé à Ville Jacques-Cartier, des milliers d'ouvriers, de femmes et de jeunes prêts à prendre les armes. Certains y ont songé, mais sans passer aux actes. Il y eut bien des combats de rues à coups de pics et de pelles, mais rien de tenace.

Seulement, la consommation de bière augmentait rapidement. Des crimes insensés étaient signalés, chaque jour. Ma mère rêvait de quitter cette ville maudite. Mais où prendre l'argent ? Dans cette atmosphère de désolation, aggravée par l'ampleur des travaux inachevés et la pénurie d'eau, tenter de vendre la cambuse aurait été un défi au bon sens. Nous attendions, nous survivions à toutes les misères, comme ces milliers d'autres hommes, de femmes et d'enfants qui n'avaient pas les moyens de fuir leur absurde condition. Nous attendions que ça passe..., comme les gens, en 1940, attendaient que la guerre finisse pour réapprendre à vivre, une fois de plus.

Succédant aux espoirs déçus, la lassitude, l'amertume, la résignation reprenaient possession du peuple manipulé, méprisé, usé, impuissant, écoeuré...

Au milieu d'eux, depuis quelques années, se dévouait sans relâche, un homme silencieux et timide. Un médecin sans prétention, qui ne s'épargnait aucune peine pour rendre service à ces gens qu'il aimait et qui l'aimaient.

Jacques Ferron n'était pas de ceux qui profitent de leur situation privilégiée pour exploiter les "non-instruits". Je ne connais pas les motifs qui le poussèrent à venir s'établir à Ville Jacques-Cartier. Mais ce n'était certainement pas pour se faire du capital politique ! Bien qu'il fût candidat N.P.D. et R.I.N., Jacques Ferron s'est lancé dans la politique pour rendre service à ses amis socialistes et indépendantistes, qui avaient besoin d'un bon candidat, et non pour se faire une réputation personnelle. Pour lui, le peuple a toujours passé et passera toujours avant les partis, et la fraternité humaine avant la politique. En fait, je crois que pour Ferron il n'y a que cela qui compte : la fraternité. Les bourgeois des salons littéraires vont être bien surpris de lire cela. Car pour eux, Ferron, c'est l'écrivain brillant, ironique, fin conteur. Et c'est aussi le fondateur du parti Rhinocéros.

Bref, c'est un "original".

Pour les citoyens de Jacques-Cartier aussi, le docteur Ferron est un homme original, en ce sens que contrairement aux autres médecins qu'ils ont connus, celui-là, très souvent, refuse ou "oublie" de se faire payer...

Je n'avais pas dix ans, la première fois que le docteur Ferron vint chez nous. Sa timidité et sa bonté nous avaient beaucoup frappés, d'autant plus qu'il avait quitté la maison en refusant de se faire payer. Cet homme pouvait-il être en même temps un médecin qualifié et refuser de se faire payer ?

Nous ne savions pas si nous devions nous réjouir ou nous méfier.

Avant son arrivée, les commères de Longueuil-Annexe n'avaient pas ménagé leurs savantes spéculations.

— Pour venir s'enterrer icitte, celui-là, il doit pas être bien brillant, le doc !, disait l'une.

— Ce doit être un ancien médecin de guerre, un vieux singe, sans intelligence et sans coeur, reprenait l'autre.

— A moins que ce soit un tout jeune, frais pondu de l'université... et pauvre comme Job ?

— En tout cas, qu'il ne s'attende pas à faire une piastre avec nous autres, le monsieur !

— Le curé prétend que c'est un ancien communiste.

— Communiste ? Qu'est-ce que c'est ?

Le docteur s'installa dans le sous-sol d'un édifice à deux étages dont le premier plancher était occupé par une pharmacie.

D'abord méfiants, les gens ne tardèrent pas à découvrir que lui n'était pas venu pour les mépriser, malgré ses diplômes. C'était un homme bien différent des curés et des politiciens. Lui, il était avec eux. Il ne les jugeait pas. Au contraire. Il les écoutait, les soignait, leur rendait mille services, vivant au milieu d'eux comme au milieu de ses amis, reconnaissant leur liberté, acceptant même les bassesses et les étroitesse d'esprit qu'engendre une trop longue et trop pénible pauvreté, ne leur faisant jamais la morale, acceptant qu'ils soient dégoûtés de la politique contre ses propres convictions politiques, contre, aux jours d'élections, son propre engagement politique. Il n'était pas venu pour prêcher ni pour commander, mais pour aider ; conscient que "sa" science, "sa" profession, "son" statut social, il les devait au labeur muet, à l'exploitation quotidienne imposée aux pauvres, à

ceux que, dans notre moderne langage, nous appelons aujourd'hui "les économiquement faibles".

Un communiste ? Oui, un vrai. Par conséquent, en dehors du Parti, exécrant tous ces sacristains des chapelles pro-soviétiques, tous ces théologiens de seconde main qui connaissaient Garaudy et les encycliques de Staline beaucoup mieux que le peuple au nom duquel ils parlaient... entre eux.

Un apôtre ? Non. Il détestait la pitié. Car la pitié est le contraire de la fraternité.

C'est pourquoi le curé de notre paroisse le redoutait tellement, car, à l'idéologie de la hiérarchie, Jacques Ferron opposait une fraternité vécue, faisait naître autour de lui le besoin de cette fraternité et, par conséquent, isolait le curé dans son presbytère. J'ai entendu, comme bien d'autres, les calomnies que le curé inventait pour éloigner le peuple de Ferron. Mais le ministre de Dieu parlait dans le vide. Les gens voyaient Ferron agir. Ils comparaient avec le curé qui prêchait constamment sans jamais pratiquer ce qu'il enseignait, qui ne semblait intéressé que par la collecte des "trente-sous", le dimanche. Les gens ne pouvaient pas ne pas prendre parti pour Ferron.

J'allai souvent me faire soigner par Ferron dont le bureau était situé près de chez moi. Chaque fois, c'était pour ces terribles furoncles que l'inquiétude et la nervosité me faisaient pousser dans le cou. Jamais je ne revins chez moi sans avoir reçu du docteur quelques journaux : France-Observateur, l'Express, qui, dans les années 50, étaient des hebdomadaires militants. Nous ne parlions pourtant jamais de politique. Seulement, Ferron s'était rendu compte qu'en attendant mon tour dans le couloir, je dévorais ces journaux, qui étaient placés sur une petite table parmi d'autres... Il avait compris que j'avais faim de cela.

A l'époque, j'étais très replié sur moi-même et je n'ai jamais osé dire au docteur ce que j'avais dans le ventre. Plus tard, quand je fus guéri de ma timidité, je ne revis que rarement Ferron — presque toujours à l'occasion d'une manifestation littéraire, où ni Ferron ni moi ne nous sentions vraiment libérés de parler de "ceux de l'autre côté du pont"... Il y a des choses qui ne se disent pas n'importe où.

J'espère revoir un jour ce grand homme qui continue toujours à Ville Jacques-Cartier, à pratiquer son boulot de médecin, sans s'enrichir, par simple amour des hommes. En attendant, je tenais, dans ces pages écrites en prison et à la hâte, à dire à Jacques Ferron qu'il n'est pas étranger — loin de là — à mon engagement politique d'aujourd'hui.

Comme individu, Jacques Ferron a le droit de préférer le peuple aux partis (aux partis actuels, en tout cas). Mais toute son activité quotidienne — qui dépasse le simple exercice de la médecine — doit finir par déboucher sur la politique. Autrement, la fraternité elle-même risque de conduire les hommes à un cul-de-sac. La fraternité qui ne débouche pas sur une révolution populaire est une fraternité dangereuse. Car, tôt ou tard, elle devient "religion" ou "éthique" ; elle ne change finalement rien à la condition matérielle des hommes, à la division de la société en classes, à l'exploitation de l'homme par l'homme. Des hommes de qualité peuvent aimer ceux que la majorité des bourgeois méprisent et exploitent. Mais seule une révolution changera leur vie. Je crois que Ferron comprend cela. Et c'est pourquoi je pense qu'il a depuis longtemps, graissé son fusil !

Il n'organise pas lui-même les hommes en force politique effective. Mais en fraternisant avec les travailleurs, en les aidant et en leur faisant confiance, il force plus d'un ouvrier amer ou résigné à choisir peu à peu l'espoir, la meilleure part

de son coeur, et, finalement, à choisir la lutte contre le capitalisme. Car l'engagement personnel de chaque ouvrier est aussi important que son fusil...

Ce genre d'action révolutionnaire n'est tout de même pas très répandu, à l'heure actuelle. Ceux qui l'assument comme une responsabilité quotidienne ne sont pas nombreux. Merci, Jacques Ferron.

10

On aurait dit qu'à mesure que Ville Jacques-Cartier se peuplait et que les problèmes de tout le monde se compliquaient, s'unissaient et s'entremêlaient pour former d'énormes noeuds durs, les hommes et les femmes, vieillies par la Crise, la Dépression et la Guerre, croyaient de moins en moins que la liberté, la paix et la prospérité fussent plus que des mots, que des promesses de député. Ils étaient las, bien qu'ils n'aient pas perdu tout espoir ; car, en somme, dans un univers pareil, rempli de puanteurs, qu'est-ce qui pouvait encore permettre aux hommes de respirer et de continuer malgré tout, si ce n'est l'espoir qu'ils portaient en eux ?

Même quand ils en ont fortement envie, les hommes ne veulent jamais mourir. Surtout quand ils savent que cette mort ne fera porter sur leur existence d'esclaves aucun jugement "historique", qu'elle sera aussi anonyme, inutile et ab-

surde que leur présente condition. Pour donner un sens à la mort, il faut commencer par en donner un à la vie. Et même là...

Ne meurt pas qui veut.

L'espoir, malgré la merde, dans la merde, prenait toutes sortes de formes.

Ainsi, il y avait près de chez moi un petit restaurant qu'avait ouvert un Gaspésien, mutilé de la dernière guerre. Amputé de la jambe droite, père de douze enfants. Vivant de sa pension de "vétéran". Comment avait-il pu, avec sa famille, faire le voyage de Matane à Jacques-Cartier, se louer une petite maison et ouvrir un restaurant ? L'aîné de ses enfants n'avait que treize ans. Sa femme ne travaillait pas à l'extérieur. Six ou sept de ses enfants allaient à l'école.

Cet homme était d'une douceur extraordinaire. Malgré ses béquilles, il avait une démarche de général ou de seigneur. Une démarche de noble sans arrogance, de noble qui connaissait trop bien la vie et les hommes pour juger et pour dominer. Drôle de restaurateur, faisant crédit à tout le monde, sans calculer, se laissant exploiter par ceux-là mêmes à qui il rendait les plus grands services... On aurait dit qu'il était complice de cette armée de débiteurs qui profitaient sans scrupules de sa bonté. Et je crois qu'en effet il était leur complice.

Il empruntait des compagnies de finances l'argent qui lui était nécessaire pour vendre à crédit le pain, le "baloney", les bonbons des enfants...

Un jour, il mit son magasin en vente pour rembourser ses créanciers. Ses sentiments envers les autres ne changèrent pas. Il avait voulu "s'en sortir". Il avait voulu que les autres aussi s'en sortent. Mais les autres n'avaient pas voulu... ou n'avaient pas pu. Lui non plus n'avait pas pu... ou n'avait

pas voulu... sans eux. Comment comprendre ? Comment expliquer ?

Cette histoire dont Camus aurait pu tirer un magnifique récit absurde n'a pas été vécue uniquement par un citoyen de Ville Jacques-Cartier. Et c'est peut-être pourquoi, en fin de compte, rien n'arrivait dans cette ville. Chacun était seul, au fond. La ville se faisait et se défaisait trop rapidement ; les gens n'avaient pas le temps de se connaître. Les espoirs se construisaient à la hâte, au hasard, et s'écroulaient, quelque temps plus tard, dans l'indifférence générale. Il faut beaucoup d'années de luttes, de victoires et de défaites, beaucoup de recommencements et d'espoirs vécus en commun pour faire une vraie fraternité humaine. Mais à Ville Jacques-Cartier, ville toute neuve de taudis et d'exilés il n'y avait encore que des individus. Tous les Jacques Ferron de la ville étaient isolés les uns des autres, et seuls parmi la masse inquiète, et parfois même, affolée. Même s'ils forçaient les humiliés, les déçus, les écoeurés à choisir de plus en plus l'espoir, ils demeuraient impuissants, incapables d'organiser cet espoir, de l'armer de choses plus palpables et plus efficaces que la bonté, etc... Tout de même, des graines qui pourrissaient dans la misère germerait, un jour, quelque chose de plus fort que l'humiliation. Sans doute, faut-il que des graines pourrissent pour que d'autres germent. Mais combien ? Combien ?

Mon père, comme les autres, sentait la lassitude le gagner. Le syndicat d'Angus avait trahi les gars en faisant des compromis avec le gouvernement et la direction du C.P.R. La ferveur suscitée par la grève héroïque des mineurs d'Asbestos s'éteignait, s'étranglait dans le découragement.

Et la ville bouleversée par des travaux gigantesques qui ne progressaient pas, apprenait à ceux qui avaient tout attendu de

leur neuve liberté d'après-guerre combien il est difficile de trouver la paix sans combattre.

Si tu veux la paix, prépare la guerre...

Les nouveaux citoyens de Jacques-Cartier ne l'avaient pas encore tout à fait compris. Mais l'idée faisait quand même son chemin. Et de ce dépotoir en ruines, finirait bien par surgir une fraternité dure et tenace... Plus tenace que le sursaut d'Asbestos.

NOTES

(1) Dans *Bonheur d'occasion*, Gabrielle Roy a décrit, avec assez de précision, ce "climat" de misère, de petits bonheurs gris assaisonnés d'un peu d'espérance, bien que son roman ne donne pas une idée complète des conflits qui affectèrent alors la classe ouvrière. Son roman demeure davantage une étude de "caractères" que la description d'un milieu social. Ses personnages font partie de la classe ouvrière, sans plus.

(2) Rentables pour eux, pour leurs éditeurs, les marchands de gros, les libraires, les fabricants de films, les propriétaires de cinéma, les percepteurs de "taxes indirectes", l'Etat et, finalement, la classe bourgeoise elle-même.

(3) C'est de cet univers que Marcel Dubé a tiré le sujet de *Zone*, sa pièce la plus célèbre; et André Major, ce petit chef-d'oeuvre qui se nomme *La chair de poule*.

(4) Ce service était alors assuré par la compagnie Laval Transport, dont le président allait devenir l'un des premiers maires de Ville Jacques-Cartier.

(5) Allusion au titre d'un recueil de Giguère: *Le défaut des ruines est d'avoir des habitants*.

(7) Dans l'étude du Conseil du Travail de Montréal (F.T.Q.), intitulée *La troisième solitude*, et publiée tout récemment, Ville Jacques-Cartier et ses environs (Laflèche, N.-D.-du-Sacré-Coeur, etc.) apparaissent encore dans la catégorie des zones les plus défavorisées de la région métropolitaine.

3

La grande noirceur

Printemps 1951. J'allais bientôt quitter l'école primaire définitivement. Pour aller où ? Dans les longues salles humides des conserveries Raymond, pour y "équeuter" des fraises à journée longue ? Dans les rues de la ville, comme porteur d'eau... ou chômeur ? Au collège de Longueuil, pour y apprendre à devenir un commis de bureau... "bilingue", si possible ?

J'avais treize ans. Pour la première fois de ma vie, je devais faire un choix. Depuis quelques mois, j'avais faim et soif de connaissances. J'avais lu dans des magazines des biographies de savants contemporains et j'avais été très impressionné par leur volonté de comprendre et de transformer le monde. La biographie des Curie m'avait impressionné tout particulièrement. Mais un fils d'ouvrier pouvait-il aspirer à la

science des Curie ou d'un Einstein ? L'enfance pauvre de certains savants ne les avait pas empêchés de réaliser leurs ambitions. Le "départ" avait été très pénible mais leur détermination avait vaincu tous les obstacles les uns après les autres. Aurais-je cette force ? Je me regardais. C'était peut-être la première fois que je me regardais : j'étais petit, chétif, pauvre, mal vêtu, mal élevé, ignorant...

Je relisais la biographie de Madame Curie, m'attardant à étudier son comportement d'émigrée pauvre — mais fière et tenace — à Paris. Poursuivre mes études, aller un jour à l'université, cela m'apparaissait comme consentir à l'exil, émigrer dans un pays étranger, rompre avec tout ce qui, jusque-là, avait constitué ma vie, "mon monde". Mon angoisse était aussi terrible que mon espoir était profond. J'avais peur. Mais, en même temps, ma détermination se fortifiait.

Je savais fort bien que ma mère s'opposerait à mes ambitions au nom de la religion du "petit pain". Elle me dirait qu'il fallait apprendre à se contenter de ce qu'on avait. Se contenter... qu'est-ce que cela voulait dire, au juste ? Se sacrifier ? Je n'avais pas envie de me sacrifier. Je sentais plus que je ne comprenais, que ce genre de sacrifice est la pire erreur qu'un homme puisse commettre. Je ne voulais pas de l'existence de Donald, d'Alexis et Co., mais de celle des Curie. Je voulais faire quelque chose, devenir quelqu'un, sortir de cette merde, de cette glue d'où ma mère ne savait tirer que du mépris pour tout ce qui existait. Me sentais-je responsable ? Je ne sais pas. Du moins, je voulais vivre. Je me savais responsable de ma vie. Peut-être faut-il commencer par assumer cette responsabilité-là avant de pouvoir en assumer une plus grande en s'unissant à d'autres...

Plus l'été approchait, plus JE VOULAIS devenir un savant. A qui m'adresser ? Et où trouver l'argent nécessaire ?

J'étais obsédé par cette question d'argent.

L'argent avait fait de nous tous à la fois de perpétuels et d'inutiles révoltés. Protestataires et victimes, comment pouvions-nous sérieusement croire en notre liberté, quand nous savions que cette liberté était fondée sur l'argent ? Et comment pouvions-nous ne pas protester, quand nous savions que cet argent nous était volé chaque jour ? Mais notre protestation ne changeait rien à rien. Elle était peu de chose en face du système capitaliste, en face de l'organisation économique, politique et sociale de l'exploitation des masses par une minorité. Il fallait agir, non protester. Et pour agir efficacement, il fallait s'unir, opposer à l'organisation systématique de l'exploitation une organisation encore plus forte. Mais des opprimés, fussent-ils des millions, peuvent-ils constituer véritablement une force en face de... ? C'était alors la guerre de Corée. Encore une guerre. Ça ne finirait donc jamais !... J'étais tourmenté par l'immensité des efforts à accomplir et par cette espèce d'auto-destruction collective à laquelle se livrait alors la classe ouvrière déprimée. La résistance à l'oppression n'était plus qu'un concept. L'abdication m'apparaissait générale. Je ne pouvais compter sur les autres pour m'aider. Je ne comprenais pas alors clairement ce que je m'efforce actuellement de décrire, mais je savais qu'au départ je ne devais compter que sur moi-même.

Après quelques mois d'hésitations, d'angoisses et d'insomnies, je résolus de foncer. "Adviennent que pourra, me disais-je. je n'ai rien à perdre et tout à gagner."

A treize ans, c'est dur d'être confronté à de tels choix sans l'appui ni la compréhension de personne. Le chagrin que j'avais connu lorsque Lise F. avait subitement disparu n'était rien en comparaison de l'anxiété qui s'était maintenant emparé de moi. Je dormais mal. Je mangeais peu. Au retour de l'école, je faisais de longs détours pour me donner le temps de penser en paix avant de rentrer à la maison. Mes amis s'interrogeaient sur mes rêveries prolongées en classe. Ma mère me surveillait du coin de l'oeil. Quant à mon père, il travaillait toujours de quatre heures de l'après-midi à cinq heures du matin. Je ne le voyais presque plus, car, en fin de semaine, je "m'exilais" souvent à Longueuil. J'allais m'asseoir au pied du Quai Saint-Alexandre et je plongeais mes rêves dans l'eau du fleuve. Je demeurais là de longues heures, seul, perdu dans une méditation silencieuse. Quand je revenais chez moi, je me sentais plus fort et plus optimiste. La paix du fleuve me faisait un bien énorme. Mais l'atmosphère étouffante de la maison ne tardait guère à m'exaspérer. Et tout était à recommencer.

C'est à partir de cette époque que je commençai à songer à rompre, pour de bon, avec ma famille.

En juin, je quittai l'école primaire comme on sort de prison. "Enfin, me dis-je, je vais pouvoir étudier sérieusement et apprendre quelque chose".

L'année précédente, les Franciscains avaient entrepris la construction d'un collège classique sur le chemin Chambly, à cinq minutes de marche de chez moi. Je ne savais pas ce qu'était un collège classique. Peu avant de quitter l'école, j'avais demandé au directeur de m'expliquer en quoi cela consistait, un collège classique. Était-ce un séminaire ? Le "dic" me dit que ce collège tout neuf était un externat et qu'il n'avait pas pour but de "faire" des prêtres mais de préparer des jeunes aux études universitaires.

— Ah ! fis-je, bouche bée. Et ça coûte cher ?

— Je ne sais pas. Mais je ne crois... pas. De toutes façons, il y a l'Oeuvre des Vocations...

— L'Oeuvre des Vocations ? Vous m'avez dit que ce n'était pas un séminaire.

— Oui, je sais. Mais il y a toujours moyen de s'arranger. Le directeur-fondateur de l'externat est un bon diable. Il comprend bien les problèmes des gens d'ici. Il va sûrement t'aider si tu vas le voir. Il fait du ministère dans la paroisse St-Jean-Vianney. Il a même ouvert une classe d'Eléments-latins, cette année, dans l'école paroissiale. Il y a trente élèves. Ce sont tous des gars de par ici. C'est l'Oeuvre des Vocations qui paye pour les trente.

— Ah !

— Tout ce que le Père Vary va te demander, c'est si tu es opposé à la "vocation" en soi...

— Quoi ?

— Si tu es opposé à te laisser "influencer" par le Saint-Esprit. Tu n'as qu'à dire non et ton affaire est réglée d'avance. Tu vois que ce n'est pas bien malin. Je vais t'écrire une lettre de recommandation et je vais en demander une autre au curé pour toi. Viens me revoir dans deux jours.

Le "dic" se mit à rire, me donna une grosse tape dans le dos et me souhaita bonne chance.

J'étais sceptique, soupçonneux, inquiet. En juillet, je pris rendez-vous avec le Père Vary. Tout fut réglé en dix minutes. Il restait à convaincre ma mère. Le Père Vary me dit qu'il s'en chargeait. Il convoqua ma mère et lui demanda vraisemblablement de ne pas s'opposer à la "volonté de Dieu". Ma mère se résigna, mais cette fois, avec mauvaise humeur. Je ne dis pas un mot. Intérieurement, je triomphais. Si j'avais pu, j'aurais ri dans ma barbe. Mais je m'efforçai de ne pas trop chatouiller la mauvaise humeur de ma mère, qui, avec raison, ne croyait pas du tout à cette affaire de "vocation" dont le Père lui avait parlé. Comme je n'avais que treize ans, ma mère se dit que j'étais encore trop jeune pour travailler. Par contre, elle aurait préféré que j'aille au collège des Frères des Ecoles chrétiennes, pour y apprendre des choses plus utiles que le latin : l'anglais et "le calcul", afin qu'à seize ans je puisse trouver un emploi dans une banque !

Ma première année de collège, financée entièrement par l'Oeuvre des Vocations, ne fut remplie que de petits soucis d'élève appliqué. J'étudiais sans effort et j'apprenais, en premier lieu, à me délivrer des pensées qui me tourmentaient par la lecture ou le sport. L'angoisse de ne pouvoir jamais terminer ces études ne me quittait, à vrai dire, jamais. Mais je m'efforçai de la mettre de côté par tous les moyens. Je n'y réussissais pas. Extérieurement, toutefois, j'étais l'étudiant le plus insouciant et le plus joyeux du collège.

A ce moment-là, l'Externat classique des Franciscains n'était qu'un vaste chantier de construction dans lequel on avait introduit, de peine et de misère, une soixantaine d'élèves. Il y avait deux classes : Eléments-Latins et Syntaxe. La Syntaxe était formée des finissants de la paroisse Saint-Jean-Vianney ; les Eléments-latins, des nouveaux venus. Nous étions tous, à peu d'exceptions près, des fils de travailleurs. La majorité d'entre nous venait de Ville Jacques-Cartier même. Nous formions une étrange catégorie d'étudiants. Pour la plupart d'entre nous, l'utilité de l'enseignement que nous recevions était complètement incompréhensible. Nous étions là sans trop savoir pourquoi. C'était un peu comme à l'école primaire. Seules les matières avaient changé. Il y avait peu de différence entre les taudis-écoles de la rue Briggs et ce collège en construction, à moitié inachevé, rempli du bruit assourdissant des foreuses, des scies-mécaniques, etc. Tous les quinze jours, nous déménagions de salle ou d'étage, selon un plan établi d'avance par les plâtriers, les menuisiers, les peintres, etc. Certains jours, le collège se remplissait d'une épaisse poussière blanche et nous avions peine à respirer. Les

pupitres, les tableaux, les livres, les salles de cours, etc. : tout était temporaire. Le matériel neuf ne serait mis en place qu'une fois l'édifice terminé. Cela prendrait deux ans. Entre-temps, il s'agissait de "faire de son mieux"...

Dans ce collège en construction, nous nous sentions plus délinquants qu'étudiants. Nous passions plus de temps à jouer aux gangsters dans la chapelle et l'auditorium qu'à étudier le latin. Derrière le collège, il y avait un immense champ : autrefois, on allait y cueillir des fraises ; maintenant, on y avait des rendez-vous clandestins avec les filles de Ville Jacques-Cartier.

Les cours qui nous étaient donnés par deux Franciscains ne valaient absolument rien. Nous mémorisions les conjugaisons latines, les règles de grammaire, les définitions du catéchisme, quelques dates historiques ; puis, périodiquement, nous récitons ce que nous avions mémorisé. Nos deux professeurs étaient de parfaits ignorants, que leur Ordre avait envoyés là "en attendant" de trouver un personnel plus compétent. Comme les pupitres, ils étaient "temporaires"... Aucun d'eux n'osait nous faire la morale. Ils étaient dépayés, ayant toujours vécu dans des couvents fermés au monde. De nous entendre "sacrer" et raconter des histoires "cochannes" les choquait. Mais comme des aumôniers de prison, ils se contentaient de prier pour nous, sans faire de commentaires. Quant au directeur, le Père Vary, il nous laissait complètement libres d'agir à notre guise. (Il devait mourir trois ans plus tard. On raconta alors que sa bonté n'était, en réalité, que de la fatigue. On lui reprocha sa trop grande "compréhension"... Mais le Père Vary, comme Ferron, voyait clair, trop clair pour nous imposer la Vérité et le Bien des manuels du Département de l'Instruction Publique. Ce n'était pas un commissaire des âmes et des esprits. Il ne revendiquait pour

nous ni la Perfection ni la Vérité-apprise-par-coeur mais "le droit à l'erreur", c'est-à-dire la liberté. Il avait fondé ce collège, dans le paysage désolé de notre ville, pour donner à chacun de nous sa chance, sa vie. Malheureusement, il mourut trop tôt. Les commissaires de Dieu et du D.I.P. ne tarderaient pas à imposer leur Ordre, leurs valeurs et leurs secrètes ambitions à cette masse d'abrutis que nous étions à leurs yeux. Car que pouvait-il sortir de bon de Ville Jacques-Cartier).

Personnellement, j'étais moins intéressé par les devoirs et les leçons "obligatoires" que par cette liberté qui me donnait l'impression d'accéder à une vie nouvelle. Je lisais tous les livres que je pouvais trouver et comprendre. Le soir, au retour du collège, je mangeais en silence, évitant le plus possible de parler de ce que je découvrais, jour après jour : de cette liberté qui me faisait cracher intérieurement sur ce que notre famille avait toujours connu. J'exigeais maintenant beaucoup de l'existence. Jamais je ne pourrais me contenter d'un petit pain. Si ma mère, elle, ne voulait pas donner un sens à sa vie, c'était son problème à elle, non le mien.

L'année passa comme un rêve. Premier de classe malgré moi, j'avais obtenu de très fortes notes aux examens de juin. Les autorités du collège décidèrent alors de me faire "sauter" la Syntaxe, pour m'éviter de perdre du temps inutilement. L'Oeuvre des Vocations renouvela sa "subvention" et je pus trouver du travail en juillet et en août. L'argent gagné comme manoeuvre sur un chantier de construction me permit d'acheter, pour la première fois de ma vie, un vrai veston, des pantalons neufs, des chemises blanches, une cravate et quelques livres.

En Méthode, je me retrouvai avec des compagnons plus vieux que moi, mais avec lesquels je m'entendais mieux

qu'avec ceux de mon âge. Il y avait maintenant quatre classes : Méthode, Syntaxe, Eléments-latins A et Eléments-latins B. Les travaux n'étaient pas terminés, mais le personnel enseignant était de meilleure qualité que l'année précédente. Le titulaire de Méthode, le Père Charles, était un homme exceptionnel. Nous étions, toutefois, trop jeunes et trop instables pour en prendre conscience. Il se décourageait souvent mais "tenait le coup". Imaginez un peu Malraux expliquant la grandeur de l'art égyptien à des enfants de cinq ans qui n'ont jamais connu qu'un univers de tôle rouillée ! Il réussit tout de même à nous faire comprendre que le contenu des grandes oeuvres littéraires et artistiques était beaucoup plus important que leur forme, que la forme était au service du contenu et non l'inverse. Ce qui était suffisant pour nous faire préférer Shakespeare à Sully Prud'homme.

Le Père Charles était un anti-conformiste qui exérait la bigoterie, et en particulier la bigoterie religieuse. Il haïssait, comme nous tous, le nouveau recteur (qui allait bientôt supplanter le Père Vary en tant que véritable dirigeant du collège). Ce recteur, qui était aussi professeur de religion et d'histoire, était l'incarnation même de cette bigoterie. Lié étroitement aux profiteurs du D.I.P., il prêchait constamment la charité, afin que les gens ne jugent pas et surtout ne critiquent pas publiquement ses petites "combines". Il se rendait chaque semaine à Québec pour y faire la cour à Duplessis et à ses principaux collaborateurs. Il était bien connu que le Père Charles et le recteur ne s'entendaient guère.

Un jour, le recteur me convoqua et me parla de ma "vocation". Je compris tout de suite que mon intérêt était de jouer le jeu de celui qui hésite...

— Vous savez, me dit le recteur, il faut être franc avec nous. L'Oeuvre des Vocations est pauvre. Nous devons pen-

ser, d'abord à nos prêtres. Si vous ne vous sentez pas "appelé", il faut avoir la franchise de me le dire, mon petit.

Il me fixa d'un regard insistant et glacial, pendant que je demeurais figé.

— Souvenez-vous toujours, Vallières, continua-t-il, que cet argent n'est pas à vous et que vous devrez le rendre, un jour ou l'autre. C'est l'argent des Vocations...

Il continua de parler pendant une grosse heure, mais je ne l'écoutais plus. J'étais furieux et humilié. J'aurais voulu pouvoir lui flamber la cervelle et lui crier : "Mais cher pauvre du Seigneur Jésus, qui est-ce qui finance votre maudite Oeuvre des Vocations ? Votre ami Duplessis ou les ouvriers que vous exploitez au nom du Père, du Fils, du Saint-Esprit, de la Vierge de Fatima et de Saint Antoine de Padoue ?"

"Vieux crisse", me dis-je intérieurement en le quittant.

Vers la même époque, le Père Charles demanda à ses élèves de rédiger un petit récit. Nous étions libres de choisir nous-mêmes le sujet et la forme du récit. Je décidai d'exprimer ce qui me tourmentait le plus (mon avenir) par le moyen d'un soliloque. Toutefois, ce ne serait pas moi qui parlerais dans ce récit, mais mon père revenant de l'usine, assis inconfortablement dans l'autobus qui le reconduisait, chaque jour, à ses problèmes familiaux.

Je fis dire à mon père ce que je ressentais et lui fis se poser toutes les questions qui se posaient à moi. Je lui fis avouer son impuissance et, en même temps, son espoir que je réussisse un peu mieux que lui dans la vie.

Je n'attendais rien de ce récit. Je l'avais écrit spontanément ; c'était un sujet que je trouvais facile à développer ! Le Père Charles, qui était un homme avant tout, ne corrigea pas ma copie ; il la lut en classe... comme on lit un document ou un témoignage. Il ne révéla pas mon nom, mais

comme j'étais très ému de ce que disait "Charlie" de mon petit récit, toute la classe devina ce que j'avais dans le ventre. Cette première expérience "littéraire" me bouleversa. Je compris que l'écriture pouvait communiquer aux autres ce que la parole, paralysée par la timidité, la peur ou la honte, ne voulait pas exprimer. Et je décidai qu'un jour j'écrirais un livre sur ma famille, mon milieu social, ma faim de liberté et de justice.

Tous mes compagnons de classe étaient mes amis, mais il y en avait quelques-uns qui comprenaient mieux que d'autres ce que j'attendais de ces années de collège : une meilleure connaissance de moi-même, des autres et du monde. Je voulais donner un sens à ma vie de Canadien français, frustré mais passionné.

Parmi ces amis, il y avait Ti-Guy. Un gars timide de Longueuil, avec un cœur aussi grand que la classe. Après la lecture de mon petit récit par "Charlie", Ti-Guy commença à me prêter des livres dont je n'avais jamais entendu parler : *Terre des hommes*, *Un amour de Swann*, *les Conquérants*... Je lisais ces livres avec émerveillement. Était-ce possible de transformer toute expérience humaine en de tels chefs-d'oeuvres ? me demandais-je. Un Canadien français pourrait-il jamais écrire comme ces grands hommes ? Je rêvais de plus en plus, indifférent aux cours qui ne répondaient pas à mes questions. Désormais, je n'irais plus au collège pour écouter patiemment des stupidités mais pour échanger des livres et des idées avec Ti-Guy et quelques autres.

Juin arriva trop vite.

L'été 1953 fut, pour moi, un véritable enfer.

Chaque jour, chaque semaine, une parole, un geste, une querelle précisait le drame qui s'annonçait. Comme l'aboutissement fatal, logique, d'une longue guerre froide (entre ma mère et moi, en particulier), l'affrontement décisif prenait corps, devenait une menace directe à "l'harmonie familiale" et à ma réputation de "bon-élève-promis-à-un-grand-avenir".

Voulant absolument que j'étudie l'anglais et les mathématiques, ma mère ne cessait de me harceler :

— Quitte donc cet externat ! Quand tu auras fini d'étudier là, où est-ce que tu pourras aller travailler, surtout si tu ne sais pas parler anglais ? Attends-toi pas à ce qu'on te paye des études à l'université. T'es pas tout seul ici. Tes frères, ton père et moi, on a aussi le droit de vivre, de vivre mieux que maintenant, de s'acheter une plus belle maison. Si tu travaillais, au lieu de lire des livres savants et inutiles, on pourrait déménager...

Que répondre ? Je savais que j'étais condamné à dire "non" ou à pourrir. Pour des motifs que je ne percevais pas clairement, ma mère voulait me forcer à rentrer dans la passivité, la docilité, la résignation, l'humiliation, dont justement je voulais me délivrer, une fois pour toutes. À quoi bon avoir pris conscience qu'on existe pour être exploité, si c'est pour, ensuite, refuser de se soulever contre cet état de choses foncièrement injuste ? J'étais surpris d'avoir à discuter de cela avec ma mère. N'avait-elle pas déjà assez vécu pour comprendre ?... Je pensais à mon père. Sa vie n'avait plus aucun sens. Tous ces gestes n'étaient rien de plus que des ha-

bitudes. Son existence : une routine. Son corps : une machine usée, réduite à la peau et aux os, aux nerfs et aux tendons. Son esprit : une lampe aux batteries épuisées. Ses rêves se rétrécissaient constamment. Ses forces l'abandonnaient. Dans quelques années, il mourrait d'épuisement. Pourquoi mourrait-il ? Pourquoi aurait-il vécu ? Pour rien. Pour servir de "cheap labor" au C.P.R. Oui, pour rien.

Ma mère, une fois, m'avait dit :

— Heureusement, que ton père ne se croit pas aussi important que toi !

— Heureusement, vous dites ? Heureusement ? Non, malheureusement, il faut dire. Oui, je crois en mon importance. Je n'ai pas l'intention d'être vaincu avant même d'avoir combattu. Restez dans la merde, si ça vous intéresse. Merci pour moi ! Appelez cela de l'orgueil... Je m'en fous. Moi, j'appelle cela de la dignité, un minimum de dignité. Et j'ai bien l'intention de l'affirmer, que cela vous plaise ou non !

— D'où sors-tu, bon Dieu, pour avoir une telle tête de cochon ?

— De cette merde, de cette crasse, de cette misère... de Ville Jacques-Cartier. Vous savez tout cela beaucoup mieux que moi... Que voulez-vous que j'aie fait dans une banque ? Me faire exploiter proprement ? Être un esclave en chemise blanche... gagnant vingt piastres par semaine à aligner des chiffres ? Non, jamais. Je préfère crever de faim...

— C'est le Père Vary qui t'a appris toutes ces belles choses ?

— Laissez le Père Vary tranquille. Je suis capable de penser et de décider pour moi-même. Et puis, si cela ne fait pas votre affaire...

— Ferme-la, maudit sans-cœur !

Ces querelles m'épuisaient. En août, elles devinrent pres-

que quotidiennes. Si j'avais eu de l'argent, je serais sûrement parti de la maison. Mais je ne trouvai guère d'emploi, cet été-là ; et je revins au collège en septembre, plus pauvre et plus malheureux que jamais.

J'aurais seize ans dans six mois. Ma mère avait décidé que je ne retournerais pas à l'externat après ma Versification (à moins que je ne veuille vraiment devenir un prêtre). Je lui dis que le sacerdoce n'avait rien à voir là-dedans et que je poursuivrais mes études jusqu'au bout.

— As-tu peur de travailler ? dit-elle.

— ...

— Tu sais, ton père, il travaille depuis qu'il a quatorze ans, et il n'en est pas mort !

— Je ne suis pas mon père !

— Nous autres, non plus, on est pas morts.

— Non, vous n'êtes pas morts, mais votre vie ne vaut guère mieux. Je ne suis pas né pour être un esclave, moi ! J'entends bien être libre.

— Maudit...

— Réveillez-vous, crisse ! Ça fait des siècles qu'on se laisse écraser en bénissant le Seigneur ! Il est temps qu'on se déniaise un peu, vous trouvez pas ?

— Tu nous méprises, maudit ! Depuis que tu vas à l'externat...

— Essayez donc de comprendre un peu. Je ne méprise personne. J'essaie de vous réveiller.

— C'est ça, on n'est qu'une bande d'idiots, alors que toi, tu es un gars instruit ! Tu passes tes journées à lire. Nous autres, on travaille. On lit pas. On a pas le temps et puis on est pas instruit. On peut pas tous se payer le luxe d'être "smart", puis de "chier" sur la tête de ses parents, comme tu fais !

— Comprenez donc un peu...

— Tu me fais mourir ! Je t'assure que tes frères, eux autres, ils n'iront pas à ton ex-ter-nat. On a assez d'un fou dans la famille.

— Ce n'est pas moi qui ai une maudite tête de cochon, mais vous !

— Ferme...

— Pas la peine de crier. Je vais prendre l'air. Maudit enfer !

Je sortais et ne revenais que le plus tard possible dans la nuit.

A l'externat, je n'étais plus tout à fait le même. L'hébertude des insomnies et des inquiétudes, dont je prenais l'habitude, me poursuivait partout. En octobre, cependant, je connus un certain apaisement : j'étais subitement tombé amoureux de M. et avec elle je m'évadais dans un avenir chimérique. Nous aimions beaucoup le cinéma, tous les deux, ainsi que les longues promenades dans l'obscurité. M. était une fille très simple, peu instruite, mais "ouverte" à toutes les questions. Elle était affectueuse sans être maternelle. Elle ne se laissait pas caresser comme une poupée passive, mais était aussi "active", aussi sauvage, que moi. Comme moi, elle aimait que de longs moments de repos succèdent aux heures de frénésie ardente. Elle avait seize ans et ses seins étaient fermes. Sa peau était douce et, quand je la caressais, j'avais le sentiment de devenir meilleur, plus tendre, plus humain. Car mes engueulades continues avec ma mère me durcissaient le cœur. M. était le remède qu'il me fallait.

Sa famille ressemblait à la mienne, sauf que sa mère était moins autoritaire et moins "vieux jeu".

Quand nous allions au cinéma, c'était pour y rêver de ceux qui réussissaient à imposer leurs songes au monde, à transformer le monde, ou, du moins, à se transformer eux-

mêmes. Comme au cinéma, rien ne nous paraissait impossible, et nous nous caressions dans l'obscurité comme pour nous persuader que nos espoirs étaient tangibles.

Nous parlâmes bientôt de nous marier et je décidai que j'abandonnerais mes études en juin pour écrire et travailler à la réalisation de nos rêves. Je compris alors que j'allais au collège uniquement pour échapper à l'atmosphère morbide qui régnait chez moi ; car, au fond, qu'avais-je à apprendre de mes pseudo-maîtres ? Les écrivains que je commençais de découvrir m'enseignaient infiniment plus de choses. Le Père Charles, que la fatigue et la maladie rendaient maussade, était devenu inabordable. Les autres professeurs, à part celui de mathématiques (un laïc), étaient tout simplement niais. Peut-être avais-je eu tort de me quereller avec ma mère si souvent... De toutes façons, je ne serais pas commis de banque... Et puis, enfin, je quitterais la maison...

La mère de ma "fiancée", nous trouvant trop jeunes, ne voulut entendre parler de rien. De mon côté, j'avais décidé d'alerter la famille seulement quand tout serait réglé. M. n'osa pas s'opposer au refus de sa mère et me dit que le plus sage était de continuer comme avant.

— Peut-être as-tu tort de mépriser tes professeurs et le cours classique... L'an prochain, qui te dit que ce ne sera pas sérieux, hein ?

— Peut-être ai-je tort ? Peut-être as-tu raison ? Peut-être. Faudrait finir par savoir où on va !

Nous continuâmes comme avant... avec un peu moins d'enthousiasme, cependant.

Quelquefois, j'emmenais M. au collège, pour une danse. Mais la plupart du temps, nous allions au cinéma, à l'insu des autres. Nous étions très jaloux de notre intimité.

Puis, à l'approche des Fêtes, l'envie me prit de lui faire un cadeau assez somptueux. Pour accumuler l'argent nécessaire, je multipliai les larcins, ici et là. Déjà, pour payer le cinéma, il m'était arrivé plus d'une fois de voler quelques "trente-sous" à ma mère.

Un bon jour, ma mère découvrit mes sources de financement et s'organisa avec la mère de M. pour que nos fréquentations soient rompues. Ma mère ignorait tout de notre amour ; elle croyait à une simple camaraderie. La mère de M., cependant, était mieux renseignée ; mais elle s'entendit très bien avec ma mère. Pourquoi ? Je ne l'ai jamais su au juste, mais je crois qu'elle vit subitement en moi un voleur. Son père en était un, et il était en prison depuis des années. M. m'écrivit une brève lettre, me suppliant de ne pas chercher à la revoir pendant deux mois. Elle voulait réfléchir. Je lui répondis aussitôt que je n'étais pas du tout content du pacte conclu par nos pieuses mères, mais que je respecterais ses désirs. A Noël, je reçus une petite carte avec seulement son nom écrit dessus. Je lui écrivis plusieurs lettres. Aucune réponse. Je n'osais croire que cet amour s'était volatilisé. M. n'était-elle qu'une petite sotte que sa mère avait réussi à effrayer par des histoires de voleurs, de femmes abandonnées, de maris emprisonnés, d'enfants affamés ? Je lui écrivis une dernière fois pour lui fixer un rendez-vous. Je la priais de "consentir" à une explication. Elle ne vint pas au rendez-vous.

Cette histoire d'amour, qui tourna en queue de poisson, comme on dit, me rendit encore plus instable et angoissé qu'auparavant. Je ne me querellais plus avec ma mère. J'avais tout simplement cessé de lui adresser la parole. Je ne parlais pas davantage à mes frères, plus jeunes, qui suivaient ce drame (ou ce mélodrame) de leurs yeux ahuris. Mon père

demeurait l'Absent, le travailleur de nuit. J'avais renoncé à lui parler ; j'y songeais le moins possible. Il était comme mort. Mais lui, collé à l'humidité et à la suie de l'usine, sans doute essayait-il de comprendre ce qui se passait chez lui, en son absence... Du moins, je veux le croire.

Jamais mon père ne me parla de mes études. Parfois, il discutait avec moi de syndicalisme, durant ces rares moments où nous avions l'occasion d'échanger quelques idées. Il était de plus en plus désabusé, refusait de prendre parti, laissait les événements suivre leur cours. Il ne croyait plus à rien ni à personne. Il travaillait. Il n'avait plus d'énergies que pour son travail. Quand il revenait à la maison, il était vidé. Discuter, rêver... pour lui, cela avait perdu tout intérêt.

Je ne pensais pas sans souffrance à ces rêves d'autrefois, aujourd'hui retombés en poussière sous la force d'aliénation terrible de l'unique expérience de la vie de mon père : celle de la misère, du travail et de l'écrasement quotidiens.

Son écrasement était si complet qu'il ne laissait place ni à la révolte ni à la haine. Seuls, de temps à autre, de faibles élans de tendresse à vous tordre le ventre de douleur paraient de ces yeux profonds comme des puits de mines.

D'autres, dans cette ville hantée par l'impuissance des exploités, des humiliés, des faibles, des dégoûtés, tiraient de la même expérience une haine farouche du monde... et d'eux-mêmes. Au fond de leur être, un féroce besoin de tuer torturait leur honte et leur humiliation. Parfois, ils ne pouvaient résister : ils tuaient, exerçant, au hasard, une vengeance aveugle... pour se sentir exister comme hommes. Et comme par une espèce de coïncidence diabolique, il arrivait que ces hommes deviennent les auxiliaires de la pègre et contribuent, par leur liberté sauvage, à aggraver encore l'avilissement, la faiblesse, l'écoeurement et l'impuissance de leur classe, tout ce

qu'ils avaient en si grande horreur. Mais on ne pouvait tout de même pas s'attendre à ce que leur révolte les conduise dans les rangs de révolutionnaires capables de leur donner un idéal et les moyens de le réaliser ! Il n'y avait pas de révolutionnaires.

Les mois passaient et je me sentais de plus en plus seul. Ti-Guy me prêtait généreusement des livres et j'essayais d'ordonner mes pensées tout en refoulant une foule de sentiments ; ce qui n'était pas très bon pour ma santé physique et psychique. Parfois, je me risquais à confier mon angoisse à l'un ou l'autre de mes professeurs, qui, subitement, se métamorphosait, pour la circonstance, en "directeur de conscience". Il m'écoutait d'une oreille distraite. Et de m'apercevoir, après quinze minutes de monologue, que le moine se foutait complètement de ce que je disais, me donnait envie de lui fracasser le crâne à coups de chaise.

Quand la fin de l'année scolaire arriva, en juin, j'étais complètement déboussolé.

5

Je me cherchai un emploi, comme les étés précédents, et passai de longues heures dans différents bureaux de placement à remplir des formules. Le premier emploi que l'on m'offrit ("helper" dans une petite manufacture de la rue

Lagauchetière, à Montréal) n'était guère payant : quinze dollars par semaine. Je l'acceptai quand même. Quelques semaines plus tard, je reçus une lettre de la Banque Provinciale du Canada : on m'offrait un emploi dans une succursale récemment établie à Ville Jacques-Cartier. Le lendemain, j'offrais ma démission au patron du "bordel" de la rue Lagauchetière. Devenir commis de banque ne m'enthousiasmait guère, mais comme ce n'était que pour les vacances... Et plus, la banque se trouvait à proximité de chez moi.

Je donnais la moitié de mon salaire à mes parents et, avec l'autre moitié, je m'achetais des livres, surtout des romans : Gide, Malraux, Sartre, Camus, Proust, Mauriac, Dostoïevski. Le soir, je lisais pendant cinq ou six heures, puis, avant de me coucher, je m'exerçais à écrire. Je songeais à rédiger un genre d'essai romanesque dans lequel je protesterais de toutes mes forces contre l'aptitude traditionnelle des Québécois à la résignation, dans lequel j'essaierais de les persuader de choisir leur liberté, de se détacher des vieilles valeurs, d'entreprendre une lutte à finir contre l'obscurantisme et l'exploitation. Mais, comme tous les Québécois, j'étais, moi aussi, emprisonné dans le pays de l'hiver et de la grande noirceur. Le pessimisme des grands écrivains contemporains me faisait douter de plus en plus que la masse des hommes fût capable de conscience, de liberté et de courage. Nietzsche m'assomma de sa logique féroce et je commençai à mépriser froidement ma classe. Comment fonder des valeurs nouvelles sur cette masse d'abrutis ? me disais-je. Mais, en même temps, je pensais : mais si cette masse d'aliénés est incapable de révolution globale, à quoi ça me sert, à moi, de fonder des valeurs... sur le néant, dans la solitude, l'oubli ? Où n'existe pas la solidarité, l'homme est-il vraiment... ?

J'avais seize ans. Que pouvais-je bien faire en ce monde ?

Et ce monde avait-il besoin de moi ? Si les hommes sont réellement impuissants, fatalement et éternellement vaincus... Si ce monde n'a pas d'avenir... Si la vie ne peut devenir meilleure... Si la guerre et les massacres doivent perpétuellement durer... Si rien de tout cela ne peut se transformer... alors, oui, décidément, comme l'écrivait Sartre, j'étais de trop.

"Si l'humanité doit être enterrée dans de "grands cimetières sous la lune", eh ! bien, qu'il se hâte, le mauvais génie qui nous a jeté dans ce monde, de nous y exterminer, et qu'on n'en parle plus ! Surtout, qu'on n'en parle plus ! Si la condition humaine n'est que peste, nausée ou recherche d'un temps perdu, à quoi bon s'intéresser à cette condition ? L'existence n'a-t-elle rien d'autre à offrir aux hommes que la douleur... et, au bout, la mort ?" Je cherchais laborieusement une réponse, mais j'avais l'impression de me débattre en vain, comme un chat qu'on a enfermé dans une poche de farine et qu'on transporte ici et là... jusqu'à ce qu'il étouffe.

A quoi bon ? A quoi bon ? Ces trois mots me martelaient l'esprit comme un leit-motiv.

En septembre, à la grande surprise de ma mère, je décidai de continuer à travailler à la banque, à lire, à écrire et... à survivre. Je ne retournai pas au collège.

Ville Jacques-Cartier demeurait encore un grand chantier. Les hommes n'y étaient pas plus heureux, mais les spéculateurs et les bandits y étaient plus nombreux. Il y avait partout d'immenses tâches de misère noire. Certains individus aiment d'autant plus un milieu social qu'il leur inspire une grande pitié. Et ils vont ainsi, de bidonvilles pauvres en bidonvilles plus pauvres, embrassant le peuple de leur ardente pitié, les bras en croix. Mais leurs mains sont vides, même si leur pitié leur donne bonne conscience.

Mes mains aussi étaient vides. Mais je n'avais pas pitié. J'avais peur... peur que ce peuple ne meurt étranglé dans sa pauvreté et sa passivité... Ces gens avaient besoin non de pitié mais de coups de pied au cul !

Je ne voulais pas juger, car juger c'est ne pas comprendre. Mais je ne voulais pas, non plus, être dupe d'une compréhension "molle" et inefficace. J'essayais d'être lucide... A seize ans on n'est jamais lucide. Aussi, malgré mes bonnes intentions, un sentiment dominait peu à peu tout le reste : l'exaspération. Une exaspération douloureuse, appelée, soutenue, nourrie par le spectacle quotidien de la servitude muette des miens. Une exaspération qui ne demandait qu'à se transformer en fraternité active. Mais fait-on une fraternité avec des milliers de morts-vivants ?

Ma volonté, comme celle de mon père quand il travaillait, était tout appuyée sur mes nerfs. Je ne pesais pas plus de 110 livres à l'époque. On m'appelait "paquet d'os". Paquet d'os et intelligence inquiète, je lisais, j'écrivais, je cherchais, avec une impatience passionnée et un sentiment angoissé, désordonné, d'urgence, je cherchais... quelle direction prendre. J'avais nettement l'impression de tourner en rond ou, pire, de m'agiter comme un chien dans un cylindre. Le cylindre tournait, tournait, tournait... mais le chien, à bout de souffle, demeurait toujours au même endroit. Certes, ce n'était pas moi qui, seul et adolescent, pouvais influencer qui que ce soit et changer... Non, je ne pouvais rien. Et c'était cet univers grouillant de servitudes quotidiennes, de pleurs, de maladies, d'insécurité, qui me tourmentait de toute son absurdité, au point que je n'étais plus que désir fiévreux d'un monde meilleur, qu'impuissance inquiète, en même temps, que volonté perdue dans la nuit de l'incertain ("T'es bien mélangé", disait ma mère), que liberté apeurée par l'im-

mensité des changements nécessaires et par l'aptitude presque infinie des hommes — des hommes d'ici, en tout cas —, à accepter la défaite, à s'intoxiquer de l'opium de la résignation chrétienne... J'appliquais mes nerfs et mon intelligence à essayer d'expliquer et de faire quelque chose, mais plus je m'appliquais à réfléchir, moins je voyais clair, et moins j'avais envie d'agir. Mes idées, mes désirs, mes sentiments, me semblaient participer d'une étrange folie. Personne, ici, ne comprenait ce que je disais, ce que je voulais. Personne ne voulait prendre conscience et poser un geste. Tout le monde semblait avoir choisi définitivement la défaite... Quel destin !

Un jour, je dis à ma mère (à travers elle, interrogeant toute la population) :

— Bon Dieu, pourquoi donc existez-vous encore ?

— ...

— Vous ne vivez plus... que sur l'élan ralenti de... je ne sais plus trop quoi. Vous allez crever de vieillesse comme le mécanisme des montres finit par s'user, fatalement... Pourquoi ne protestez-vous même pas ? Pourquoi ?

— On n'a pas les moyens. Et puis même si on avait les moyens...

— ...

— C'est pas nous qui avons l'argent, l'instruction, la "pratique" de toutes ces choses-là que tu appelles la politique. Que veux-tu qu'on fasse ? Avec qui ? On ne se connaît même pas dans cette maudite ville...

— Si vous sortiez davantage...

— Sortir ? Pour rencontrer qui ? Des ignorantes et des "salopes" !

— Vous mépr...

— Toi, parle pas de "méprisage" ! T'as rien à m'apprendre là-dessus.

— Je...

— Crisse, on ne se connaît même pas dans cette maison ! Tu le sais aussi bien que moi, TOI, LE SAVANT !

— Je...

— Il n'y a rien à faire. Quand on est né...

— Pour un petit pain...

— Il faut savoir s'en contenter, c'est tout !

Elle reprit sa besogne avec tristesse, ce jour-là. C'est la seule fois où ma mère m'apparut fabriquée de la même étoffe que mon père. Certainement, son désespoir était très profond. Pour la première fois, sa souffrance me touchait. Pour la première fois, je voyais en elle autre chose qu'une mécanique rabougrie tout appliquée à ses occupations routinières de ménagère. Pour la première... et dernière fois.

Ma mère ne reparla plus jamais de ces choses avec moi, comme si j'avais réveillé, cette fois-là, une ancienne douleur... inutile... qu'il valait mieux engourdir et extraire, comme une dent cariée.

C'est bien ce qui me rendait le plus triste.

Ce refus tenace, aussi tenace que la pauvreté. Cette dureté...

Et je pensais : on n'a qu'une vie, une vie...

"Pourquoi les hommes ne veulent-ils pas s'unir ? Le bonheur, comme l'amour, comme l'amitié, ne peut pas se réaliser individuellement. Il faut s'unir..."

Mais ces hommes, qui ne connaissaient vraiment ni l'amour ni l'amitié, ne cherchaient pas le bonheur. Ils travaillaient. Ils subsistaient. Et... ILS N'AVAIENT PAS LE CHOIX DE FAIRE AUTREMENT !

Je voulais leur parler de DIGNITE. Mais il n'y a pas de

dignité pour ceux qui travaillent toute la journée, sans savoir pour quoi... mais en sachant tout de même que d'autres en profitent. Une vie de nègre n'est pas une vie. Et tous les Québécois étaient (et sont) des nègres.

Je voulais leur faire la morale. Mais le problème n'était pas d'ordre éthique. Voilà ce que j'étais incapable de comprendre. Ou plutôt, non. Je savais qu'il fallait agir, mais je ne savais pas qu'il fallait organiser. J'attendais l'unité des travailleurs comme on attend, d'un discours bien fait, une révolution spontanée. Comment dire ?...

J'ignorais tout de la "pratique" révolutionnaire. Je n'avais que des idées et des mots. Cela n'intéressait personne. Même le fait que... j'aie du cœur au ventre. Car à quoi bon avoir du cœur au ventre si ça ne change rien aux conditions de vie ? Mais les autres, les autres, qu'avaient-ils, bon Dieu, qu'avaient-ils dans le ventre ?

Je souffrais beaucoup, car toutes mes pensées demandaient à vivre. Mais ne vit pas qui veut, faut croire...

Que faire de ma vie, si les autres ne... Que faire, quand on est seul à vouloir vivre ? Non, les autres, ce n'était pas l'enfer, mais le désert, l'indifférence, presque la mort. La terre était recouverte de la tristesse désabusée des écrasés. Guériraient-ils de leurs blessures ?

"A moins que ce ne soit moi... ? Mes pensées, au fond, ne sont peut-être qu'une maladie (pire encore que leur désabusement) : une maladie de l'esprit, une pourriture de qualité ! Pouah ! Comme la contemplation obstinée et aveugle d'un Dieu qui n'existe pas..."

Que faire de mes idées, de mes espoirs, de ma vie, si la liberté, comme Dieu, vraiment n'existe pas ? Personne ne pouvait me donner de réponse. Je devais, seul, me la formuler moi-même. Du moins, c'est ce que je commençais à

croire. Car plus je voulais, à cette époque choisir l'action, plus je choisisais la réflexion angoissée, le terrible exercice littéraire et philosophique des penseurs dits "existentialistes", — plus j'éprouvais, selon l'expression de Kierkegaard, "craintes et tremblements"... et plus je devenais mystique !

Ça n'allait plus du tout.

D'un côté, je ne pouvais réellement vivre d'idées qui ne se transforment pas en actes. De l'autre, je me sentais impuissant à poser ces actes, à cause de ma solitude, et aussi, à cause de ma jeunesse.

Ma solitude me brûlait. Pourquoi étais-je seul ? N'étais-je donc pas des leurs, moi qui, depuis ma naissance, avais les deux pieds plantés dans la merde ? Moi qui avais les mêmes problèmes, les mêmes rancunes et les mêmes ennemis qu'eux ? Qu'est-ce qui me séparait d'eux ? Ma conscience ? N'avaient-ils pas, eux aussi, conscience ? Leur expérience quotidienne...

On aurait dit que je me séparais d'eux dans la mesure même où j'approfondissais ma compréhension de notre commune condition d'esclaves. Et pourtant, par cet approfondissement, je ne cherchais qu'à m'unir encore davantage à eux. Mais il ne s'agissait pas, faut-il croire, de m'unir à eux, puisque mon sort était lié au leur dès ma naissance. Il s'agissait d'autre chose : de transformer notre condition, de la transformer matériellement. Pour cela, il fallait être plusieurs. Et j'étais seul. Et je comprenais tout cela de travers, confusément, à cause de ma profonde ignorance des forces qui animent l'histoire humaine.

Et puis il y avait cette influence de la littérature existentialiste qui inspirait à l'individu Pierre Vallières de vivre sa vie, de se déterminer lui-même sans s'occuper de révolu-

tion... car, comme me disait Sartre dans l'une de ses oeuvres : "L'enfer, c'est les autres".

La tentation existentialiste a été très forte chez moi. J'y succombai d'autant plus facilement que tout, autour de moi, me semblait aussi peu vivant qu'un immense cimetière de soldats morts, d'hommes qui avaient combattu, sans raison, dans une guerre machinée par d'autres...

La grande noirceur duplessiste semblait donner raison à l'existentialisme et La Nausée devint mon livre de chevet.

À la fin de février 1955, écoeuré de mon emploi à la banque, je décidai de retourner au collège... moins pour y poursuivre mes études que pour y retrouver mes amis. Depuis sept mois, je n'avais parlé à personne.

Les autorités de l'externat me permirent de prendre "ma" place en Belles-Lettres, comme si je m'étais inscrit en septembre et que, depuis ce temps, je m'étais absenté "pour raison de santé". Quelques semaines plus tard, mourut le Père Vary. Le collège commença à se transformer vraiment en collège classique. Tout y devint formaliste et discipliné, à la mode ancienne. L'enseignement ne valait rien, surtout l'enseignement de l'histoire universelle et celle du Québec. Duplessis et Salazar, de chaque côté d'un Pie XII froid comme un bloc de glace, inspirait de leur orthodoxie l'enseignement des imbéciles qui avaient la prétention de nous faire cadeau de la Vérité, comme des missionnaires apportent le Baptême aux sauvages (qui, heureusement, ne sont pas dupes, et se font baptiser dans l'espoir d'obtenir un morceau de cette richesse capitaliste que l'Eglise transporte partout avec elle). Nous supportons la Vérité dans l'espoir de bénéficier un jour des privilèges matériels qui y sont attachés! Nous vivions tous dans la contrainte de l'hypocrisie. Car être franc et hon-

nête, cela signifiait immédiatement "la porte", c'est-à-dire la fin des études... et la pauvreté à perpétuité.

Nous étions tous catholiques, forcément. Mais très peu croyaient vraiment en Dieu. Nous assistions à la messe, chaque vendredi, pour bénéficier de l'assistance de la belle Oeuvre des Vocations! Nous ne craignions pas, pour cela, de faire, de temps à autre, quelques communions "sacrilèges". Je me souviens que, durant la messe, je lisais Baudelaire, pendant que les moines s'édifiaient de ma piété!

J'ai joué la comédie jusqu'en décembre 1955. J'étais alors en Rhétorique. Premier de classe au tempérament instable mais élève intelligent, qui, disait-on "promettait beaucoup". (Je me demande ce que mon Alma Mater pense de moi, aujourd'hui!) Je n'avais pas le choix de ne pas jouer le jeu de la "vocation", car autrement je retournerais à la banque et perdrais mes rares amis. Entre nous, mes amis et moi, nous discussions souvent de cette hypocrisie qui nous avilissait.

Nous nous disions : "Ce n'est tout de même pas de notre faute, si, dans notre milieu, il faut profiter de la Propagation de la Foi et de l'Oeuvre des Vocations pour se payer un minimum de connaissances et un droit d'entrée à l'université — c'est-à-dire un B.A... La Foi se fout bien de la Justice! Pourquoi nous, nous craindrions de nous foutre de la Foi et d'en profiter! La Charité se fout bien des bas salaires et du chômage! Pourquoi serions-nous gênés d'exploiter la Charité? Ce n'est tout de même pas notre faute si l'Eglise et la Haute Finance nous emprisonnent dans un empire (leur empire) où les hommes ne peuvent que s'aliéner, se prostituer... pour ne pas crever comme des rats..."

L'Eglise, la religion, après tout, était-ce plus que des rites et des collectes? Des rites qui justifiaient des collectes. Des collectes qui finançaient l'enseignement du catéchisme. L'en-

seignement du catéchisme qui justifiait la pauvreté et l'exploitation, qui "sanctifiait" l'esclavage...

Un jour, je n'y tins plus et me mis à ridiculiser publiquement cette mascarade, cette farce gigantesque. L'abbé Pierre, vers ce temps-là, prononça un discours célèbre à Montréal, discours qui irrita fort Sa Majesté le Cardinal Paul-Émile Léger, dit "Kid Kodak". L'abbé Pierre dut quitter le pays.

Je demandai aux meilleurs des prêtres qui nous enseignaient s'ils prenaient parti pour l'abbé Pierre ou pour le Cardinal. Tous se réfugièrent dans la neutralité, comme le reste du clergé ; ce qui faisait bien l'affaire de Paul-Émile.

Un jour, je dis à l'un d'eux qu'ils étaient tous une bande de putains et les pires ennemis du peuple québécois. Il me répliqua que "moralement" il appuyait l'abbé Pierre, les prêtres-ouvriers, etc. Mais qu'il ne voulait pas faire de politique ni tomber dans "l'extrémisme".

Je lui demandai :

— Que voulez-vous que le peuple fasse de votre appui moral ?

— ...

— Vous êtes tous complices de l'exploitation, de l'obscurantisme et de l'injustice tant que vous ne posez pas des ACTES. Des ACTES, pas des sermons !

— Tu es dur ...

— Je ne le suis pas assez. Tenez, je vais vous dire une chose qu'un jour j'affirmerai publiquement ... Tous les prêtres seront pour moi des profiteurs et des lâches tant que je ne les verrai pas aider les ouvriers, les cultivateurs et les étudiants du Québec à brûler leurs églises, leurs séminaires, leurs presbytères, leurs Cadillac et le reste ! C'est bien beau, mon petit père, d'être honnête et vertueux dans son cœur, mais ça ne donne pas grand-chose à ceux que le régime opprime

chaque jour. Comme tous les hommes, vous avez aussi des bras, servez-vous-en !

Le bon moine, atterré, me dit seulement, d'une voix éteinte :

— Et moi qui croyais que tu ... étais ... le mo-dè-le de ta classe ! que t'est-il donc arrivé ?

— Rien du tout. Ou plutôt si. Il m'est arrivé ... d'en avoir assez de jouer la comédie avec vous autres, bande d'idiots !

A partir de ce jour, ma haine de leur Autorité et de leur Vérité m'empêcha d'étudier. Avec mes amis, je me mis à fréquenter les tavernes de Longueuil (1). Nous y lisions ensemble Une saison en enfer, de Rimbaud, qui était rapidement devenu notre évangile. Nous multipliâmes les excentricités et les scandales à un point tel que les autorités du collège songèrent, un certain moment, à nous expulser "en bloc". Nous devenions un "danger public" pour les nouvelles générations d'étudiants à qui nous fournissions les livres à l'index qui étaient les "bêtes noires" des professeurs.

En juin, je passai les examens avec une indifférence totale dont seule la bière, consommée à la taverne, était capable de me tirer. Je résolus alors de ne plus remettre les pieds à l'externat et de me consacrer totalement aux œuvres romanesques dont j'avais commencé à tracer les grandes lignes.

Durant l'été 1956, je trouvais, grâce à l'un de mes camarades de l'externat, un emploi... rue Saint-Jacques. Je devins l'employé du plus grand courtier canadien-français, à cette époque : L.G. Beaubien and Co., aujourd'hui propriété de Jean-Louis Lévesque. J'y travaillerais, comme commis (affecté au paiement des dividendes) jusqu'à l'été 1958.

Je commençai à vivre parmi des ombres, des hommes annihilés par le bruit assourdissant, régulier, monotone des appareils I.B.M. et par la routine des gestes insignifiants, des vérifications et des sur-vérifications toujours semblables, des initiales jetées sur des milliers de petites feuilles toutes pareilles les unes aux autres. Un milieu de griffonnages, de chiffres, d'additions et de soustractions, de spéculations, d'hypothèses, de fausses rumeurs, de mensonges, de profits, où les Soeurs de la Sagesse paraissaient en compagnie de ceux que Caouette a si bien qualifiés de "requins de la finance". Le cerveau, l'âme de la société capitaliste... Un bien triste et stupide univers !

La grande majorité de mes camarades de travail étaient de pauvres hommes, de pauvres femmes, dont les salaires s'échelonnaient de vingt-cinq à soixante dollars par semaine. Certains travaillaient pour la famille Beaubien depuis plus de vingt ans. C'étaient les plus exploités, les plus mal payés et les plus aliénés de tous. Ils justifiaient leur esclavage par un récit bien simple : ils avaient vécu la Crise des années 30 ; à cette époque la plupart des travailleurs chômaient ; les Beaubien auraient pu les jeter à la rue, car les affaires n'étaient pas bonnes ; mais les Beaubien les gardèrent, quand même, à leur service ; depuis lors, ils se croyaient obligés

d'être éternellement reconnaissants envers les Beaubien et ils acceptaient comme un cadeau leur petit salaire de cinquante ou soixante dollars par semaine... après 20, 25 et, parfois même 30 ans de "loyaux services" !

C'est dans ce milieu que je compris que les cols blancs faisaient, eux aussi, partie de la nation québécoise du "cheap labor" et qu'ils étaient encore plus aliénés que les ouvriers d'usines et les cultivateurs. Pendant les deux ans, où je travaillai parmi eux, j'ai tout fait pour susciter une révolte à l'intérieur des bureaux, propres et bien éclairés, où s'exerçait cette exploitation aux mains nettes et au visage respectable. Je n'ai jamais pu obtenir rien de plus que des vagues soupirs. Seules, quelques femmes semblaient, dans cet enfer gris, avoir le courage de leurs opinions et de leur révolte. Mais elles étaient rares, très rares.

A l'occasion du Nouvel An, Madame de Gaspé-Beaubien, épouse du défunt fondateur de l'entreprise, venait, dans sa chaise roulante, nous offrir des chocolats et son sourire de vieille cr... ! Elle était la présidente de l'Hôpital Sainte-Justine (Justine, c'était son prénom) et toutes les infirmières de l'hôpital la détestaient. La maison de courtage L.G. Beaubien s'occupait des investissements des bonnes soeurs et le Cardinal-des-Pauvres offrait la Croix pontificale à la grande chrétienne dont la fortune était faite de l'exploitation et de l'aliénation du peuple. Ah ! cette dépouille de notre bourgeoisie "nationale" ! A incinérer, camarades, à incinérer !

Quand nous avions avalé le chocolat et le sourire affreux de Madame, commençait le "Big Party". C'était notre boni annuel : du scotch, du whisky, du gin, de la bière à volonté, avec un cadeau de quelques dizaines de dollars. Après cette soirée de débauche paternaliste et grotesque, la routine nous ramenait à notre dépendance foncière, à la réalité de notre

asservissement quotidien... et de nos frustrations croissantes; car les patrons ne se cachaient pas pour nous dire que 10,000 hommes ne valaient pas un seul "computer" électronique. La menace du chômage nous hantait, du matin au soir. D'autant plus qu'il n'existait pas (et n'existe toujours pas) de syndicats dans la rue Saint-Jacques. Nous gagnions un salaire de famine, nous ne possédions aucune sécurité, les manoeuvres, les journalistes étaient mieux traités que nous, mais allions-nous nous salir les mains en nous syndiquant comme les ouvriers? Ici, le mot "ouvrier" signifiait: bassesse, ignorance, etc. En se syndiquant, les cols blancs ne feraient-ils pas d'eux-mêmes des parias? Ils se croyaient instruits! Et ils étaient tellement fiers de pouvoir lire les pages financières du Devoir et de La Presse qu'ils en oubliaient leur propre condition d'exploités, de "cheap labor" à cravates et jupes bien pressées, de "cheap labor" à lunettes, (les hommes) et au maquillage soigné (les femmes). Le "clean cheap labor" de la rue Saint-Jacques et des autres bureaux de l'entreprise privée et du gouvernement ne faisait-il donc pas partie de cette vaste famille de boîtes à lunch qui n'a encore jamais mangé à sa faim, matériellement et intellectuellement parlant? Que d'illusions peut engendrer le simple fait d'avoir un stylo dans ses mains nettes et, avec ce stylo, de pouvoir initialer des formules, des tonnes de formules! Quelle triste affirmation de soi-même! Et pourtant, combien de cols blancs, encore aujourd'hui, malgré la syndicalisation des fonctionnaires du gouvernement, leurs semblables, conservent l'illusion d'appartenir à un monde "supérieur"... parce qu'ils griffonnent et classifient des papiers au lieu de tourner des boulons dans une usine!

L'absurdité de ce sentiment artificiel de "supériorité" allié au paternalisme hypocrite et profiteur de mes patrons, me

rendait malade. Je conservai cet emploi, malgré le dégoût qu'il m'inspirait, parce qu'il exigeait très peu de moi et me laissait beaucoup de temps libre, que j'occupais à lire, à écrire... ou à faire de la subversion!

De retour chez moi, à Ville Jacques-Cartier, je ne vivais plus que pour "mon" oeuvre! Chaque soir, chaque nuit, je passais de longues heures à écrire... ou plutôt à me décrire. Pendant ces heures de silence et de solitude, je vivais à fond mon narcissisme. Peut-être était-ce, pour moi, à cette époque, le seul moyen d'échapper à la conformité, à la banalité, à la noirceur et au néant intellectuels de la "nation"? Qui sait?

L'écriture, jour après jour, me révélait à moi-même et me faisait exister. Je sortais péniblement de l'anonymat collectif, comme ces vers de terre qui, les jours de pluie, se promènent dans le gazon des riches... Quelques amis consentaient à me lire et, pour eux, je commençais à exister "sous mon vrai jour". On m'écoutait, on me comprenait... C'était la première fois de ma vie que des gens croyaient que j'avais quelque chose à dire et à donner. Enfin, je ne me débattais plus seul. On savait... que je pouvais faire quelque chose, devenir quelqu'un... J'étais flatté, en même temps que terriblement angoissé: si tout cela, me demandais-je, certains jours, n'était qu'une illusion? Mes amis, c'était naturel, voulaient me faire plaisir, voir disparaître ce visage douloureux que je transportais partout. Mais croyaient-ils vraiment en ma valeur en tant que personne? Si ma propre mère n'avait su découvrir... comment eux...?

"Et moi, me demandais-je quand je me réveillais de mes longues méditations narcissistes, et moi, qu'est-ce que je pense d'eux? Suis-je capable de reconnaître leur propre valeur... et de les aimer pour ce qu'ils sont?"

Depuis mon aventure ratée avec M., j'étais devenu un peu

comme une huître, et je m'endurcissais extérieurement, afin d'éviter d'être blessé ou humilié. Avec mes copains, je parlais littérature, peinture et philosophie, évitant de parler de moi ou d'écouter ce qu'ils racontaient d'eux-mêmes. Quand je leur faisais lire un chapitre du roman que j'étais en train d'écrire, j'essayais de ne discuter que du style, des impressions jetées sur le papier comme de couleurs sur une toile, de la construction des paragraphes, des idées "métaphysiques" (sic) qui se mêlaient aux images poétiques, etc. La question que je redoutais le plus était celle-ci: "Ce type, c'est toi, hein?" Je ne voulais pas répondre... mais la description était trop précise.

Mes amis allaient au collège. Ils étaient maintenant en philosophie et y crevaient d'ennui. Parfois, je "me déclarais malade" au bureau, tandis qu'eux faisaient la même chose au collège. Nous nous retrouvions dans quelque taverne et là, tout en avalant une forte quantité de bière, nous discussions de l'absurdité de l'existence humaine. Les événements de Suez et de Hongrie avaient aggravé notre pessimisme. Le lancement du premier Spoutnik russe, en 1957, nous inspira plus d'écoeurement que d'enthousiasme. Était-ce pour lancer plus haut leurs Spoutniks que les Russes avaient écrasé la révolte des étudiants et des ouvriers hongrois?

Mais nous parlions davantage de Rimbaud, de Léo Ferré et de Dostoïevski que de politique internationale. Nous visitions régulièrement les galeries d'art de la métropole, y découvrant Pellan, Borduas, Bellefleur, de Tonnancourt, Dallaire, Mousseau, Riopelle... qui essayaient de mettre un peu de couleurs sur la grisaille de l'existence québécoise. Nous lisions de temps à autre, un numéro de la revue "communiste" Cité Libre et nous allions au Théâtre du Nouveau Monde.

Deux ou trois fois par année, nous pouvions voir un film français de qualité, et c'était alors tout un événement!

Montréal nous ennuyait. Nous rêvions de Paris et de New York. Avec deux amis, j'allai passer quelques jours à New York. Notre séjour consista à contempler les toiles et les sculptures des grands maîtres, pendant des journées entières. Le soir, nous allions voir, au cinéma, l'un ou l'autre de ces films "interdits" par la censure québécoise. Pour la première fois de ma vie, à New York, je me sentis vraiment libre et ce n'est pas sans une certaine rage au coeur que je revins à Montréal, la ville de l'ennui et de la stupidité, une ville que Drapeau était en train de parer d'une pureté, d'une moralité de vieille fille sèche et laide.

Ti-Guy, Johnny, Yvon, Raymond, quelques autres et moi, nous rêvions de nous enfuir au Mexique ou en France, de quitter le Québec pour toujours. Ce pays n'avait rien à nous offrir.

Mais en attendant de partir, je continuais d'écrire. Je noircissais des centaines de pages avec mon dégoût, ma révolte et ma violence mêlée, malgré tout, d'espoir. Ce que j'appelais mon oeuvre, c'était un mélange de moralisme camusien et d'obscénité à l'américaine. Je m'y complaisais sans pourtant y être attaché. Et c'est pourquoi, en 1958, je n'eus aucune difficulté à détruire tout cela en moins d'une heure.

Parfois, je retournais au collège pour voir comment les choses et les hommes y évoluaient. L'externat avait maintenant un visage "respectable". Les frais d'admission et de scolarité y étaient très élevés. L'Oeuvre des Vocations, je crois, avait été abolie. Il y avait plus de petits bourgeois que de fils d'ouvriers. L'aspect général était plus "présentable" et l'on parlait de rivaliser un jour, avec les Jésuites du collège Sainte-Marie. L'esprit y était très libéral, mais, malheureusement,

pour jouir du privilège de participer à ce libéralisme... il fallait maintenant pas mal d'argent ! Les gars des alentours, les gars de Ville Jacques-Cartier, n'avaient pas cet argent. Ils devenaient manoeuvres comme leur père, passant, matin et soir, devant l'Externat classique des riches, leur boîte à lunch sous le bras. Les rues de Ville Jacques-Cartier étaient maintenant asphaltées, mais la pauvreté y demeurerait toujours aussi grande.

Plusieurs fois, je voulus faire mes valises et quitter Ville Jacques-Cartier pour vivre seul et libre à Montréal. Chaque fois, mon père, qui ne me parlait qu'en ces occasions-là, réussissait à me persuader de demeurer avec eux. Mon père m'avait aménagé une petite pièce où je pouvais écrire en paix, la nuit comme le jour. Je restais, mais comme un "étranger", un "pensionnaire", ne parlant jamais avec ma mère ou mes frères, qui ne comprenaient rien à ce que je faisais et qui me trouvaient cinglé.

Je me sentais comme "coupé" de mon milieu... et coupable d'un crime difficile à décrire et à définir. On aurait dit que mon "instruction", comme ils disaient, était une tache honteuse qui les humiliait, eux, et qui me rendait mal à l'aise, coupable, angoissé.

Au lieu d'en discuter avec eux, je me réfugiais dans un silence d'acier... alors que mon coeur était en bouillie ! J'étais incapable d'adresser la parole à ma mère, car il me semblait qu'elle avait perdu toute intelligence des choses dont j'aurais aimé lui parler. Mon père, lui, devenait une véritable ruine d'homme. Je l'aimais beaucoup, mais écrasé par le travail, il était devenu un être dont toutes les énergies étaient absorbées par une préoccupation unique : survivre, ne pas tomber malade, ne pas mourir... Quant à mes frères, ils

étaient trop jeunes pour avoir la moindre idée du drame qui se jouait.

Le matin, quand je me rendais à mon travail parmi tous les autres travailleurs, ou le soir, quand j'en revenais, ce n'était pas sans un serrement de coeur que je retrouvais plusieurs de mes anciens, de mes premiers condisciples du collège. La grande majorité d'entre eux avaient dû quitter l'externat en Syntaxe, en Méthode, en Versification, faute d'argent. Aujourd'hui, ils étaient des journaliers, mais des journaliers qui fréquentaient les cours du soir.

— Penses-tu, me demandait parfois l'un d'eux, penses-tu que les cours du soir, ça vaut quelque chose ?

Tout ce que cette question pouvait contenir d'espoir et de souffrance me donnait envie de brailler comme un veau.

Les cours du soir... Un autre racket ! Comment échapper à l'exploitation, bon Dieu, comment y échapper ?

Je ne savais que répondre à ce compagnon. Lui dire la vérité, lui dire que ces cours-là étaient organisés par des voleurs, c'était démolir en lui un reste d'espoir. Et je n'avais rien d'autre à lui proposer. C'était cela qui me faisait mal : rien à proposer, rien...

— Je ne sais pas, répondais-je finalement. Tu peux essayer. Tu verras bien... Tu..." Ma voix s'étranglait dans mon mensonge : "Tu peux essayer". Quelle farce !

Je ne me sentais nulle part à ma place. A Ville Jacques-Cartier, je vivais comme un étranger, au lieu d'être au milieu des autres, au lieu de servir comme Jacques Ferron. Je m'occupais uniquement de mon "oeuvre", de moi-même. Dans les galeries d'art les restaurants "beatniks" de l'ouest de Montréal ou à l'Ecole des Beaux-Arts, (où j'avais quelques amis), je ne me sentais pas parmi "mon monde". Comme disent les gens de mon milieu, j'avais l'air d'un pingouin égaré. Avec mes anciens camarades de collège, je retrouvais plus d'aisance et de joie de vivre, mais quelque chose, aussi, me séparait d'eux : ils se contentaient de parler, de discuter ; ils n'avaient jamais rien à offrir, à échanger. Je me sentais donc très seul, jusqu'au jour où je rencontrai Gaston Miron et Maurice (2).

Je connus Gaston Miron en 1956, alors qu'il dirigeait le service des ventes chez Beauchemin. C'était Claude Fournier, l'un des premiers poètes québécois publiés par Miron, qui m'avait conseillé (3) de faire sa connaissance. Chaque vendredi (jour de la paye), je me rendais chez Beauchemin, j'y achetais un tas de bouquins, puis j'allais souper au restaurant Saint-Louis (près du carré du même nom) avec Miron. Nous demeurions, chaque fois, de longues heures dans le restaurant de la rue Saint-Denis, à discuter surtout de poésie et de décolonisation. Je dois à Miron d'avoir appris à connaître et à aimer la poésie contemporaine, ainsi que la littérature des colonisés (Aimé Césaire, les poètes algériens, Pablo Neruda, etc.). Par lui, je m'attachai profondément à René Char, à Paul Eluard, à Aragon, et au poète irlandais Dylan Thomas. Mais surtout j'eus, maintes fois, le privilège d'écouter pen-

dant des heures, Miron lui-même dire sa "marche à l'amour", raconter sa "vie agonique". Aucun poète québécois, à mon avis, ne nous a exprimés avec autant d'authenticité, même pas Grandbois, Hébert, Giguère, Pilon ou Préfontaine. Comme j'aimerais, aujourd'hui isolé dans ma cage d'acier, lire et relire ces poèmes, ce long chant douloureux de notre aliénation et de notre volonté de vivre malgré l'hiver dont parle Vigneault ! A cette époque, Miron n'était que l'éditeur-sans-le-sou de l'Hexagone, celui qui "lançait" chaque année deux ou trois nouveaux poètes, celui dont la poésie ne suscitait que des sourires narquois. J'ai entendu des poètes respectables et sophistiqués dire que Miron ne savait pas écrire et que son romantisme datait du XIXe siècle. C'est pourtant le seul de nos poètes que les travailleurs québécois comprennent quand le 1er mai, il leur dit, avec tout son être, son amour et sa révolte. A part les chansonniers, Miron est notre seul poète populaire... et il n'a pas écrit ses poèmes en "joual".

Au restaurant Saint-Louis, il nous arrivait parfois de rencontrer un homme sec, aux yeux perçants comme ceux d'un aigle. Miron l'appelait "l'éminence grise". C'était Claude Ryan. Il parlait peu, répondait vaguement à nos questions, nous scrutait comme un ethnologue scrute des insectes.

Heureusement, Gaston connaissait beaucoup de gens... moins antipathiques que le futur directeur-dictateur du Devoir. Il y avait, d'abord, Miche, d'une beauté et d'une intelligence admirables, Yves Préfontaine Jean-Guy Pilon, Hénauld, Ouellet, Portugais (les futurs fondateurs de la revue Liberté), Roland Giguère qui allait bientôt s'exiler en France et dont je dévorais les poèmes... que deux ou trois cents personnes à peine lisaient à l'époque, Michel Van Schendel, Adèle Lauzon, Rina Lasnier, Alain Grandbois, Anne Hébert ; des personnes aujourd'hui célèbres et respectées, mais qui,

dans les années 50, hésitaient toutes entre l'exil et "l'appartenance au pays". Le Québec n'était pas l'Algérie ; ce n'était même pas la Martinique.

Que faire dans ce pays dont les habitants refusaient toute passion ? Certains tâtaient de la "social-démocratie". Et Miron, comme Ferron, se fit (en 1957, je crois) candidat N.P.D. Mais il rêvait, nous rêvions tous de la France, qui incarnait la Nation et l'Intelligence, le pays qui parlait au monde le langage adapté à ses besoins et à ses aspirations. Nous étions tous obsédés par le désir de partir. Partir, partir, partir...

J'y songeais chaque jour. Mais quand cela cesserait-il d'être un rêve ? Je gagnais peu chez Beaubien et je dépensais presque tout mon salaire en l'achat de livres. Je noyais mon impatience dans la bière ou dans l'écriture.

J'écrivais comme un "déchaîné", pendant des heures et des heures, et parfois pendant des nuits entières. Miron s'inquiétait de ma ferveur et me suggérait souvent de faire un séjour à la campagne. Je ne suivis pas ses conseils et je devais, plus tard, le regretter amèrement.

Gaston Miron n'était pas le type, du moins à cette époque-là (1956-1958) à imposer ses idées aux autres, mais il possédait à fond l'art de deviner les autres et de les faire accoucher de leur vérité et de leur liberté. Je crois qu'il me connaissait mieux que moi-même et je lui dois d'avoir lu les auteurs dont la pensée ou la passion répondait à ma pensée et à ma passion. Malheureusement, j'étais trop replié sur moi-même pour donner à Miron ce que peut-être il attendait de moi. Je recevais tout ; je n'offrais rien. Mais peut-être aussi, Miron n'attendait-il rien de moi. Je savais (d'ailleurs, toute sa poésie le crie) qu'il avait été déjà profondément déçu et plusieurs blessures n'étaient pas encore cicatrisées. Miron, c'était une douleur amoureuse et sauvage qui se promenait dans les

rues de Montréal les bras étendus pour étreindre et, en même temps, pour "entraîner", pour réveiller, pour agiter. Ceux qui le connaissent savent que Gaston Miron est demeuré le même et que "la révolution tranquille" ne l'a pas transformé ; elle l'a manifesté, elle l'a fait voir aux aveugles qui se croyaient des génies et qui copiaient René Char pendant que, lui, Miron, vivait et créait sa poésie... sans savoir qu'il nous exprimait avec le génie profond d'un François Villon, méprisant la publicité et la renommée, ne recherchant qu'une chose : l'amour. Comme nous tous. Une chose difficile à trouver au Québec. Une chose qu'il cherche sans doute encore. Comme la plupart d'entre nous.

Certains vont s'étonner de l'importance que j'accorde ici à Gaston Miron. Ils vont la trouver exagérée. En réalité, elle ne rend pas du tout justice à ce grand poète vivant qui est le père spirituel (malgré son jeune âge) du F.L.Q., de Parti Pris, de Révolution québécoise, de Liberté et de bien d'autres mouvements politiques ou littéraires. En ce qui me concerne plus particulièrement, Miron est celui qui développa ma conscience politique et qui fit déboucher ma recherche philosophico-littéraire sur un engagement politique pratique. C'est lui qui m'inspira mes premiers articles "engagés" dans *Le Devoir*, en 1957, et qui me fit comprendre l'importance de la grève de Murdochville, sa signification politique. Mes articles, publiés dans *Le Devoir*, étaient loin cependant de refléter une pensée politique cohérente. C'était un mélange d'idées mal digérées, du spaghetti à sauce existentialiste ! Mais c'était quand même la première fois qu'au Québec un jeune (j'avais 17 ans) osait dire aux vieux qu'ils étaient des croulants et aux intellectuels de l'époque qu'ils étaient d'inutiles fabricants de romans de troisième ordre ou d'habiles éditorialistes incapables de prendre leurs responsabilités et d'a-

gir quand la justice sociale l'exigeait. Je n'admirais en ce temps-là que René Lévesque, Judith Jasmin, Gérard Peller, Pierre Trudeau, Gérard Fillion, Jean-Louis Gagnon, André Langevin et Jacques Hébert. De ceux-là à part Judith Jasmin, André Langevin et Jacques Hébert, tous sont aujourd'hui plus ou moins putains !

Le premier article que j'écrivis, en 1957, s'intitulait *La peur de vivre* et était dirigé contre la "philosophie" d'esclave qui se cachait derrière le titre d'un roman de Jean Filiatrault : *Le refuge impossible*. La recherche d'un "refuge" avait assez duré, écrivais-je. Il était temps d'apprendre à vivre.

Mais, au fond, c'était peut-être moi que j'essayais de persuader de vivre, car, en réalité, je ne vivais pas. Je me consumais, "je brûlais la mèche par les deux bouts", comme on dit familièrement. Et toute mon activité était d'abord cérébrale. Miron était de plus en plus inquiet : et il avait bien raison de l'être.

8

Maurice était un type tout différent de Miron (dont il ne prisait guère, d'ailleurs, "l'excentricité"). C'était un artiste, un penseur chrétien, un mari heureux (?), un excellent père de famille. Je le connus au début de 1957, au musée des Beaux-Arts, à l'occasion d'une exposition de ses oeuvres.

Nous prîmes l'habitude de nous rencontrer régulièrement, chez lui ou à l'Echourie, dans l'avenue des Pins. Il fut le premier, avec Ti-Guy, à lire mon roman *Noces obscures* (détruit en 1958), dans lequel je racontais mon désarroi, sèchement, à la manière de Camus ou de Sagan. Je dois à Maurice d'avoir acquis ce minimum d'amour de soi et de confiance en soi que tout homme doit posséder pour être en mesure de créer quelque chose. *Noces obscures* était un livre rempli de mon narcissisme. Maurice m'apprit à assumer ce narcissisme sans honte. Il me poussa à présenter mon manuscrit au Cercle du Livre de France, qui refusa de le publier à cause de sa fin trop féroce et immorale. J'écrivis, entre-temps, un deuxième roman, *Les démons*, qui était très mauvais et que je détruisis quelques semaines après l'avoir achevé. Seul Maurice lut ce roman manqué, tandis que *Noces obscures* fut lu par la plupart de mes amis (de plus en plus nombreux).

Maurice était avant tout un "personnaliste chrétien". Ami personnel d'Albert Béguin, qu'il avait connu à Paris, il vivait de la pensée des Mounier, Ramuz, Unamuno, Bernanos, Kierkegaard, Pierre Emmanuel, Domenach, Berdiaeff, Teilhard de Chardin, de tout ce groupe de penseurs qui s'efforçaient de concilier une justice idéale avec l'engagement politique pratique nécessairement "partial", qui vivaient de l'angoisse perpétuelle d'une pureté inaccessible. Maurice était, d'ailleurs, conscient de l'aliénation de qualité qui se qualifiait de "personnalisme", mais il ne pouvait s'en débarrasser. Et moi, dont les connaissances étaient plutôt sommaires et qui vivais d'abord avec mes instincts et mes monstres intérieurs (même si je le faisais sur un mode "extérieurement" cérébral et froid), j'étais incapable de saisir clairement et d'analyser rationnellement cette aliénation. J'étais alors agnostique, c'est-à-dire foncièrement individualiste et anarchiste, prêt à toutes les

aventures intellectuelles, à toutes "les expériences intérieures" du genre de celles dont Georges Bataille se faisait le promoteur. Je voulais bien écrire des articles engagés dans Le Devoir ; j'adhérais à la responsabilité sociale dont me parlait Miron ; mais j'y adhérais à la façon de Sartre, telle que le grand manitou de l'Existentialisme l'avait définie dans Qu'est-ce que la littérature ? Une responsabilité qui engage davantage sa "conscience" que sa propre vie. Cet existentialiste n'était, d'ailleurs, qu'un personnalisme athée, un individualisme paré de faux habits "marxistes". Ce n'est pas sans raison que Mauriac, Mounier et l'abbé Moeller tentaient de "baptiser" Sartre, Simone de Beauvoir et Camus, — ce qu'ils n'ont jamais tenté de faire avec Marx et Engels !

La "lucidité" devenait la grande affaire ! Et comme chacun devait déterminer sa conduite et sa moralité à partir de sa conscience et de sa liberté, c'est-à-dire, en fin de compte, de ses intérêts personnels, la "lucidité" variait d'un individu à l'autre et tout devenait "ambigu", par conséquent "gratuit". La responsabilité sartrienne, comme la responsabilité chrétienne, n'était qu'une idéologie de façade, une idéologie exigée par le spectacle quotidien du massacre de millions d'innocents dans le monde par l'Occident impérialiste. La "lucidité", les protestations verbales, les pétitions, les écrits virulents, les dénonciations qui vous font gagner le prix Nobel, etc..., des façons "distinguées" et rusées de se laver les mains ! Et dire qu'après 20 ans, à l'ère de la bombe atomique, de la guerre du Vietnam, de la famine en Inde, de la répression sanglante des révolutions de Saint-Domingue, du Congo et de Watts, cette comédie "respectable" continue à Saint-Germain-des-Prés et ailleurs.

La haute trahison des purs et des bien-pensants qui jugent, avec hauteur, Lyndon B. Johnson, mais qui ne feront jamais

le moindre geste concret pour le renverser ! La bonne conscience de ceux qui pleurent l'assassinat de Kennedy et celui, beaucoup plus épouvantable, du peuple vietnamien, mais qui jamais n'oseront se compromettre avec ces "jeunes voyous" qui se font matraquer dans les rues du "monde libre" !

Rien ne m'écoeure autant que la lucidité des nouveaux bien-pensants. Et peu m'importe qu'ils refusent ou acceptent des prix Nobel. Ce genre d'honnêteté me porte à vomir. Le pharisaïsme des révoltés en smoking, chaussés de leurs pantoufles de satin, complète admirablement bien le néo-pharaonisme des Soviétiques qui condamne la guerre du Vietnam tout en collaborant avec les Américains. Que nous importe à nous, les porteurs d'eau, les scieurs de bois, les coupeurs de canne à sucre, à tous les nègres du monde entier, que nous importe les "procès" intellectuels et moraux ? Que voulez-vous que nous fassions de cette paperasse qui "juge" mais qui ne change rien ? Il nous faut des bras, des cerveaux et des armes..., pas de la littérature bourgeoise-qui-a-mauvaise-conscience-mais-bonne-lucidité !

"Pire que de Gaulle", écrivait, avec raison, François Maspéro, en parlant de "la gauche française", l'ancienne et la nouvelle. "Pire que les chrétiens", pourrait-on écrire à propos de ces existentialistes qui n'existent si fortement que dans leurs livres et qui ne sont rien pour les travailleurs et les colonisés du monde entier.

Pharisiens, impuissants, exploiters inconscients de notre écrasement, de notre asservissement, profiteurs de la révolte désarmée et mille fois réprimée des nègres ! Vous me faites penser à ces journalistes qui font fortune à même les "scoops" que leur procure abondamment et facilement la misère de ceux qui ne savent pas écrire, ... de ceux qui se sentent trahis, volés, violés et méprisés, chaque fois qu'ils lisent ce que

la pitié "objective" se complait à raconter de leurs désespérante existence. Je pense à certains journalistes, à certains intellectuels, dont "le prestige", hélas ! éclabousse tous les autres. Je pense à ces beaux esprits épris de justice, de pureté et d'intégrité, qui finissent à l'Académie ou au Parlement ! Racaille de luxe !

Oui, racaille de luxe ! Les jeunes fascistes de Greenwich Village qui dessinent la croix gammée sur les murs de leurs théâtres et de leurs boîtes à chansons sont aussi de fervents lecteurs de Sartre, de Genêt, de Gide ! Un hasard ? Un accident ?

L'existentialisme est un individualisme nietzschéen qui a emprunté du marxisme un vocabulaire capable d'exprimer la révolte et l'ennui d'une bourgeoisie en décomposition avec des mots accessibles aux masses. C'est pourquoi sa vogue fut si grande. Mais les résultats de cette "mode", en Europe comme aux Etats-Unis, sont, entre autres, la renaissance du nazisme, la résurgence du nihilisme. Le père de Sartre n'est-il pas Heidegger ? Et Heidegger n'est-il pas, encore aujourd'hui, un défenseur du nazisme ? Je sais que Sartre a préfacé Fanon et Nizan. Il a aussi loué Gide, Genêt, Montaigne et Descartes, avec une égale ferveur. Sartre va-t-il aussi préfacer le théâtre complet de Brasillach et écrire de Céline qu'il a sauvé "l'âme" de la France angoissée sous l'occupation ?

Le "personnalisme" est aux prises avec les mêmes contradictions. Ainsi, Bernanos, qui a soutenu Maurras, déplore la guerre civile d'Espagne et, comme Unamuno, refuse de prendre parti au nom de la justice..., comme si la justice pouvait être des deux côtés en même temps. Condamner des évêques politiques et chefs d'Etat ne change en rien la fonction sociale, ou plutôt anti-sociale, de l'institution qui se nomme l'Eglise. Et se réclamer du "corps mystique" de l'Eglise ne

justifie pas l'a-politisme. Car l'a-politisme, c'est toujours, toujours, la politique du plus fort, du plus féroce, du vautour.

Unamuno, de sa chaire d'université, a beau maudire cet officier franquiste qui crie: "Fusillez ! Vive la mort !", son cri de dernière heure ne fera jamais oublier qu'en ne combattant pas aux côtés des républicains, des ouvriers, des femmes et des enfants d'Espagne, il a concrètement, par son abstention même et sa pureté, travaillé à l'avènement du fascisme et à l'écrasement de son peuple. S'il n'était pas mort "de chagrin", il aurait fallu le fusiller !

(S'il existe un Ciel pour les Miguel de Unamuno, les Pie XII, les Claudel et toutes les bonnes consciences de la bourgeoisie mondiale, je préfère le pire des enfers à ce Ciel-là, au bonheur égoïste de ces Pilates et de ces lâches aristocrates. Car s'ils ont le Ciel pour eux, Dieu, s'il existe, n'est sûrement pas "de notre bord", du côté de la majorité du genre humain ; il n'est sûrement pas du côté du peuple... mais plutôt au sein même du nazisme dont les Américains arrosent le Vietnam innocent et "libre"... Dieu, ne l'oublions pas, est une invention des dynasties, des aristocrates des cinq continents ; cette invention a commencé de hanter l'esprit des hommes dès l'apparition sur terre du premier chef de tribu qui eut besoin de créer un "droit divin" pour conserver son rang, ses privilèges et sa puissance. Que d'hommes massacrés, que de peuples écrasés, au nom du Seigneur Dieu des chrétiens, des musulmans, des hindous, et des bouddhistes ! Au moment où vous lisez ces lignes, le Dieu de Paul VI et de Lyndon B. Johnson se promène en B-52 au-dessus de l'Asie, de l'Afrique, de l'Europe et des deux Amériques. Dieu de l'âge atomique, Dieu qui s'acharne à vaincre le communisme sur la terre avec ses apôtres, les Marines ! Ce n'est plus comme au temps de Jésus-Christ où les premiers disciples don-

naient leurs biens aux pauvres et où le Christ lui-même chassait les exploiters à coups de fouet !)

Mounier lui-même, qui pourtant s'est battu plus que les autres "personnalistes" et qui a même "tendu la main" aux communistes, a participé à la vaste entreprise de mystification des masses que constitue le catholicisme, en demeurant fidèle et en défendant publiquement une idéologie-religion qui, il le savait très bien, servait les intérêts du capitalisme et du fascisme.

Comment, vivant avec d'aussi profondes contradictions, ne pas vivre et mourir angoissé jusqu'à la moëlle des os ? On ne peut réconcilier l'irréconciliable, et chaque homme, au sein de sa classe, doit prendre clairement parti pour ou contre l'Ordre établi, pour ou contre l'organisation essentiellement économique de la société actuelle dont dépendent la vie politique, la vie religieuse, la vie intellectuelle et jusqu'à la vie artistique. Pour avoir refusé de voir ce que l'activité quotidienne des hommes et des peuples, ce que l'histoire enseigne d'elle-même — elle qui est "objective", car elle ne sert aucun intérêt, car elle est non pas une politique mais une science —, les personnalistes sont acculés comme les existentialistes, au statu quo social. (Sauf, évidemment, en certaines circonstances exceptionnelles, passagères et ne concernant qu'un aspect de la société — comme la guerre d'Algérie — où même l'Eglise, les démocrates et les conservateurs prennent parti.). De plus, non seulement, ils sont acculés au statu quo mais ils le défendent, ne fût-ce que par leur passivité mystique, désabusée ou "charitable". Car il n'y a qu'une façon de s'opposer au statu quo, au règne de l'exploitation organisée, de l'injustice institutionnalisée, de l'oppression baptisée du sang du Christ ; et c'est d'organiser partout le soulèvement des exploités de l'immense majorité des hommes, contre cet

Ordre établi... établi, mais instable et vulnérable. Mais les personnalistes et les existentialistes ne pensent qu'en termes de métaphysique, d'être et d'essence, d'être "en-soi" et d'être "pour-soi". "To be or not to be, that is the question !" Je suis parfaitement d'accord avec Shakespeare. "To be or not to be", ce n'est pas, comme le croient les inventeurs de métaphysiques (plus absurdes les unes que les autres), un problème philosophique mais un problème pratique, un problème d'action. Et malheureusement pour les coeurs sensibles, les esprits nobles et les âmes délicates, l'action ne se pense et ne se résoud qu'en termes d'action. "To be or not to be", dans notre monde "civilisé", dans notre jungle asphaltée, ça veut dire simplement : "To be or to die".

Je n'en veux pas à ceux qui croient en Dieu. Mais j'en veux à ceux qui se croient "dispensés" de prendre parti contre l'injustice et d'agir pratiquement contre elle, qui se croient "justifiés" de demeurer neutres, en vertu d'imaginaires commandements, révélations ou enseignements divins. Ceux-là, à mon avis, ne méritent ni respect ni "compréhension". Les affamés et les humiliés n'ont que faire de leurs scrupules moraux de bourgeois bien nourris et honorés par leur classe au pouvoir.

C'est ce qu'aujourd'hui je reproche à Maurice (et à plusieurs de ses amis) : de n'avoir pas voulu comprendre et de ne pas vouloir comprendre encore maintenant que les droits les plus élémentaires des hommes exigent une révolution globale, non pas dans les esprits, dans "la mentalité" des gens, mais dans les rapports sociaux, dans les rapports de production, sur lesquels se fonde, se construit et se développe toute "mentalité".

Aujourd'hui, je lui reproche son absentéisme et je suis tenté, malgré mon amitié pour lui et ma reconnaissance pour

tous les services qu'il m'a rendus, de le traiter de lâche. Mais, en ces années noires 1957 et 1958, je "mordais", moi aussi, comme à peu près tout le monde, aux "profondeurs de l'existence" ! (4). Je vivais, de plus en plus, sur des mythes qui se contredisaient les uns les autres et s'entremêlaient pour former un agnosticisme aux mille facettes dont aucune n'avait de signification précise, ce qui épargnait à plusieurs un engagement direct et nécessairement coûteux. Je me consolais de mon impuissance ou de ma peur en me répétant que j'étais "un enfant de l'Absurde", engendré par la Guerre et contaminé par la maladie de l'esprit qu'avaient provoquée les secousses des années 30 et 40. J'étais une victime, un être brisé dès sa naissance, assis sur un tas de ruines et essayant de réconcilier Rouault, Cézanne, Malraux, Dostoïevski, Camus, Lénine, Picasso, Sartre, "France-Observateur", Eluard, Césaire, etc. avec cet univers sans signification (5). Je voyais la condition humaine à travers la guerre d'Algérie, comme Malraux l'avait analysée à travers les débuts de la révolution chinoise et la guerre civile espagnole. Mais l'Algérie était loin. Et je vivais le Québec de la grande noirceur duplessiste, ce désert, où les hommes mangeaient, travaillaient, faisaient des enfants par habitude et sans goût, avec un ennui profond, aussi profond que le pays était étendu et l'horizon lointain. Duplessis semblait aussi invulnérable que Dieu et personne ne contestait sa dictature. Asbestos, Murdochville, le siège des étudiants à la porte du Parlement..., tentatives dérisoires d'une liberté qui ne croyait ni en sa force ni même en sa légitimité. "La ligne du risque" n'était pas celle de la majorité, pas même celle de ce minuscule noyau "gauchiste" qui essayait, sans enthousiasme, de politiser la grève de Murdochville et de faire connaître le socialisme à l'eau de rose du P.S.D. (6). Le journal Vrai avait beaucoup de difficulté à

intéresser le peuple aux vérités qu'il avait pourtant sous le nez et la "cité libre" faisait figure de pieux souhait et, d'ailleurs, se résumait souvent à réclamer pour les laïcs le droit de parole dans les affaires concernant "la nation" et l'Eglise, inséparables l'une de l'autre : toute une révolution..., à obliger Clovis à ressusciter, pour voir s'il ne pourrait pas revivre dans ce Québec retardataire ce qui, jadis, l'avait rendu célèbre ! Il y a à peine dix ans, tout laïc, catholique, qui professait sa religion ouvertement et se permettait de citer lui-même, sans permission, un bout d'évangile, était considéré comme un révolté fomentant un coup d'Etat pour renverser la Hiérarchie ! Gérard Pelletier dirigeait cette révolutionnette de sacristie, tandis que Trudeau, plus pragmatique, jetait les fondements de sa "politique fonctionnelle" (opportuniste et libérale, au sens que l'on donnait à ce mot du temps de John Stuart Mill), qui allait, en 1965, en faire le secrétaire parlementaire de Lester B. Pearson, le plus insignifiant premier ministre du Canada, en cent ans de Confédération. Quant au jéciste révolté Gérard Pelletier, il est devenu l'un des nombreux députés muets du Parlement d'Ottawa qui votent toujours avec le gouvernement. Mais quand on peut vendre sa liberté et ses principes pour un bon prix, n'est-ce pas ? Pourquoi se faire des scrupules ? Le Québec, après tout, et son petit peuple de crève-la-faim, ce sont de si petites choses !

Mais, dans les années 50, ces anciens combattants, (aujourd'hui pensionnés d'un gouvernement puant de pourriture), étaient pour moi des héros, ou du moins des Voltaire québécois. Ils incarnaient une liberté pénible et mince, mais une liberté tout de même. Et toute liberté, sous Duplessis, était une marchandise rare... et qui, comme telle, coûtait cher.

J'essayai de participer, d'une façon quelconque, à la vie

politique, comme Miron m'en donnait l'exemple. Je rencontrai certains dirigeants du P.S.D. et de la F.T.Q., mais, parmi ces défenseurs du peuple qui vivaient à Outremont et qui étaient dirigés par Madame Casgrain, je me sentais un peu comme un délinquant grossier et maladroit adopté, à cause de son bon coeur, par une famille très riche et paternaliste, dont les soucis quotidiens ne se situaient pas au niveau de la classe ouvrière mais à celui de la bourgeoisie. J'aurais bien aimé connaître Michel Chartrand qui, avec sa femme, donnait de bons coups de pieds au cul aux curés et aux hommes d'affaires... à la télévision d'Etat. Mais je n'eus pas l'occasion de le rencontrer.

Comme, à part le P.S.D., il n'y avait que les vieux partis traditionnels, je me dis que la politique québécoise ne méritait pas qu'on y consacre son temps, ne fût-ce qu'une heure par semaine. Je m'occupai un peu de politique municipale, à Ville Jacques-Cartier, mais sans enthousiasme. Il était très difficile de distinguer la "bonne pègre" de la mauvaise et cet univers de "combines" plus ou moins louches eut tôt fait de m'écoeurer.

Tout cela me rendit sensible aux arguments de Maurice, selon qui l'essentiel était d'être un homme, au sens métaphysique du mot être. Être un homme fidèle à soi-même dans la pureté et aux autres dans l'amitié. Pourquoi s'accrocher à des idéologies politiques ? Seule comptait l'aventure intérieure, l'aventure solitaire ou menée à quelques-uns. L'ermitage ou le cénacle. La masse, la foule, le bruit, l'humanité en sueur, ce n'était que troupeau aveugle, que destin inutile, ou plutôt qu'absence de destin. La politique souillait ce qu'il y avait de meilleur en l'homme : son silence, son regard posé sur le fondamental, sur l'ETRE et l'ESSENCE. Il fallait vivre dans l'être pour l'être, comme on vit dans l'art pour l'art, disci-

pliner son esprit, en fonction de la recherche unique de l'essentiel : le fondement de l'existence humaine. Passer des heures à contempler les oignons de Cézanne et d'autres heures à méditer une sentence de Saint Jean de la Croix ou de Ramuz. L'univers des artistes et des mystiques n'était-il pas le seul où l'homme put trouver sa valeur ? Lavelle complétait Ramuz. Et les écrits politiques de Mounier disparaissaient sous d'épais volumes consacrés à l'Être. Dans son salon bourré de toiles, de livres et d'objets d'art, on aurait dit que l'humiliation des travailleurs avait perdu sa réalité révoltante. Elle se résorbait dans les oignons de Cézanne, que Maurice regardait comme les croyants adorent l'Hostie, y voyant Dieu.

Maurice croyait que l'engagement véritable, pour chaque homme, était d'accéder par l'art et la prière à sa pureté originelle et d'en tirer, pour l'humanité, une espèce de grâce qui la laverait de ses souillures, d'en tirer une lumière qui ferait voir le coeur du monde aux hommes. Maurice était aussi un fervent disciple du théologien allemand Hans Urs von Balthasar, qui croyait voir dans le Christ ce "coeur du monde". Teilhard de Chardin, lui, parlait de "milieu divin". Heidegger était obsédé par l'Être et le Temps, et par l'essence de la liberté humaine. Saint Jean de la Croix décrivait "la nuit obscure" de l'union avec Dieu.

Teilhard, Heidegger, saint Jean de la Croix, un bel ensemble pour qui la mort au monde était la Voie, la Vérité et la Vie ! L'être-pour-la-mort de Heidegger était ce pécheur décrit par saint Jean de la Croix qui devait se laisser consumer par l'Amour à travers la mort à soi-même. D'ailleurs, on ne pouvait connaître l'Amour que par la mort et l'Amour, c'était l'Être...

Puisque le Québec ne pouvait changer, puisque tout le monde avait la certitude que Duplessis ne broncherait pas,

que son pouvoir s'exercerait encore pendant des années, que la grande noirceur ne tirait pas à sa fin, la mystique devenait une occupation logique et l'exploitation des hommes cessait peu à peu d'être émouvante. Les gens de la vie ordinaire mouraient d'ennui et de servitude. Peut-être la mort à cette vie procurait-elle aux artistes et aux saints le bonheur, la vision béatifique, la communion avec l'Être, la seule vraie vie ? Le plus grand bonheur ne se trouvait-il pas au bout de ce long tunnel intérieur que l'artiste et le saint "se savaient" appelés à traverser dans la douleur et la nuit ?

Il fallait engager, non pas seulement une petite part de soi-même, mais tout son être, sa vie entière, son corps et son esprit, son passé, son présent et son avenir, tout, absolument tout... et attendre dans les larmes et les tourments le contact avec l'Être, le Divin, l'Amour... pour savoir, enfin ce qu'on était... et à quoi on servait !

Mais peut-être, au fond, attendions-nous de Dieu qu'il nous fasse hommes... comme si nous n'étions que des sous-hommes ou des singes en quête d'intelligence ? Je ne sais trop. Plus je croyais connaître Maurice, plus je discutais avec lui, plus je me laissais sombrer dans une espèce de rêve à demi rationalisé, à demi volontairement fou...

De quoi donc parlait Maurice quand il était seul avec sa femme ?... Elle paraissait si peu compliquée et si loin de notre recherche ! Pouvaient-ils se comprendre sans parler le même langage ? Jamais elle ne participait à nos longues conversations "philosophiques". Elle préparait les repas, lavait les enfants, rangeait les livres qui traînaient ici et là, nous servait le café avec une douceur qui la rendait plus belle que les femmes de Modigliani. Et chaque fois que je la regardais, je me récitais intérieurement un poème d'Eluard ou d'Aragon. (J'aurais aimé qu'elle pût commettre l'adultère, même si

Maurice était mon ami). Puis, après cette détente qui n'aurait jamais dû cesser, recommençait notre effort, notre besoin (?) de découvrir, à tout prix et de savoir, une fois pour toutes, en quels domaines, au juste, résidait ce fondamental que nous cherchions... comme d'autres, plus simples, font des mots croisés avec patience. Mais pour nous, il n'y avait jamais de réponse et, finalement, nous n'étions sûrs de rien, sauf que cette recherche nous rendait de plus en plus las du Québec, des Québécois et de nous-mêmes...

Nous découvrions avec stupeur un vide immense dans notre vie. J'avais 17 ou 18 ans. Il en avait 24. J'étais célibataire. Il était marié et père de trois enfants. Mais notre vide était le même. Nous éprouvions, à nous contempler, le même vertige : le Québécois n'avait rien à vivre... même pas une guerre, comme l'Algérien qui, du fond même de son bled, se sentait libre et digne, concrètement valorisé. Nous, nous étions acculés à trouver notre valeur dans ce qui peut-être n'existait pas : l'Être, qui était toujours disposé à prendre, dans notre imagination, la forme que nos préoccupations ou nos sentiments du moment voulaient bien lui prêter. Et il ne ripostait jamais, pas plus que les oignons de Cézanne n'osaient contredire tout ce que Maurice leur faisait dire.

Je m'habituais à cette drôle de mystique, comme on s'habitue à l'opium. Je prenais goût à l'intoxication, à la mythomanie. Je m'inventais un univers pour nier cette vie et ce pays que je méprisais. Il fallait que plus rien d'autre n'existe pour que l'Être apparaisse et me dévore ; car, au fond de moi-même, je demandais à mourir... Depuis mon enfance, j'avais, des années durant, appliqué mon intelligence d'humilié à chercher une issue, puis à justifier le désespoir des pauvres, puis, de nouveau, à chercher un moyen de réveiller les miens... En vain. "Rien ne devait changer", comme l'a-

avait dit Maria Chapdelaine. Rien ne devait changer... Pourquoi donc n'étais-je pas comme les autres, résigné ou engourdi, écrasé ou endormi ? Pourquoi avais-je appris à lire et à écrire, si ce n'était que pour me sentir plus mal à l'aise dans ma peau que la majorité des hommes ?

Je me mis à écrire un troisième roman, que j'intitulai Les porteurs d'eau. Je cessai d'envoyer des articles au Devoir. La grève de Murdochville avait pris fin dans l'indifférence presque générale. Duplessis, après avoir, une fois de plus, remporté une victoire éclatante, achevait de vendre le Québec aux Américains. Dans ce pays muet, immobile comme un grand corps exsangue, des vivants s'interrogeaient tout à coup comme s'ils étaient en danger de mort ; ils n'avaient pas tort.

Des poèmes, remplis de violence, furent publiés, ici et là, annonçant le dégel prochain et le premier espoir du Québec, depuis 1837.

Maurice voyait les événements se dérouler avec un détachement mêlé de dédain. Miron ne perdait rien de sa foi et de sa folie. Moi, j'étais crevé ; partagé entre l'espoir de Miron et le détachement de Maurice. Pour échapper à cette torture, je me délivrai, pendant des mois, de mes monstres, en les laissant hurler, tuer, violer, prier, pleurer, aimer et égorger, dans ce roman informe, qui n'avait rien de commun avec ce que j'avais déjà écrit. Le déchainement de l'angoisse avait succédé soudain à la sécheresse froide de mon désespoir tranquille et cérébral de l'année précédente.

Comme les personnages de Faulkner (Absalon ! Absalon ! et Le bruit et la fureur) et ceux de Joyce, en particulier Molly Bloom (Ulysse), mes héros, prisonniers de la grande noirceur, se débattaient dans une violence verbale à la fois terrifiante et terrifiée, où les fous rires étaient des sanglots

désespérés et les cris de désespoir, des éclats de rire à vous fendre le visage en deux, de colère !

Et tout cela dans le paysage inchangé de Ville Jacques-Cartier : des taudis noircis, des rues poussiéreuses, des enfants nus et crottés, des hommes qui se saoulaient, des femmes qui blasphémaient et des curés qui braillaient, chaque dimanche, parce que les collectes dominicales ne rapportaient pas assez de piastres !

9

Entre-temps, j'avais fait la connaissance de Michèle (7), lors du lancement de l'Etoile pourpre, d'Alain Grandbois par les éditions de l'Hexagone. Après avoir échangé quelques mots avec Grandbois et Anne Hébert, je m'étais retiré dans un coin de la salle de l'Ecole des Beaux-Arts, où le lancement avait lieu. Je sirotais un verre de cidre tout en observant cette société sophistiquée, avec mépris.

Une jeune femme, aux cheveux très noirs et aux yeux verts, dont la robe de laine rouge accentuait la beauté et la fermeté des seins, me tendit un petit gâteau en me disant :

— Comme vous avez l'air moqueur ! Cette foule ressemble à un cirque, n'est-ce pas ?

— Oh ! vous savez, les gens... Ils sont ce qu'ils peuvent...

Elle sourit de toute sa bouche sensuelle, de ses yeux très grands, lumineux, de ses cheveux longs qui tombaient sur ses épaules nues... et que j'avais déjà envie de caresser.

— Quel livre lisez-vous en ce moment ? me demanda-t-elle en apercevant la plaquette qui sortait de la poche gauche de mon veston. De la poésie ?

— Oui. Dylan Thomas (8).

— Oh ! Qui est-ce ?

Je lui racontai la vie de Dylan Thomas et, à travers ce récit, je lui parlais de plus en plus de moi, de cette recherche d'absolu, dont j'ai parlé plus haut.

Elle m'écouta, sans dire un mot. Jamais je n'avais perçu dans un regard de femme une curiosité aussi intense. Elle colla ses genoux aux miens, posa ses mains sur mes cuisses, et, toujours muette, approcha sa bouche si près de la mienne que j'en avais le vertige. Puis elle retira ses mains, se préparant à se lever.

— Pierre, dit-elle, tu veux venir chez moi dimanche ? Robert..., enfin mon mari ne sera pas là. Il faut que tu me parles encore de Dylan Thomas. On dirait que sa vie, son ivresse...

Elle n'acheva pas, écrivit rapidement son nom, son adresse et son numéro de téléphone sur l'une des pages du recueil de Thomas, juste au-dessus de ce long poème, dont j'ai oublié le titre, mais qui raconte, avec nostalgie et un profond besoin d'être aimé et d'aimer, l'enfance de cet Irlandais alcoolique et génial.

— A dimanche ! dit-elle.

— A dimanche !

Et elle disparut dans le cirque littéraire.

Je demeurai quelque temps figé sur place. Puis je sortis

doucement de la salle et retournai à Ville Jacques-Cartier, interrogeant l'image souriante de Michèle.

Un rêve ?

Je vis de plus en plus rarement Maurice, Miron et la plupart de mes amis, consacrant mes fins de semaine à découvrir et à posséder Michèle, à me laisser fouiller et méduser par elle. Nos relations étaient sensuelles et tourmentées, comme les soliloques qu'inventaient Les porteurs d'eau, avec une délivrance complaisance dans l'immoralité.

Robert continuait d'être son mari et ils continuaient de coucher ensemble, sauf durant ces fins de semaines où son métier de journaliste l'obligeait à s'absenter pour "couvrir" un congrès ou une convention quelconque.

J'étais jaloux et je le lui avouai, un dimanche où les caresses de Michèle ne semblaient plus vouloir se délier de ma chair bouillante de sang. Je commençai à parler et mon amertume surgit de ma bouche comme un insecte qui inspire de la répulsion aux femmes. Elle délia ses caresses comme on défait un songe et me dit que je n'étais pour elle qu'un ami, alors que lui (il était plus âgé qu'elle d'au moins quinze ans) était vraiment son homme. Avec moi, comme avec d'autres, elle s'était amusée à jouer aux fesses entre deux chansons tristes de Ferré, un verre de whisky à portée de la main... Et moi qui prétendais la posséder, la pénétrer complètement, quand je la serrais de toutes mes forces sur mon corps bandé à craquer, j'éjaculais ma virilité dans une catin de soie précieuse. J'aurais pu aussi bien me masturber avec un mouchoir de luxe !

Je me retirai de son corps avec une douleur hurlante au ventre. J'eus envie de la gifler, de lui briser un disque sur la tête, de la noyer dans son bain. Mais je ne pensais qu'à la caresser de nouveau. Je promenai mes mains sur son corps

magnifique. Humilié et à demi-fou, je lui demandai de m'expliquer... Elle sourit, comme au soir de notre rencontre, semblant me dire : "Mon pauvre vieux, tu es trop exigeant. Pourquoi cela ne te suffit-il pas de t'amuser, comme les autres ? coucher avec quelqu'un n'a rien d'extraordinaire, ça n'engage pas davantage qu'une soirée au théâtre. Un jeu, un jeu, Pierre ! Cesse donc de chercher l'Absolu en tout. Faire l'amour, après tout, ce n'est pas trouver... Dieu, ni même se trouver soi-même."

Des paroles d'une grande douceur tombèrent soudain sur moi :

— Tu sais, Pierre, trop de choses, de souvenirs, d'habitudes m'attachent, aujourd'hui, à lui. Nous ne sommes pas mariés, légalement parlant, mais nous sommes trop unis pour nous séparer. Nous nous amusons avec les autres, selon les occasions et les individus qui se présentent, mais nous ne faisons vraiment l'amour qu'ensemble. Je ne sais si tu peux comprendre... Nous nous sommes "trahis" des centaines de fois, et chaque fois, ce fut une occasion pour nous de nous réconcilier... comme si, chaque fois, nous faisons l'amour à neuf, différemment. Tu n'es pas le premier à vouloir me battre. Et je suppose que bien des femmes rêvent de tuer Robert, car c'est un Don Juan de race..."

Je me sentis torturé, comme si ses ongles voulaient m'arracher un morceau de chair. Elle en voulait peut-être pour déjeuner.

Je m'affalai sur son lit comme un clown de Picasso interrogeant le Destin. Je n'étais pas un Don Juan.

Je revis encore, quelques fois, Michèle ; car on n'oublie pas facilement une peau comme la sienne. Mais la jalousie me rendait presque impuissant. Le seul fait de penser que nous jouions la comédie me donnait envie de la jeter dans un coin comme une poupée d'enfant qui ne peut pas dialoguer avec son propriétaire. Je rêvais d'Elsa, et je n'avais, dans mes bras, qu'un paquet de sensations. Je découvrais que la sexualité n'engageait en rien l'être (dont j'avais tant discuté avec Maurice) et n'était qu'un exercice physique plus subtil et plus envoûtant que les autres. Ce n'était pas l'amour. Mais l'amour existait-il ? Elsa, après tout, ce n'était peut-être rien de plus qu'un poème ?...

Je retournai, peu à peu, à mes méditations philosophiques sans raconter à Maurice ce que je venais de vivre, causant d'essence et d'existence tout en dévorant des yeux sa femme.

J'allai de temps à autre chez Miron, rue Saint-André, pour y entendre la douleur que déclamait ce grand amoureux des femmes et de son pays et qui ne se sentait libre que de souffrir à voix haute. Je comprenais mieux "la marche à l'amour" et l'avantage que les prostituées possèdent sur les belles femmes du "free love" : le don d'elles-mêmes. Et la rue Saint-Denis était notre domaine, car c'était la rue des bordels, des restaurants moches et de la vérité toute crue. Ici, les femmes et les hommes ne jouaient pas la comédie de la fausse émancipation et de l'égoïsme amoral (comme l'argent), mais vivaient simplement en s'échangeant des services ordinaires, nécessaires, consolants... Bienheureuse débauche qui n'humilie jamais le pauvre, le mal foutu, l'angoissé, l'ouvrier, le quéteux... et qui, si souvent, si souvent, délivre de l'agonie ou du suicide !

11

Toutes ces expériences formaient la matière vivante, presque volcanique, des Porteurs d'eau. Ce roman m'envoûtait moi-même. On aurait dit que je m'injectais une drogue de mon invention, une drogue qui pouvait, à certaines heures privilégiées, transformer en couleurs vives, en rouge, en jaune, en vert, la grande noirceur de l'existence québécoise, inconnue du monde.

Cette drogue pouvait provoquer, alternativement, l'euphorie, le désespoir, le mysticisme, le goût de la mort ou le besoin d'un Dieu. Mais, elle ne changeait rien à ma servitude quotidienne, à mon ennui fade et morose de commis de bureau. Et quand je ne travaillais pas chez L.G. Beaubien, agents de change, l'écriture, la discussion ou l'amitié ne faisaient que me distraire (au sens pascalien du mot "distraction", comme dirait Maurice), ne faisaient donc que me distraire de mon profond dégoût de la vie, qui n'était que l'angoisse permanente d'une culpabilité inconsciente et tenace.

Je me sentais coupable de haute trahison envers ma classe, envers les miens, qui, eux, n'étaient pas existentialistes mais catholiques pratiquants; qui n'étaient pas écrivains et "géniaux", mais "cheap workers" sans voix et sans instruction; qui n'attendaient pas la révélation de l'Être, du Sens... mais uniquement, même au plus profond de leur résignation, ou plutôt de leur total écrasement, l'organisation pratique de leur potentialité illimitée, de leur immense force inemployée, jugulée, aliénée. Et c'est peut-être pourquoi, un jour de printemps (en avril 1958, je crois), je pris soudainement parti pour les aliénés et donnai aux boueurs, qui courraient dans

ma rue derrière un incinérateur mobile, ce gros manuscrit, presque terminé, qui avait pour titre Les porteurs d'eau.

Le soir même, j'achetai des fleurs, que j'offris à ma mère, le jour de Pâques. Malheureusement mon geste lui parut aussi futile que l'envoi d'une carte conventionnelle à l'occasion des Fêtes.

J'allai me promener au bord du fleuve. J'aimais interroger l'existence à travers cette masse d'eau qui, sans arrêt, depuis des dizaines de siècles, descendait vers l'océan sans fond, avec une régularité, un calme, que seuls les hommes pouvaient troubler avec leurs inventions: leurs cargos, leurs paquebots et leurs hydravions. J'aurais aimé me glisser dans cette eau, appartenir au règne végétal, devenir une algue paisible, dans les profondeurs de l'eau, une chose qui ne se pose pas de questions, un être qui n'a pas besoin de l'Être pour être.

J'avais perdu le goût d'agir, le besoin de faire. A quoi bon être un homme?

J'avais offert des fleurs à ma mère. A quoi bon?

J'avais détruit mes drogues littéraires. A quoi bon?

J'avais aimé Michèle. A quoi bon?

J'étais un fils d'ouvrier. A quoi bon?

Miron, Maurice, Raymond, Ti-Guy, Johnny, Yvon... des tas d'amis. A quoi bon?

J'étais, de tout coeur, avec les partisans algériens et cubains. A quoi bon? Ici dans ce maudit pays, je n'étais rien!

Mais je me sentais confusément coupable... ou responsable. Je ne savais plus.

J'avais dix-huit ans.

NOTES

(1) Les tavernes étaient "interdites" à Ville Jacques-Cartier, chef-lieu de la pègre! Sans doute, les curés avaient-ils obtenu cela de la pègre en échange d'autre chose...

(2) Maurice est un pseudonyme pour désigner l'un de mes très grands amis, que mes propos sur sa conception de la vie pourraient gêner si son nom était connu.

(3) Claude Fournier venait alors de publier aux éditions de l'Hexagone, dirigées par G. Miron, *Le ciel fermé*. Ce recueil de poèmes m'avait beaucoup plu et j'avais écrit à Fournier pour le rencontrer. Fournier m'avait répondu aussitôt. Ce fut mon premier "contact" (anglicisme) dans le milieu "littéraire" de Montréal.

(4) Allusion au titre d'un article que j'écrivis pour *Cité libre*, au début de 1962, et qui avait pour titre: *Nous éveiller à la profondeur de notre existence*.

(5) Paul Van den Bosch a bien décrit cet état d'esprit dans un petit essai, *Les enfants de l'Absurde*, publié aux éditions de la Table Ronde (Paris) vers 1957.

(6) Ancien nom de la section québécoise du C.C.F.-N.P.D.

(7) Michèle est le pseudonyme de la femme que j'ai le plus aimée et qui m'a fait le plus souffrir. Depuis que je suis en prison, il m'arrive tellement souvent d'y penser que je ne peux, à certains moments, résister au besoin de lui parler au moyen d'un poème ou d'une lettre que je cache sous mon oreiller. C'est terrible comme la vie de prison rend sentimental!

(8) *Choix de poèmes*, publié par Seghers, Paris.

La liberté en friche

Après avoir brûlé mes dernières notes manuscrites (tout ce qui me restait de tant d'années de luttes et de déchirements... inutiles), j'eus l'impression d'être libéré de tout, d'être délivré du lourd fardeau de donner un sens à ma destinée de prolétaire-philosophe, d'être dispensé, par Celui qui avait permis que j'existe, de choisir moi-même "mon avenir". Je me mis à rêver de Dieu et à me sentir comme heureux de lui abandonner mon sort. Quelque chose de profond et d'indéfinissable m'envahit de l'intérieur. Des mots insensés me vinrent à l'esprit. "La mort vaut bien la vie. Tout est vain. Peut-être même l'au-delà de la mort est-il le commencement de la vie..." Plus tard, sur un pont enjambant la Seine, à Paris, je ressentirai la même chose, avec un besoin, difficile à retenir, de plonger dans la nuit du fleuve.

Mais, à l'automne de 1958, c'est dans "la vie religieuse" que je plongeai, les yeux fermés, comme on se suicide. Quelques mois auparavant, désabusé et fatigué jusqu'aux os, j'avais eu une "révélation" en lisant *Le milieu divin*, de Teilhard de Chardin, et comme Charles de Foucauld, je m'étais "converti" subitement.

Comme un fou, mi-poète, mi-philosophe, j'essayai de m'unir, à travers Dieu, à l'univers que je ne comprenais pas. Je "risquai" l'aventure intérieure qu'appelait la conception de l'existence humaine qu'avait Maurice et je tentai de la pousser jusqu'à ces extrêmes limites.

1

Mon année de noviciat se déroula dans la paix qui accompagne la folie des malades mentaux "euphoriques". Pas de crises de rage. Pas de coups de poings sur les murs. Rien qu'une bienheureuse indifférence au monde.

Comment pouvais-je réellement croire en Dieu ? A ce Dieu dont j'avais entendu parler seulement par des imbéciles pour qui le dessèchement physique et mental s'appelait "la chasteté", la stupidité "l'humilité" et la peur de vivre "l'obéissance" ?

Ma "spiritualité" était d'ailleurs quelque chose d'assez unique et puisait son inspiration autant dans "l'essence de la

liberté" de Martin Heidegger, "la liberté, pourquoi faire ?" de Georges Bernanos, l'angoisse de Kierkegaard et la recherche du "château" de Kafka, que dans les écrits mystiques de Saint Jean de la Croix et l'Evangile de saint Jean, les deux seuls écrits chrétiens qui m'apparaissaient "solides" parmi ceux que je connaissais. Quand j'étais écoeuré d'attendre le "contact" avec le Coeur de Dieu dans mon désert plein du silence des morts-au-monde, je faisais un peu de philosophie et je me disais : "Mon vieux, plus la recherche intérieure est profonde, ou se veut profonde, plus elle a de chance d'offrir asile et justification à l'angoisse, au désespoir, au mensonge, à la lâcheté, à l'hypocrisie, et plus simplement encore, à la bêtise..."

Pourquoi en effet, étais-je là ? Au milieu de ces Franciscains débonnaires que la vie ordinaire, si pleine de souffrances, semblait toucher si peu ?

A cause de saint François ? Que connaissais-je de ce saint homme qui avait osé braver la puissance matérielle de la papauté et qui jeûnait dans les grottes d'Italie pour expier ses péchés ?

Vraiment, je suis incapable, encore aujourd'hui, de m'expliquer exactement ce qui s'est passé. Une psychanalyste me dit, un jour, qu'inconsciemment j'avais voulu me réconcilier avec ma famille, mon milieu et les valeurs traditionnelles de ce milieu, parce qu'alors ma révolte n'avait pas atteint un niveau de conscience suffisant pour échapper au profond sentiment de culpabilité entretenu par "l'univers morbide de la Faute" dans lequel le Québec s'est développé sous l'influence des ultramontains des trois premiers siècles de son histoire, qui ont organisé la véritable armature de la société québécoise (jusqu'à ces toutes dernières années) : l'Eglise catholique, qui a su allier à sa hiérarchisation des classes et des

fonctions, l'égalité de tous... devant Dieu... et dans le péché originel ! Egalité bien arbitraire, mais qui, enfoncée dans notre esprit dès l'enfance, a réussi ce tour de force assez fantastique de nous rendre, pendant des siècles, égaux dans la culpabilité, la honte, l'impression continuelle de défaite et le sentiment, encore très profond au Québec, que la vie au fond ne vaut pas la peine d'être vécue. L'Eglise a fait de nous — en s'appuyant sur nos conditions d'existence d'exploités, de colonisés et de "non-instruits" — un peuple de citoyens honteux d'eux-mêmes, coupables avant même d'avoir eu l'occasion de poser des gestes libres, dégoûtés de la vie, cherchant refuge dans la promesse d'un bonheur céleste éternel. La "révolution tranquille" a commencé à faire sauter cette "routine" aliénante, déshumanisante, mais un long chemin reste encore à parcourir pour que tous les révoltés du Québec échappent réellement à la culpabilité et soient en mesure de s'auto-déterminer sans se référer à l'enseignement qu'ils ont reçu, à la religion des esclaves et des opprimés.

Au noviciat, j'ai essayé de comprendre "le péché originel égal et fondamental" dont parle, dans plusieurs ouvrages, le protestant Kierkegaard. J'ai essayé de faire le lien entre ce postulat et cette deuxième affirmation qu'il y a beaucoup d'appelés, mais peu d'élus... et que même "les élus" ne seraient pas égaux au paradis : ils n'auraient pas tous d'aussi bonnes places que les anges et les canonisés dans l'estrade céleste où Dieu, assis sur son trône, passe son éternité à se faire adorer et servir !

Egaux dans le péché, nous ne l'étions plus dans la rédemption !

De plus, l'égalité dans le péché était plutôt difficile à percevoir concrètement. Car certains pécheurs portaient des couronnes ou des tiaras sur leur tête, d'autres avaient des insi-

gnes en or sur leur poitrine, certains étaient des businessmen très riches, et des exploiters du peuple, d'autres étaient des chefs d'Etat anti-ouvriers, colonialistes, militaristes... Mais l'immense majorité des hommes, il est vrai, étaient égaux dans la pauvreté, l'insécurité. On disait qu'ils auraient les premières places au Ciel. Mais comment donner des "premières" places à autant de monde ? D'autant plus qu'il y aurait peu d'élus ?

Je cherchai des réponses à ces questions dans la Bible, mais les Livres de la Bible se contredisent souvent les uns les autres... et même les paraboles évangéliques et les enseignements du Christ sont remplis de contradiction.

Cette "dialectique" qui passionnait Kierkegaard ne faisait-elle pas le jeu des classes dirigeantes, des capitalistes, en demeurant au niveau des conflits "intérieurs", entre la chair et l'esprit, et en se transformant en activité mystique individuelle et inoffensive (parce que gagnée d'avance à la non-violence et à "l'expiation" des péchés) plutôt qu'en activité sociale, collective, pratique... et nécessairement violente ?

Kierkegaard, comme tous les curés, disait de faire "le saut" dans la Foi, dans le néant, dans la croyance en l'Incroyable, en l'Inintelligible, au Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob.

J'avais fait "le saut"... et je me retrouvais comme avant. Toutes les questions demeuraient ouvertes. Mais alors qu'avant le saut dans la Foi, tout m'était permis, maintenant tout m'était défendu. Et c'est dans le mépris de moi-même et du monde que l'on m'apprenait à trouver l'Amour, la Voie, la Vérité, la Vie, l'Etre. Je ne trouvais rien du tout, si ce n'est une certaine discipline corporelle qui améliora grandement ma santé et me rendit moins nerveux. Comme de longues vacances à la campagne reposent l'organisme.

Au fond de moi-même, je méprisais cette vie, car là la

pleine égalité des volontés personnelles des individus existait dans la mesure même où ces volontés ne voulaient rien, selon l'expression très juste d'Engels, mais obéissaient comme les moutons broutent leur herbe sans se poser de questions, parce que Dieu l'a voulu ainsi. Voilà la liberté pratique de ceux qu'a touchés la "grâce" de Dieu : la liberté de brouter de l'herbe sans grogner. Heureusement, Dieu épargne de sa "grâce" un nombre croissant de Québécois. C'est pourquoi le Québec a cessé d'être une colonie tranquille de Washington et du Vatican. Dieu et son Ciel se meurent dans les esprits québécois qui se sont, enfin, réveillés des pieux rêves de leur enfance. L'obéissance stupide, la servitude sanctifiée ont cessé d'être des "vertus". Elles deviennent ce qu'elles ont toujours été : des non-sens, des chaînes qu'il faut briser. La décolonisation politique et économique du Québec s'accompagnera de la désaliénation des Québécois. L'Eglise fera moins d'argent, mais le peuple sera libre.

Plusieurs au Québec ont enfin compris que la solidarité entre exploités, entre humiliés, entre opprimés, n'est rien qu'un esclavage "sublimé" en commun. La solidarité ne peut exister qu'entre hommes libres. C'est pourquoi, au grand désespoir des évêques, de l'aristocratie cléricale, le nombre des "vocations religieuses" et des prêtres ne cesse de diminuer tandis que celui des révoltés et des révolutionnaires augmente.

En 1958, 1959, 1960, ... j'ai passé des mois et des mois à chercher les raisons, le pourquoi de mon existence. J'ai fait de la métaphysique. J'ai essayé, par la mystique, d'attraper Dieu "par le collet" et de le faire parler. J'ai perdu mon temps et pas mal de mes énergies au sport de la "sanctification", de la purification de l'âme, de l'oraison, etc.

Car même si la grande noirceur duplessiste s'était transformée, grâce à Dieu, en "la nuit obscure" des mystiques décri-

tes par Saint Jean de la Croix, la Foi elle-même demeurait une chose "insensée", intangible et hors de la réalité. Il n'y avait que deux attitudes logiques : croire sans comprendre, ou laisser Dieu où il est. J'essayai de croire et de comprendre. Mais plus je faisais d'efforts pour croire, moins je comprenais, et moins je comprenais, moins cela me plaisait de croire ; plus je me mettais à penser que, tout compte fait, la seule chose à faire était d'oublier Dieu et de chercher à comprendre la vie humaine à même ses conditions de développement, à même son histoire, son évolution. Car si Dieu avait une réponse à donner à l'homme, un sens à donner à l'existence humaine, n'était-ce pas à lui de "s'expliquer" puisque, d'une part, nous ne pouvions l'atteindre que par une foi aveugle, muette, sans réponse, et que, d'autre part s'il existait et si vraiment il était Amour, comme disait saint Jean, il connaissait nos questions, nos angoisses : pourquoi alors ne prenait-il pas les moyens, lui qu'on disait tout-puissant, de nous rejoindre ? ... Pour "purifier" davantage notre foi, me disait-on. C'est comme si un amoureux disait à celle qu'il aime : "Tu souffres, chérie ? Tu me demandes de répondre à tes longues lettres ? Tu ne sais pas ce qui arrive ? Tu n'es plus sûre de rien ? Mais, ma vieille, c'est justement ainsi que je t'aime. Quand tu souffres. Et plus tu souffres, plus je t'aime. Souffre, souffre, souffre ! Je t'aime ainsi."

— Fuck this love ! dirait un Américain ou une Américaine. En effet, "fuck this love !" Et vive la pauvre petite liberté humaine !

"Masturbez-vous, Seigneur, et soyez à nouveau crucifié si cela vous passionne tant ! Mais, de grâce, foutez le camp au plus tôt !" C'était le thème de mes oraisons, moins de deux ans après le "saut" kierkegaardien dans la Foi, avec un F majuscule pour bien marquer le caractère "métaphysique" de ce saut absurde.

La rage que j'avais connue au collège me reprit. J'étais maintenant, depuis septembre 1959, étudiant en philosophie au scolasticat des Franciscains à Québec : cœur et cerveau de l'obscurantisme traditionnel, depuis que Mgr de Laval y a fondé son Etat-dans-l'Eglise au XVII^e siècle. (Même en 1967, l'Etat québécois n'est pas encore tout à fait sorti de l'Eglise.)

J'avais appris à connaître un peu mieux la spiritualité chrétienne et sa pratique masochiste. J'allais maintenant faire connaissance avec l'institution politique et économique qui se cache derrière cette spiritualité apparemment fondée sur la charité.

La charité joue dans l'Eglise le même rôle mystificateur que la démocratie illusoire joue dans le système capitaliste. La démocratie capitaliste nous demande d'exercer, tous les deux ou quatre ans, "notre" droit de vote — ce droit ridicule qu'on nous laisse de choisir entre deux, trois ou quatre voleurs, celui que nous "préférons" (!) mettre au pouvoir ; sans, toutefois, nous laisser la liberté de remettre en question les fondements de cette démocratie qui est sensée accorder des "droits" égaux à tous les hommes. La charité chrétienne joue un rôle semblable (et complémentaire) à celui du "droit de vote". Le christianisme demande de prier pour "les méchants" et de faire "l'aumône", de temps à autre, pour aider les "miséreux" et expier ses propres péchés, mais, lui aussi, s'oppose farouchement à une remise en question du système capitaliste — qui permet qu'il y ait tant de "miséreux" dans le monde — et surtout à la conséquence pratique d'une critique lucide et honnête du système : son renversement.

Des individus dans l'Eglise peuvent être progressistes, comme il existe des réformistes dans l'Etat capitaliste, mais l'Eglise en tant qu'institution est essentiellement réactionnaire, (politiquement, économiquement et idéologiquement) et

n'a pas grand-chose à voir avec l'Evangile de Jésus-Christ, si ce n'est une "phraséologie de circonstances" qui pratiquement ne signifie rien. Les discours du Pape, comme ceux de Lyndon B. Johnson, sont remplis de démagogie et visent un objectif unique : la conservation des énormes privilèges que la "hiérarchie" de l'Eglise retire de sa coopération avec les businessmen et les chefs d'Etat de l'Ordre établi. Tout le monde sait, aujourd'hui, que l'Eglise est l'une des plus grandes institutions financières du monde capitaliste et la plus sûre "garantie morale" du système d'exploitation de l'homme par l'homme. Et dire que tout cela est, en grande partie, financée par l'argent des exploités abusés, qui achètent des indulgences, des messes-pour-les-morts, des messes-pour-les-âmes-du-purgatoire, des médailles, des chapelets, des statues, le pardon de leurs péchés, etc. Avec tout cet argent, les "princes" de l'Eglise font de gros et profitables "placements" dans les grandes corporations multi-nationales et retirent des dividendes fabuleux qui sont soit réinvestis dans ces corporations, soit investis dans "la patente", l'Eglise elle-même, qui, par le biais de la charité et du "salut éternel", suce l'argent du peuple quotidiennement, avec la patience et la ténacité dont seuls ces "religieux" capitalistes sont capables.

J'ai été témoin chez les Franciscains, qui sont sensés être les plus pauvres d'entre les pauvres, de discussions "très mystiques" concernant la vente de leur maison de la rue Marie-Guyard à l'Université de Montréal. Je ne sais à quelle entente sont parvenus les Franciscains et l'administration de l'Université. Mais je sais — pour l'avoir entendu de la bouche même du "manager" du temps, le "frère procureur" — que l'intérêt des Franciscains était alors de faire le plus de profits possibles (de l'ordre d'un million, si je ne me trompe) par la vente de cette maison qu'ils avaient achetée à bas prix.

autrefois, d'une riche personne "charitable", que les pieds nus des Franciscains rendait très sentimentale et pieuse. Et pourtant les Franciscains sont sensés, d'après leur Constitution, ne jamais faire de "spéculations financières" ! Que se passe-t-il alors dans ces autres communautés que leur Constitution, au contraire, encourage aux investissements ?

Le curé-politicien du Lac Saint-Jean, l'abbé Villeneuve, a déclaré en 1966, à un journaliste du Magazine Maclean, que les Québécois ne devaient rien à l'Eglise. C'est l'exacte vérité. Les Québécois ne doivent rien à l'Eglise, si ce n'est trois siècles d'obscurantisme. Mais l'Eglise doit à notre ignorance et à notre passivité d'être devenue la plus grosse institution financière canadienne-française, la seule que les Américains "respectent".

A. Québec, j'ai été le témoin oculaire et révolté de deux faits, parmi des centaines d'autres, dont la signification est facile à comprendre. Premièrement, à la veille des élections de 1960, on nous distribua la propagande électorale de l'Union nationale. (Il faut préciser que le seul journal que nous pouvions lire était l'Action de Québec. Il fallait aller voler Le Devoir et la Presse dans la section réservée aux Pères, pour avoir une vue un peu moins "politisée" de ce qui se passait au Québec !) Deuxièmement, alors que la communauté se gavait d'une abondante nourriture et buvait assez souvent du Grand-Supérieur, les pauvres qui frappaient à la porte du monastère ne recevaient qu'un ou deux sandwiches de "paris-pâté". Je fus portier un jour, un seul, et le "portier en chef" me reprocha de mettre un peu trop de "paris-pâté" dans les sandwiches. "Après tout, me dit-il, nous ne sommes pas riches !" Je ne retournai plus jamais travailler à la porterie, car je crois que j'aurais donné des revolvers aux pauvres plutôt que ces sandwiches "dégueulasses".

J'ai lu tous ces grands théologiens que l'Eglise a "excommuniés", ces vingt dernières années : Rahner, de Lubac, Congar, Daniélou. Mais je n'ai jamais pu comprendre qu'après avoir critiqué si justement l'institution, ils n'aient pas rompu carrément avec l'Eglise. C'est bien beau de faire appel au "corps mystique" de l'Eglise pour justifier sa foi en elle. Mais du même coup, ne justifie-t-on pas aussi, indirectement, l'institution tout entière, son économie, sa politique, sa pensée sociale réactionnaire, son conservatisme fondamental ? Ce n'est pas de "conciles" et de "réformes liturgiques" que les exploités et les affamés du monde ont besoin, mais d'une révolution. Tout le reste n'est que savant verbiage entre "la gauche" et la "droite" d'une même classe d'exploiteurs, conscients ou inconscients. La foi au "corps mystique", comme "la sincérité" et "l'honnêteté" de certains moralistes, n'a jamais rien changé et ne changera jamais rien aux conditions d'existence insoutenables de la majorité des hommes de la planète. Les "conciles" me font penser aux débats parlementaires des pseudo-représentants du peuple : ils finissent toujours par ratifier de petites "combines" savamment élaborées dans le but de faire croire au progrès, mais ne proposent jamais de changements radicaux. Qu'est-ce que le peuple gagnera à prier en français plutôt qu'en latin ? Cela fera-t-il diminuer la dîme ? Cela augmentera-t-il le nombre des emplois et fera-t-il diminuer le coût de la vie ? Cela changera-t-il quelque chose à l'oppression de tous les jours ?

Refaire le visage de l'Eglise, comme refaire celui du système capitaliste, ne modifie que bien superficiellement sa nature ! Une sorcière qui subit une chirurgie plastique pour faire disparaître ses verrues et son nez crochu n'en demeure pas moins une sorcière.

L'Eglise est la sorcière de Dieu et je souhaite que les Qué-

bécois de l'avenir apprennent à s'en passer comme les enfants d'aujourd'hui ont cessé de croire au "Bonhomme Sept-heures" pour s'intéresser aux aventures réelles des astronautes.

2

Comme on peut s'en rendre compte, ma "piété" était pas mal acide. Et j'avais plus souvent envie de briser des chaises, des bénitiers, des troncs et des statues que d'imiter le masochisme canonisé de Thérèse de Lisieux. Mon professeur de philosophie, avec qui "je me défoulais", certains jours, en lui disant ce que j'avais sur le coeur, éclatait d'un grand rire rabelaisien chaque fois que je me mettais en colère. Il y avait longtemps qu'il avait pris son parti de la bêtise humaine dont l'Eglise est remplie. Pour échapper au désespoir (et peut-être aussi à l'effort de se révolter carrément contre ce qu'il appelait "les commissaires"), il s'était réfugié dans la philosophie et une espèce de relativisme, d'agnosticisme, qui n'osait dire son nom ni surtout "passer à l'acte". Durant ces cours, il nous initiait bien davantage à la théorie de la relativité d'Einstein et à la doctrine "interdite" de T. de Charadin sur l'évolution de l'homme qu'à la piteuse philosophie thomiste diluée par la sottise du docteur Grenier, de l'Université Laval. Mais son agnosticisme pratique demeurait un

individualisme malheureux, honteux, tourmenté et, finalement, hypocrite, puisqu'il "jouait le jeu" en faisant croire qu'il le faisait par obéissance et charité. En réalité, il "jouait le jeu" par paresse, sinon par lâcheté. Et cela m'écœurerait d'autant plus que, parmi la bande d'idiots qui peuplaient ce saint monastère, il était à peu près le seul être intelligent. Mais comme bien d'autres, il avait abdiqué avant même d'avoir vraiment livré bataille. Il me fallut un certain temps avant de décider définitivement de reprendre mes culottes et de retourner à mon ancienne liberté. D'une part, je passais beaucoup de temps à chercher dans l'oeuvre de Congar et de Lubac des raisons de croire, car "retourner" à mon athéisme me faisait peur. D'autre part, j'étudiais, à cette époque, certaines oeuvres de Husserl et de Merleau-Ponty ; cette étude m'absorbait tellement que j'en oubliais facilement la bêtise qui m'entourait. Enfin, je mangeais bien, je n'avais aucun problème financier, et il y avait là des livres en abondance.

Mais tout cela commençait à sentir un peu trop fortement "le sacrilège", c'est-à-dire en langage courant : la malhonnêteté avec soi-même. "Les commissaires" se mirent à discuter mon cas, car je commençais à semer la pagaille dans le scolasticat ; je rotai à table, je "pétais" durant les offices religieux, je dormais aux heures d'oraison, je chantais "de mauvaises" chansons en prenant ma douche et j'allais même jusqu'à danser le rock'n roll dans la salle de lecture ! Scandaliser ces imbéciles me rendait moins lourde l'atmosphère de caserne du scolasticat et me rafraîchissait. Je pouvais, après cela, lire un passage de Husserl avec plus de lucidité. Mais je n'étais pas très fier de moi et, finalement, je résolus d'aller étudier Husserl "à l'air libre". Je n'avais pas terminé ma scolarité en philosophie et je ne passerais pas les examens prescrits en vue de l'obtention du B.A. Mais qu'avais-je à faire d'un B.A. ?

J'avais résolu de reprendre ma recherche philosophique, là où je l'avais arrêtée avant mon entrée au noviciat, mais, cette fois en utilisant la méthode d'analyse phénoménologique. Mon projet était d'appliquer cette méthode à l'analyse de la liberté humaine dans son comportement humain, ses motivations, sa finalité illusoire, consciente ou inconsciente, afin de découvrir sa signification réelle, matérielle, sans doute "relative" ... son "essence" comme dit Husserl, en donnant à ce mot un contenu bien différent de celui de la "catégorie" thomiste du même nom.

Les commissaires de Dieu me virent partir sans aucun regret. Mais moi, je me donnais des coups de poing sur la tête en me répétant : "Idiot, qu'est-ce que t'as bien pu aller faire dans cette galère ? décidément la liberté, du moins la tienne, n'est pas exempte de folie ..."

3

Je retrouvai Maurice, Gaston Miron, Ti-Guy, Yvon et bien d'autres amis avec une joie indescriptible. Ils me trouvèrent "inchangé", comme si je revenais d'un long voyage. En effet, je n'avais pas beaucoup changé, mais la situation au Québec, elle, commençait vraiment à changer. "Cité libre" était au pouvoir et la liberté d'expression qui se manifestait dans la presse, la radio et la télévision, aussi bien que dans

les conversations privées, contrastait fortement avec la pensée timide de l'ère duplessiste et la révolte souterraine qui aboutissait toujours, alors, à un cul-de-sac. Maintenant, la révolte sortait des catacombes, publiait des revues, formait un "mouvement laïc", commençait à formuler l'ensemble de doctrines plus ou moins encore confuses qui allait donner naissance au séparatisme, à la "révolution tranquille" et à la remise en question de toutes institutions et valeurs traditionnelles de la nation canadienne-française. Mais l'espoir était encore bien mince. Le R.I.N. ni le P.S.Q. n'avaient encore été fondés. L'avant-garde demeurait "libérale" et, grâce au mythe dont il était devenu l'objet, René Lévesque incarnait la Liberté retrouvée. Il était devenu la voix de tout un peuple qui, pour la première fois depuis 1837-38, recommençait à croire qu'il avait un avenir. Il se sentait vivre et progresser.

Mon projet était d'introduire une philosophie progressiste, une nouvelle vision de l'existence humaine dans ce mouvement inattendu mais espéré depuis des dizaines d'années. À l'aide de la réflexion phénoménologique — plutôt que par l'action révolutionnaire — je voulais que les Québécois fondent leur liberté d'hommes sur des valeurs purement humaines. Mais en même temps, je demeurais obsédé par un certain besoin d'Absolu, par un certain besoin de fonder ces valeurs humaines sur une transcendance quelconque et de définir cette transcendance. Pour essayer de convaincre d'autres Québécois d'entreprendre aussi cette recherche "fondamentale", je publiai dans Cité libre quelques articles aux titres significatifs : "Nous éveiller à la profondeur de notre existence", "Les premières démarches de notre liberté", etc. Je ne crois pas que les directeurs de Cité libre, Pelletier et Trudeau, aient vraiment compris ce que j'écrivais alors. D'ailleurs, ces articles, à cause de la pauvreté de mon vocabulaire et de leur

petite dimension, pouvaient recevoir plusieurs significations, car ils renfermaient plus d'un lieu-commun recouvert de mots auxquels on pouvait donner un nombre presque illimité de sens.

Je compris plus tard que Pelletier et Trudeau ne comprenaient pas exactement ce que j'écrivais. D'autant plus que mon "existentialisme" en recherche de liberté se disait aussi "personnaliste" et évitait de prendre parti, au départ, pour ou contre la croyance en Dieu.

Une première divergence surgit spontanément quand la direction de Cité libre décida de publier un numéro spécial sur le séparatisme et de porter à ce nouvel ennemi de la bourgeoisie libérale fédéraliste un coup mortel. On me demanda de participer à ce numéro, sans me dire que l'intention de Pelletier et de Trudeau n'était pas de poser le problème du séparatisme mais essentiellement de démolir ses arguments en faveur de l'indépendance du Québec.

Selon ma démarche habituelle (à cette époque), mon article devait être bourré de considérations philosophiques tournant toutes autour du problème central de la liberté humaine. Ces considérations devaient m'amener à affirmer la légitimité du séparatisme comme pensée et comme action politiques. Ma conclusion allait même jusqu'à avouer que j'étais très heureux que le séparatisme donne l'occasion à un nombre croissant de Québécois de s'affirmer, de prendre parti, de se libérer de l'ancestrale résignation aux fatalités dites "historiques". Au lieu de subir l'histoire, peut-être l'heure avait-elle sonné de commencer enfin à la faire nous-mêmes ?

Cet article ne fut pas publié. Il ne fut même pas lu au comité de rédaction de Cité libre. Car, dans ma naïveté, j'avais eu la maladresse d'en causer librement avec Trudeau. Ce qui

suffit à exclure mon texte du numéro spécial qui devait porter le "coup de grâce" au séparatisme naissant !

Je dois dire qu'à cette époque, plongé jusqu'au cou dans la philosophie, je ne connaissais absolument rien des liens qui unissaient Trudeau et Pelletier au parti libéral. Mais leur façon de procéder dans la préparation et la rédaction de ce fameux numéro (qu'on aurait dit commandé directement par Pearson et Lesage) me déçut énormément.

Je ne fus pas le seul à ne pas aimer leur façon de procéder. Je me souviens qu'à la réunion du comité de rédaction qui précéda la publication de ce numéro, toute l'équipe à l'exception des directeurs, critiqua le ton général de l'article de Trudeau (qui faisait à lui seul pratiquement tout le numéro) et certains aspects de son offensive anti-séparatiste. Mais Trudeau ne modifia même pas d'une virgule son pamphlet ; ce qui révèle la mesure de la considération qu'il porte aux idées des autres, même à celles de ses amis, y compris Charles Taylor et Michael Oliver. La "Cité libre" pouvait admettre bien des libertés, mais pas la liberté d'être séparatiste. Et dire que Pelletier osa écrire : "Feu l'unanimité" ! Décidément, les pires aliénés sont ceux qui s'ignorent.

Vers la même époque, le R.I.N., nouvellement fondé tint sa première réunion publique. Le R.I.N. n'était alors qu'un mouvement d'éducation, un peu comme le M.L.F. Cette réunion n'était pas une assemblée politique, mais un débat sur le séparatisme. Y participaient, si je ne me trompe, André D'Allemagne, Pierre Bourgault, Jacques-Yvan Morin et Jean Marchand, entre autres. Je me souviens très bien des exposés de D'Allemagne et de Marchand. Celui de D'Allemagne était un résumé des thèses séparatistes maintenant bien connues. Il n'était pas polémique, mais froid et lucide. Celui de Jean Marchand, par contre, était d'une malhonnêteté flagrante car

il assimilait a priori le séparatisme au vieux nationalisme fasciste qui avait mis Duplessis au pouvoir au lendemain de la guerre. Alors président de la C.S.N., Marchand se présentait lui-même comme étant la "conscience" et la "voix" des travailleurs opprimés du Québec. Aujourd'hui qu'il est devenu le bras droit de Pearson, on sait au nom de qui et dans quel intérêt (personnel et de classe), il se fit l'un des plus virulents adversaires du séparatisme québécois. L'attitude malhonnête de Marchand est en grande partie responsable de "la coupure" qui exista, dès le départ, entre le mouvement ouvrier québécois et l'équipe fondatrice du R.I.N.

J'avais assisté à ce débat avec des membres de l'exécutif de l'A.G.E.U.M. Nous étions tous emballés par la perspective d'un "Québec libre", mais nous n'osions pas trop y croire. L'équipe fondatrice du R.I.N. était, elle-même, loin de soupçonner l'ampleur du mouvement qui allait bientôt, par souci de paix sociale, être qualifié de "révolution tranquille" par l'équipe Lesage et ses amis anglo-canadiens.

A cette époque, j'étais vendeur à la défunte librairie de la Cité universitaire, rue Maplewood. J'habitais une petite chambre non loin de la librairie et je prenais la plupart de mes repas au Centre social de l'Université, où je retrouvai plus d'un ancien camarade de collège. C'est là que, pour la première fois de ma vie, je fis connaissance avec le milieu universitaire, Le Quartier Latin, et le syndicalisme étudiant naissant. J'enviais ceux qui avaient la chance d'étudier la biologie, la sociologie ou l'économie et de faire du syndicalisme étudiant. Quand ils venaient à la librairie, je m'efforçais de leur accorder le plus d'escompte possible sur le prix des livres qui leur étaient nécessaires. Le commerce du livre m'écoeurait. J'étais mal payé et, chaque jour, on me demandait de bénir la famille Dussault pour "la charité" qu'elle me faisait

en m'accordant cet emploi ! Après quelques mois de ce métier j'envoyai ch... le gérant de la boutique et offris ma démission.

Je devins chômeur... et libre, pendant un mois. C'était l'hiver 1961-1962. Je profitai de mes loisirs pour mieux connaître la société étudiante et pour étudier Husserl.

La préparation du numéro spécial de Cité libre sur le séparatisme m'éloigna, cependant, des intellectuels "engagés". Je ne voyais Miron et Maurice qu'occasionnellement. Je me fis de nouveaux amis à l'université parmi les pionniers des Chantiers de Montréal, qui s'occupaient des familles défavorisées de Saint-Henri. Plusieurs d'entre eux avaient séjourné en Amérique latine pendant quelques mois. Ils avaient "mordu" dans la charité pratique prêchée par l'abbé Pierre et s'efforçaient d'amener les étudiants à assumer "individuellement" certaines responsabilités sociales, tout en refusant l'engagement politique. Ils voulaient être une "présence" et un appui". Faire de la politique leur paraissait... anti-démocratique, car, dans leur esprit, toute politique était mauvaise en soi, injuste, immorale. Leur but était moins de changer les conditions de vie des travailleurs que de se donner bonne conscience en "sympathisant" avec la misère des exploités.

Cette mystique "appliquée", au début, m'attira, car je ne m'étais pas encore débarrassé de la culpabilité morbide qui m'avait poussé à faire "le saut dans la Foi". Déçu par l'attitude intransigeante de Pelletier et de Trudeau vis-à-vis le séparatisme, désabusé, chômeur, je décidai de devenir simple ouvrier, journalier comme mon père, et d'abandonner ma recherche philosophique.

Au moment même où Pelletier m'offrait un emploi à La Presse, je devins manoeuvre sur un chantier de construction vers la fin du mois de mars 1962. Par les Chantiers, je con-

nus les petites soeurs-ouvrières qui travaillaient dans les usines sans faire de prosélytisme : des carmélites aux mains sales, sans privilèges, gagnant elles-mêmes leur vie, partageant exactement les conditions d'existence des travailleurs, vivant à deux ou à trois dans un taudis loué, comme tout le monde. Elles m'offrirent un visage nouveau de l'Eglise. Je connus une soeur, en particulier, qui était déchirée entre la spiritualité "contemplative" de sa communauté et son besoin de faire une action concrète et nécessairement politique pour transformer les conditions de vie des travailleurs.

Un jour, elle me dit :

— Le Christ a besoin de nous pour être ses témoins au sein des masses. Mais les masses ont moins besoin de témoins que de révolutionnaires et surtout, à l'heure actuelle, de meilleurs chefs syndicaux. Je crois que je serais plus utile en travaillant au syndicat qu'en souffrant silencieusement... pour rien. Qu'en penses-tu ?

— A vrai dire, je ne sais quoi penser. A peu près tout m'écoeure, certains jours. La tentation de tout lâcher pour... la contemplation... de mon nombril... ne m'a pas vraiment quitté. Tu vois, je travaille comme toi. Je suis journalier. Je suis copain avec tout le monde. Ce travail m'est très pénible, car je travaille présentement dans la démolition. Et j'avale une tonne de poussière noire chaque semaine. Les gars gueulent tout le temps. Et moi aussi. Mais, au fond, je veux partir. Partir le plus loin possible. En France peut-être. Tenter ma chance là-bas. Ne jamais plus remettre les pieds ici, dans ce pays sans vie..., sans passion...

— Il y a beaucoup à faire ici.

— Je suis trop fatigué de ce pays. J'étouffe ! Si, en septembre, j'ai économisé suffisamment d'argent, je lâche tout et je prends le bateau.

— Je pense que tu as tort.

— Je ne pense pas.

— Que vas-tu faire là-bas ?

— Je ne sais pas. Peut-être... irai-je voir les tiens... ? Ou encore, je me rendrai en Algérie. Au moins, en Algérie, les gens veulent sortir de la merde, faire quelque chose...

— Et qu'est-ce que tu penses que les gens de Saint-Henri veulent ? Crever comme des rats muets ? Tu ne connais pas vraiment... les gens d'ici...

— C'est fort possible. Je suis encore narcis...

— Et comment !

— C'est peut-être pourquoi je dois partir...

Son visage et le ton de sa voix avaient quelque chose de masculin. Elle n'était encore qu'une "postulante", arrivée de France depuis près d'un an. J'eus l'impression qu'elle ne croyait plus en l'utilité des prêtres-ouvriers, des soeurs-ouvrières, des "témoins"... Elle commençait souvent ses phrases ainsi :

— Dès qu'on se place d'un point de vue ouvrier, dès qu'on embarque dans leur existence... on cesse d'être témoin. On devient révolté tout au moins... L'Eglise se place toujours du point de vue de Dieu pour aller tendre la main aux travailleurs. Les travailleurs n'ont pas besoin de "notre" charité, de "notre" compassion. Ils nous estiment... par superstition ou par habitude. Ça ne veut rien dire. Si demain, ils nous tirent dessus, ils n'auront pas tort. Car j'ai fortement l'impression que nous les trompons...

— Que fais-tu donc... dans ce costume ?

— Je suis un peu comme toi, Pierre. J'ai peur de voir clair et surtout de poser les gestes qui s'imposent. Deux millénaires de christianisme, ça ne sort pas de la peau et du cerveau

des gens bien facilement ! Peut-être aussi qu'au fond la misère nous aveugle au lieu de nous ouvrir les yeux...

— Que veux-tu dire ?

— Que tout, au fond, est permis, comme dit Dostoïevski, parce qu'en cette vie on ne peut jamais être sûr de rien. Tu vois, je dois prendre parti, et ça me fait peur. Je préférerais qu'un Dieu fasse le choix pour moi, pour être dans la vérité, pour posséder une certitude. Mais tout est permis ; et c'est pourquoi rien n'est certain. Et pourtant je crois en Dieu. Toi ?

— Je ne sais plus. Ce matin, je n'y croyais pas. Maintenant, je ne sais plus. Demain peut-être, j'affirmerai que je n'y crois pas, et après-demain, que j'y crois tout de même un peu. Tout est permis, comme tu dis... Mais qu'est-ce que ça donne ?

— La liberté de choisir, je suppose.

Je sentais bien que la petite soeur, ouvrière et philosophe, avait fait intérieurement un nouveau choix.

“Tout est permis...” Depuis des années, la formule célèbre de Dostoïevski m'obsédait. Que voulait dire au juste Dostoïevski ? Comme au temps où j'écrivais des romans tourmentés, je me reposais toujours les mêmes questions et je tournais en rond.

Je discutais de ces problèmes avec des amis que, la plupart du temps, mon angoisse déroutait. Au travail, je me contentais d'être comme les autres. Je m'efforçai, tout de même, de faire un peu de “politisation” à l'occasion des élections fédérales de 1962, mais sans succès. Je n'étais pas préparé pour cela. Je n'avais non plus jamais fait de syndicalisme. Je fus le seul à voter N.P.D., cette année-là. Tous mes compagnons de travail votèrent Crédit social. L'importance du vote créditiste au Québec fit bondir de joie les ouvriers de Montréal. J'habitais alors la rue Visitation, près du boulevard Dorches-

ter. Tous mes voisins manifestèrent bruyamment leur joie. Enfin, les vieux partis avaient reçu “leur claque” ! Le peuple s'était réveillé. Gérard Filion écrivit dans *Le Devoir* que le vote créditiste signifiait seulement que le Québec était une “province plus bête que les autres”. Mais connaissant ceux qui votaient Crédit Social, travaillant avec eux à la journée longue, j'eus alors une tout autre impression que M. Filion... mais je n'osai pas trop croire que l'hiver québécois approchait de sa fin.

Ignorant si la petite soeur-ouvrière avait choisi de devenir syndicaliste ; ignorant ce qu'au fond d'eux-mêmes mes amis avaient choisi ou choisiraient ; ignorant si le vote créditiste signifiait un choix collectif réel, durable ou éphémère ; ignorant si le Québec s'appêtait à choisir la révolution ou une plus grande intégration à l'Amérique capitaliste ; ignorant ce que moi-même, au fond, je choisissais, je décidai en septembre 1962 de prendre le bateau et d'aller chercher en France la réponse à mes inquiétudes.

Je m'embarquai sur l'*Homeric*, un jour de pluie, avec l'intention de ne plus jamais revenir au Québec. De Montréal à Trois-Rivières, je demeurai sur le pont à regarder le paysage lavé par la pluie. Peu de temps après, la nuit tomba. J'allai m'asseoir au bar du paquebot. J'avais l'impression que la nuit effaçait mon passé et qu'une nouvelle vie, plus libre, allait commencer.

La France, à laquelle j'avais tant rêvé. Pays des ancêtres. Patrie, disait-on, des hommes libres, des grands penseurs. La France "universaliste" et gaulliste. La France des cathédrales et de la Révolution... Je passai les sept jours de la traversée à y songer, essayant de m'en faire une idée à travers un groupe de Marseillais avec lesquels je me liai d'amitié au bar. Mais je n'allais pas à Marseille.

La France que je connus était un pays triste, désabusé, que la guerre d'Algérie avait profondément déchiré et que le gaullisme entretenait de nouvelles illusions. Il est vrai que je vécus surtout à Paris et quelques mois dans la région "rouge" de Dijon. Je visitai très rapidement Lyon, Vézelay et quelques monuments célèbres de l'art roman. Je vis Chartres à trois reprises. Mon séjour en France (j'arrivai à Paris avec seulement 50 dollars en poche) fut surtout fait de travail. J'appris à connaître les conditions d'existence des travailleurs ruraux de la Côte d'or, durant les trois derniers mois de 1962. Je travaillai d'abord aux vendanges, une semaine; puis à la récolte des betteraves; enfin comme manoeuvre, parmi un groupe d'émigrés espagnols "clandestins". J'obtins une carte de travail et un permis de séjour d'un an du maire d'un petit village, qui était aussi l'entrepreneur le plus important de la région, entièrement communiste. C'était la première fois que je rencontrais des ouvriers politisés, formés idéologiquement, capables de comprendre le système dans lequel ils vivaient et de souhaiter ardemment son renversement. Malheureusement, ces travailleurs n'étaient pas organisés. Comme au Québec, moins de 20% de la classe ouvrière française est syndiquée.

Nous travaillions au moins 55 heures par semaine. La semaine de travail était de cinq jours et demi. Aucun ouvrier n'avait d'automobile. Nous voyagions en vélo, matin et soir. Nous gagnions entre 20 et 25 dollars par semaine! Mais les conditions de travail étaient plus humaines malgré tout, qu'à Montréal; nous avions une heure pour dîner et deux demi-heures (l'une l'avant-midi et l'autre l'après-midi) pour casser la croûte et prendre un peu de vin. Notre salaire ne nous permettait pas, évidemment, de nous affranchir de l'asservissement quotidien au strict nécessaire. Il nous était impossible de faire des économies et tous mes camarades de travail n'avaient qu'une idée en tête: "monter à Paris".

C'est à cette époque que se produisit "la grande frousse" d'un affrontement américano-soviétique à propos de Cuba. Cette crise, à vrai dire, troubla très peu les gens de la région. On se moqua à la fois des Russes et des Américains, souhaitant qu'ils se cassent la gueule mutuellement. "Comme ça, dit quelqu'un, on aura enfin la paix et le général pourra faire augmenter nos salaires au lieu de construire des bombes atomiques... qui ne serviront, d'ailleurs, à rien".

J'ai beaucoup appris de ces hommes dont certains avaient vécu la guerre civile espagnole de 1936. J'appris surtout qu'aucun compromis n'était possible avec le système actuel d'exploitation. Mais dans cette région, pourtant communiste à 100%, je ne rencontrai ni chefs syndicaux, ni agitateurs sociaux, ni révolutionnaires permanents. Les manoeuvres, qui forment pourtant un fort pourcentage de la classe ouvrière française, n'intéressaient pas "l'aristocratie ouvrière" syndiquée de Paris et des grands centres industriels. La Côte d'or (ancienne Bourgogne) me faisait un peu penser à notre Gaspésie.

Les seuls qui faisaient vraiment quelque chose étaient des

prêtres-ouvriers, quelques militants de l'Action catholique, une poignée de disciples du Père de Foucauld qui se contentaient de "témoigner". Les gens les aimaient bien, mais ne croyaient pas en eux. Les travailleurs ne voulaient pas racheter des péchés imaginaires en offrant à Dieu leur travail d'esclaves mais se battre pour balayer l'esclavage lui-même. Malgré tout, ces "témoins" les aidaient souvent à tenir tête au patron ou au maire qui abusaient de leur force de travail et de leur condition d'immigrés clandestins. En retour, ces ouvriers communistes et athées évitaient de causer des "emmerdements" aux prédicateurs de la rédemption. Tout cela finissait parfois par quelques "conversions" ; un groupe de "témoins" devenait communiste ! Mais au lieu d'organiser sur place ceux qui avaient besoin d'eux, ces nouveaux agitateurs ne pouvaient résister à l'envie de se rendre à Paris... pour y rencontrer les patrons du mouvement syndical. Jamais l'un d'entre eux ne revint vers ceux qui, du lever au coucher du soleil, refaisaient chaque jour le même travail abrutissant afin d'obtenir la liberté absurde de survivre pour continuer à se faire exploiter... jusqu'à ce que mort s'ensuive !

C'est dans cette région que je rencontrai le marxisme et la révolution comme "ma" vérité. Je compris que la révolution n'était pas un choix gratuit, mais une nécessité vitale pour tous les travailleurs. Que pour les travailleurs conscients elle était, de plus, une responsabilité. Cela, toutefois, demeurait encore confus dans mon esprit.

Après un accident de vélo qui paralysa mon bras droit pendant un mois et me força à réfléchir beaucoup, je "montai à Paris" à mon tour.

Les trois mois que je passai à Paris furent un véritable enfer. La bureaucratie du parti communiste me révolta et me désillusionna. Je cherchai, de plusieurs côtés, une organisation

révolutionnaire disposée à utiliser mon énergie. Je n'en trouvai aucune. Je rencontrai des douzaines de révolutionnaires de gueules, mais pas une seule organisation révolutionnaire. Je lus un tas de revues "incendiaires" mais je n'en vis aucun foyer d'incendie. Les travailleurs, impuissants, se contentaient de maudire leur sort... sans cesser tout à fait de croire en la révolution. Ils étaient prisonniers non seulement de leurs usines mais de leurs syndicats et du Parti (le parti communiste). Quand de Gaulle, en 1958, avait pris le pouvoir par un coup d'Etat, des milliers de travailleurs parisiens étaient prêts à se battre contre l'armée de de Gaulle pour prendre eux-mêmes le pouvoir, libérer l'Algérie et mettre fin au chaos. Mais le Parti avait ordonné le désarmement des travailleurs, suspendu des manifestations, etc. Et aujourd'hui le même Parti condamnait verbalement le gaullisme après l'avoir aidé, de façon concrète, à prendre le pouvoir. Comme durant la Résistance des années 40. Qu'est-ce que les travailleurs avaient obtenu de tous ces compromis ? des coups de matraques sur la tête, le maintien des bas salaires et de la semaine de travail de cinq jours, le sacrifice de leur bien-être et de leur libération à la construction d'une mythique "force de frappe" française !

Je trouvai que la gauche française possédait les dirigeants les plus stupides du monde. Et tous ces intellectuels brillants, qui étaient "l'honneur de la France" étaient d'impuissants "critiques" face à cette écrasante force d'inertie que représentait toute bureaucratie fossilisée et satisfaite d'elle-même.

La jeunesse, désabusée, retournait à l'individualisme et s'accommodait assez bien du conformisme social légué par la bourgeoisie. Le syndicalisme étudiant lui-même tournait en rond. Et, en banlieue, les jeunes travailleurs rêvaient maintenant de James Dean et de Marlon Brando, tandis que les

"retour-d'-Algérie", les Pieds-Noirs servaient de boucs émissaires aux Français déçus de leur défaite et, en même temps, honteux de cette guerre atroce qu'ils avaient supportée avec un chauvinisme comparable à celui de la classe dirigeante anglaise du début du XIX^e siècle. Quant aux "harkis", aux Algériens qui avaient collaboré avec les Français durant la guerre, ils traînaient leur existence misérable de bidonville en bidonville autour de Paris. Plusieurs s'installèrent à Nanterre, un bidonville qui peut rivaliser avec ceux de Lima ou de Caracas.

C'est une France pleine de douleurs et désabusée que je connus. Ses cathédrales et sa Révolution passée, Versailles et les châteaux de la Loire, les grands boulevards parisiens, le Louvre, les cafés-terrasses : tout cela, c'était bien intéressant, mais ne changeait rien à l'esclavage quotidien que subissait la majorité des Français. Seuls les touristes et les bourgeois avaient, d'ailleurs, les loisirs de contempler les monuments merveilleux de l'audace et de la liberté passées de la France. Les ouvriers en avaient marre d'être écrasés. Qu'est-ce que ça leur donnait d'aller, le dimanche après-midi, faire un petit tour parmi les splendeurs d'un passé contre lequel leurs ancêtres justement s'étaient soulevés les armes à la main ? Si les bourgeois s'étaient accaparés la richesse des rois, le peuple, lui, n'était pas dupe : la Révolution n'avait rien changé à sa condition et le nationalisme de Charles de Gaulle n'y changeait rien non plus. Mais les "leaders" populaires se foutaient pas mal de ce que voulait le peuple !

Je discutai souvent de tout cela avec des amis québécois ou français. D'ailleurs, trouvant difficilement du travail à Paris, je ne subsistais que grâce à l'aide et à l'amitié de quelques Canadiens français dont je n'oublierai jamais la générosité non calculée, qui contrastait fortement avec la "sym-

pathie" parcimonieuse des Parisiens qui "économisaient" jusqu'à leurs sentiments. Sans ces amis québécois — et deux ou trois Français — je serais mort de faim sur l'un des quais de la Seine où des milliers de misérables, chaque jour, demeuraient étendus comme des cadavres abandonnés, ou remuaient lentement comme de gros insectes fatigués, désœuvrés, qui ne vivaient plus que pour savourer entre eux le mépris profond que leur inspirait la France "universaliste" des touristes... américains. Il m'est arrivé de passer des journées entières parmi eux et d'en suivre quelques-uns jusque dans les bidonvilles de la banlieue, en particulier celui de Nanterre où, cet hiver-là, des dizaines d'enfants moururent de froid. Je retrouvai d'immenses Villes Jacques-Cartier dans cette France qui se disait encore le cœur de l'Europe. Dans ce pays où les ouvriers étaient "politisés", pourquoi la révolution populaire ne s'organisait-elle pas ? Décidément, les valeurs bourgeoises (individualisme, etc.) étaient soutenues et préservées par une structure sociale vraiment coercitive pour empêcher ainsi les travailleurs de se libérer de l'exploitation... et même, en certains cas, d'en avoir envie. Malheureusement, trop de Français se contentaient de contempler "leur" grand homme d'Etat comme la Nanon de Balzac regardait en chien fidèle, son dictateur Grandet. Ils avaient eu Saint Louis, François I, Louis XIV, Napoléon. Ils avaient aujourd'hui de Gaulle pour entretenir chez eux l'illusion que leur nation, leur culture, leur histoire... avaient encore un sens. Ils ne se rendaient pas compte, même quand ils appartenaient à l'extrême-gauche, qu'ils participaient tous d'un même hégélianisme qui s'orientait vers un avenir incertain avec un bagage très lourd de valeurs, de catégories et d'habitudes héritées d'un passé qui, depuis longtemps, n'existait plus que dans les manuels scolaires.

Les valeurs chauvines empoisonnaient et tuaient celles de la révolution, même chez les communistes anti-gaullistes. Ce n'était pas un fait très réjouissant à enregistrer quand on savait qu'à Nanterre il y avait des milliers d'analphabètes et d'affamés, et que les communistes de Nanterre perdaient plus de temps à vous décrire l'erreur qu'avaient commise les Algériens en "se séparant" de la France-immortelle qu'ils n'en prenaient à organiser les déshérités pour la lutte, dont chaque jour, verbalement, ils se faisaient les apôtres. Imbéciles de première classe ! Voyez, disaient-ils comme l'Algérie est aujourd'hui mal foutue sans nous. Et la France, donc, elle n'était pas "mal foutue" ?

Jamais je n'ai rencontré d'imbéciles avec d'aussi grosses têtes ailleurs que dans cette France de "la raison pure" et du savant verbiage, que dans cette France fixée à sa vieille révolution bourgeoise et qui n'en veut point sortir. La preuve de la stupidité de cette gauche a été, une fois de plus démontrée, par l'appui unanime qu'elle accorda récemment à l'arriviste Mitterand et qu'elle a, d'ailleurs, repris quelque temps après. On dirait que la gauche française est davantage anxieuse de se trouver un second de Gaulle que de transformer la société... qu'elle ne dénonce plus que du bout des lèvres.

— Deux siècles de luttes ouvrières à recommencer, me dit un jour Marcel, le seul marxiste français avec qui je pus me lier d'amitié. Il faut tout refaire, le Canadien, TOUT.

Il parlait d'une voix dure, implacable, mais fraternelle. Il avait trente ans et était originaire de la Martinique. Ancien prêtre-ouvrier défroqué, il n'avait aucun des complexes propres aux ex-curés. Il avait une maîtresse adorable, Françoise, qui devint aussi l'une de mes meilleures amies. Il travaillait comme "mécano" dans un garage de Vanves, où il était à

organiser un syndicat clandestin dont il voulait faire la cellule initiale d'un mouvement révolutionnaire clandestin, d'une nouvelle "résistance", vraiment populaire, celle-là. Françoise s'occupait de la formation des ouvriers que Marcel recrutait et que j'eus, deux ou trois fois, l'occasion de rencontrer.

Marcel et Françoise me faisaient penser aux époux Curie. Ils travaillaient avec autant d'ardeur que les deux célèbres physiciens à chercher les moyens de transformer la matière ouvrière, les exploités, en action libératrice, en armée révolutionnaire.

— Tu sais, le Canadien, (C'est ainsi que Marcel m'appelait toujours) la France a bien vieilli depuis Robespierre. Elle radote aujourd'hui. Plus c'est bourgeois ici, plus ça radote. Et les travailleurs écoutent encore ce radotage de vieille femme avec respect. Plus de cent ans de luttes à refaire à neuf... C'est incroyable !

Marcel rêvait d'une nouvelle organisation de la classe ouvrière totalement indépendante des institutions bourgeoises, y compris les syndicats actuels et les partis de gauche. Mais il ne savait trop comment la structurer. Il songeait à la Résistance.

— Nous sommes encore "occupés", nous, les travailleurs, mais nous ne le savons pas. Voilà le problème. Chacun se croit libre parce qu'il n'y a pas d'Allemands dans la place... comme si l'exploitation dépendait toujours d'une "race" étrangère... Le mal se trouve dans notre propre système. Mais nous avons l'impression, nous, les Français, que tout ce qui est français est bon et que, par conséquent, le mal ne peut venir que de l'Allemagne, de la Russie ou des Etats-Unis. Parfois, je me dis que nous sommes trop chauvins pour faire une véritable révolution. Mais je veux me battre jusqu'au bout pour essayer, avec les gars de Vanves et, plus tard, d'ail-

leurs, de démontrer le contraire. Mais ce n'est pas une mince entreprise que de "déchauviniser" les Français!

— Il y a une grande différence, dis-je, entre l'Espagnol et le Français. L'Espagnol est un anarchiste courageux et progressiste. Le Français me semble souvent un individualiste satisfait de lui-même... et, au fond, peureux, lâche. Je parle des militants de la gauche... pas des bourgeois.

— Notre verbiage est notre seule activité. On a appris à penser toujours "correctement". Mais pas à aimer. C'est pourquoi, au fond, il importe si peu à nos communistes de vaincre. Trahir les leurs, se trahir eux-mêmes ne les dérange en rien si, auparavant, par un syllogisme importé de je ne sais quel bien-pensant, ils ont pu justifier "correctement" leur trahison. Le Français, en se plaçant toujours sur le terrain de la pensée ne peut jamais avoir tort, car on peut toujours penser "correctement" ce que l'on veut. Ainsi chaque Français a raison. Les Espagnols ont plus de cœur au ventre. Je suis bien d'accord avec toi. Parfois, j'ai envie de retourner en Martinique. Mais je veux quand même espérer encore un peu. On ne sait jamais... Et toi, qu'est-ce que tu comptes faire ici?

— Vraiment, je ne sais plus. J'étais venu dans l'espoir de découvrir la vraie liberté... et j'ai découvert... un univers insupportable. Comment peut-on supporter que Versailles et Nanterre coexistent? C'est ce que je ne comprends pas. Je pense parfois que les Français seront vraiment libres quand ils pourront dynamiter Versailles, les Invalides, L'Arc de Triomphe, les trésors de Louis XIV et de Napoléon, au lieu de passer leurs dimanches à contempler naïvement la splendeur de ceux qui ont fait de leurs pères les "nègres" de leur empire. Tant qu'ils prendront au sérieux Versailles

et Rambouillet, les Français demeureront des cons. Voilà ce que je pense.

— Les Français sont trop instruits...

— Instruits? Tu veux dire gavés de connaissances inutiles, de dates historiques, de grands noms, etc., se référant tous à la France. Les Français sont trop sérieux pour se moquer de leur société et pour l'analyser correctement. C'est pourquoi ils font si facilement l'unanimité autour de n'importe quel Roi-Soleil capable de redonner à la France (et à leur nombril) la splendeur dont elle ne peut se passer... sans "dégénérer", sans devenir une nation comme les autres...

— Mais...

— Toi-même, Marcel, tu crois appartenir à un peuple supérieur, pas vrai?

Nous discussions ainsi pendant des heures. Inutilement.

Je devenais de plus en plus amer. Un soir que Marcel était absent, je surpris Françoise en train de se laver dans la cuisine. Elle était à moitié nue. Je ne pus résister à l'envie de m'approcher d'elle, de passer mes mains sur son cou, ses épaules, ses seins, son ventre. J'appuyai ma tête contre la sienne et serrai très fort son corps contre le mien. Je pleurais.

Elle promena ses doigts dans mes cheveux, puis dans mon dos.

— Laisse-moi me rhabiller, dit-elle doucement.

J'allai m'asseoir près d'une petite table où elle préparait habituellement les repas. Je pliai mes bras sur la table, posai ma face dessus et éclatai en sanglots.

— Rien trouvé aujourd'hui non plus? me demanda-t-elle.

— Ah! Ce n'est pas cela... Je veux me tuer!

Elle éclata de rire... sans pourtant se moquer de moi. Son amitié pour moi était trop réelle. Elle me connaissait suf-

fisamment pour savoir que j'étais capable de tout, à certains moments.

— Pourquoi ce soir ?

— Pourquoi pas ce soir ? répondis-je en la défiant.

— Viens au salon, nous serons plus à l'aise pour causer.

Je la suivis dans le salon.

— C'est pour cela que... tu t'es jeté sur moi ?

— Oui.

— C'est qu'alors tu ne veux pas vraiment te tuer. Car autrement tu ne serais pas venu ici.

— En réalité, c'est justement avant de venir ici que j'ai failli me jeter à l'eau.

Je lui fis le récit de ce qui venait de se passer.

Depuis une semaine, je me promenais en somnambule dans un Paris pourtant ensoleillé. J'étais écoeuré. Ecoeuré de la bureaucratie française, écoeuré de remplir des formules qui allaient pourrir je ne savais où, écoeuré de quémander l'aide de mes amis sans être en mesure de leur rendre réellement service, écoeuré d'attendre une réponse du gouvernement algérien à la requête que j'avais faite d'aller participer à la campagne d'alphabétisation, écoeuré des discussions inutiles et de ma solitude. Je ne voulais pas retourner au Québec. Je ne voulais plus rester en France. Aucune réponse ne venait d'Algérie. Et je me sentais mal dans ma peau.

J'en avais perdu l'appétit. Certains jours, je ne mangeais presque rien. Je marchais dans Paris jusqu'à épuisement. La tête me tournait. Qu'étais-je donc venu faire ici ?

Jamais je n'avais confié, même à mes meilleurs amis, le désespoir qui m'envahissait comme un cancer. Pareil à un agonisant, je voyais toute mon existence réduite à une chose infime, à une absurdité pensante et douloureuse. Je relus *Le Procès* de Kafka dont l'humour profond m'avait souvent aidé

à me prendre moins au sérieux. Mais cette fois Kafka me parut lui aussi, désespéré. Sa modestie — car Kafka est un auteur modeste, humble, désintéressé — me parut, cette fois, une indifférence totale au monde, un suicide lucide... Son grand amour des hommes me parut un mépris absolu de l'existence humaine.

Ce soir-là, je m'étais arrêté sur l'un des ponts qui enjambent la Seine. Comme je faisais, autrefois, à Longueuil, je plongeai mon regard dans l'eau noire et souhaitai y disparaître à jamais.

Il devait être neuf heures du soir. J'étais seul. Aucun témoin. Tout mon corps était attiré par l'épaisseur de l'eau. C'était la deuxième fois de ma vie que je ressentais cela. Mais cette fois ma résistance était faible. Je n'avais pas mangé depuis le matin. Ma longue promenade m'avait épuisé. Après avoir regardé l'eau pendant de longues minutes, je me laissai glisser par terre comme un lâche. Je demeurai un certain temps immobile. Un couple passa, indifférent. Je me relevai lentement et regardai l'eau noire à nouveau. "Pourquoi pas ?" me disais-je. "Pourquoi pas ?" Je n'avais rien à faire ici. Je ne pouvais être utile à personne. Comme au Québec. Comme en Algérie. On n'avait pas besoin de moi, de mes services. Les hommes étaient satisfaits de leur merde. Pourquoi les "achaler" avec des idées dont ils ne savaient que faire ? Tous les pays, tous les peuples se valaient. Pourquoi voyager ? Il n'y avait rien à faire nulle part...

Finalement, j'atteignis la rive gauche sans m'être jeté à l'eau. Et je me rendis à l'appartement de Marcel et Françoise.

Après m'avoir écouté avec beaucoup d'attention, Françoise me dit :

— Pierre, tu ne trouveras pas ici la réponse que tu cherches. Il faut que tu te réconcilies avec ton pays. Autrement...

— Autrement ?

— Tu vas vraiment te jeter à l'eau. Et à quoi cela te servira-t-il ? Tu as tort de tant mépriser ton pays. Il faut que tu apprennes à y vivre, même s'il est mal foutu, comme tu dis. Aucun autre pays que le tien ne peut te donner ce que tu cherches.

— Que veux-tu que je trouve au Québec ?

— D'abord... TOI.

— ...

— Il va bien falloir que tu finisses par t'accepter comme tu es, par t'aimer comme tu es. Et pour cela tu dois retourner chez toi, dans ton milieu. Là seulement tu te retrouveras. Je ne crois pas que nous puissions, même Marcel et moi qui t'aimons beaucoup, t'être vraiment utiles. Je te conseille de retourner au Québec le plus tôt possible. Vois-tu, Pierre, nous, Marcel et moi, nous ne sommes pas Québécois. Quand tu nous parles de ton pays, cela ne nous dit pas grand-chose, car nous n'y avons jamais mis les pieds. Nous ignorons tout de votre histoire, de vos habitudes de vie. Notre amitié t'est assurée, mais elle est inutile pour toi, actuellement. Tu aurais profit à discuter avec un psychanalyste québécois, car même si je t'aimais à la folie, même si je quittais Marcel pour toi, je ne pourrais rien faire pour résoudre tes problèmes actuels. L'amitié, l'amour, ça ne sert à rien... quand on ne peut s'accepter soi-même. Que me sert à moi de t'aimer si tu te méprises constamment, hein ? Qu'ai-je à faire d'un visage malheureux à placer sur mon ventre comme une mère ? Je ne veux pas être une mère, car ce n'est pas de cela que tu as besoin. Il est trop tard pour cela. Tu dois apprendre à vivre avec ce que tu es, dans ton pays tel qu'il est, ni meilleur ni pire que les autres. Je suis persuadée que si tu réussis à faire quelque chose pour les tiens, à te battre pour eux et avec

eux, ta vie sera complètement transformée. Je crois que c'est un peu le même problème pour Marcel. Et c'est pourquoi je veux lui proposer que nous déménagions à la Martinique...

Elle me parla encore longtemps. Les propos ressemblaient à ceux que me tenaient, depuis quelque temps, les amis québécois chez qui je logeais et qui étaient tous les deux éducateurs. Tout cela me paraissait sensé. Mais retourner au Québec... à la grande noirceur... D'y penser m'épouvantait presque.

En quittant Françoise, ce soir-là, je me souvins que j'avais rendez-vous avec Louis vers minuit. Louis était un Québécois en exil à Paris, malheureux, mais incapable lui aussi, à ce moment, de se résigner à l'inévitable : retourner au pays.

Nous allâmes dans un petit bistrot du boulevard Saint-Michel pour causer de tout cela. Nous savions bien que nous étions paralysés par nos aliénations, mais nous avions de la difficulté à admettre que l'Europe ne pouvait nous en délivrer.

Agir au Québec... dans l'hiver que chante Vigneault et la poussière blanche que décrit Langevin... ?

Ce pays avait-il seulement un avenir ? Vu de Paris, le Québec avait l'air d'une ridicule ville de province dont les habitants, tournés vers un passé mythifié, s'inventaient de peine et de misère une histoire héroïque. Dollard des Ormeaux, Madeleine de Verchères, Radisson...

Je dis à Louis que je retournerais quand même... pour éviter de me suicider. Lui, il voulait attendre encore un an, voir s'il n'y avait pas moyen... de s'exiler ailleurs, dans un pays plus hospitalier.

Le lendemain, j'écrivis à ma mère pour lui demander de me prêter l'argent nécessaire à mon retour. Les jours suivants, je dis adieu à mes amis québécois et français. Avec deux

d'entre eux, je passai les tout derniers jours à visiter l'ancienne Bourgogne, Vézelay, Lyon, Grenoble et quelques autres centres touristiques du centre de la France. Ce voyage rendit mon départ encore plus pénible.

Puis, un matin de soleil, je me rendis à la gare Saint-Lazare. Je pris le train comme on monte dans un corbillard.

En approchant de Cherbourg, le train s'engagea dans un paysage de brouillard et de pluie fine.

J'eus l'impression que tous mes rêves m'abandonnaient en même temps et que l'avenir n'annonçait qu'un mortel ennui dans un désert sans limites.

Quelques jours après mon retour au Québec, le monument Wolfe était renversé à Québec. Je me dis aussitôt que les choses avaient changé au pays du silence et de l'hiver.

Je commençai à reprendre espoir.

Gérard Pelletier m'offrit d'entrer à la Presse et j'acceptai avec joie. Je ne connaissais rien au métier de journaliste, mais je ne fus pas long à m'y sentir aussi à l'aise qu'un poisson dans l'eau. C'est à La Presse que je me politisai vraiment, grâce à des camarades plus âgés pour qui la révolution sociale demeurerait un objectif.

Le milieu journalistique m'apprit à mieux connaître la société québécoise. L'engagement politique, qui fit corps avec mon métier, m'empêcha de me laisser prendre au piège des idéologies confortables, des bonnes places, de l'arrivisme ou de la bonne conscience en pantouffles.

Aux contestations bureaucratisées, dont les journalistes font des résumés appliqués dans les journaux de l'Ordre établi, j'opposai rapidement, avec des amis, des contestations moins paisibles. Ce qui rapidement me conduisit de Cité libre aux lignes de piquetage, aux protestations contre la guerre du Vietnam... et au Front de libération du Québec.

Toujours je me suis senti et j'ai été prolétaire. Avec ma culture fort inégale d'autodidacte, j'ai formé l'ambition d'agir directement sur la société, en dehors des structures établies, et de la modifier, avec mes frères de misère, selon le désir de liberté des travailleurs. Il ne faut pas attendre de moi une bourgeoise entrée dans le club des socialistes bien-pensants qui n'ont lu (pour le citer aux "écervelés") que La maladie infantile du communisme.

Suis-je essentiellement un révolté ? Je n'en sais rien.

Je suis certes un écorché vif, comme tous les Québécois lucides. Mais je n'ai aucune prédisposition pour le martyr ou l'anarchie, contrairement à ce qu'on pourrait croire.

La prison n'est pas pour moi une mise entre parenthèses de mon engagement politique et social. Je ne souhaite évidemment pas y pourrir trop longtemps, bien que j'y apprenne énormément de choses qui sûrement, un jour, me seront d'une grande utilité pour continuer.

Un révolutionnaire doit toujours être prêt à recommencer et consentir à vivre continuellement dans le risque. L'activité révolutionnaire n'est jamais de tout repos. Quand je consentirai à faire des compromis, j'aurai assassiné notre idéal dans mon esprit et dans mon cœur. Pour mes amis, je serai alors mûr pour le cimetière.

Le temps de l'action

I — L'apprentissage

Le sociologue Fernand Dumont a écrit quelque part : "Les sociétés complexes dont nous héritons prendraient fatalement la figure d'un pesant déterminisme si nous ne pouvions, grâce à l'histoire, en saisir la genèse et le sens et ainsi : les restituer à la liberté de nos options." Dumont se référait, en écrivant cela, au travail des historiens canadiens-français en grande majorité "nationalistes". Il affirmait, avec raison, qu'il existe un lien profond et nécessaire entre l'histoire à faire et celle qu'écrivent les historiens. J'ajouterais que ce lien existe également entre l'histoire à faire et celle qui se vit présentement, celle qui nous engage quotidiennement, celle qui nous accule au choix, à l'engagement, au pari.

Le destin de la collectivité québécoise m'avait souvent paru être celui d'un peuple voué à la mort lente, ou à une médiocrité prolongée. Evidemment, je n'osais vraiment croire cela, mais inconsciemment cette vision du destin québécois me rongait.

En mars 1963, j'étais revenu au pays natal à reculons, emportant de France une certaine dose d'amertume que j'avais sans doute emprunté au pessimisme qui suivit là-bas la fin de la guerre d'Algérie, à cette espèce de désabusement que les Parisiens de mes amis aimaient à afficher partout: J'étais moi aussi blasé et sensible à la vision du monde d'un Claude Lévi-Strauss. Aussitôt revenu à Montréal, je songeais à différents moyens de m'évader à nouveau, de fuir la platitude cotoyée depuis l'enfance et surtout, surtout cette dépendance crispée, hargneuse, à laquelle nous, Québécois, nous nous étions habitués, à défaut d'autre chose. Le monument Wolfe fut renversé à Québec, mais la "révolution tranquille" ne me parlait pas encore. Je ne percevais encore aucun changement profond dans mon pays, mais seulement une agitation superficielle et presque uniquement verbale.

J'avais cru me rendre compte à Paris que nous n'existions pas collectivement, que nous n'intéressions personne. Dans les livres et les journaux, on nous associait au Canada anglais et aux Etats-Unis. On parlait de l'économie "U.S.A.-Canada", du marché "U.S.A.-Canada", du niveau "U.S.A.-Canada", ou plus simplement encore de l'Amérique, — et l'Amérique, c'était essentiellement l'"American way of life".

Demeurer au pays, c'était consentir, une fois de plus, à l'étouffement, au silence, à l'effacement, à une mort inutile. Ce peuple se réveillerait-il un jour? De plus en plus de mes amis québécois le croyaient. Certains voyaient même venir l'indépendance et la révolution. Moi, je ne voyais rien du

tout. En 1962, dans Cité libre, j'avais proposé un programme: Nous éveiller à la profondeur de notre existence. Je croyais alors beaucoup en l'action philosophique, au pouvoir des idées et de la réflexion. Maintenant, je ne croyais plus en grand-chose. C'était le vide.

Cela dura quelques semaines. Gérard Pelletier m'offrit un emploi au service des nouvelles internationales de La Presse, en même temps qu'il me proposa de collaborer à nouveau à Cité Libre. J'acceptai pour ne pas laisser le désespoir me dévorer, car j'avais une peur farouche de retrouver cet état de candidat au suicide que j'avais déjà éprouvé. Je n'étais pas enthousiaste, mais il me fallait tout de même gagner ma vie. Et puis, qui sait? Je trouverais peut-être là de nouvelles raisons de vivre... au Québec.

1

Pendant deux ou trois mois — peut-être davantage — je tournai en rond dans ma solitude, dialoguant intérieurement avec Kierkegaard, Kafka et les Tristes tropiques de Lévi-Strauss. Je me citais Lévi-Strauss: "Le monde a commencé sans l'homme et il s'achèvera sans lui... (...) Ni la psychologie, ni la métaphysique, ni l'art ne peuvent me servir de refuge, mythes désormais passibles, aussi par l'intérieur, d'une sociologie d'un nouveau genre qui naîtra un jour et ne

leur sera pas plus bienveillante que l'autre. Le moi n'est pas seulement haïssable : il n'a pas de place entre nous et rien. Et si c'est pour ce nous que finalement j'opte, bien qu'il se réduise en une apparence, c'est qu'à moins de me détruire — acte qui supprimerait les conditions de l'option — je n'ai qu'un choix possible entre cette apparence et rien. Or, il suffit que je choisisse pour que, par ce choix même, j'assume sans réserve ma condition d'homme . . ." (1). Qu'est-ce à dire : ma condition d'homme ? Qu'est-ce que l'homme ?

De Kafka, Kierkegaard, Lévi-Strauss, je passais à des philosophes plus systématiques : Husserl et Heidegger, en particulier. Avec eux, je bûchais sur des impasses épistémologiques et ontologiques. Je me répétais la question de Lucien Sebag : "... du discours ou de la violence, du chaos affectif ou de la raison, que dois-je choisir ?" (2). Mais certains jours aussi l'incertitude me faisait chier. Je me détournais des "pessimistes" : Kafka, Kierkegaard, Lévi-Strauss et Heidegger, pour me concentrer sur l'étude de la philosophie husserlienne. Je trouvais là un impératif d'ordre, de clarté et de signification qui me semblait être aussi bien une volonté de conquête sur le désespoir, la confusion, l'anarchie et le non-sens . . .

En voulant faire de la philosophie une science rigoureuse, Husserl a refait à sa façon le travail de Descartes et d'Aristote. Mais ce travail, chez Husserl, est demeuré inachevé. Il ne devait être que le préambule à des analyses concrètes ; il devait fonder ces analyses en leur fournissant les concepts et la méthode de pensée qu'elles réclamaient à ses yeux. En fait, la phénoménologie husserlienne reprend la démarche de la philosophie kantienne et impose à la connaissance un fondement absolu dans l'être ou "le Tout inconditionné", fermant ainsi le concret, c'est-à-dire l'histoire humaine comme processus incarné dans le monde, à tout effort de compréhension et, partant, de transformation.

L'erreur de Husserl, de Sartre et de bien d'autres, est de croire que la pensée humaine et l'action ont pour sujet l'individu, et de transformer cette conviction personnelle en une affirmation dogmatique. Le sujet de l'action, c'est nous. Nous, notre histoire, nos luttes de classes. Qu'on le veuille ou non, nous sommes tous embarqués, selon l'expression célèbre de Pascal. On ne peut pas "se dépendre" ni s'isoler dans la contemplation du "Sens se proférant lui-même à travers l'être en vue de Soi" !

Le problème de la connaissance n'est pas de l'ordre de la connaissance et la conscience n'est rien en dehors de la totalité vécue monde-histoire-hommes. La conscience pure n'exis-

te pas. La conscience est essentiellement liée à l'activité pratique de l'homme dans le monde. Aucune raison pure n'est en mesure de transcrire les significations du monde humain d'une façon parfaitement achevée et universellement communicable. Une telle raison est un mythe. Elle ne possède pas plus de réalité que l'extase originaire par laquelle la métaphysique de Heidegger prétend situer l'individu au coeur de l'Etre.

C'est pourquoi Marx a voulu transformer la philosophie en action. "La question de savoir si la pensée humaine peut avoir une vérité objective n'est pas une question théorique, mais une question pratique. C'est dans la pratique qu'il faut que l'homme prouve la vérité, c'est-à-dire la réalité et la puissance, l'en deçà de sa pensée. La discussion sur la réalité ou l'irréalité de la pensée, isolée de la pratique est purement scolastique." "La vie sociale est essentiellement pratique. Tous les mystères qui détournent la théorie vers le mysticisme trouvent leur solution rationnelle dans la pratique humaine et dans la compréhension de cette pratique." "Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde, mais il s'agit de le transformer". (6)

Les Thèses sur Feuerbach de Marx, ainsi que les premiers essais de Marx et d'Engels sur Feuerbach et le déclin de la philosophie classique allemande, en particulier celle de Hegel, ont agi sur moi comme un choc et je devais toujours, par la suite, préférer les ouvrages de jeunesse des fondateurs du communisme aux grandes analyses de la maturité qui, bien que je les connaisse encore partiellement et superficiellement, m'apparaissent avoir annexé à l'étude des "rapports de production" une bonne dose de rationalisme dont Lénine a expliqué le bien-fondé (d'un point de vue "technique") dans Matérialisme et Empirio-criticisme. Au départ, l'inspiration

dialectique de Marx et d'Engels se trouvait tout entière dans ce principe qu'on ne peut détruire la philosophie sans la réaliser, sans l'incorporer à la praxis, sans faire passer le subjectif dans l'objectif afin qu'ils forment un tout. Plus tard, il sera question de mettre la philosophie de côté plutôt que de la réaliser. On affirmera même que la philosophie est aussi superflue qu'impossible, ce qui n'empêchera pas les marxistes de faire de la "théorie" une arme de combat... Chose curieuse, les écrits les plus "dialectiques" de Marx et d'Engels sont aussi ceux qui sont les plus révolutionnaires aux plans politique et économique : dépérissement de l'Etat, abolition de l'économie marchande, etc. On mettra de côté la philosophie, au lieu de la réaliser, à mesure qu'on se fera plus "réaliste", et qu'on attendra la révolution du développement quasi autonome des "forces productives" plutôt que d'une activité humaine, de la violence organisée des exploités. L'inspiration dialectique qui plongeait le sujet connaissant et agissant dans le tissu même de l'histoire, qui enracinait le savoir, comme la pratique, dans l'existence et lui révélait du même coup sa liberté, était-ce du "romantisme" ?

A mesure que le marxisme exagérera "la force du déterminisme historique", du développement "autonome" des forces productives, et placera la révolution dans les choses, construisant ainsi un socialisme scientifique, il s'aliénera lui-même, se laissera enfermer dans la réification qu'il avait perçue et dénoncée dans la société capitaliste, pour finalement cautionner toutes les initiatives du Parti quand le marxisme aura pris le pouvoir en U.R.S.S. Cette évolution, cependant, a été surtout le fait du marxisme officiel et a atteint son apogée avec le règne de Staline. Comme l'écrit justement Merleau-Ponty : "Si la fonction révolutionnaire du prolétariat est gravée dans les infrastructures du capital, l'action politique

qui l'exprime est justifiée comme l'Inquisition par la Providence". Le socialisme scientifique du marxisme officiel a remis au premier plan un savoir absolu que les Thèses sur Feuerbach rejetaient carrément. Marx est-il en partie responsable de cette évolution ? Certains le croient.

Quelques années après la révolution russe de 1917, Georg Lukacs a voulu revenir à ce qu'il nomme "le marxisme orthodoxe" et réapprendre aux marxistes à relativiser toute la réalité historique. Il fut aussitôt mis à l'index et son oeuvre principale, Histoire et conscience de classe, fut jetée aux ordures par les "purs" du régime.

L'essai vigoureux de Lukacs exprimait une contestation trop puissante. Les technocrates du communisme abstrait n'avaient que faire du matérialisme dialectique. Le matérialisme tout court convenait mieux à leur arrivisme. Au point que la pensée philosophique de Marx lui-même, surtout celle du jeune Marx, a été liquidée au XXe siècle, au profit du naturalisme, du scientisme et d'un mélange instable d'idéalisme hégélien et de pragmatisme. Karl Korsch, dans Marxisme et philosophie, démontre que la réification du marxisme soviétique correspond à un changement dans les rapports vécus entre "l'avant-garde" révolutionnaire du parti bolchévique et la masse des "prolétaires". Ces derniers n'ont pas été réellement ni consciemment intégrés au processus révolutionnaire et l'avant-garde s'est institutionnalisée en tant que nouvelle classe dirigeante. Celle-ci, pour justifier sa politique de classe dirigeante, a été obligée d'inscrire le projet communiste dans les choses au lieu de le restituer à la liberté des hommes. On s'est mis à dire que le communisme naîtrait de la productivité, organisée par les bureaucrates au profit de la nouvelle classe dirigeante. Les travailleurs ne furent plus invités à s'emparer du contrôle politique et économique pour réaliser leurs aspirations à eux mais contraints

d'obéir à des ordres précis, formulés par un Comité central qui se disait seul investi de la vérité et plus soucieux de "coexister" avec le capitalisme que de le renverser.

Le marxisme réifié de l'U.R.S.S. conserve la dialectique, c'est-à-dire la pensée révolutionnaire, comme un cadavre embaumé, dans un musée, hors de nos prises. La démocratie capitaliste fait subir le même sort aux idéologies de la liberté qui ont surgi à l'ère des révolutions de la bourgeoisie.

Ainsi pour les Soviétiques, comme pour les capitalistes, l'écart ne cesse de s'élargir entre l'histoire effective et celle que l'on raconte dans les manuels officiels. Et le premier souci des classes dirigeantes soviétiques et capitalistes est d'empêcher par tous les moyens que soit remis en question leur pouvoir, leur Ordre social, politique, économique, idéologique.

Or, en éliminant le concept de "fin de l'histoire" (le communisme devant être le commencement d'une ère nouvelle), le véritable matérialisme dialectique, celui de Marx, pouvait-il ne pas relativiser le concept de révolution lui-même et ne pas affirmer le caractère nécessairement transitoire de tout régime économique-politique ? Certes, l'idée de finalité joue un rôle important dans l'oeuvre de Marx mais cette finalité, selon moi, tend constamment vers une révolution permanente et est le contraire même d'une eschatologie. La société nouvelle est, elle aussi, une société inachevée, refusant toute fixation et satisfaction définitives, où rien ne peut ni ne pourra jamais être décidé pour toujours.

Mais les classes dirigeantes ont toujours besoin d'une eschatologie ou du moins d'un "ordre établi" et de droit divin. car admettre "une histoire qui se fait et qui cependant est à faire, un sens qui n'est jamais nul, mais toujours à rectifier, à reprendre, à maintenir contre les hasards, un savoir

qu'aucun irrationnel positif ne limite, mais qui pourtant ne contient pas actuellement la totalité du réel accompli et à accomplir, et dont le pouvoir d'exhaustion est à prouver par le fait, une histoire-réalité qui est juge ou critère de toutes nos pensées, mais qui elle-même n'est autre chose que l'avènement de la conscience, de sorte que nous n'avons pas à lui obéir passivement, mais à la penser selon nos propres forces" (7) et à la faire selon nos intérêts et nos besoins, voilà qui n'est guère commode pour une classe de technocrates, pressée d'aboutir à des résultats chiffrés et palpables, pressée d'asseoir ses privilèges et son pouvoir. Comment une classe dominante pourrait-elle s'astreindre à l'auto-critique ? Et l'idéal marxiste n'est-il pas l'avènement d'une société sans classes ? Comment la nouvelle classe dirigeante soviétique peut-elle se réclamer du marxisme sans être de mauvaise foi ? Mais comment pourrait-elle laisser tomber son masque "marxiste" pour se montrer à la masse telle qu'elle est, sans, du même coup, provoquer elle-même à plus ou moins brève échéance, son renversement ? Pas plus que la classe des capitalistes occidentaux, la classe bourgeoise soviétique ne peut consentir à se suicider et, comme sa soeur jumelle, elle a un intérêt vital à combattre la dialectique sous toutes ses formes, — d'où, entre autres, son opposition farouche au maoïsme.

En découvrant peu à peu le marxisme, après une longue période d'instabilité et d'angoisse, ce n'est donc pas à la pensée officielle soviétique qu'allait mon adhésion enthousiaste.

Je dis bien "enthousiaste", car comment ne pas se sentir libéré en prenant contact avec la pensée tonifiante du jeune Marx, après avoir étouffé pendant si longtemps dans les impasses ontologiques ou épistémologiques de la phénoménologie de Husserl et Heidegger ou de la dialectique toute négative et désespérée d'un Kierkegaard ?

Je décris évidemment cette évolution plus rapidement que son déroulement effectif. Car le marxisme, tel que j'en parle aujourd'hui, ne m'est pas entré dans la peau subitement, comme par magie. Et encore aujourd'hui, j'ai beaucoup à apprendre du marxisme. D'ailleurs, le marxisme n'est pas pour moi un système achevé et achevable ; c'est plutôt une méthode de pensée et d'action, une praxis dont il est impossible de donner une définition précise et permanente.

Mais, avec toutes ces digressions (?), me voilà bien loin de 1963... et du bonhomme Husserl.

Au printemps 1963 donc, j'avais repris l'étude de Husserl par besoin de clarté, par besoin de mettre un peu d'ordre dans mes idées et peut-être aussi dans mes sentiments et dans ma vie. Mais je n'avais trouvé, au bout des bouquins touffus du père de la phénoménologie, qu'une apologie camouflée d'essences, dogmatiquement présupposées. J'aurais peut-être pu alors retourner à Kierkegaard et au désespoir. Cependant, alors que je lisais encore Husserl j'étais tombé sur des opuscules de Marx, dont les fameuses Thèses sur Feuerbach qui m'avaient bouleversé. Ce fut comme une révélation. Je compris que la connaissance était inséparablement liée à la pratique, à l'expérience, à la vie.

J'avais cherché une raison de vivre dans l'abstrait, alors qu'il fallait la chercher dans la vie, dans l'action. Non pas l'action pour l'action, comme on dit l'art pour l'art, mais l'action au sens d'engagement, de responsabilité. Ce n'était pas la première fois, d'ailleurs, que je faisais pareille "découverte". Mais cette fois je trouvais dans les écrits philosophiques de Marx le rapport que je cherchais entre théorie et pratique. Il me semblait que je venais de surmonter l'antinomie qui m'avait toujours fait souffrir et qui m'avait paralysé jusqu'alors. Il me semblait que je commençais enfin à vivre au

grand air. Je retrouvais la réalité sociale non plus comme "pesanteur" ou comme obstacle à la liberté, mais comme lieu de notre liberté ; non plus comme "spectacle" mais comme responsabilité à assumer ensemble. La vérité et la liberté n'étaient plus situées en dehors de notre histoire, en dehors de notre présent, de notre passé et de notre avenir. Je comprenais qu'elles naissent, vivent et meurent avec nous ; que nous affirmions leur réalité et leur puissance par l'action, par la pratique, par la transformation permanente du monde.

Je comprenais qu'accepter de vivre, c'est assumer une histoire collective qui se fait et qui en même temps reste toujours à faire, qui se fait, se défait et se refait sans cesse, selon nos connaissances et nos propres forces, au gré de nos luttes, de nos passions, de nos espérances, de nos intérêts, de nos besoins, de nos options.

Et assumer notre histoire, c'était inévitablement, pour moi, prolétaire québécois nègre blanc d'Amérique, "damné de la terre", commencer par dénoncer et éclairer nos "conditions inhumaines" d'existence, établir une connaissance concrète et l'orienter tout entière vers "les résultats pratiques d'une action" (8), d'une action révolutionnaire, d'une libération totale.

Oui, établir une connaissance concrète et l'orienter tout entière vers "les résultats pratiques d'une action", car il s'agit de transformer le monde.

Pour transformer le monde, il faut pouvoir le comprendre et l'expliquer, en déterminer aussi bien la structure globale que celle des phénomènes qui le composent et, par le fait même, en dégager le sens. Mais le monde (aussi bien la société humaine que l'univers des physiciens) n'est pas vraiment l'objet de ma pensée et de mon action, puisque je ne puis jamais me situer en dehors du monde. De plus, aucune pensée humaine ni aucune action n'ont pour sujet l'individu. Le sujet de l'action et de la pensée est toujours un Nous, une collectivité humaine, elle-même liée étroitement à l'univers. Alors, qu'est-ce qu'expliquer le monde et qu'est-ce que le comprendre ? Or c'est là poser, une fois de plus, "le problème de l'histoire qui est aussi l'histoire du problème" et inversement.

Préalablement à tout cela, il y a la vie elle-même, il y a l'action humaine. "Au commencement était l'action", disait avec force Goethe, se réveillant d'un long cauchemar idéalis-

te. Au commencement, il y a l'action humaine, qui va, selon nous, de l'inconscient au conscient, de la préhistoire (l'existence réifiée) à l'histoire (l'existence personnalisée), de la lutte des classes à l'égalité sociale, de l'esclavage à la liberté pour tous et chacun de se mettre en valeur en tant que personnes ; et qui va bien au delà encore...

A chaque étape du devenir humain, du devenir social, la conscience des vérités concrètes et des valeurs vécues suit nécessairement l'activité qui leur correspond. C'est pourquoi notre conscience est presque toujours en retard et tend à se fixer à des théories, des valeurs, des principes nés d'un comportement passé, dépassé ou, du moins, en voie de transformation. Quand Marx affirme qu'il importe moins de comprendre le monde que de le transformer, il ne prêche pas là une espèce d'irrationnalisme ou de volontarisme aveugle. Il veut simplement dire que la compréhension de tout phénomène humain doit être dépassée par son insertion (comme instrument de progrès ou de lutte idéologique) dans les transformations actuelles qui ébauchent (sans pourtant la déterminer absolument) l'évolution future de ce phénomène. Être libre, agir consciemment, c'est cela, ni plus ni moins. Et les éléments constitutifs de cette liberté sont le pari, l'espoir de réussite et en même temps la possibilité constante d'échec ou d'erreur. Il n'y a nulle part, dans l'activité humaine, de point d'arrivée nécessaire, pas plus qu'il n'y a de point de départ nécessaire. Rien n'est jamais acquis de façon définitive. Rien n'est jamais décidé une fois pour toutes. La révolution est toujours actuelle.

Prenons, pour exemple, la compréhension et la transformation du système capitaliste. Au premier abord, on peut avoir l'impression que, dans ce système, l'économie fonctionne de façon autonome et selon des lois "universelles". Or, il

est aisé de démontrer, par l'histoire vécue, que cette économie fondée sur la libre entreprise, l'accumulation du capital, la propriété privée des moyens de production, "l'équilibre des pouvoirs", le système des prix, des salaires et des profits, l'exploitation des pays du tiers-monde par les grandes corporations multinationales des pays fortement industrialisés, etc., a été engendré par un long processus de violence et institutionnalisé grâce à l'emploi, par la bourgeoisie, de moyens non-économiques (armée, police, répression des ouvriers, guerres coloniales, etc.). Par conséquent, l'économie capitaliste n'a aucune existence sans les hommes qui l'ont faite. C'est un phénomène limité dans le temps (qui durant longtemps a aussi été limité dans l'espace géographique de la planète) et donc appelé à disparaître au cours des révolutions ultérieures. Cela est d'autant plus évident que ce phénomène a engendré à l'intérieur même des forces et des rapports de production — qu'il avait pour fonction d'équilibrer et d'harmoniser au profit de la bourgeoisie capitaliste — sa propre contradiction, une classe de travailleurs qui, en se développant et en s'organisant, se rend de plus en plus indépendante, aux plans théorique et pratique, des autres classes, de leurs idéologies, de leurs échelles de valeurs, de leurs institutions juridiques, politiques, religieuses et culturelles. Cette classe, comme la bourgeoisie, n'est pas parfaitement homogène et se partage en plusieurs groupes (manoeuvres, ouvriers spécialisés, collets blancs), mais ces groupes connaissent la même condition ; ils sont tous dépossédés de la propriété des moyens de production et d'échanges, des services publics, etc. ; ils sont tous asservis aux intérêts d'une classe parasitaire.

Donc, même si l'économie capitaliste semble "fonctionner" de façon autonome, l'évolution de la lutte des classes qu'elle

ne peut empêcher, mais qu'au contraire elle ne cesse d'aviver, provoquera, tôt ou tard, l'éclatement du système. Ou du moins l'on peut affirmer que si l'économie capitaliste a été engendrée par un processus non-économique (la violence), elle peut être détruite et remplacée par un semblable processus. Il en est ainsi de tout système économique qui repose sur l'exploitation de la majorité par une minorité et qui engendre une lutte de classes.

Nous pouvons dire : le progrès exige le renversement du capitalisme. Mais pour cela nous devons nous placer du point de vue de la classe ouvrière. La bourgeoisie, elle, dira : le progrès exige le maintien du capitalisme. C'est seulement par la force que la vérité se fera. Comme l'écrivait Marx dans ses Thèses sur Feuerbach : "C'est dans la pratique qu'il faut que l'homme prouve la vérité, c'est-à-dire la réalité et la puissance..." (11). La question de savoir si le progrès exige le renversement du capitalisme n'est pas une question théorique, mais un problème pratique.

Mais ici survient un autre phénomène, celui de l'aliénation et l'inertie. Dans la société capitaliste, tout se déroule, en effet, comme si "les rapports des hommes entre eux (n'étaient) pas une somme d'actes ou de décisions personnelles" mais comme s'ils passaient "par les choses : par les rôles anonymes, les situations communes, les institutions" ou les hommes se seraient tellement projetés que leur sort désormais se jouerait hors d'eux (12). Comme Georg Lukacs l'a fortement souligné dans Histoire et conscience de classe, "l'existence humaine, par le développement de la production, s'est abêtie jusqu'à devenir une force matérielle, tandis que les forces matérielles se sont saturées de vie spirituelle".

Commentant Lukacs, Merleau-Ponty ajoute : "cet échange par lequel les choses deviennent des personnes et les person-

nes des choses fonde l'unité de l'histoire et de la philosophie. Il fait que tout problème est historique, mais toute histoire philosophique, puisque les forces (productives) sont des projets humains devenus institutions. Le capital, dit Marx, dans un texte célèbre, n'est "pas une chose, mais un rapport social médiatisé par des choses" (13).

Chez Marx, donc, poursuit Merleau-Ponty, "la trame de l'histoire est un devenir des significations faites forcées ou institutions. De là vient qu'il y a chez Marx une inertie de l'histoire, et aussi pour achever la dialectique, un appel à l'invention humaine". Le sens de l'histoire apparaît dans ce qu'il appelle la "matière humaine", lieu ambigu, où l'idée et la rationalité ne trouvent pas l'existence de droit qu'elles devaient, chez Hegel, au dogme de la totalité comme système achevé, et de la philosophie comme possession intellectuelle de ce système". "le marxisme dissocie (...) la rationalité de l'histoire de toute idée de nécessité : elle n'est nécessaire ni au sens de la causalité physique, où les antécédents déterminent les conséquents, ni même au sens de la nécessité du système où le tout précède et appelle à l'existence ce qui se produit. Si la société humaine ne prend pas conscience du sens de son histoire et de ses contradictions, tout ce qu'on peut dire est qu'elles se reproduiront toujours plus violemment, par une sorte de "mécanique dialectique". En d'autres termes, la dialectique des choses ne fait que rendre toujours plus urgents les problèmes, et c'est la dialectique totale, celle où le sujet intervient, qui peut leur trouver une solution." Bref, Marx ne peut justifier le sens de l'histoire "qu'en concevant une sélection historique qui élimine les réalités antinomiques du cours de l'histoire, mais n'a pas elle-même, et sans l'initiative des hommes, le pouvoir de susciter un système cohérent et homogène". (14)

Ainsi compris, le marxisme authentique, contrairement à l'opinion que bien des gens s'en font (à cause surtout de l'audience accordée au "marxisme vulgaire" et officiel), n'est pas une philosophie naïve du progrès qui se plairait à dissoudre dans un processus naturel sans contours le commencement et la fin de l'histoire, en masquant aux hommes leurs propres rôles. Pour Marx, en particulier le jeune Marx, ce sont essentiellement les hommes qui font l'histoire, même s'ils ne le savent pas toujours. D'ailleurs, les hommes de telle ou telle civilisation, de telle ou telle classe, de telle ou telle nation, etc., peuvent porter "le sens de l'histoire" sans que ce soit dans la forme d'un "Je pense", car l'histoire, la vie humaine n'est pas d'abord de l'ordre de la connaissance mais de la communication, de la lutte, de l'échange, qui s'exprime dans et par la praxis.

La praxis est un mode d'existence historique, une activité révolutionnaire à la fois pratique et critique dont le sens dialectique et philosophique serait à peu près celui-ci : "le principe intérieur d'activité, le projet global qui soutient et anime les productions et les actions d'une classe, qui dessine pour elle une image du monde et de ses tâches dans ce monde et qui, compte tenu des conditions extérieures, lui assigne une histoire. Ce projet n'est pas le projet de quelqu'un, ni de quelques prolétaires, ni de tous, ni d'un théoricien qui s'arrogerait le droit de reconstituer leur volonté profonde ; il n'est pas, comme le sens de nos pensées, une unité close, définitive ; il est la parenté d'une idéologie, d'une technique, d'un mouvement des forces productives, chacun entraînant l'autre et recevant appui, chacun à son heure jouant un rôle directeur qui n'est jamais exclusif, tous ensemble produisant une phase qualifiée du devenir social." (15) La praxis "schéma d'existence" est souvent réservée au prolétariat dans les

écrits marxistes, mais elle s'applique aussi aux autres classes sociales comme aux collectivités plus vastes.

Cette praxis, c'était le schéma, la "logique" concrète que je cherchais. L'idéal marxiste, en plus de satisfaire l'esprit, donnait un sens à l'action en proposant aux hommes, en me proposant à moi aussi, Canadien français et prolétaire, de faire la révolution, de renverser le mouvement d'aliénation de l'homme dans les choses en réintégrant l'humain dans l'histoire, en arrachant l'homme, l'homme d'ici, le Québécois, comme les autres, de l'asservissement aux infrastructures et aux superstructures du capital, asservissement qui est le résultat d'un long processus de violence et qui ne cessera que par la violence organisée des exploités, des nègres blancs du Québec comme des nègres du monde entier.

En découvrant le marxisme, j'eus l'impression de trouver ce que j'avais toujours cherché, ce que mon père aussi avait confusément cherché, ce que tous les prolétaires cherchent : une vérité, leur vérité, capable à la fois de les réconcilier avec la vie et de leur permettre de travailler ensemble à la seule chose qui vaille vraiment la peine d'être vécue : la révolution, le renversement du capitalisme et l'édification de structures sociales égalitaires.

Tout en me réconciliant avec le monde et avec Autrui, je me réconciliai avec la nation québécoise et française, non pas avec celle qui depuis des siècles a été "comblée" de pauvreté, d'ignorance et de religion, mais avec celle qui commence enfin à dire non à l'exploitation et cherche à s'émanciper totalement.

Ce que nous avons été importe moins, à mes yeux, que ce que nous deviendrons, si nous le voulons.

Longtemps, notre devise a été : "Notre maître, le passé", et nous idéalisions ce temps révolu où le catholicisme, la ré-

signation en bloc et la misère pour tous étaient le lieu de notre unanimité et la garantie de notre survivance comme de notre isolement. Aujourd'hui, nous devons prendre comme devise : "Notre maître, l'avenir", et, sans détours inutiles, affirmer notre présence au monde par l'indépendance et le socialisme, par la révolution et l'édification d'une société dirigée par les travailleurs, pour les travailleurs, une société sans exploiters ni parasites, sans colonialistes, ni rois-nègres.

Un homme est un homme. C'est seulement dans certaines conditions, dirait Marx, qu'il devient un sous-homme. Jusqu'à maintenant on nous a imposé de l'extérieur nos conditions d'existence et nous sommes demeurés, en grande majorité, des sous-hommes. C'est pour devenir des hommes, des hommes libres, que nous devons changer nos conditions d'existence. Et nous ne pourrions le faire qu'en renversant l'ordre établi.

Notre avenir dépend de ce seul pas, objectivement possible, que nous ferons ou ne ferons pas. Notre conscience de classe ne possède encore qu'une réalité instinctive. Nous devons la développer en tirant ensemble au clair notre situation économique et politique, puis en nous donnant les moyens idéologiques et techniques de notre libération. Non seulement notre avenir (en tant que classe ouvrière) dépend de notre aptitude à voir clair et à nous organiser en conséquence, mais l'avenir de toute la nation québécoise en dépend aussi, car la classe dirigeante canadienne-française est absolument incapable de s'opposer à l'impérialisme et au capitalisme sur lesquels reposent ses privilèges et ses institutions.

Il est vital que nous élevions la nécessité de notre lutte de classe opprimée au niveau d'une volonté consciente, d'une conscience de classe agissante. Certes les bourgeois et les pacifistes vont s'indigner en lisant cela. Mais, comme l'écrit

justement Lukacs, "les pacifistes et les humanistes de la lutte des classes qui, volontairement ou involontairement, travaillent à ralentir ce processus par lui-même déjà si long, si douloureux et soumis à tant de crises, seraient eux-mêmes horrifiés s'ils comprenaient combien de souffrances ils imposent au prolétariat en prolongeant cet état de choses. Car le prolétariat ne peut se soustraire à sa vocation. Il s'agit seulement de savoir combien il doit encore souffrir avant de parvenir à la maturité idéologique, à la connaissance correcte de sa situation de classe, à la conscience de classe". (16)

Pas plus que le prolétariat des autres pays, celui du Québec "ne peut se soustraire à sa vocation", ne peut échapper à la nécessité de faire la révolution. Dans l'absolu, on peut sans doute affirmer que rien n'est nécessaire au sens métaphysique de ce mot ; mais dans la réalité vécue, dans le temps vécu, il y a des choix qui s'imposent. Pour la classe ouvrière, pour tous les exploités, ce choix, c'est la révolution.

Car de la révolution dépend l'avenir de l'immense majorité des hommes et, partant, le progrès de l'humanité entière.

C'est pourquoi, je dis avec Lukacs que la classe ouvrière du Québec, comme celle du monde entier, "ne peut se soustraire à sa vocation".

Je suis bien conscient qu'il s'agit là d'un pari, fondé non pas sur une nécessité d'ordre "naturel", mais sur l'affirmation de valeurs trans-individuelles, sur une certaine conception de la société humaine, sur un besoin de réaliser un idéal de justice, d'égalité et de liberté, idéal dont seule la réalisation prouvera la vérité. Ce pari n'est pas cependant une foi aveugle ou contemplative. C'est essentiellement une action, et une action politique.

"En réalité, parier tout son bien sur l'existence ou la réalisation future des valeurs signifie s'engager, faire tout ce qui

est en notre pouvoir pour contribuer à cette réalisation, (...) à condition bien entendu de ne pas altérer sa nature même en renonçant à l'exigence de véracité absolue et au refus de toute illusion consciente ou demi-consciente". La recherche, "l'effort de trouver le maximum d'arguments" prouvant sur le plan théorique le bien fondé des valeurs que l'on veut réaliser "fait partie intégrante de cet engagement qu'est le pari". "Le pari fondé sur l'impossibilité de concevoir l'existence de la moindre raison contraignante pour ou contre l'existence ou la réalisation future des valeurs, confère une importance capitale à tous les arguments probables en faveur de cette existence ou de cette réalisation et enlève toute importance pratique aux arguments probables qui leurs sont contraires." (17)

Il n'y a pas contradiction entre, d'une part, affirmer la réalisation inévitable d'une révolution et, d'autre part, demander aux hommes de se battre pour que cette révolution ait lieu et réussisse. Sur le plan théorique, tous les arguments peuvent être annulés par des arguments contraires. Mais dans une épreuve de force il y a nécessairement des vainqueurs et des vaincus, et c'est dans la lutte seulement qu'on peut prouver si oui ou non l'on a raison.

Il y a une différence, toutefois, entre le pari révolutionnaire et le pari religieux qui se porte sur un Dieu "surnaturel", invisible et muet. Il y a une différence aussi entre le pari révolutionnaire et celui du physicien qui possède la certitude que les électrons existent (puisque'ils sont susceptibles d'utilisation technique) tout en sachant que "l'électron n'est pas une chose susceptible d'une observation directe", qu'il "est le produit d'une théorie", qu'il n'a pas de substance, n'est composé que de ses qualités "et de rien d'autre", qu'il

ne peut être décrit enfin qu'au moyen de notions mathématiques très abstraites. (18)

Le pari révolutionnaire est un combat, une lutte. Il conduit à la victoire ou à la mort. C'est pourquoi ceux qui font ce pari ne s'engagent pas "à l'heure" ni "à la semaine" dans la révolution. Ils ne s'engagent pas non plus pour un temps seulement, le temps qu'ils seront jeunes ou que la "conjoncture" sera bonne. Ils s'engagent pour la vie ; ils engagent leur vie.

Ce n'est donc ni un "choix gratuit" ni une "folie de jeunesse".

Quand, à l'automne 1963, j'acceptai la direction de Cité libre, après beaucoup d'hésitations, je savais déjà que ce geste n'était que le premier pas d'un engagement qui irait beaucoup plus loin et qui ne tolérerait aucun retour en arrière. J'avais 25 ans ; un âge qui s'accommode mal des "feux de paille".

3

J'avais d'abord conçu l'engagement ou la responsabilité comme une entreprise surtout philosophique, à l'exemple des Merleau-Ponty, Mounier, Camus, Sartre. J'avais rêvé d'une action intellectuelle à la manière des Temps modernes ou d'Esprit. Comme les fondateurs de Cité libre se réclamaient

(à tort d'ailleurs) du personnalisme, j'avais pensé imposer à cette revue une réflexion en profondeur sur les problèmes que les hommes ont à résoudre quotidiennement ; et cela en m'appuyant au début sur Mounier plutôt que directement sur Marx, afin de ne pas effaroucher Trudeau et Pelletier (19). Mais ce rêve ambitieux me parut bientôt dépasser à la fois mes moyens et les besoins immédiats de la collectivité québécoise. Jusqu'à maintenant, me dis-je, les Québécois se sont contentés d'élaborer des "philosophies" désincarnées ; le temps ne serait-il pas venu de travailler à réaliser une philosophie ?

Quand j'acceptai d'assumer avec Jean Pellerin la direction de Cité libre, j'avais en tête le projet de transformer cette revue, qui avait jusqu'alors servi à promouvoir les intérêts de la bourgeoisie libérale, en une arme de combat pour les travailleurs québécois. Il me semblait que cette ambition était légitime et prolongeait, de façon concrète, la défense des insurgés d'Asbestos dont s'auréolaient Pelletier, Trudeau et leurs amis. C'était compter sur un "socialisme" qui n'existait qu'en apparence et qui n'était tout au plus qu'un instrument démagogique destiné à faire passer pour progressistes des conservateurs avides de remplacer, au fédéral comme au provincial, ceux qui détenaient alors les rênes du pouvoir. Certains "citélibristes" profitaient déjà de l'arrivée au pouvoir des libéraux à Québec ; d'autres, dont Trudeau et Pelletier, attendaient leur heure et, à mesure que le gouvernement québécois se faisait plus "autonomiste", se préparaient à "sauver" la Confédération canadienne de "la peste" nationaliste canadienne-française.

J'étais loin alors de mesurer l'ampleur des liens qui unissaient l'équipe traditionnelle de Cité libre à l'Establishment, bien que des camarades de La Presse (dont Pelletier était le

rédacteur en chef) aient entrepris de me déniaiser à ce sujet. Qui aurait pu jurer, en 1963, que Trudeau deviendrait à Ottawa l'ennemi numéro un des Canadiens français, que Pelletier accepterait d'occuper une stalle dans l'écurie fédérale qu'il avait si souvent dénoncée en termes indignés, que Marchand abandonnerait le syndicalisme pour s'allier aux porte-paroles officiels de l'impérialisme américain : les Pearson, Martin, Winters, Sharp, Hellyer... ?

On voyait plutôt ces gens-là avec le Nouveau Parti démocratique. Mais c'était oublier que Marchand assistait à une réunion importante des libéraux fédéraux, lors du premier Congrès du N.P.D. A supposer, toutefois, que Trudeau, Pelletier et Marchand se soient intégrés au N.P.D., leur attitude vis-à-vis le Québec en aurait-elle été modifiée ? Il n'existe que de très minces différences entre le parti libéral fédéral et le N.P.D. et l'on peut penser que s'ils parviennent un jour au pouvoir, les néo-démocrates seront aussi réactionnaires que leurs devanciers.

Mon projet était donc de transformer Cité libre en une arme de combat, de la mettre au service exclusif des travailleurs québécois. Pelletier et Trudeau ne voulaient toutefois pas que la revue devienne séparatiste. Je leur demandai s'ils avaient objection à ce qu'elle devienne carrément socialiste. Ils me dirent qu'ils n'avaient aucune objection à cela. Sans doute croyaient-ils que le socialisme dont je parlais était le leur : une étiquette. Étais-je séparatiste ? Je le crois. Mais je ne l'étais pas à la façon de Marcel Chaput pour qui le séparatisme doit servir les intérêts de la petite bourgeoisie canadienne-française. Je voulais, par le socialisme, justifier un séparatisme révolutionnaire, celui de la classe ouvrière, un séparatisme qui soit synonyme de révolution sociale et pas simplement d'indépendance juridique. D'ailleurs, Trudeau et

Pelletier, qui avaient refusé que je participe en 1962 au numéro sur le séparatisme, parce que, disaient-ils, j'étais "séparatiste", pouvaient-ils ignorer en 1963 mon nationalisme ? Toujours est-il qu'ils me confièrent la direction de la revue conjointement avec Jean Pellerin.

Pellerin assista passivement à la formation d'une nouvelle équipe de rédacteurs. Dès le premier numéro, en prenant position contre les amendements au bill 60 et pour la laïcisation de l'enseignement, nous sommes devenus suspects aux yeux de Trudeau et Pelletier. Puis nous avons dénoncé le fédéralisme-coopératif, nous avons accordé notre sympathie au P.S.Q. et défini un commencement de politique qui, sur tous les points, était en contradiction avec la "politique fonctionnelle" de Trudeau. Chose plus grave, nous avons demandé à d'anciens "excommuniés" de Cité libre, tel Pierre Vadeboncoeur, de reprendre leur place à la revue. Enfin, nous en sommes venus à attaquer directement les anciens directeurs de Cité libre dans un article intitulé Les plorines au pouvoir (mars 1964), qui était suivi de plusieurs "papiers" provocants, comme La charité, mystification capitaliste de Jean-Claude Paquet et Défense de l'Iroquois de Gérard Godin. Ce dernier article était une défense du "méchant séparatiste-athée" et une satire du "bon Huron", c'est-à-dire du fédéraliste résigné, chrétien, aplatventriste. Il n'en fallut pas plus pour que Pelletier et Trudeau décident de mettre un terme à cette "expérience".

Pourtant, Cité libre, bien qu'elle fût devenue autre chose qu'un organe semi-officiel de la J.E.C., n'était pas encore une revue révolutionnaire. Seulement, pour Trudeau et Pelletier, elle était devenue dans les faits l'alliée de Parti pris, nouvelle revue indépendantiste et socialiste née au moment même où

Pellerin et moi commençons d'assumer la responsabilité de diriger Cité libre.

Trudeau et Pelletier ne pouvaient croire que la jeunesse qu'ils avaient influencée, de 1950 à 1960, était devenue séparatiste. C'était comme s'ils avaient accouché d'un monstre. Et la jeunesse, de son côté, n'en revenait pas de constater que ses anciennes idoles avaient vieilli si rapidement. Des séparatistes brûlèrent un jour Pelletier en effigie devant l'édifice de La Presse. Durant la première vague d'attentats à la bombe, en 1963, Pelletier fut menacé de mort. Aujourd'hui, à Ottawa, Pelletier et Trudeau ne peuvent comprendre qu'ils sont des traîtres ni qu'ils servent les visées impérialistes des Etats-Unis et du Canada anglais. Ils sont trop intelligents cependant pour être considérés comme des irresponsables. C'est pourquoi il est impossible de ne pas voir en eux des traîtres. Un jour, ils devront assumer toutes les conséquences de cette trahison.

A cause de Pelletier, qui redoutait les conséquences d'une expulsion brutale, le conseil d'administration de Cité libre finit par m'imposer, ainsi qu'à l'équipe nouvelle, de choisir entre des compromis substantiels ou la "démission". Je démissionnai en mars 1964, en même temps que la majorité des collaborateurs de la revue. Mais pour que cette affaire ne se passe pas seulement "en famille", un long communiqué de presse fut envoyé aux journaux. Le soi-disant progressisme de Trudeau et Pelletier fut davantage démystifié et il ne resta plus que quelques bedeaux pour empêcher la revue de couler. Cité libre devint carrément revue du "centre gauche" et de la nullité idéologique (20).

Autour de l'équipe démissionnaire se rassemblèrent quelques hommes désireux de fonder une nouvelle revue. Cette revue serait indépendantiste mais se distinguerait de Parti

Pris par une volonté plus nette de dissocier le socialisme révolutionnaire du nationalisme réactionnaire de la petite bourgeoisie canadienne-française. Cette revue se nommerait Révolution québécoise, pour bien marquer à la fois ses motivations révolutionnaires et son enracinement dans la réalité québécoise. La revue serait séparatiste, bien qu'une minorité envisageât l'indépendance du Québec sous la forme d'un Etat associé, du moins comme première étape.

L'équipe de Révolution québécoise n'était pas absolument homogène. Il y avait là des "jeunes" et des "vieux" contrairement à l'équipe de Parti Pris, formée exclusivement de jeunes. Les jeunes étaient séparatistes et révolutionnaires ; les vieux, dont certains étaient d'anciens militants du parti communiste canadien et du C.C.F., deux partis fédéralistes, étaient plus modérés ; il restait chez ces derniers quelque chose des traumatismes hérités de l'ère duplessiste. La plupart des collaborateurs de la revue étaient engagés dans l'action directe : syndicalisme (C.S.N.), Action sociale étudiante, U.G.E.Q., Mouvement de protestation contre la guerre au Vietnam, Comités de chômeurs, etc. Certains même avaient des relations avec le F.L.Q., d'autres avec le P.C., avec le groupe trotskyste de la Ligue ouvrière socialiste, ou avec le P.S.Q.

Plusieurs des fondateurs de Révolution québécoise, dont le premier numéro parut en septembre 1964, étaient membres de l'exécutif du syndicat des journalistes au moment de la célèbre grève de La Presse, qui dura de juin 1964 à janvier 1965.

En 1964, trois événements importants me marquèrent et furent pour moi riches d'enseignements inoubliables : ce fut d'abord la lutte contre le bill 54 (Code du travail, première version) ; puis la longue et pénible grève de La Presse ; enfin le Congrès de la C.S.N. (septembre 1964).

1. — La bataille contre le bill 54 me révéla l'impasse dans laquelle les chefs ouvriers québécois, et à leur tête Jean Marchand, enfermaient le syndicalisme canadien-français. Je participai, en tant que délégué du Syndicat des journalistes de Montréal (21), à l'imposante assemblée de la C.S.N. qui eut lieu à Québec au printemps 1964. Les syndiqués étaient prêts à marcher sur le parlement de Québec et à dénoncer, en termes non-équivoques, la politique anti-ouvrière du gouvernement Lesage. Devant l'assemblée, qui réclamait à grands cris, une action politique, Jean Marchand, alors président de la C.S.N., déclara qu'il fallait se contenter d'indiquer au gouvernement que les syndiqués n'accepteraient pas le bill 54 et qu'il ne fallait surtout pas "faire de la politique" avec cela. Comme si on pouvait s'opposer à un projet de loi sans faire de la politique ! C'est à partir de ce moment que je compris la collusion entre certains leaders syndicaux et le pouvoir politique. D'ailleurs, peu après cette assemblée, j'appris de "source sûre" que Marchand n'était pas vraiment hostile au bill 54 et qu'il avait "marché" uniquement parce qu'il était menacé de la démission imminente du premier vice-président de la C.S.N., démission qui aurait porté un coup sérieux aux ambitions politiques de Marchand en diminuant considérablement son "prestige" auprès des travailleurs. Marchand était alors candidat à la succession de Favreau à Ottawa et, par conséquent, ami des amis de Favreau, parmi lesquels se trouvait notamment M. Jean Lesage. Voilà pourquoi Marchand prêchait l'a-politisme syndical. Aujourd'hui, Marchand a débarrassé la C.S.N. de son despotisme et la centrale ouvrière québécoise connaît un dynamisme et une vigueur sans précédents. Cependant, on peut encore se demander si les dirigeants actuels de la C.S.N. n'entretiennent pas des ambitions semblables à celles des Marchand, Lefebvre, Jolicoeur, qui

sont maintenant au service des libéraux d'Ottawa ou de Québec. L'actuel président de la C.S.N., Marcel Pépin, a-t-il rompu avec le traditionnel corporatisme ? Si oui, pourquoi ne préconise-t-il pas encore l'élaboration d'une politique propre à la classe ouvrière et la mise sur pied d'une organisation politique indépendante pour les travailleurs du Québec ? Pourquoi la C.S.N. laisse-t-elle aux partis de la bourgeoisie le monopole de l'activité politique ? Et puis est-ce un événement secondaire que l'actuel secrétaire général de la C.S.N., M. Robert Sauvé, soit le frère du ministre fédéral Maurice Sauvé ? Est-ce un phénomène fortuit qu'il n'y ait presque pas de travailleurs, de syndiqués de la base, au bureau confédéral ?

Du côté de la F.T.Q., le tableau est beaucoup plus sombre. Non seulement cette centrale est plus conservatrice et beaucoup moins démocratique que la C.S.N., mais elle n'est même pas indépendante. Elle est tout au plus la succursale pauvre et timorée du C.T.C. et de l'A.F.L.-C.I.O. Les travailleurs québécois n'ont rien à attendre de la F.T.Q. actuelle qui doit rompre ses liens avec le Canada anglais et les États Unis ou bien disparaître. D'ailleurs, le processus de désintégration de la F.T.Q. est commencé. Dans la conjoncture actuelle, il a toutes les chances de s'amplifier. Je ne comprends pas que les "gauchistes", assez nombreux dans cette centrale, refusent encore de poser carrément le problème de l'indépendance de leur centrale vis-à-vis l'impérialisme syndical américain et canadien-anglais. Leur affiliation au N.P.D. montre le caractère plutôt "verbeux" de leur soi-disant socialisme. Là aussi on est devenu habile dans l'art de tromper les gens...

2. — La grève de la Presse (juin 1964-janvier 1965) fut une rude expérience non seulement pour les journalistes, mais pour les autres employés du journal, quatre fois plus nom-

breux que les "vedettes" du conflit. Là encore la collusion de Marchand avec le gouvernement libéral et les milieux financiers de la Rue Saint-Jacques fut l'une des principales causes de l'échec retentissant de cette fameuse grève. Marchand n'avait aucune raison d'aimer les journalistes plus que M. Lesage — et cela pour les mêmes raisons. L'exercice corrompu du pouvoir s'accommode mal d'une presse libre et critique. Tout le monde donc était d'accord pour briser les reins des journalistes du plus puissant quotidien du Québec : les financiers, le gouvernement et la C.S.N. (je veux dire certains de ses "leaders"). Les employés de La Presse se sentirent isolés et perdus dès les premières semaines du conflit. Quand parut La presse... libre, grâce à l'initiative de Marcel Pépin, il était déjà trop tard. Comme la majorité des journalistes et des autres employés de La Presse étaient endettés jusqu'au cou, il fut facile aux patrons d'imposer leurs conditions aux grévistes après sept mois d'une bataille solitaire, qui avait pris l'apparence d'un "combat douteux", inutile.

Je retins, de cette expérience, 1) qu'il ne faut jamais compter sur l'appui d'une centrale syndicale, bien que normalement cet appui ne saurait faire défaut ; 2) que l'organisation de la grève est plus importante au niveau pratique que les négociations elles-mêmes : l'erreur des journalistes de La Presse a été de se contenter de négocier sans faire pression sur l'adversaire par des manifestations et des actions de représailles contre, par exemple, les propriétés des administrateurs de la compagnie.

En négociant "à coups de mouchoirs" et dans le respect de la légalité bourgeoise, les grévistes de La Presse ont perdu énormément. Malheureusement, ce ne fut pas là une expérience unique au Québec.

Je pense néanmoins que l'échec de la grève de La Presse

a réveillé bien des gens à la C.S.N. et a peut-être précipité le départ de Marchand... pour Ottawa. Je suis, de plus, persuadé que le jour où les employés de La Presse feront de nouveau la grève, ils ne rééditeront pas l'expérience malheureuse de 1964. (22)

3. — En pleine grève de La Presse eut lieu à Québec le Congrès de la C.S.N. Un Congrès dominé par le culte de la personnalité de Marchand, un appui timide aux employés de La Presse, une dénonciation virulente du sectarisme de la F.T.Q. et l'augmentation des salaires payés à l'aumônier et aux officiers de la centrale. Une tonne de paperasse fut distribuée aux congressistes qui eurent à peine le temps de déchiffrer leur contenu avant d'être appelés à "sanctionner" ou à amender légèrement les résolutions préparées par le bureau confédéral. Le Congrès fut une farce monumentale et ressembla à un plébiscite plutôt qu'à une démocratie en action. J'en sortis dégoûté.

Ce fut un congrès a-politique et même a-syndical. Les participants n'avaient reçu aucune espèce d'éducation politique ou syndicale. Les rares congressistes qui étaient politisés avaient peur de s'opposer à Marchand et à sa clique.

Un événement peu important mais significatif illustre assez bien l'atmosphère de ce Congrès. La revue Révolution québécoise fut lancée au moment où s'ouvrait le Congrès de la C.S.N. Dans le premier numéro, j'avais consacré un paragraphe à Marchand, à qui je reprochais de passer plus de temps à réaliser ses ambitions politiques qu'à s'occuper des besoins des syndiqués de la C.S.N. Comme j'étais délégué du S.J.M. à ce Congrès, j'en profitais pour vendre Révolution québécoise aux congressistes. Le paragraphe concernant Marchand fit le tour de la salle entière en très peu de temps et aussitôt un groupe de dévôts songea à présenter une motion

réclamant mon expulsion de la C.S.N. et proposant, de plus, qu'aucune résolution de soutien aux grévistes de La Presse ne fût votée par le Congrès ! Les autres délégués du S.J.M. furent pris de panique. Marcel Pépin me dit que si Jean Marchand ne me plaisait pas, je n'avais qu'à quitter la C.S.N. ! Gérard Picard, conseiller juridique du S.J.M., fit savoir à Pépin que le Congrès n'avait pas le pouvoir d'expulser un syndiqué, que ce pouvoir était réservé aux fédérations, selon la constitution de la C.S.N. Après un "suspense" d'une journée, Pépin s'engagea à tuer dans l'oeuf toute motion d'expulsion. Mais on m'interdit de vendre Révolution québécoise aux congressistes (23).

Certains "progressistes" de la C.S.N. qui dénoncent aujourd'hui l'attitude de Marchand à Ottawa ne me pardonneront jamais d'avoir mis en question son honnêteté alors qu'il était encore président de la C.S.N. Ce sont pourtant des "démocrates" humanistes ; mais on peut se demander : à quoi servent leur démocratie et leur humanisme ?

Comme on voit, la contestation n'était pas bien vue au sein de la C.S.N. il y a trois ans. La situation s'est grandement améliorée depuis le départ de Marchand, mais il reste encore une longue route à parcourir pour que la démocratie soit plus qu'une "aspiration" chez les syndiqués du Québec.

C'est dans ce climat de "réaction" que Révolution québécoise vit le jour. La grève de La Presse ruina financièrement plusieurs membres de l'équipe ; d'autres, en majorité des étudiants, quémandaient, comme chaque année, des bourses de l'Etat, afin de poursuivre leurs études en sciences sociales, en littérature ou en histoire. Nous avions moins de mille dollars en caisse quand la revue fut lancée.

Après la grève de La Presse, je m'occupai d'organiser une série de manifestations anti-américaines et pro-Vietcong devant le consulat des Etats-Unis, situé sur la rue McGregor. Chaque fois, je devais m'absenter de La Presse, car ces manifestations coïncidaient généralement avec mes heures de travail. Un peu plus tard, s'ajoutèrent des manifestations de protestation contre le chômage, puis des "appuis aux grèves" organisés conjointement par Révolution québécoise et Parti Pris. Au printemps 1965, la mort du patriote Gilles Legault à la Prison de Montréal donna lieu à une imposante manifestation dans le centre de la ville. Puis ce furent les célèbres manifestations du 24 mai (fête de la reine Victoria) et du 1er juillet (fête de la Confédération) qui furent très violentes et faillirent tourner à l'émeute.

Ces nombreuses manifestations furent l'occasion d'une rencontre sur le terrain entre les éléments les plus dynamiques de Révolution québécoise et de Parti Pris. Parti Pris eut l'idée de former un mouvement de masse et la majorité de l'équipe de Révolution québécoise décida de coopérer avec Parti Pris à la mise sur pied de ce mouvement. Plus tard, d'autres groupements songèrent aussi à s'unir pour une action plus efficace. Cette union donna naissance durant l'été 1965 au Mouvement de libération populaire (24).

Entre temps, j'avais adhéré secrètement au Front de libération du Québec, en même temps que d'autres camarades. Nous nous réunissions fréquemment pour jeter les fondements d'un mouvement révolutionnaire au service exclusif des exploités du Québec. Nous ne boudions pas pour autant

l'action légale. Bien au contraire. Mais nous nous efforcions toujours d'orienter cette action dans le sens d'une radicalisation progressive des revendications ouvrières et étudiantes. Nous trouvions inutile de militer dans l'un ou l'autre des partis traditionnels, y compris les partis de gauche et le R.I.N. Nous étions persuadés (et nous le sommes toujours) que sur le terrain de l'électoratisme le combat est toujours perdu pour les salariés, c'est-à-dire pour l'immense majorité de la nation. Comme dirait Duverger, chaque élection, organisée à coups de millions, exprime moins la participation réelle des masses que les modalités de leur exclusion "légale" du pouvoir. Le peuple, "souverain théorique et fictif", est manipulé chaque fois par les machines électorales des partis les plus favorables aux intérêts des capitalistes locaux et étrangers. Au sein de ces partis, qui fonctionnent comme des sociétés par actions, les "petits" n'ont aucune place. Comment ces partis, qui excluent les travailleurs de leurs rangs, pourraient-ils les admettre au pouvoir ? La démocratie capitaliste n'est qu'une farce qui impose aux citoyens, en temps d'élection, le choix d'un gouvernement qui échappe par essence à son contrôle et qui ne représente que la minorité dirigeante. On nous dit : il y a les "tiers partis", qui s'opposent aux "vieux partis". Certes, les tiers partis s'opposent aux vieux partis, comme les libéraux s'opposent aux conservateurs, c'est-à-dire en respectant les règles du jeu établies par la bourgeoisie. Les tiers partis au Québec ne s'opposent pas au système ; ils s'opposent à une clique politique, non aux structures, aux institutions, au régime économique et social, à l'illusoire démocratie bourgeoise. C'est pourquoi les travailleurs n'ont rien à espérer d'eux. Quand les tiers partis, comme le N.P.D., semblent se rapprocher du pouvoir, c'est qu'ils commencent à servir les intérêts des financiers. D'ailleurs,

à mesure qu'ils se rapprochent du pouvoir, les tiers partis se font de plus en plus conservateurs et "respectables". L'évolution du N.P.D. est éloquente à cet égard ; et celle du R.I.N. également, même si ce parti n'a que cinq ans d'existence. Car pour prendre le pouvoir par des élections, il faut beaucoup d'argent ; pour obtenir l'argent, il faut donner des garanties aux capitalistes. On peut toujours supposer que se produise un miracle, qu'un parti socialiste et radical soit porté au pouvoir par des élections. Si cela arrive, le gouvernement "révolutionnaire", qui aura pris le pouvoir sans avoir renversé les structures existantes par une révolution de masse, sera vite liquidé par un coup d'Etat ou encore il sera contraint de s'appuyer sur la bureaucratie en place et sur l'infrastructure du capitalisme et, pour durer, devra renier les intérêts des travailleurs pour ceux des capitalistes ; à moins qu'il prenne le maquis et demande aux masses de se soulever, les armes à la main, contre le capitalisme et l'impérialisme. Mais a-t-on déjà vu dans l'Histoire un parti électoraliste parvenu au pouvoir risquer le tout pour le tout en proclamant l'insurrection armée ?

Donc, mes amis et moi étions convaincus de l'inutilité de la lutte électorale. Nous connaissions aussi les limites de l'agitation sociale légale ou para-légale et il nous paraissait urgent de songer immédiatement à jeter les bases d'une organisation révolutionnaire clandestine, capable de donner aux masses québécoises à la fois les moyens (idéologiques et techniques) et l'occasion de sa libération économique, politique et culturelle.

Pendant un certain temps, il nous fut possible d'allier à notre activité clandestine l'organisation d'une agitation sociale para-légale assez étendue, surtout parmi les groupes de travailleurs en grève à Montréal. Mais à la fin de 1965, il

fallut trancher en faveur de l'action clandestine. Cette décision fut aussi, en partie, encouragée par le rapprochement, puis la fusion du M.L.P. avec le P.S.Q. réformiste et "gâteux". Nous pensions que cette fusion se ferait aux dépens du M.L.P. ; et, de fait, le M.L.P. a été avalé par l'inertie du P.S.Q. Nous sommes loin de nous réjouir de cette évolution et nous pensons que le M.L.P. doit être remis sur pied. Nous n'avions pas quitté le M.L.P. parce que nous jugions inutile sa politique d'agitation sociale, mais parce qu'il nous était devenu physiquement impossible de travailler à la fois pour le F.L.Q. et pour le M.L.P. Mais il est vrai que notre option a été précipitée par la décision de la majorité des membres du M.L.P. de fusionner leur groupement avec le P.S.Q. L'unité de la gauche, c'est en effet bien beau, mais ça ne doit pas se réaliser au profit des éléments les plus réactionnaires de cette gauche. Je considère que le P.S.Q. est un parti réactionnaire et qu'il le demeurera tant qu'il sera dirigé par les vieilles barbes qui l'utilisent pour se faire un peu de capital politique et s'empêcher de mourir. Il est possible que le P.S.Q. passe un jour aux mains des travailleurs et des jeunes et qu'il se débarrasse des reliques (ex-P.C., ex-N.P.D.) qui l'encombrent présentement. Ce jour-là, le P.S.Q. pourra jouer un rôle positif dans la révolution québécoise. Jusqu'ici, comme le Parti communiste québécois (pro-Moscou), il ne sert aucunement les intérêts de la classe ouvrière québécoise. Tout au plus, sert-il à véhiculer des illusions et à encourager le développement d'organisations nuisibles aux travailleurs du Québec, telle la F.T.Q., paravent des syndicats d'affaires américains. Mais comme il n'est pas interdit de penser que la F.T.Q. puisse un jour rompre ses liens avec les "unions internationales", il n'est pas interdit de penser que le P.S.Q., animé par des forces nouvelles, puisse un jour se radicaliser ;

il est même à souhaiter que cela se produise le plus tôt possible.

On peut espérer que les nouvelles générations de travailleurs et d'étudiants, à force de mesurer quotidiennement l'impuissance des syndicats et des partis politiques intégrés au système — et contraints de servir, consciemment ou inconsciemment, les intérêts des exploités —, vont bientôt finir par comprendre la nécessité d'organiser des syndicats et des mouvements politiques révolutionnaires.

Le F.L.Q. se proposait et se propose toujours, entre autres objectifs, d'accélérer cette prise de conscience, de rendre à la conscience la nécessité de combattre à mort l'arbitraire du système capitaliste, l'arbitraire vécu quotidiennement dans les usines, les bureaux, les mines, les forêts, les fermes, les écoles et les universités du Québec. Plus vite les Québécois s'uniront pour balayer la pourriture qui empoisonne leur existence, plus vite ils pourront bâtir, solidairement avec les exploités, avec les nègres de tous les autres pays, une société nouvelle pour un homme nouveau, une société humaine pour tous les hommes, juste pour tous les hommes, au service de tous les hommes. Une société fraternelle.

Ce n'est pas par une addition de "réformettes" que l'on parviendra à réaliser cet idéal.



J'ai beaucoup parlé de philosophie dans la première moitié de cette Ve partie. Ai-je cessé d'en faire à partir de l'automne 1963 ? Je n'ai pas cessé de réfléchir, mais disons que j'ai commencé à penser différemment.

Ayant compris la nécessité de mettre en pratique mes idées, j'ai étudié surtout, à partir de cette époque, les écrits et les actions des révolutionnaires de notre temps : Lénine,

Rosa Luxembourg, Mao Tsé-toung, Castro et "Che" Guevara. J'ai été plus fortement impressionné par la pensée de Mao Tsé-toung et les idées de Guevara que par l'oeuvre de Lénine. Il faut dire que l'évolution de l'Union soviétique, de l'Internationale et du communisme occidental oblige à remettre en question plusieurs des thèses léninistes, car je ne crois pas qu'il faille considérer que seul Staline est responsable de cette évolution malheureuse.

J'ai lu aussi plusieurs ouvrages historiques, sociologiques et économiques. J'ai, enfin, pour la première fois de ma vie, entrepris l'étude de la société québécoise, de son histoire, de sa géographie, de son économie, de ses idéologies et des classes sociales qui s'y affrontent.

Quant à la philosophie, je ne la juge pas inutile. Bien au contraire. Je pense que la philosophie, ou plutôt la "critique", a un rôle fondamental à jouer dans l'histoire. Présentement, ce qui me préoccupe le plus, c'est la formulation d'une critique capable de remettre en question la pseudo-objectivité "scientifique" qui, dans les sciences humaines, repose sur l'a priori dogmatique et idéologique que les créations humaines, telle l'économie capitaliste, sont devenues des "forces naturelles" qui échappent maintenant à la liberté des hommes.

Je crois (avec Charles Gagnon qui fait des recherches dans ce sens) que l'un des rôles essentiels de la pensée critique (dialectique) est aujourd'hui de démystifier l'esprit scientifique, — y compris l'esprit du "socialisme scientifique" — l'esprit réifié de l'objectivité, et, par la même occasion, de restituer les sciences humaines : l'économie, la politique, etc. à la liberté de nos options. Certes, les sciences humaines, de la phénoménologie au structuralisme, de la psychanalyse à la sociologie, nous apprennent beaucoup de choses qu'il est

essentiel de connaître, mais la plupart des chercheurs ne résistent pas à la tentation de transformer leurs recherches en un système explicatif qui se veuille définitif. La plupart d'entre eux, comme Husserl, fixent des essences ou une nature dans l'espoir d'échapper au relativisme et d'aboutir à quelque chose de permanent, d'éternel, de transcendant. Cette démarche se retrouve en linguistique aussi bien qu'en économie et caractérise, en fait, toutes les sciences actuelles. On s' imagine, à tort, que la connaissance échappe à l'histoire. On refuse de voir que tout doit sans cesse être remis en question. Certes, on n'échappe jamais tout à fait à la tentation de l'absolu. On pourrait même affirmer que la constitution d'un absolu est un processus lié à l'essentielle relativité de notre existence historique. Mais si nous avons besoin d'atteindre un certain équilibre, une certaine cohérence, dans nos connaissances comme dans nos actions, cela doit-il nous empêcher de voir que cet équilibre et cette cohérence devront se dégrader à leur tour au profit d'une connaissance et d'une activité plus parfaites ? Il me semble que l'aliénation consiste en une accommodation vécue ou subie à un certain équilibre, à un certain ordre, à ce qu'on appelle l'ordre établi. Or, il existe des sciences de l'accommodation, telle la psychologie américaine, qui visent essentiellement à promouvoir "l'adaptation" de l'individu au système. L'un des meilleurs exemples de science réifiée est sans aucun doute la psychologie américaine.

On ne se rend pas suffisamment compte que les sciences humaines sont contrôlées par la bourgeoisie et placées au service du capitalisme, même si les chercheurs eux-mêmes n'en sont pas toujours conscients. C'est pourquoi ces chercheurs cherchent à installer partout l'objectivité, une objecti-

vité qui consiste à justifier la nature de l'ordre établi, c'est-à-dire le capitalisme.

Il est donc urgent de restituer les recherches scientifiques à la liberté de nos options, et ceux qui s'emploient à démystifier "l'esprit scientifique" de notre temps font oeuvre de désaliénation et de libération collectives.

Je ne crois pas que je pourrai, pour ma part, accomplir une partie considérable de ce travail que je juge très important. Je sais bien que les périodes d'emprisonnement, de repos forcé, peuvent être les périodes les plus productives pour la philosophie révolutionnaire. Mais l'action révolutionnaire m'a révélé que je ne suis d'abord ni un philosophe ni un penseur. Ce qui, toutefois, ne me porte pas (bien au contraire) à sous-estimer l'importance de ce qu'Amilcar Cabral, chef des guerrilleros de la Guinée portugaise et du Cap Vert, appelle "l'arme idéologique".

Mon plus grand désir est de redevenir au plus tôt un militant actif, un organisateur et un propagandiste de la révolution québécoise.

NOTES

(1) *Tristes Tropiques*, coll. 10-18, Union générale d'Éditions, Paris 1965, pp. 374-375.

(2) *Marxisme et structuralisme*, Petite bibliothèque Payot, Sebag, militant communiste français, s'est suicidé, à l'âge de 31 ans, en janvier 1965.

(3) *La philosophie comme science rigoureuse*, trad. Q. Lauer, Presses universitaires de France.

(4) *Dernières lignes de Tristes tropiques*.

(5) *Ideon I*, trad. Paul Ricoeur, Ed. du Seuil.

(6) *Thèses sur Feuerbach* (Thèses II, VIII, et XI)

(7) Maurice Merleau-Ponty, *Les aventures de la dialectique*, Gallimard, Paris 1955, p. 79. Cet ouvrage est l'une des tentatives les plus importantes de l'existentialisme contemporain, — avec la *Critique de la raison dialectique* (1960) de Sartre — pour retrouver la réalité sociale, historique. Cependant, il demeure encore fortement entaché d'individualisme pessimiste et, au plan politique, est incapable de s'engager plus loin que dans un réformisme abstrait. Merleau-Ponty semble vouloir tenir "le milieu" entre l'anti-dialectique de Max Weber et la dialectique de Georg Lukacs, entre le rationalisme et son ennemi acharné. Il y a coïncidence entre ses positions philosophiques et ses attitudes politiques. Son livre n'en contient pas moins de nombreuses pages fort suggestives, qu'en trouve toujours profit à méditer, car la lucidité et la profondeur n'y font jamais défaut.

(8) Paul Nizan, *Les chiens de garde*, François Maspero, Paris 1960.

(9) George Gurvitch, *Dialectique et sociologie*, Flammarion, Paris 1962. Pour la question du rapport ou des rapports entre "explication et "compréhension", cf. pp. 192-194.

(10) *Dialectique et sociologie*, p. 194.

(11) *Thèses sur Feuerbach* (Thèse II).

(12) *Les aventures de la dialectique*, p. 46.

(13) *Kapital*, I, 731.

(14) *Les aventures de la dialectique* pp. 46-49.

(15) *Ibid.*, pp. 67-68.

(16) Georg Lukacs, *Histoire et conscience de classe*, trad. K. Axelos et J. Bois, Ed. de Minuit, Paris 1960, p. 102.

(17) Lucien Goldmann, *Le dieu caché*, Gallimard, Paris 1955, pp. 338-339.

(18) Arthur March, *La physique moderne et ses théories*, Gallimard, Paris (coll. "Idées"), 1965, pp. 211-214.

(19) Je n'avais pas oublié le sectarisme des fondateurs de Cité libre, lors de la préparation du fameux numéro sur le séparatisme, en 1962.

(20) Jean Pellerin demeura à la tête de Cité libre. D'ailleurs, il n'avait été nommé co-directeur par les "anciens" que pour empêcher la "nouvelle vague" d'œuvrer librement.

(21) J'avais été élu, à mon grand étonnement, secrétaire général du S.J.M., quelques semaines plus tôt.

(22) Il serait du plus haut intérêt d'écrire en détails l'histoire de cette grève. En le faisant maintenant, j'aurais peur cependant d'être trop injuste envers certaines personnes. Je n'ai pas encore suffisamment "digéré" cette grève perdue...

(23) Il faut dire aussi qu'après avoir dénoncé pendant deux jours l'absence de démocratie au sein de la F.T.Q., les congressistes de la C.S.N. auraient perdu quelque peu la face en expulsant de leurs rangs un syndiqué qui avait "osé" critiquer leur "chef".

(24) Cf. mon article, *L'unité de la gauche*, in *Parti Pris*, juillet-août 1965; ainsi que le *Manifeste du Mouvement de libération populaire* et de la revue *Parti Pris*, in *Parti Pris*, septembre 1965.

Le temps de l'action

II — Notre idéal

Les conditions dans lesquelles nous vivons sont des créations des hommes qui ont vécu avant nous. Ces conditions de vie (des rapports de production et de propriété à l'organisation des loisirs, de l'éducation et de la culture) peuvent être transformées, détruites, et d'autres conditions de vie, meilleures, plus humaines, peuvent être créées par la puissance des hommes et des collectivités unis (des hommes et des collectivités d'aujourd'hui) pour servir d'autres fins que celles des conditions de vie existantes.

Ces conditions de vie, dans l'état actuel des choses, constituent une organisation essentiellement économique au service d'une minorité. De cette organisation, qui a pour fin prin-

cipale la recherche et l'accumulation du *maximum* de profits, d'argent, à même l'exploitation du travail de l'immense majorité des êtres humains, dépendent, aujourd'hui, la vie politique, la vie intellectuelle, l'éducation, la vie religieuse et jusqu'à la vie artistique, dans la mesure où ces diverses sphères d'activités humaines sont contrôlées, monopolisées et dirigées par la minorité dirigeante, en fonction de ses intérêts économiques de classe.

Dans ce monde, toute liberté est sensée être donnée à tous les individus de faire ce qui leur plaît. Mais cette liberté, en fait, n'appartient qu'à ceux qui ont l'argent nécessaire pour la faire valoir et la réaliser dans des activités personnelles. La liberté n'existe que pour la minorité dominante. Pour l'immense majorité des individus, l'asservissement au travail, à des conditions d'existence sur lesquelles ils ne possèdent aucun contrôle et qui ne leur accordent aucun pouvoir réel de décision ni aucun droit à la jouissance de la richesse produite, et qui, de plus, les privent de la propriété de leurs moyens de production et, par conséquent, de la liberté concrète de satisfaire leurs vrais besoins, leurs besoins à eux, et non ceux du marché capitaliste, dans ces conditions de vie qui sont celles de la société capitaliste actuelle, la liberté n'est rien de plus qu'un mot, qu'une mystification. La liberté existe pour le petit nombre qui possède l'argent et la force. Les membres de cette minorité peuvent se permettre d'avoir une vie personnelle. Les autres, le grand nombre, ne possèdent aucune chance, aucun droit, aucune possibilité concrète d'arriver à cette "vie personnelle" à l'intérieur des conditions d'existence de la société actuelle. Pour se mettre en valeur en tant que personnes (1), les individus doivent abolir leurs conditions de vie présentes, qui sont en même temps celles de toute la société. Ils n'y arriveront que par l'action pratique et collective

d'une révolution globale (2), qui non seulement renversera l'Etat capitaliste mais abolira, en même temps, tout ce qui a, depuis des siècles, perverti et empoisonné les rapports sociaux, la vie en société : la propriété privée des moyens de production et d'échanges, l'accumulation et la concentration du capital entre quelques mains, les catégories marchandes, l'économie de marché, les échanges fondés sur "la loi de la valeur" (3), et jusqu'à l'argent lui-même. Il s'agit, en somme de "dé-capitaliser" les rapports sociaux et de remplacer la coopération forcée actuelle (qui ne profite qu'à quelques-uns) par une solidarité sociale, qui donne à chaque individu les moyens de développer ses facultés, de réaliser concrètement sa liberté personnelle. Les individus isolés sont contingents, asservis aux exigences de la concurrence, du travail, etc., aux conditions de vie créées par la bourgeoisie pour servir ses intérêts de classe. La bourgeoisie prône l'individualisme, parce que cet individualisme asservit chacun de nous à son pouvoir économique, politique et idéologique, parce que cet individualisme aliène chacun de nous et rend la bourgeoisie invulnérable. C'est dans la mesure où nous deviendrons solidaires les uns des autres que nous nous libérerons de nos multiples aliénations, que nous deviendrons davantage des personnes.

Dans le "succédané" de monde libre que nous connaissons présentement, la liberté concrète et personnelle n'existe que pour les individus qui réussissent à se développer au sein de la classe dirigeante (restreinte) et dans les conditions créées, voulues et maintenues en place par cette classe. Dans le "succédané" de nation indépendante, les mêmes conditions d'existence subsistent souvent, parce que les fondements économiques de la division de la société en classes et de l'exploitation

de l'homme par l'homme n'ont pas été abolies par "l'accèsion à l'indépendance" de telle ou telle colonie.

Seule une révolution opérée par la majorité des hommes d'une collectivité donnée, peut mettre en place les fondements d'une transformation véritable, radicale, des conditions d'existence de la majorité des hommes de cette collectivité (qui peut aussi bien être le monde entier qu'un pays ou un ensemble de pays).

1

Notre idéal à nous, l'idéal du Front de libération du Québec, est fondé ni sur le pragmatisme opportuniste des partis capitalistes, ni sur l'obsession des "fatalités révolutionnaires" (sic !) des partis qui se sont donné le nom de "communistes".

Notre idéal se fonde uniquement sur l'humain, sur les hommes, sur leurs activités, sur leurs capacités de produire et de créer, de détruire et de re-crée, de transformer, de défaire et de refaire, etc...

S'il existe un certain déterminisme dans l'histoire (4), même au sein de la relativité universelle découverte par Einstein et malgré (peut-être) "le principe de l'indétermination de la matière" de Werner Heisenberg (5), ce "déterminisme", à mon avis, ne peut être constitué d'un "développement auto-

nome, nécessaire et naturel (déterminé) des forces productives", développement naturel qui livrerait des siècles entiers d'humanité au Hasard ou à la Nécessité.

Je crois plutôt que le développement des "forces productives" est une activité essentiellement humaine et que l'homme lui-même est sans doute la "force productive" la plus importante de toutes. Certes, les hommes de chaque génération, de chaque collectivité, de chaque classe et de chaque catégorie sociale "agissent sur des bases et dans des conditions et limites matérielles déterminées", comme l'affirment Marx et Engels ; mais j'entends ce mot "déterminées", dans le sens de "particulières", de conditions et limites matérielles particulières, partiellement indépendantes de la volonté des hommes, mais aussi, en partie, produites, créées ou, du moins, acceptées par eux..., qu'ils peuvent, par conséquent, changer eux-mêmes (6). Ces conditions d'existence matérielles des individus et des collectivités, celles qu'ils trouvent toutes prêtes et qui ont été créées par les générations précédentes, ainsi que celles qui naissent de leur propre activité, imposées par la classe qui les opprime ou entreprises de leur propre initiative (activités syndicales ou révolutionnaires, par exemple), ne sont pas et n'ont jamais été le produit nécessaire (au sens de nécessité absolue) d'un développement "autonome" de forces productives non-humaines. Elles sont essentiellement le produit de l'activité des hommes et de leurs luttes. Et c'est pourquoi les révolutions sont possibles.

Si aujourd'hui nous disons que la révolution "prolétarienne" est possible et que même elle est devenue nécessaire, c'est que nous croyons qu'il y a des limites à l'exploitation que les travailleurs supportent depuis des siècles, exploitation que leur font subir d'autres hommes organisés économiquement,

politiquement et socialement pour profiter au maximum de la force de travail de la majorité des hommes.

Nous croyons que ces limites, que cette oppression multiforme, multiraciale et multinationale, demandent aujourd'hui à être dépassées, à être dynamitées d'autant plus violemment que le progrès scientifique et technique procure aux masses contemporaines, du moins peut procurer immédiatement aux masses les moyens de prendre conscience, par une expérience quotidienne d'exploitation, placée en face de (et en contradiction avec) la richesse du "monde libre" diffusée par les "mass media", les moyens, dis-je, de prendre conscience des multiples disparités et injustices du système actuel. Mais ce ne sont pas les "mass media", ni les machines électroniques ni même le syndicalisme d'affaires qui vont se soulever à la place des exploités, qui même vont donner à ces exploités l'occasion, les moyens intellectuels, les finances et les armes nécessaires à la victoire d'un soulèvement populaire. Non. Ce sont des hommes qui vont accomplir ce travail... peu importe, le niveau de développement de l'énergie nucléaire dans leur pays ou dans le monde !

La prise de conscience de l'injustice érigée en système appelle une action révolutionnaire, des changements radicaux dans les rapports de production et de propriété et dans les rapports sociaux, en général. Mais cette action ne peut surgir automatiquement de la seule conscience de l'injustice. Il faut qu'elle soit organisée — intellectuellement, moralement, politiquement et militairement — en une force réellement révolutionnaire, c'est-à-dire à la fois, efficace militairement, désaliénante psychologiquement, intellectuellement et économiquement, démocratique et fondée, moralement, sur la solidarité, l'égalité, la justice et l'honnêteté.

Une telle révolution ne va pas sans guerre, sans violence.

Car l'Ordre établi voudra jusqu'à la fin l'écraser dans le sang. Une telle révolution, donc, signifie l'organisation d'une guerre anti-capitaliste, anti-impérialiste et anti-colonialiste qui ne pourra se terminer qu'avec la victoire ou l'écrasement de la classe ouvrière. Or, si nous faisons la guerre, c'est pour la gagner, et non pour être martyrisés inutilement au nom de la Liberté. C'est pourquoi si toute révolution ne va pas sans guerre, toute guerre, qui se veut victorieuse, ne va pas sans technique (7).

Toute technique de combat exige une discipline, c'est-à-dire un ensemble de moyens capables de donner à des unités ou à des collectivités combattantes le maximum d'efficacité. A l'âge de l'impérialisme, où nous nous trouvons, (que cela nous plaise ou non), il ne peut y avoir de transformation sociale sans révolution populaire ni de révolution populaire sans une technique et une discipline conçues pour le peuple, adaptées à ses moyens et à ses capacités (actuelles ou potentielles).

Le peuple, laissé à la spontanéité de ses révoltes, toujours à recommencer, ne possède aucune force militaire, parce qu'il n'est pas lucide et que sa conscience de classe demeure à l'état d'instinct. C'est ce que les anarchistes (au cœur d'or) oublient toujours. La violence populaire ne conduit pas automatiquement au renversement de l'Ordre établi et peut même être un facteur supplémentaire d'aliénation politique ; et cela, pour des générations entières d'individus. Ce renversement de l'Ordre établi, et la désaliénation collective de la classe ouvrière qui doit l'accompagner, est un problème d'organisation populaire, consciente et collective.

2

Ce qui précède manifeste déjà clairement que notre idéal de société n'a rien à voir avec les "programmes" électoraux des partis traditionnels. Notre programme n'est ni plus ni moins qu'une transformation complète de la société et des hommes qui la composent. C'est la révolution globale elle-même.

Les programmes politiques des partis capitalistes (conservateurs ou libéraux, républicains ou démocrates) se veulent, eux, prag-ma-ti-ques. Ce "pragmatisme" n'est rien d'autre qu'un opportunisme politique qui n'ose dire son vrai nom. Il est déterminé par "les circonstances", c'est-à-dire, fondamentalement, par les seuls intérêts économiques de la ou des classes dirigeantes.

Quant aux programmes politiques des partis que l'on dit de "gauche" (communistes traditionnels, travaillistes, socialistes, sociaux-démocrates, etc.), ils sont, la plupart du temps, fondés sur le même pragmatisme, mais avec des "nuances" dont la plus importante est cette croyance que la révolution se fera un jour, d'elle-même, à travers l'électoralisme, le syndicalisme et le capitalisme d'Etat. Ces partis de gauche sont contraints, par leur passé révolutionnaire, de ressusciter périodiquement cette "révolution future" et l'obsession des fatalités économiques (comme dirait Malraux), sans quoi, ces hommes de gauche ne trouveraient rien d'original à mettre dans leurs programmes.

L'histoire démontre que les révolutionnaires (dont ceux du F.L.Q.) n'ont pas tort de penser que l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

L'important, pour les révolutionnaires du monde entier comme pour ceux du Québec, n'est pas d'attendre la révolution du développement naturel et soi-disant autonome des forces productives, mais d'organiser immédiatement la violence spontanée qui, de diverses façons (des grèves ouvrières à la délinquance juvénile, en passant par les manifestations étudiantes), surgit des frustrations profondes et cruelles, qu'engendre l'organisation actuelle de la société.

La violence spontanée et de plus en plus féroce du peuple, en particulier des cultivateurs, des ouvriers et des jeunes, est la réponse qu'appelle (et qu'obtient) la violence systématiquement pratiquée, depuis des siècles, par les classes dirigeantes minoritaires.

Cette violence ne peut qu'augmenter avec la conscience qu'ont aujourd'hui des masses entières d'être privées injustement de la propriété de leurs moyens de production, ainsi que de la richesse produite, de la culture, etc., et d'être maintenues dans l'esclavage au nom de la démocratie, de la démocratie de la libre entreprise et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

L'essentiel est d'éviter que, périodiquement, cette violence justifiée ne s'embourbe dans le désespoir ou ne s'étrangle elle-même dans cette auto-destruction collective que les fascistes savent si bien organiser, au moment opportun, pour le plus grand bénéfice des Démocrates : la Haute Finance, les grandes corporations multinationales, la Bourgeoisie et l'Eglise. Et le seul moyen d'éviter pareil malheur (toujours possible) est que les révolutionnaires organisent la violence populaire en une force progressiste avant que les fascistes (qui ne dorment jamais) n'en prennent le contrôle pour d'abord l'empoisonner, puis l'écraser. Cela, à l'échelle internationale aussi bien que dans chaque pays.

D'ailleurs, de nos jours, il n'existe plus de problèmes nationaux. Saint-Domingue, le Vietnam, le néo-nazisme allemand, etc., en font la preuve, après des centaines d'autres événements semblables...

La violence révolutionnaire n'est pas, à vrai dire, une violence idéologique. J'entends par "violence idéologique" ou idéologisée, une violence fondée sur des principes absolus, sur l'inconscient ou l'irrationnel, sur la négation de la réalité, etc., comme la violence fasciste, raciste et anti-sémite, par exemple. La violence révolutionnaire n'est rien d'autre que la violence organisée et consciente d'un peuple, d'une classe, d'une collectivité nationale ou multinationale qui a choisi d'affronter, de combattre et de vaincre la violence (organisée et consciente, elle aussi) de l'Ordre établi qui les écrase.

Cette violence populaire, organisée et consciente se fonde sur les besoins, les aspirations, les droits de la majorité des hommes. Elle est exigée, chaque jour, par la négation millénaire de ces besoins, de ces aspirations, de ces droits par une minorité de voleurs, d'exploiteurs, d'assassins dont la force économique, politique, militaire et judiciaire (l'Etat, le Capital, l'Armée, la Justice) a été bâtie, au cours des siècles, à même l'écrasement sans pitié de milliards d'hommes.

Cette violence ne contraint pas les individus et les masses à des actions irrationnelles, au moyen d'une propagande immorale, comme la violence nazie, qui n'a aucun scrupule à exploiter l'instinct de meurtre que tous les écrasés possèdent en eux. Dans le récit qui précède, j'ai souligné, à plusieurs reprises, cette haine farouche qui habite les humiliés et qui ignore vers quoi se diriger. Le fascisme fonde sa violence irrationnelle sur cette frustration très forte et sur l'ignorance dans laquelle la masse de l'humanité est volontairement main-

tenue par les classes au pouvoir. Le fascisme libère la haine pour mieux détruire la classe ouvrière.

Les révolutionnaires, au contraire, organisent la violence populaire en une force consciente et indépendante. Le fascisme, il ne faut pas l'oublier, est aussi corporatiste : il favorise toujours, finalement, la collaboration des classes au profit du Capital et de la bourgeoisie. En travaillant au développement d'une force populaire consciente et indépendante, les révolutionnaires organisent, à partir de cette matière première de toute révolution que constitue la violence naturelle des cultivateurs, des ouvriers, des petits cols blancs, des étudiants et des jeunes, la désaliénation des masses. En somme, une révolution populaire victorieuse, est une psychanalyse collective qui a réussi. Et j'entends ici par "victoire" beaucoup plus que la simple prise du pouvoir. La prise du pouvoir n'est que la première d'une longue série d'activités collectives qui doivent transformer, de fond en comble, tous les secteurs de la vie humaine. Je reviendrai plus loin là-dessus.

Toute psychanalyse (individuelle ou collective) fait peur. Et c'est un réflexe normal. Car une psychanalyse "honnête" propose rapidement des actes à poser, des actes qui contredisent radicalement nos vieilles habitudes d'agir et de penser. Plus un acte à poser provoque chez le "patient" (individu ou collectivité) de la résistance et de l'angoisse, plus cet acte, comme l'a démontré Freud, est nécessaire. Se désaliéner n'est pas une entreprise romantique... Seuls les démagogues malhonnêtes peuvent promettre le bonheur aux masses comme le Père Noël, chez Eaton, promet des jouets aux enfants.

La révolution fait peur aux masses qui, pourtant, spontanément la souhaitent. Car la révolution a ses exigences. Mais, en même temps, la violence attire les masses, les fascine, comme les danses rituelles fascinent certaines collectivités que

l'on appelle "primitives". Les masses opprimées ne demandent pas mieux qu'on leur offre l'occasion et les moyens de "se décharger" de tout ce que la société actuelle leur a fait accumuler de frustrations, de haines, de poisons. Ce on-là, c'est malheureusement, souvent, le fascisme. Et face à la machine nazie, "l'autorité du peuple", mon cher Vadboncoeur, est une bien petite chose !

Le gros problème, c'est que les fascistes ont le capital au départ, tandis que nous, au départ, nous n'avons que le droit, le justice... et la pauvreté. Mais les fascistes se font rarement tuer pour le peuple. Ils ne font rien par solidarité, sans un objectif matériel. Ils brisent les grèves et fusillent les travailleurs qui veulent s'emparer des usines. Ils sont du côté de la Police et des Juges. Mais, malheureusement, le peuple s'en aperçoit souvent trop tard... Et alors, une fois de plus, la résignation, la soumission et la honte reprennent le dessus sur la violence et le désir de libération.

Tout cela n'est pas simple ni toujours "contrôlable" physiquement. Dans un temps de crise, la théorie est une bien petite arme. C'est avant la crise qu'il faut voir clair et organiser les fondements d'une révolution populaire. Il faut toujours avoir présent à l'esprit que les crises économiques, politiques et sociales qui favorisent le développement d'une révolution authentiquement populaire sont les mêmes qui favorisent, en même temps, l'émergence du fascisme. Et les classes dirigeantes ont toujours recours au fascisme quand elles sont prises de panique. Car le fascisme est, en temps de crise, leur meilleur instrument de combat et de répression. Quand la crise est finie, les fascistes se font "démocrates", "libéraux", "sociaux-chrétiens"... L'illusoire démocratie peut recommencer d'exploiter le peuple dans un climat de "paix sociale" !

Le fascisme a été, au XXe siècle, la tentation permanente de la petite bourgeoisie canadienne-française du Québec. Dans le climat d'agitation sociale qui secoue, aujourd'hui, le Québec, cela n'est pas sans inspirer certaines inquiétudes, même si une importante faction de la nouvelle petite bourgeoisie se dit "socialiste" et même si les jeunes intellectuels du Québec, contrairement à ceux de Greenwich Village, à New York, ne dessinent pas sur les murs la croix gammée et n'écrivent pas un peu partout : "Bomb Hanoi Now !" On a vu, en 1965, avec quelle ardeur 1,000 étudiants de l'Université de Montréal ont brûlé un numéro du "socialiste" Quartier Latin et avec quel empressement le juge Laganière les félicita de ce geste courageux et chrétien !

La présence d'éléments fascistes au sein du mouvement séparatiste est aussi très inquiétante, car nous savons tous que le fascisme est l'art de transformer, de sublimer, puis d'écraser le mécontentement populaire au nom d'une pseudo "renaissance nationale", qui n'est rien de plus que la renaissance des éléments les plus frustrés de la petite bourgeoisie, par conséquent d'une infime minorité. Le séparatisme québécois en lui-même est une excellente chose et je l'appuie à cent pour cent. Mais je ne me ferme pas les yeux pour autant. Et je n'ignore pas que les séparatistes québécois ne poursuivent pas tous le même objectif, qu'ils ne défendent pas tous les mêmes intérêts. Malheureusement, pour les promoteurs des Etats généraux du Canada français, un "dialogue entre toutes les parties et les classes de la nation", comme le souhaité Me Jacques-Yvan Morin (9), ne peut qu'être une supercherie. L'unanimité peut se faire sur "l'inadaptation des structures ac-

tuelles", mais, certes pas sur les nouvelles structures à mettre en place. Je remarque que les promoteurs des Etats généraux s'en prennent surtout aux structures "politiques" actuelles et ne remettent pas vraiment en question les structures les plus fondamentales, les structures économiques. Certes, leur objectif semble être "l'indépendance économique du Québec", puisque M. Sarto Marchand lui-même, président du Conseil d'expansion économique, affirme "l'impossibilité pour le Québec de devenir économiquement indépendant sans la conquête préalable de l'indépendance politique". Je souligne le mot préalable, car la tentation fasciste est justement là : faire l'unanimité d'abord autour de ce "préalable", ensuite on verra. On verra quoi, ensuite ? Les usines aux ouvriers ou les syndicats transformés en corporations ?

Je crois que pour échapper à la tentation fasciste, il n'y a qu'un moyen : organiser la majorité, — c'est-à-dire les ouvriers, les cultivateurs, les cols blancs, les intellectuels progressistes, les étudiants, les jeunes et les petits bourgeois lucides. —, en une force révolutionnaire ouvertement et radicalement anti-capitaliste, anti-impérialiste et anti-colonialiste. Il s'agit de prendre parti pour 90% de la population contre les 10% qui veulent saisir l'occasion qui s'offre à eux, aujourd'hui, d'accroître leur domination sur les "non-instruits" et d'augmenter, du même coup, les profits et les privilèges liés à cette domination.

J'avoue que les Sarto Marchand du Québec n'apparaissent pas, à première vue, fascistes. Mais ils ne tarderont guère à le devenir, si Ottawa persiste dans son attitude actuelle. Et comme le Québec est un pays riche, il pourrait arriver que Washington se fabrique, un petit Tshombé, un petit Ky ou un petit Balaguer pour empêcher notre pays de "basculer" dans le camp ennemi. Les fascistes ont très bonne presse à

Washington, malgré la tartufferie gigantesque des rois de la Maison Blanche.

Seule une longue expérience de lutte révolutionnaire, exigeant un niveau sans cesse plus élevé de conscience et de responsabilité, peut permettre aux masses opprimées et humiliées d'échapper au fascisme, à la magie d'un nationalisme fanatique, fabriqué pour les besoins d'une minorité d'individus en quête d'une plus grande mesure de pouvoir économique et politique (10).

Ceux qui, présentement, parlent aux masses, en évitant soigneusement de leur dire toute la vérité et, surtout, en leur prêchant la non-violence, l'électorisme, etc., sont des imposteurs et préparent la voie, non à la révolution, mais à la contre-révolution (11). — Est-ce possible que le fascisme, un jour, balaye le Québec ? me dites-vous. Oui, c'est possible, même après la "révolution tranquille". Car la "révolution tranquille" a aussi réveillé cela... Si les travailleurs conscients (12), si les petits bourgeois lucides, si les étudiants et les jeunes ne transforment pas davantage leurs idées progressistes et leurs convictions politiques en des actions pratiques, il est fort possible, hélas ! que le Québec devienne non pas un nouveau Vietnam mais un second Portugal.

Déjà, certains faits ne manquent pas de susciter des questions angoissantes : la popularité fulgurante de Caouette, de Grégoire, de Marcoux en 1962 ; la renaissance du parti d'Adrien Arcand ; la "vogue" d'Aujourd'hui-Québec dans les milieux cléricaux et les institutions contrôlées par le clergé : écoles, collèges, couvents ; la fusion des séparatistes du Regroupement national avec les créditistes nationalistes d'extrême-droite ; la présence de fascistes notoires au sein même du R.I.N. ; la mutation récente de l'Ordre de Jacques-Cartier en deux autres sociétés secrètes de tendance nettement fascis-

te ; la victoire de l'Union nationale et la "renaissance duplessiste" ; enfin, le plaidoyer du maire de Montréal, Jean Drapeau, en faveur du parti unique, un peu avant les dernières élections municipales. Jean Drapeau et Daniel Johnson sont, à mon avis, les plus rusés (avec Pierre Laporte) des leaders de la droite. Jean Drapeau est peut-être celui qui, actuellement, jouit du plus large soutien financier. Devendra-t-il, un jour, notre Führer ?

La situation actuelle n'est pas sans rappeler celle qui permit à Houde et à Duplessis de devenir les rois-nègres du Québec, au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Mais cette fois, les travailleurs et les "gauchistes" sont mieux organisés et plus forts qu'en 1945. Ils représentent une menace certaine pour le système. C'est pourquoi il est fort possible que l'extrême-droite, au Québec, comme aux Etats-Unis, soit en train de s'armer. On parle de l'organisation par Arcand d'un camp d'entraînement para-militaire dans la région de Louiseville et d'un intense effort de propagande dans le comté de Berthier et dans les quartiers ouvriers de l'est de Montréal. L'un de mes amis a été "approché" par un officier supérieur de l'agence privée, bien connue, Phillips, qui faisait du recrutement pour une organisation fasciste para-militaire. Cet ami a refusé "l'invitation" mais ne l'a pas oubliée ; cela se passait il y a deux ou trois ans.

On pourrait aussi parler des discours de l'abbé Gravel, de Québec, de ce petit frère des écoles chrétiennes qui faisait à Montréal de l'éducation à l'hitlérienne, des propos du juge Laganière à l'occasion de l'autodafé du Quartier Latin par des étudiants, des déclarations anti-syndicales de Lucien Tremblay, de l'A.P.I., des Chambres de commerce, etc.

Une chose est certaine : l'agitation de la droite a augmenté en intensité depuis deux ans. Et cette agitation manifeste

clairement que l'Ordre établi a maintenant peur. Ce n'est pas encore la panique, mais celle-ci n'est pas loin.

4

La renaissance de la droite au Québec n'est pas un phénomène national, mais fait partie du vaste mouvement contre-révolutionnaire qui se répand à travers le monde avec une rapidité étonnante (et avec presque la complicité des Russes). L'escalade de la guerre du Vietnam, l'écrasement de la révolution dominicaine et de l'insurrection noire de Watts, les coups d'Etat du Brésil, de l'Algérie et de l'Indonésie, le massacre des millions de "communistes" indonésiens, l'alliance Johnson-Eisenhower à la Maison Blanche, l'assassinat de Ben Barka, la montée du nazisme en Allemagne, en Autriche et en Flandre, les récents événements survenus au Ghana et en Guinée, la répression des étudiants en Inde, au Brésil, en Argentine, au Chili... et jusqu'à la condamnation des Jésuites par Paul VI : autant d'événements, parmi des milliers d'autres, qui manifestent clairement la détermination de l'Ordre ancien, de l'impérialisme, de mettre un frein à la révolution mondiale qui le menace de partout.

Heureusement, le besoin de liberté est plus fort que la peur engendrée par le chantage nucléaire des Etats-Unis. Dans toutes les parties du monde, des groupes de paysans, d'ou-

vriers et de jeunes se soulèvent contre les classes dirigeantes. Et chaque fois qu'un soulèvement se produit — à Harlem, à Atlanta, au Chili, au Congo, en Inde, en Hollande, en Espagne ou au Japon —, les travailleurs et la jeunesse du monde entier en sont aussitôt informés. De plus en plus, malgré tous les efforts de la réaction, les travailleurs et les jeunes se sentent concernés par toutes les luttes que leurs frères livrent partout dans le monde ; et ils savent aussi que leur propre combat concerne les autres. Peu à peu, se développe ainsi une conscience de classe multi-nationale qui, tôt ou tard, appellera, exigera l'organisation d'un mouvement révolutionnaire mondial. Non pas un mouvement dirigé de Moscou, de Pékin ou de La Havane, mais dirigé collectivement par les paysans, les ouvriers, les intellectuels et les jeunes de tous les pays, sans distinction de langue, de culture, de couleur ou de privilèges (de privilèges du genre de : moi, je suis russe ; moi, je suis chinois ; moi, je suis cubain ; moi, mon pays a fait ceci, a fait cela, etc., etc.). C'est, d'ailleurs, seulement par l'action révolutionnaire d'une organisation populaire multi-nationale que l'impérialisme (quel que soit son nom, sa forme ou sa couleur) pourra être liquidé une fois pour toutes.

Utopie, tout cela ? Je pense qu'aucun rêve de l'homme n'est irréalisable s'il se situe sur la terre (et non sur une planète imaginaire ou un Ciel habité par les anges). Je crois que l'homme possède la capacité de faire un monde toujours plus humain et qu'il n'existe pas de limites au progrès de l'humanité. Je ne crois ni en l'Apocalypse ni en la domination éternelle de la Barbarie. Je crois la révolution possible... et au stade actuel où se trouve l'humanité, logiquement nécessaire. En effet, le développement historique (matériel et humain) des "forces productives" a atteint un niveau tel qu'il devrait permettre, aujourd'hui, à tous les hommes de

jouir d'un très haut niveau de vie. Les deux principaux obstacles à la réalisation de cet idéal — qui trouve son fondement scientifique dans la révolution technologique actuelle, dans l'utilisation par l'homme de l'énergie nucléaire, de l'espace, des ondes, etc., dans le développement à l'échelle planétaire des techniques de communications, du marché mondial, etc. — sont, d'une part, la concentration des capitaux, des connaissances, des techniques et des pouvoirs (13) entre les mains de la bourgeoisie internationale (américaine, soviétique et européenne, principalement) et, d'autre part, l'absence d'une organisation révolutionnaire multinationale capable de mener une lutte de libération dans les conditions d'existence qui sont celles de la société du dernier tiers du XXe siècle et non pas de la première moitié du XIXe siècle !

Je me sens souvent mal à l'aise en regardant le mouvement révolutionnaire international évoluer. Evoluer vers où, exactement ?

Nous souhaitons, disons-nous, la libération totale de l'homme, et nous risquons, chaque jour, notre vie pour elle... au Guatemala, au Vietnam, au Congo, en Angola, aux Etats-Unis mêmes, et au Québec. Mais, malgré ce que certains appellent de "l'héroïsme", savons-nous vraiment quelle société nous voulons construire ? Savons-nous quelle humanité concrète nous voulons édifier ? Savons-nous même ce que sont les hommes que nous nous faisons un devoir de "réveiller" et d'organiser ? Et savons-nous de quoi est faite la réalité qui nous entoure ? Si nous n'étions, au fond, trop souvent, que des agitateurs... ?

Il n'est pas rare de rencontrer des révolutionnaires qui ne pensent qu'au renversement de l'Etat bourgeois, comme si ce renversement avait un pouvoir magique et pouvait mettre au monde, du jour au lendemain et spontanément, les conditions

pratiques de la libération des individus et des collectivités, de la libération de toutes leurs aliénations présentes et d'un nouveau mouvement vers une plus grande mesure de liberté pour chacun et pour tous.

Si vraiment notre idéal est de faire en sorte que, par une action pratique, qui se nomme une révolution, chaque exploité, chaque humilié, chaque frustré, puisse être en mesure de "se mettre en valeur en tant que personne", et cela le plus tôt possible, nous devons, en tant que révolutionnaires et êtres conscients, penser aujourd'hui à beaucoup plus qu'au simple renversement d'un Etat bourgeois. Et nos préoccupations doivent englober plus que de simples problèmes de stratégie et de tactiques militaires. C'est un nouveau modèle de société humaine que nous devons proposer aux ouvriers, aux cultivateurs, aux cols blancs, aux étudiants et aux jeunes d'aujourd'hui et dont nous devons commencer à jeter les bases, dès maintenant, avec eux, au sein même du mouvement révolutionnaire qui non seulement doit les mettre au pouvoir mais, en même temps, les rendre aptes à construire cette société nouvelle pour l'avènement de laquelle ils auront (ou ont déjà) mille fois risqué leur vie.

On dit parfois qu'il n'est rien de plus difficile que de faire penser les gens sur ce qu'ils doivent faire pour être cohérents avec leurs principes et d'abord avec eux-mêmes. Cela se vérifie même chez les révolutionnaires les plus passionnés, les plus généreux et les plus désintéressés. C'est pourquoi il arrive parfois qu'ils ne sachent pas très bien par quelle société ils veulent remplacer celle qu'ils travaillent, avec toutes leurs énergies, à détruire. Cette "négligence" comporte des risques énormes. Entre autres choses, disons que pour certains l'action, sans même qu'ils s'en rendent parfaitement compte, devient un Absolu, une mystique, qui se suffit à elle-

même. Peu à peu, "possédés" par cette mystique ils acceptent de poser les actes les plus gratuits qui soient... pourvu qu'ils aient la consolation ou la justification de les payer de leur vie...

Je crois démontrer, dans cet essai, que le F.L.Q. n'est pas un mouvement terroriste dont l'action serait au service de passions "aveugles". Nous savons avec une certaine précision ce que nous voulons. Dans les pages qui suivent, je vais préciser le contenu de ce que nous appelons "notre idéal". Vous allez aisément constater que nous n'avons aucune prédilection pour l'aventurisme, le nihilisme ou le martyre (même s'il nous est arrivé de commettre des erreurs et même s'il nous arrive d'en commettre encore).

Si, un jour, comme tant de révolutionnaires avant nous, nous mourons pour cet idéal humain qui est devenu notre raison de vivre, ce ne sera ni en martyrs ni en héros, mais en tant que simples soldats liés à la lutte quotidienne et universelle des paysans, des ouvriers, des étudiants et des jeunes. Nous mourrons comme on meurt à la guerre... victimes de l'armement ennemi ou d'un accident stupide. Nous ne serons ni les premiers ni les derniers, ni les meilleures ni les pires. Des hommes comme vous.

C'est devenu un ensemble de lieux communs de dire que le Québec est une colonie, une sous-colonie, une sous-sous-colonie, une triple colonie, etc. La "dépendance" du Québec à l'égard de l'étranger est une constante de son histoire. Son développement "économique", social et politique, constamment subordonné à des intérêts financiers étrangers, n'a jamais connu d'évolution "indépendante". Car le Québec, depuis l'établissement d'un comptoir commercial à Québec par Champlain en 1608, a toujours été soumis aux intérêts des classes dominantes des pays impérialistes : d'abord, la France ; puis l'Angleterre ; et aujourd'hui, les Etats-Unis.

Colonie politique depuis plus de 350 ans, son "économie" a toujours été dirigée, contrôlée, organisée par des facteurs extérieurs aux besoins de sa population. D'abord, commercialement, le Québec a "vécu" et "vit" toujours d'exportations, vers un nombre limité de pays (pour dire vrai, vers un seul pays et quelques gros "satellites" de celui-ci), d'une quantité limitée de produits, exportés à l'état brut ou semi-fini : fourrures, sous la domination française ; fourrures, bois, blé et cuivre, sous la domination anglaise ; bois, papier-journal, électricité, lingots d'aluminium, amiante, fer, cuivre, sous la domination américaine. Ce secteur économique appartient au capital étranger, aujourd'hui américain, qui transforme dans les usines des Etats-Unis (ou, quelquefois, dans celles d'une de ses "colonies" d'Europe, comme la Norvège ou l'Angleterre) les produits bruts ou quasi-bruts importés du Québec à un prix extrêmement bas.

Quant au secteur "de transformation", couvrant les besoins du marché domestique ou ceux d'une partie du marché étran-

ger (textile, meubles, chaussure, vêtements) il est faiblement équipé et repose sur l'exploitation de la main-d'oeuvre à bon marché (d'autant plus abondante au Québec que l'agriculture n'y est guère facile ni florissante). Ce secteur aussi est, en grande partie, contrôlé par le capital américain, avec la coopération forcée de capitaux canadiens-anglais, canadiens-italiens, etc., qui ne font pas le poids en face de la puissance américaine. Le Québec, en particulier dans la région de Montréal, est dans une situation de dépendance financière absolue à l'égard des Etats-Unis, qui ne peuvent, comme autrefois la France et l'Angleterre, que s'opposer au développement autonome de l'économie québécoise. La faillite du "projet" Sidbec, l'achat de Québec-Téléphone par des intérêts américains, l'asservissement des finances de l'Etat du Québec au "crédit" américain en sont les illustrations du jour. Aujourd'hui, le fait essentiel est le suivant : le Québec, manipulé par les Etats-Unis, est contraint de vendre à des taux très inférieurs à leur valeur réelle ses richesses naturelles et son "cheap labor" et d'acheter à des prix très supérieurs à leur valeur réelle les produits fabriqués aux Etats-Unis ou au Japon ou en Angleterre... grâce à l'exploitation sans limites de ses propres richesses et de la force de travail de sa population (qui approche maintenant 6 millions d'habitants) !

La conclusion est claire : les Etats-Unis tirent des profits énormes de leur domination économique du Québec (comme ils en tirent de la domination de plusieurs autres pays dans le monde) et jamais ils ne consentiront, sans y être forcés par la violence du peuple québécois, à cesser cette domination. Au contraire, tout indique que leur intérêt est d'accroître encore cette domination, quitte à lui donner un "visage français" pour calmer les sentiments "patriotiques" d'une petite bourgeoisie sans imagination qui rêve à la Nouvelle-France

du chanoine Groulx, comme les mendiants du Carré Viger, à Montréal, ont l'illusion de transformer la réalité en se racontant des "histoires" ! Ça passe le temps, comme on dit, mais ça ne change absolument rien à la réalité... Et le fait que le pétrole importé du Venezuela soit raffiné à Montréal pour être ensuite vendu sur le marché canadien n'est pas un indice de prospérité, mais de sous-développement : car ce pétrole "volé" au peuple vénézuélien par les corporations américaines est transporté et raffiné à Montréal-Est (l'appendice "Est" a un contenu économique réel ; voir note 14), parce que les taxes y sont moins élevées, les salaires plus bas, et, par conséquent, les profits plus considérables que si ce pétrole était raffiné aux Etats-Unis et soumis à des tarifs douaniers avant d'être vendu aux consommateurs canadiens. On peut dire fondamentalement la même chose des avions que les Américains fabriquent à Canadair (Montréal) pour le ministère canadien de la Défense et des explosifs qui, fabriqués ici, à des taux plus bas, sont vendus au Département américain de la Défense avec un taux de profits plus élevé que s'ils étaient fabriqués à Détroit ou à Chicago. Les exemples de ce genre ne manquent pas et ne font qu'illustrer le fait fondamental que, dans l'état actuel des choses, il n'existe tout simplement pas d' "économie québécoise" !

"Alors comment voulez-vous bâtir un Québec fort, un Québec indépendant, sur le vide ?" peut-on demander à tous les Jean Lesage, Eric Kierans et Daniel Johnson du Québec qui demandent encore plus d'investissements américains ! Que nous importe d'être sous-développés dans le cadre formel d'une pseudo-république ?

L'indépendance politique n'est qu'un mythe (dont on peut faire "l'économie", saignés à blanc comme nous le sommes !), si cette indépendance n'a pas pour préalables : l'expropriation

du capital étranger (américain et autre), la nationalisation des ressources naturelles, des banques et des autres entreprises qui actuellement appartiennent au capital étranger ; la modification en profondeur des rapports monétaires, financiers, commerciaux et douaniers qui nous asservissent aux Etats-Unis ; une transformation sociale qui puisse aboutir à la disparition des classes parasitaires (petites bourgeoisies anglophone et francophone du Québec) qui sont liées à l'impérialisme et profitent de la vente du Québec aux étrangers : cette condition s'identifie donc à la nécessité d'une révolution globale.

Voilà les préalables à l'indépendance véritable. On veut nous faire croire, la petite bourgeoisie, commerçante, professionnelle, cléricale ou industrielle, du Québec veut nous faire croire qu'au contraire, c'est l'indépendance juridique, formelle, qui est un préalable à l'indépendance économique. C'est purement et simplement de la grossière démagogie destinée (comme jadis le "retour à la terre") à, — passez-moi l'expression —, "fourrer le peuple" !

On ne décolonise pas un pays en le proclamant république et en lui fabriquant un beau drapeau neuf. Surtout si cette "république", tout en se séparant de la colonie qu'est le Canada anglais, ne change rien aux rapports économiques fondamentaux que le Québec, tout comme le Canada, entretient avec son "partenaire" yankee. Si le séparatisme des petits-bourgeois n'est qu'un séparatisme de "colonie", la volonté d'une colonie de vivre sa destinée de "colonie des Etats-Unis", sans l'intermédiaire du Canada anglais, eh bien ! qu'on cesse de parler d'indépendance économique... et même d'indépendance politique !

Je n'ai aucune objection à ce que, tous ensemble, nous disions merde à Ottawa. Car nous n'avons que faire de son

encombrant paternalisme, qui, d'ailleurs, nous coûte assez cher en taxes et contribue à brouiller les cartes. Bon. Disons merde à Ottawa. Et ensuite ? Qu'est-ce qui va changer ? Une seule formule d'impôts au lieu de deux ? Une ligne téléphonique directe Québec-Washington ? Une armée d'opérette intégrée à NORAD ? Un délégué à l'O.N.U., un à l'O.E.A., un troisième à l'O.T.A.N. et un ambassadeur bien à nous au Vatican ? Et après ? Le fer de la Côte Nord, l'amiante d'Asbestos, les mines de l'Abitibi, nos forêts et nos ressources hydrauliques, le commerce, la finance, l'industrie... et les "machines électorales" : tout cela ne sera-t-il pas encore propriété exclusive des Américains ? Alors qu'est-ce que la majorité de la population du Québec risque de gagner à cette indépendance de papier, à part une aliénation politique supplémentaire et, vraisemblablement, une plus grande mesure encore d'asservissement économique ?

Comprenez-moi bien : je ne suis pas contre l'indépendance du Québec, mais contre l'illusoire indépendance du Québec que nous propose actuellement, habillée de diverses formules (de l'Etat associé à la République), la petite bourgeoisie parasitaire du Canada français. Et c'est pourquoi je suis pour la révolution, car seule une révolution en profondeur peut nous rendre indépendants. Ce n'est pas là une question d'idéologie mais de fait. Et il faut "se boucher" volontairement les yeux et l'esprit pour faire semblant de ne pas s'en rendre compte.

Mais, messieurs du séparatisme "politique", la malhonnêteté intellectuelle risque, un jour, de vous coûter cher, car une révolution, surtout une révolution conduite par la majorité, s'accommode assez mal des exploiters hypocrites et lâches qui font le jeu de ses adversaires. Et l'adversaire de la révolution québécoise, ce n'est pas Ottawa (qui n'en a pas les moyens !), mais Washington. Oui ou non, messieurs, êtes-

vous pour la séparation d'avec Washington ? Etes-vous pour ou contre l'impérialisme ? Je sais combien cette question vous embarrasse. Mais que voulez-vous, chers compatriotes ! c'est la seule question qui ait, aujourd'hui, un sens.

Nous ne sommes plus en 1837 et nous en avons soupé des Louis-Joseph Papineau ! Les Papineau de 1967 nous écoeu-
rent autant que celui de 1837. Comme les Cartier de 1967 nous écoeu-
rent autant que celui de 1867.

Nous sommes écoeurés d'être, depuis 350 ans, l'objet de marchandages entre capitalistes "autochtones" et étrangers. Cette fois, nous exigeons tout, l'indépendance et le pouvoir économique inclus. Et si nous devons, pour cela, affronter les Marines de L.B.J. les armes à la main, eh bien ! nous prendrons les armes contre les Marines, nous suivrons l'exemple du peuple vietnamien. Vous serez bien alors obligés de descendre dans la rue avec nous et de nous suivre... ou bien d'aller chercher refuge, réconfort et B-52 à Washington, comme le fait le général Ky et sa clique de "vendus". Comme l'ont fait, avant eux, plusieurs cliques de "vendus". Comme, demain, vous le ferez peut-être vous-mêmes, vous qui, aujourd'hui, réclamez : égalité ou indépendance (15).

Cette révolution dont le Québec a besoin, comme tous les pays asservis au capitalisme et à l'impérialisme colonisateur, implique ni plus ni moins que la disparition du capitalisme lui-même, ce qui veut dire des transformations encore plus profondes que celles qu'exige la nationalisation du capital étranger. Il s'agit, en fait, d'abolir le capital lui-même, base de la société actuelle.

La société actuelle, vous le savez aussi bien que moi, repose sur ce que les spécialistes appellent une "économie de marché", c'est-à-dire une économie dans laquelle les décisions réelles affectant toute la collectivité, autant les travailleurs que les non-travailleurs, sont prises par une poignée de financiers (en langage savant : d'"agents économiques individuels") en fonction de leurs intérêts économiques particuliers, de leur accumulation de profits sans cesse croissants. Cette économie capitaliste exploite la majorité des hommes au moyen d'un marché du travail, au sein duquel les travailleurs (les producteurs réels de la richesse), privés par la force de la propriété de leurs moyens de production, sont contraints de vendre (quand il se trouve des acheteurs d'esclaves !) leur force de travail pour obtenir du système qui les exploite le minimum d'argent qu'il leur faut, à eux et à leur famille, pour subsister, c'est-à-dire en fait, pour consommer (et "rembourser" ainsi le système) les produits que les capitalistes les contraignent par la publicité, à acheter au plus haut prix possible.

En bref, une minorité de financiers s'est accaparé les moyens de production et a organisé le travail humain et la société en général (les rapports de production, les rapports

d'échange et les rapports sociaux) de façon à s'approprier, au nom de la pseudo-libre concurrence et de l'illusoire égalité des individus, la plus grande part possible de la richesse produite par le labeur quotidien de la majorité des hommes. Ces financiers, et leur armée d'idéologues, appellent cela "la démocratie". Les travailleurs, eux, appellent cela l'esclavage organisé.

A cette économie fondée sur l'exploitation de la majorité des hommes, nous voulons substituer non seulement une économie nouvelle mais une société nouvelle, dans laquelle l'actuelle catégorie "économie" ne trouvera pas le contenu qu'elle possède actuellement, une société dans laquelle les producteurs (les travailleurs) seront les propriétaires et les administrateurs collectifs de leurs moyens de production, les créateurs, les organisateurs et les planificateurs de leurs rapports de production et de la "circulation" de leurs produits, selon une finalité qu'ils choisiront eux-mêmes, pour la satisfaction de leurs besoins véritables, dans l'égalité absolue des droits, des opportunités et des bénéfices.

Dans cette "économie", dans cette société nouvelle : plus de "libre concurrence", c'est-à-dire plus de marché de capitaux et de marché du travail, plus d'accumulation et de concentration entre quelques individus, les plus forts et les plus riches, de la richesse collective ; plus d'exploitation des travailleurs, de l'immense majorité des hommes, par une poignée d'accumulateurs de profits. Mais une structure sociale égalitaire (et non totalitaire) sans non-travailleurs, sans exploités et sans parasites. Une société sans classes, par conséquent, et aussitôt que possible, sans Etat. Car, en dernière analyse, le capitalisme est déterminé, est développé, est maintenu et est périodiquement renouvelé, "rajeuni, programmé, etc. par la classe sociale la plus forte (aujourd'hui, la bour-

geoisie d'affaires de type américain ou soviétique) à qui l'Etat appartient et qui profite au maximum du caractère de classe de la société actuelle, (caractère arbitrairement défini par les classes dirigeantes, qui se sont succédées dans l'histoire, comme inaliénable). C'est ce caractère de classe de la société et de sa forme juridique, l'Etat (de type américain, britannique, français ou soviétique, peu importe) que les travailleurs et les jeunes, que tous les progressistes du XXe siècle doivent faire sauter, car, autrement, comment éviter qu'une "nouvelle classe dirigeante" ne se structure, dans un Etat où l'égalité serait un mythe comme l'est, dans le système actuel, "la liberté démocratique des individus" ?

Seule une structure sociale égalitaire peut permettre concrètement aux travailleurs de participer activement et de profiter réellement et au maximum, des produits de leur activité libre et disciplinée en même temps. Il ne s'agit pas seulement de "permettre" d'en haut (de la hauteur de quelque "praesidium" suprême) une libre circulation "à la base", des suggestions, des propositions et des critiques, mais de beaucoup plus que cela : il s'agit, à travers cette structure égalitaire, de mettre en place, par un travail collectif, les mécanismes d'une démocratie concrète et efficace, d'une démocratie pour tous qui donne aux travailleurs et à toute la société les moyens de tirer le plus grand parti possible des potentialités non seulement de "l'économie" mais de l'ensemble des activités humaines et des "énergies" qui se déploient dans l'univers connu et sur lesquelles les hommes possèdent un pouvoir illimité de contrôle et d'utilisation à des fins "humaines", de progrès, de bonheur, de satisfaction des besoins connus et "pas encore connus".

Il est entendu que les formes concrètes, locales, particulières, d'une telle structure (qui ne peut, à mon avis, exister so-

lidamente qu'à l'échelle d'un continent et même du monde, — ce dont j'expliquerai plus loin les raisons, économiques et politiques), sont susceptibles de multiples "variations" accidentelles, bonnes en soi, (ou plutôt "indifférentes" aux fondements mêmes de cette structure), selon les développements historiques spécifiques des différents pays, des différentes nationalités, minorités ou "races". Mais ces "variations" ne font que donner des couleurs "locales" à l'essentiel : l'établissement d'une structure sociale égalitaire, d'une société sans classes.

Pour que cette société existe et dure, trois sortes de conditions doivent être réalisées, conditions que nous allons maintenant résumer le plus clairement possible, dans le cadre étroit de cet essai.

Elles sont, premièrement, économiques ; deuxièmement, administratives et politiques ; troisièmement, subjectives et intellectuelles.

A — CONDITIONS ECONOMIQUES — Fondamentales, ces conditions peuvent se résumer à la disparition des catégories marchandes, du calcul en "valeur" (qui s'exprime à travers le système des prix et dont la finalité ou l'utilité n'est pas, comme certains l'affirment, d'exprimer le temps de travail requis pour la production des différents produits — ou marchandises — mais d'accumuler le plus de profits possibles), de la monnaie, de la comptabilité nationale liée aux catégories marchandes capitalistes, ainsi que du système financier et de crédit.

Le fonctionnement des catégories marchandes et l'utilisation, par une bureaucratie de technocrates, de la loi de la valeur, dans une économie qui se veut "socialisée", est un non-sens. Car c'est vouloir socialiser l'économie tout en refusant de la décapitaliser. C'est poser de la peinture neuve

sur une vieille automobile. C'est se contenter d'une révolution économique "phraséologique". C'est faire, tout au plus, évoluer le capitalisme de l'entreprise privée vers le capitalisme d'Etat. C'est laisser en place, comme si elles étaient vitales pour l'humanité, les racines de l'accumulation puis de la concentration des capitaux et de nouveaux profits, sans cesse croissants, entre les mains de nouvelles catégories sociales, de nouvelles classes dirigeantes qui ne tarderont guère, par le moyen de leur Etat et de leur contrôle exclusif des décisions économiques, des plans, etc., à monopoliser dans le sens de leurs intérêts de nouvelle classe au pouvoir l'utilisation soi-disant "révolutionnée" de la loi de la valeur et des catégories marchandes. Les grandes corporations multinationales (américaines), elles aussi, ont socialisé "leur" économie, ont planifié les salaires, les prix, les investissements, etc. L'U.R.S.S. de 1967 est devenue le plus grand trust de l'univers (16), la corporation aux activités les plus étendues, que General Motors commence à courtiser pour une entente à l'amiable soviéto-américaine, par-dessus la tête des travailleurs dont les conditions d'existence n'ont pas été fondamentalement transformées par la révolution de 1917 et qui, actuellement, se voient acculés à préparer le renversement d'une nouvelle bourgeoisie, moins féodale que celle de 1917, mais plus hypocrite et plus habile. Une bourgeoisie que j'appellerais "bourgeoisie d'Etat". Une bourgeoisie qui joue la prudence en Asie et qui demande aux capitalistes américains et européens de venir l'aider à "réformer" son système de planification, à réintroduire les notions de profit et de libre concurrence dans l'économie soviétique, afin que l'U.R.S.S. devienne la puissance impérialiste no 1 de l'an 1980 et la clique des Brejnev-Kossyguine, les Rockefeller de l'an 2000 ! Est-ce bien cela que prophétisait Lénine quand il disait avec naïveté, que "le

socialisme (se montrant) à toutes les fenêtres du capitalisme contemporain", c'était une "maladie infantile du communisme" que de se refuser à tout compromis avec ce système ? Aujourd'hui, on peut dire : "le capitalisme réapparaît à toutes les fenêtres du socialisme russe et est-européen". Voilà où mène le pragmatisme de la phraséologie révolutionnaire, une fois au pouvoir.

Notre idéal n'est pas de rééditer le "réalisme" des Lénine, des Staline et des Kossyguine. Car il a fait aujourd'hui ses preuves ; et décidément, il apparaît, après 50 ans d'histoire soviétique, que les Russes ont fait, à partir des insurrections populaires de 1917, une révolution bourgeoise... qui a eu recours à la planification (comme la France d'après-guerre) pour concentrer massivement et, le plus rapidement possible, les capitaux et les talents légués par l'ancien régime dans l'édification d'une industrie de base et d'un Etat capables de "concurrencer" les Etats-Unis. Et après 50 ans de privations inouïes imposées aux travailleurs, General Motors et Ford trouvent en U.R.S.S. et en Europe de l'est un marché tout prêt à recevoir des voitures américaines assemblées à Moscou. C'est Saint-Bruno (SOMA) en plus gigantesque et Kossyguine est le Gérard Filion de "la révolution tranquille" de l'Union soviétique, de la coexistence pacifique et de la coopération avec le fascisme américain !

Tout cela, parce qu'après Octobre 1917, on a accepté comme une "survivance nécessaire" et "temporaire" l'utilisation des catégories marchandes dans l'économie. Du bolchévisme on est vite passé au réformisme planifié et de celui-ci au capitalisme d'Etat. Voilà où aboutit, le développement autonome des forces productives capitalistes !

Les Soviétiques n'ont pas compris que "la loi de la valeur" n'est pas une loi de la nature mais une création humaine et

que les catégories marchandes, ainsi que tout ce qui s'y rattache (la monnaie, le système financier, le crédit, le système des prix etc.) sont des productions humaines et non des forces "naturelles", comme la lumière, l'énergie nucléaire, etc... Si l'homme est, aujourd'hui, capable de transformer la matière en énergie et un élément en un autre élément, comment peut-on lui dénier la capacité non seulement de "réviser" la loi de la valeur mais aussi celle de la contester ?

Les économistes "marxistes" tentent, dans leur bibliothèque bourrée de tableaux statistiques, de "déterminer les conditions objectives de dépérissement des catégories marchandes" (17). Mais quand ils se posent ce problème fondamental, ils oublient de le replacer dans le contexte des modes d'activités engendrés par le développement du capitalisme et de la bourgeoisie. Ils isolent abstraitement les catégories marchandes de la structure sociale capitaliste et de son caractère de classe. C'est pourquoi ils oublient de poser le problème sur le terrain concret où il se situe.

D'abord, les catégories marchandes ne peuvent "déperir" sans que "déperisse" le système auquel elles sont intégrées et dont elles constituent un instrument privilégié de fonctionnement en vue d'objectifs économiques déterminés par les hommes, par les classes qui ont produit ce système et l'ont perfectionné sans cesse. Poser le problème du dépérissement des catégories marchandes, c'est se poser celui du dépérissement de la société capitaliste elle-même. Or, la société capitaliste peut-elle "déperir" ? Certes, elle est "frustrante" pour la majorité des hommes. Certes, elle est incapable de répondre adéquatement aux besoins vitaux de centaines de millions d'hommes. Mais cette société peut-elle "déperir" à la façon d'un homme, qui, vieillissant, malgré lui dépérit et meurt ? Pour ma part, je crois que la société capi-

taliste ne peut qu'être renversée. Elle ne peut pas dépérir d'elle-même, pas plus que la classe bourgeoise ne peut se suicider. Seule une action pratique, un mouvement révolutionnaire peut balayer la vieille société, et en même temps les catégories marchandes, la loi de la valeur, etc. Reste à déterminer le contenu global de cette révolution : ce que je vais tenter de faire plus loin, dans cette VI^e partie, et surtout dans la partie suivante qui traite plus spécifiquement de "l'action révolutionnaire", de la "pratique" de notre idéal.

Mais l'essentiel, pour l'instant, est de retenir que les catégories marchandes et la loi de la valeur, créations des hommes et de leur activité, peuvent être abolies par eux, à travers de nouvelles activités, dites "révolutionnaires" en ce sens qu'elles changent, de façon radicale, les rapports sociaux (de production, d'échange, etc.) établis par les générations précédentes, plus précisément par les classes dirigeantes de ces générations. Il est impossible d'imaginer qu'une structure sociale égalitaire puisse surgir de la planification de rapports de production et d'échanges... capitalistes, créés pour l'accumulation du capital, de la richesse, entre les mains d'une minorité dirigeante qui est seule privilégiée par ce système. La planification des investissements de capitaux, des prix et des salaires, des diverses productions, etc. ne peut exister que dans un capitalisme d'Etat. Dans une structure sociale égalitaire, ne peut subsister que la planification de la circulation (et non des "échanges" au sens capitaliste du terme) des biens produits par les hommes pour satisfaire leurs besoins, et cela sur une base d'égalité pour tous, égalité qui ne peut se réaliser qu'à travers une longue solidarité vécue dans la lutte que les hommes sont contraints de livrer pour se débarrasser du système qui les opprime économiquement, politiquement, militairement, juridiquement, religieusement et idéologiquement.

Cette affirmation, pour être vraie, suppose que deux autres conditions économiques ont été réalisées dans le mouvement révolutionnaire qui a aboli, dans telle ou telle partie du monde, les relations marchandes traditionnelles, fondées sur des échanges monétaires et, par conséquent, "capitalisables". (Ce qu'aucune révolution, à ma connaissance, n'a jusqu'à maintenant accompli).

Ces conditions sont, 1) une "adéquation" aussi parfaite que possible entre "les sujets juridiques" (c'est-à-dire qui jouissent du droit effectif de disposer des moyens de production et d'élaborer de nouveaux rapports de propriété, de production et de "circulation" des produits) et les "sujets économiques" (c'est-à-dire qui sont capables, pratiquement, de gérer ces activités). Ce qui ne peut se réaliser tant que les différents "centres d'appropriation" des moyens de production et des pouvoirs politiques et techniques de distribution demeurent indépendants, séparés ou opposés, aux prises avec des intérêts (réels ou artificiels) antagonistes (18). Et, 2) une "indépendance" économique absolue d'avec les marchés capitalistes étrangers, s'il en existe encore au moment où peut apparaître une "économie sans capital" (19). Car toute extension de la "circulation" des biens vers les marchés capitalistes ou toute pénétration d'une économie "dé-capitalisée" par le capital étranger aurait tôt fait de réduire à néant les objectifs fondamentaux de la révolution.

Ces deux conditions, complémentaires et inséparables, de celles qui précèdent, m'amènent à parler des conditions "administratives et politiques" de l'établissement, par la majorité elle-même, d'une société égalitaire (B) et des conditions "subjectives et intellectuelles" de la réalisation de cet idéal humain, à première vue utopique (C).

Les conditions B et C sont aussi importantes que celles

énumérées en A et font partie de ce qu'on pourrait appeler "l'ensemble des conditions objectives d'une révolution globale", qui ne peut être le produit d'un développement naturel (au sens de : "indépendant de la volonté des individus et des groupes") de forces productives aveugles et autonomes, mais uniquement d'un long processus d'activités humaines, c'est-à-dire conscientes et responsables, d'activités collectives d'une durée et d'une profondeur suffisantes pour remplacer l'individualisme traditionnel par une solidarité effective, seul fondement sur lequel puisse s'édifier une structure sociale vraiment égalitaire, c'est-à-dire "libre pour tous", fraternelle et "coopérative", au sein de laquelle chaque individu puisse devenir davantage une personne, comme on l'a dit plus haut.

B — CONDITIONS ADMINISTRATIVES ET POLITIQUES — Il est illusoire de vouloir édifier une structure sociale égalitaire en conservant les catégories politiques et les modes de fonctionnement administratifs hérités du développement du capitalisme par la bourgeoisie. Car une telle structure doit être, ne peut être édiflée que collectivement.

L'abolition de la libre concurrence, des catégories marchandes et de l'accumulation du capital par l'exploitation de l'homme par l'homme doit coïncider avec celle de l'Etat traditionnel, au sein duquel la liberté personnelle est réduite au "droit" de jouir, dans les limites de sa fortune individuelle et des conditions d'existence de sa classe, de certains pouvoirs bien limités, subordonnés aux intérêts de "la puissance objective", du système mis en place par telle ou telle classe dirigeante.

Même au sein d'un Etat où circuleraient librement les opinions et les critiques, une structure sociale égalitaire ne pourrait être qu'un mythe si, en même temps, les collectivités "nationales", puis "multinationales", ne possédaient pas les

instruments qui leur permettent de disposer de l'Etat, en pleine connaissance de cause, c'est-à-dire, en fin de compte, de se gouverner eux-mêmes, directement, sans passer par l'intermédiaire d'un Etat "détaché" de leurs conditions de vie quotidienne.

Ces instruments sont la gestion des processus de production et de "circulation" des produits, le contrôle de la planification (c'est-à-dire de la coordination, dans l'intérêt de tous, des "gestions" centrales et locales) et de la répartition des fonctions entre les individus et les groupes d'individus, le pouvoir de se proposer des finalités humaines indépendantes des exigences de l'ancienne économie de marché, donc le pouvoir d'orienter la politique dans le sens des intérêts de tous, de l'intérêt collectif-individuel qui est, pour chaque homme, de se mettre en valeur en tant que personne (ce qui, dans la société actuelle n'est que le privilège de ceux qui possèdent la force économique et la force militaire — dont "l'Etat-arbitre" n'est que le paravent mystificateur).

Pour qu'il y ait structure sociale égalitaire, il faut que disparaisse la division entre "la base" et "le praesidium", si vous voulez. Il faut que disparaissent l'opposition entre "la masse" et "l'élite", et même la distinction entre "le peuple" et le "parti-guide". De plus, il faut que "le centralisme soi-disant démocratique", au niveau économique comme au niveau politique, cède la place à la démocratie elle-même.

Il faut donc que, dans cette structure, il soit matériellement impossible à des individus et à des groupes d'individus de jouir, aux dépens des autres, de pouvoirs politiques, économiques, etc. L'abolition du capital et le remplacement des rapports d'échanges capitalistes (à travers un "système des prix" arbitrairement fondé sur un pseudo-calcul de temps de travail humain nécessaire, tout en s'écartant volontairement

et sans limites des niveaux soi-disant fixés par ce travail socialement nécessaire, afin d'assurer, au profit de la classe dirigeante, la réalisation de profits maximum !) par de véritables rapports de "circulation" fondés sur les besoins de tous et de chacun, dont nous avons parlé en A, rendent l'exploitation de l'homme par l'homme, sinon impossible, du moins "non-rentables". Mais il faut que ces nouveaux rapports de production et de circulation soient disciplinés (car autrement, c'est l'anarchie) par une structure administrative et politique qui rende l'Etat traditionnel désuet. Cette structure doit permettre à la fois la décentralisation des décisions réelles et la centralisation des informations qui permettent à chaque groupe social de coordonner, librement, avec les autres groupes sociaux ("coopératifs" et non plus "concurrents") l'allocation ou l'utilisation des ressources disponibles, variables et diversement réparties entre différents groupes d'individus ou de collectivités, en vue d'obtenir le rendement maximum de ces ressources (matérielles et intellectuelles) pour le plus grand profit de tous.

Comment cela peut-il se réaliser ? Par la socialisation de la technologie moderne, qui est l'instrument tout désigné de l'unification nécessaire (nécessitée par le projet de société égalitaire) du processus d'appropriation de la nature, de l'énergie, des richesses minérales, etc. par les hommes et du processus de reproduction et de transformation de ces ressources par les mêmes hommes ; cela aussi bien à l'échelle locale qu'internationale.

En effet, la technologie moderne permet, en même temps, de calculer le rendement maximum des ressources, où qu'elles soient localisées, et de diffuser les informations obtenues aux unités de décision, réparties à travers un ou plusieurs territoires. Elle donne, elle devrait donner à tous une connaissance

ce scientifique, de plus en plus exacte, des potentialités de la nature extérieure à l'homme ainsi que des potentialités propres à l'homme (qui fait lui aussi partie de "la nature", de l'univers). Acculant, pour ainsi dire, les hommes à la connaissance véritable de leurs capacités, elle leur donne, de plus, les moyens techniques de réaliser ces capacités et de les planifier en fonction d'un objectif ou de différents objectifs collectifs, sociaux, choisis librement par les hommes unis dans un même effort de progrès. Ce qui suppose qu'auparavant ces hommes ont appris à s'unir et à utiliser, avec une efficience maximum et à leur profit réel, toutes les possibilités de la technologie moderne, actuellement monopolisées par les mêmes individus qui contrôlent le capital, l'Etat, le droit, etc. Ce qui suppose que ces hommes se sont emparés de la technologie qui, aujourd'hui, ne leur est pas accessible et qu'ils sont objectivement en mesure d'en faire la base de leur émancipation de l'asservissement (sous toutes ses formes : économiques, politiques, morales, religieuses, culturelles).

Ce qui m'oblige maintenant à aborder les "conditions subjectives et intellectuelles" de l'édification de cette structure sociale égalitaire qui constitue "notre idéal" et qui, je me permets de le souligner à nouveau, présuppose une révolution violente et globale (dont je vais reparler plus concrètement dans la VII^e partie).

C — CONDITIONS SUBJECTIVES ET INTELLECTUELLES — Ces conditions sont exigées par notre idéal de société lui-même, qui demande à être réalisé par des hommes "désaliénés", qui ont appris à se débarrasser de tout ce qui actuellement bloque leur développement individuel et collectif : l'ignorance de la science et de la technique modernes ; l'esprit routinier ; l'habitude de l'abdication ; l'individualisme ; les frustrations psychologiques qui durcissent l'homme, l'aveugle

ou le "démolissent" progressivement ; l'absence d'une conscience de classe développée, lucide et organisée ; le faible niveau du sens des responsabilités ; l'ignorance des possibilités d'une solidarité active ; l'absence de confiance en la réussite et même dans le déclenchement prochain d'une révolution populaire ; les nombreuses déceptions accumulées par des décennies de "trahisons" syndicales et de "compromissions" socialistes ; la peur de l'action ouverte ; le manque de confiance en soi ; etc. etc.

Principale "force productive" et seule puissance "naturelle" capable de donner une finalité et une organisation particulières (transformables d'une génération à l'autre) à l'ensemble connu et "utilisé" des "forces productives", l'homme doit faire l'effort de se transformer lui-même pour être réellement en mesure, comme disent Marx et Engels, de balayer, par une révolution, "toute la pourriture du vieux système et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles" (20), apte à organiser une structure sociale égalitaire, sans non-travailleurs, sans exploiters et sans parasites ; une société sans classes ; une société dont le premier objectif "social" soit de permettre concrètement à tous les hommes de se mettre en valeur en tant que personnes sans s'exploiter les uns les autres, comme ils y sont actuellement contraints par les conditions d'existence suscitées par le capitalisme.

C'est pourquoi les "conditions subjectives et intellectuelles" sont les plus importantes à réaliser, car sans elles, rien ne peut être fait. Pour les réaliser, les révolutionnaires du XX^e siècle, doivent user des techniques "humaines" que sont : la psychologie de groupe, l'animation sociale, le développement de la créativité par l'exercice "gratuit" des arts et de l'écriture, le développement de l'habileté manuelle par la pratique de "la mécanique" domestique (réparations des objets

domestiques dont on ignore trop souvent les mécanismes pourtant très simples), la lecture, la réflexion à même la vie quotidienne et l'actualité — locale et internationale (21).

L'aliénation la plus profonde est sans doute celle qu'exprime cette expression très fréquente, que chacun de nous a répétée plus d'une fois : "Je me demande où le monde s'en va ... Vraiment, je ne vois pas vers où exactement nous nous dirigeons".

Cette expression spontanée de "dépaysement" révèle combien NOUS NE SOMMES PAS LIBRES dans ce monde qui est sensé être le nôtre.

A l'ère des voyages interplanétaires et de l'énergie nucléaire, nous sommes comme des "primitifs" perdus dans un univers de "mystères".

Nous ne comprenons pas le millième des découvertes scientifiques contemporaines dont les applications pratiques servent d'instruments de domination et d'exploitation pour la bourgeoisie capitaliste qui seule possède les connaissances, les hommes et la technologie nécessaires pour appliquer ces découvertes à ses propres fins ou intérêts. Parce qu'elle est seule à monopoliser l'argent qui est le ciment de la société actuelle, elle peut "acheter" les savants, leurs découvertes et les instruments techniques de leur utilisation pratique. Elle possède ainsi des moyens de plus en plus perfectionnés non seulement de renforcer sa domination et son système d'exploitation mais de le justifier "scientifiquement" au moyen de magazines, de revues, de journaux, d'émissions de radio et de télévision, de cours collégiaux et universitaires dont la fonction réelle n'est pas de socialiser les connaissances scientifiques mais d'asservir et de pervertir ces connaissances en les transformant en "idéologies" justificatrices du statu quo. Car la science pure, c'est-à-dire conséquente avec elle-même, ne peut que démontrer

que l'univers — donc l'histoire humaine — est soumis à un processus "naturel" (qui inclut l'activité humaine) de révolutions permanentes. Certes, il est quasiment impossible aux classes dirigeantes contemporaines de figer la science "relativiste" et "dialectique" du XXe siècle dans un système rigide et monolithique de connaissances, comme celui du Moyen-Age. Aussi la "politique" de la bourgeoisie est-elle aujourd'hui de faire croire que la société capitaliste est en perpétuelle révolution et est capable de résoudre toutes les "contradictions" et les problèmes soulevés par les savants et les penseurs contemporains. C'est du "conservatisme-progressiste" !

Les "échecs" sociaux du système (le chômage, la guerre, la pauvreté, l'insécurité économique, etc.) viennent cependant démentir cet optimisme de circonstance et ce "relativisme" opportuniste des "pages scientifiques" de la presse capitaliste. Et pour écraser les réactions pratiques qu'engendrent l'injustice sociale, le chômage, le racisme, la guerre, etc., le capitalisme doit, dans les "pages politiques et idéologiques" de cette même presse (écrite et parlée) avoir recours à la nécessité, tout comme les classes dirigeantes du Moyen-Age. Et la nécessité prétendument, elle aussi, "scientifique" (même si elle constitue un non-sens pour la science authentique), ne tarde guère à se transformer en Etat policier, dès que les intérêts économiques de la bourgeoisie d'affaires commencent à être contestés par les masses "non-instruites". La police et l'armée ont tôt fait alors de supplanter la science comme justification du statu quo social. Une idéologie réactionnaire vient au secours de l'Etat policier et le droit se charge d'imposer aux mécontents le respect "forcé" de la nécessité ! Einstein est sacrifié à Hitler. Engels à Staline. Curie à Laval.

Mais, entre le peuple opprimé et la grande bourgeoisie

"libérale-totalitaire", il y a une petite bourgeoisie "assise entre deux chaises". Incapable de bien comprendre Einstein, elle est incapable de "digérer" la philosophie d'Hitler. Le fascisme appliqué (pourtant cohérent avec les lieux-communs qui remplissent sa connaissance "acquise" ou "consommée" de l'univers) la constipe. Elle se sent malade. Elle a la nausée. Et, heureusement pour le capitalisme, un irrationnalisme passif ou volontariste (selon les circonstances et "les goûts") lui sert de "refuge". Le neutralisme de la lâcheté individuelle se fait existentialisme "lucide", "Etre et Néant", huis clos confortable malgré les odeurs que dégagent les cadavres des millions d'hommes que la panique fasciste écrase et incinère... "scientifiquement". Les mauvaises odeurs indisposent finalement ces messieurs qui veulent rester "libres" dans cet univers de barbarie. Ils se mettent à crier et demandent aux fascistes de rentrer chez eux. Ils s'engagent ! Mais leur "morale de l'ambiguïté" leur interdit de prendre ouvertement et clairement parti pour les travailleurs contre les bourgeois, tout comme leur "lucidité" leur a interdit de prendre ouvertement parti pour Hitler et son irrationnalisme couvert du sang de millions d'hommes. L'irrationnalisme sanguinaire leur a donné la chair de poule et mauvaise conscience. Ça dérange leurs "idées claires" sur l'ambiguïté du comportement humain... petit-bourgeois ! Donnant leur appui à un nouveau gouvernement libéral et pseudo-démocrate, leur "engagement" se réduit finalement à réclamer de l'Etat une "paix sociale" sans mauvaises odeurs de cadavres incinérés et la réhabilitation de leur liberté individuelle un instant compromise par la "résistance" forcée du fascisme, qui, décidément avait exagéré : Nietzsche n'en attendait pas tant du Führer ! "Au-delà du bien et du mal", l'absurde redevient la philosophie tranquille des petits bourgeois tristes, toujours "assis

entre deux chaises", tandis que le "scientisme" des charlatans de Planète et autres publications du genre est investi, par la bourgeoisie rétablie sur la base solide du capital après une bonne guerre "payante", de la tâche "historique" de redire des âneries anciennes avec un vocabulaire renouvelé "à la mode du jour". Toute une collection de "digests" vient compléter ce "savoir" offert en pâture aux esprits affamés de connaissances, mais dont le portefeuille, les instruments de connaissance et les loisirs sont assez minces !

C'est ainsi que nous consommons, chaque jour, une pseudo-science comme nous consommons ce pain manufacturé chez Weston non pas pour nous "nourrir" mais pour faire du profit en exploitant jusqu'aux besoins les plus élémentaires de l'homme.

La "superstructure" existentialiste (chrétienne, nihiliste, neutraliste, sadique, marxienne, etc. — un peu pour tous les "tempéraments", quoi !) a sa contrepartie "populaire" dans cet amas de romances, de récits sadiques, d'histoires policières ou pornographiques, de potins scandaleux, de gangstérisme et de violence, d'aventures guerrières et meurtrières qui remplissent les pages d'un nombre considérable de publications et d'émissions radio-télédiffusées. Plongés quotidiennement dans cette "marchandise" irrationnelle que font déferler sur nous, par vagues immenses, les "mass-media", propriété des businessmen, nous sommes "formés" sous pression à l'acceptation de l'absurde, au mépris de l'existence, à la délinquance, à l'individualisme amoral du "struggle for life" et, par ce biais, détournés de nos tâches politiques et révolutionnaires.

La science contemporaine, de la psychanalyse à la sociologie, tout en dévoilant ces processus d'aliénation dirigée, programmée scientifiquement par la bourgeoisie, se laisse utiliser comme une marchandise et les savants résistent très peu et

très mal à l'utilisation contre l'homme de leurs humaines découvertes. Quand elle est "honnête", la science coûte trop cher et demeure inaccessible à la majorité des hommes qui ne peuvent se payer une psychanalyse ni un séjour prolongé dans les "grandes écoles" et les universités. La science n'étant pas véritablement socialisée, malgré les moyens technologiques existants qui rendent cette chose objectivement possible et "faisable", les businessmen qui sont les rois de notre démocratie ont beau jeu de planifier et de socialiser la bêtise.

Et comment se défendre contre ce savant abrutissement quand on ne possède pas les moyens intellectuels de s'en débarrasser ? Moyens intellectuels qui, dans notre société, dépendent de notre pouvoir économique et politique. Pouvoir qui est nul pour la majorité des hommes. Pouvoir qui est nié quotidiennement au nom de la libre concurrence, de ce mythe le plus répandu et le plus efficace des XIX^e et XX^e siècles.

C'est l'une des tâches les plus importantes des révolutionnaires contemporains de donner aux cultivateurs, aux ouvriers, aux étudiants et aux jeunes, les moyens de se libérer de l'abrutissement ; et cela en mettant au point un processus d'intégration consciente des masses à la lutte révolutionnaire collective, dont la durée peut être longue et la fin très difficile à prévoir, mais qui doit commencer aujourd'hui ; qui, en fait, est déjà commencée depuis plus d'un siècle, depuis les premiers soulèvements des ouvriers anglais et français de l'Europe du début du XIX^e siècle jusqu'à l'actuelle révolution vietnamienne que les Américains s'efforcent désespérément d'anéantir avec un armement qui dépasse en quantité et en "raffinement" tout ce que l'histoire connue des guerres et des luttes de classe nous a révélé.

Cette tâche ardue et collective est déjà entreprise partout où un effort sérieux et lucide est fait pour apprendre aux

masses à penser le monde et l'histoire non pas à partir des créations abstraites qu'ont inventées les classes dirigeantes pour les aliéner mais à partir des conditions mêmes de leur existence, de leur expérience vécue.

A partir des techniques de l'animation sociale, du cinéma, des simples conversations sur la réalité vécue, les révolutionnaires doivent apprendre aux masses à "accoucher", en quelque sorte, de la science jusqu'ici "réservée" aux spécialistes. Autrement la science ne sera jamais socialisée et l'homme ne sera jamais désaliéné. Car la socialisation des connaissances scientifiques, comprises dans leur évolution constante (leur mouvement dialectique, si vous voulez, d'affirmations et de négations des contradictions, etc.), assimilées dans leur réalité, est une condition fondamentale de la désaliénation de la majorité du genre humain, de la réalisation de ce qu'on peut appeler métaphoriquement le passage de l'humanité de la préhistoire à l'histoire.

Pour que ce passage s'effectue, il ne faut pas dissoudre la science dans une nouvelle espèce de "sorcellerie" vendue sous forme de "produits de la pensée" vidés de leur contenu et n'offrant aux consommateurs abusés qu'un ensemble de phraséologies creuses et surtout sans portée pratique. Il faut que la science cesse d'être asservie à l'accumulation des profits de la bourgeoisie capitaliste et réalise enfin sa fonction véritable de libération de tous les hommes des puissances dites "objectives" qui présentent les oppriment, mais qui peuvent cesser d'exister en tant que nécessités aveugles et oppressives si elles sont "possédées" par la connaissance et utilisées par la technologie pour des fins et des intérêts déterminés. Ce rôle, jusqu'à maintenant réservé à la faction la plus riche (à tous points de vue) de la bourgeoisie, doit devenir l'activité quotidienne de l'humanité, car c'est cela, le

contenu réel et sans cesse renouvelé de ce qu'on appelle la liberté humaine. Cette liberté doit devenir l'exercice pratique de tous les hommes, et, pour cela, cesser d'être le privilège d'une minorité exploitant la majorité.

Bref, l'objectif No 1 de la révolution globale est de donner à tous les hommes l'occasion et les moyens de prendre connaissance, de comprendre et d'utiliser lucidement et effectivement les découvertes scientifiques des savants, et, de plus, de participer, à leur tour, à la recherche scientifique, au perfectionnement de la technologie, à l'exploration et à la jouissance de l'univers qui est celui de tous les hommes... et non seulement la propriété des bourgeois.

C'est seulement par le moyen de cette liberté concrète et consciente que l'humanité pourra se réaliser hors des frustrations qui en font l'esclave du capitalisme international, et grâce aux nombreuses "forcés de la nature" qui influencent son comportement et qu'elle n'utilise pas encore pour sa libération parce qu'elle commence à peine à en prendre connaissance, à travers la biologie et la physique contemporaines, en particulier. Et le commencement ou l'apprentissage de cette liberté coïncide avec le commencement ou l'apprentissage de "l'action révolutionnaire" que nous abordons dans la partie suivante.

Car la faculté de décider de ses activités en connaissance de cause, c'est-à-dire sa liberté véritable, l'homme ne peut l'acquérir qu'au moyen d'une révolution pratique, collective, radicale, dont aucun Messie ne peut être l'agent à sa place.

Cet idéal — produit de notre activité sociale, de notre évolution, lui aussi — apparaît à chacun de nous très lointain, vague, voire "théorique". Mais comme tout idéal, comme tout objectif, il est un instrument de travail, une hypothèse, un espoir né du besoin vécu... de le réaliser. Et loin de nuire à nos activités quotidiennes immédiates, il est indispensable à ces activités comme la lumière est indispensable à celui qui descend dans les profondeurs d'une mine. Cet idéal n'est pas né spontanément d'un génie unique dans notre espèce. C'est, en fait, une arme, un outil, un matériel forgé par les hommes conscients en vue de découvrir la voie à suivre pour créer un monde meilleur et plus épanouissant pour chaque homme et chaque collectivité humaine. Ce n'est pas gratuitement que des hommes ont pris les armes et accompli des révolutions, tout au long de l'histoire connue. Ce n'est pas gratuitement ni spontanément (au sens péjoratif de ce mot) que les travailleurs, les paysans, les jeunes d'aujourd'hui prennent les armes un peu partout dans le monde. Et s'ils prennent les armes aujourd'hui, c'est qu'ils entrevoient aujourd'hui — même si cela est souvent confus — cet idéal, cette "utopie", pour laquelle des millions de prolétaires sont morts au combat.

Je crois que plus précisément on est en mesure de définir cette utopie, — à l'aide des expériences accumulées des multiples révolutions politiques et scientifiques qui constituent notre histoire collective et notre "production" commune — plus également chaque révolutionnaire, chaque groupe de révolutionnaires, chaque organisation "pluri-nationale" de révolutionnaires est en mesure d'accomplir efficacement la tâche historique qui est la sienne, à partir d'activités aussi hum-

bles que l'impression de tracts "subversifs" jusqu'à l'organisation d'une véritable armée révolutionnaire, capable de vaincre l'impérialisme.

Je ne peux concevoir d'activité révolutionnaire consciente et efficace qui ne possède pas une finalité clairement perçue (une finalité qui n'est, en fait, que le commencement d'autre chose) et qui, en même temps, ne cherche pas dès maintenant, au sein des actions les plus insignifiantes (en apparence), à intégrer au jour le jour, les individus, leurs problèmes, etc. à une communauté toujours plus large d'intérêts communs.

Bref, une "utopie" est nécessaire à l'émergence d'une conscience de classe et d'une action révolutionnaire collective. Mais cette "utopie" n'est pas une révélation divine mais le produit "matériel-théorique" de besoins humains ressentis par des hommes dont l'une des caractéristiques les plus fondamentales est cet ESPOIR, cette VOLONTE du "plus", du progrès, d'une toujours plus grande mesure de liberté, de bonheur, de créativité et de joie. Voilà des "notions" auxquelles les hommes d'aujourd'hui sont aussi sensibles que ceux d'hier. Et, personnellement, je conçois difficilement que les hommes — c'est-à-dire l'immense majorité d'entre eux — renoncent, un jour, à leurs besoins de créer, d'aimer, de vivre heureux, en toute liberté. Je ne sais pas pourquoi les hommes existent, aiment, souffrent et ne veulent pas mourir. Mais je sais qu'ils existent et qu'ils cherchent partout et en tout à se réaliser comme personnes, à travers la fraternité, l'amour, la solidarité, etc. Le système dans lequel nous vivons a inventé une multitude d'entraves (économiques, psychiques, etc.) à ce ou ces besoins que l'observation quotidienne nous porte à formuler comme étant "fondamentaux" (pour les hommes).

Peut-être ai-je tort de "croire" en ces choses ? Mais vous-mêmes, vous êtes-vous déjà reproché d'aimer et de vouloir être libres ?

Le danger que court l'humanité, à mon sens, — et ce danger me semble "complémentaire" du degré de conscience atteint par les hommes d'aujourd'hui — est de cesser de croire en elle-même. Mais cela n'est pas un phénomène nouveau. Chaque grande "mutation" historique s'est réalisée dans la peur, le risque, l'angoisse, inséparables, selon moi, de la volonté de puissance, de l'espoir et de l'action révolutionnaire elle-même. Et chaque révolution est faite de milliers et de millions (bientôt de milliards) d'existences humaines faites d'émotions, de sentiments joyeux ou douloureux, d'espoirs, de déceptions, de recommencements, de peur, de courage, de conscience et d'inconscience. Et toute action révolutionnaire qui, selon moi, n'a pas pour finalité la réalisation des conditions matérielles (y compris les conditions dites "intellectuelles") susceptibles de permettre à chacun et à tous de se mettre personnellement en valeur — et cela dès le départ de l'action révolutionnaire — ne vaut pas la peine d'être entreprise.

Oh ! Je vous entends d'ici murmurer : "Voilà encore des rêves impossibles à réaliser. Nous sommes nés pour souffrir et mourir, etc." Mais comment pouvez-vous avoir la certitude que nous sommes nés pour ce que vous dites ? Dieu vous l'a dit et les curés vous le répètent. Mais qu'est-ce que ça prouve ?

Je ne veux pas "avoir raison" ... mais vivre. Comme vous, au fond. Et c'est pourquoi mon idéal et mon action n'ont pas pour but de vous "démontrer" ce qui est vrai et ce qui est faux, mais de faire avec vous un monde plus "habitable" pour moi, pour vous, pour nous tous. L'important n'est pas d'avoir raison métaphysiquement mais de vaincre tout ce qui nous opprime, de vaincre d'abord les forces dont nous savons consciemment qu'elles nous écrasent, nous limitent et nous étouffent.

fent, afin d'être en mesure, par la suite, de vaincre et de domestiquer les forces "de la nature" qui agissent sur nous sans que nous sachions encore trop comment. Individuellement, nous ne pouvons rien faire, mais ensemble nous sommes capables de réaliser nos rêves, qui à leur tour feront naître d'autres rêves dans les générations qui nous suivront.

Rien n'a commencé et rien ne finira avec nous, si ce n'est notre existence individuelle. Et même si un jour les individus réussissaient à vaincre la mort, ce ne serait là que le commencement d'une ère nouvelle, d'une nouvelle histoire, faite elle aussi de "révolutions". Viendra-t-il un jour où la vie, pour évoluer, pourra se passer de la mort ?

Me voilà "lancé" dans des réflexions bien profondes, dans des interrogations auxquelles ni vous ni moi ne pouvons répondre, mais qui demeurent. Je voudrais me débarrasser de toutes ces questions. Mais il me semble qu'alors je me transformerais rapidement en un mollusque apathique, motivé tout au plus, de temps à autre, par des "aventures" provisoires, superficielles et vite oubliées.

Mes rêves sont "démessurés" et je suis pourtant un homme ordinaire, à ce qu'il me semble. Je ne peux "vivre ma vie" sans travailler à faire la révolution et il m'apparaît que c'est un peu la même chose pour vous. Il ne s'agit pas de jouer aux héros, — qui le peut, d'ailleurs, à l'ère de la bombe atomique et de la guerre atroce du Vietnam ? — mais de nous mettre ensemble pour bâtir un monde neuf où les hommes ordinaires, comme vous et moi, auront cessé d'être les nègres des millionnaires, des fauteurs de guerre et des prédicateurs de la passivité, pour devenir enfin libres de soumettre le monde à leurs "caprices" : l'amour, la curiosité scientifique, la création... dans la solidarité et l'égalité, dans la modestie et la fierté.

NOTES

(1) L'expression n'est pas d'un "personnaliste", mais de Marx et d'Engels. Cf. L'idéologie allemande. Ed. sociales, Paris, 1962, p. 90.

(2) On verra plus loin tout ce qu'implique l'expression : révolution globale.

(3) Nous aborderons brièvement, un peu plus loin, ces difficiles questions dont la solution est d'une importance vitale pour la réussite ou l'échec de la révolution globale, totalement humaine, opérée par et pour l'homme, et qui constitue "notre idéal".

(4) Mon camarade Charles Gagnon a entrepris la critique du "déterminisme historique" marxiste. Cette critique, encore embryonnaire, comporte déjà beaucoup d'aspects positifs susceptibles de renouveler complètement le marxisme, ou plutôt, je crois, de le faire disparaître en tant que système de pensée indépendant et auto-suffisant. Le marxisme, hélas ! est devenu entre les mains des commissaires des partis communistes soviétiques et occidentaux (de l'est tout autant que de l'ouest) une idéologie asservie aux intérêts économiques et politiques d'une nouvelle bourgeoisie dont l'instrument de domination économique est le "capitalisme d'Etat". Marx, Engels et Lénine, sont, en partie, responsables de cet état de choses que l'on appelle "le révisionnisme". Mais en partie, seulement. L'aspect positif de leur critique de l'idéalisme philosophique et de l'illusoire, démocratie capitaliste mérite d'être mieux connu et approfondi. Mais leur "vision du monde", il ne faut pas l'oublier, date de plus d'un siècle. Et Marx et Engels n'ont pas lu, ne pouvaient pas lire Freud, Lévi-Strauss, Einstein, Heisenberg, les grands physiciens, biologistes, psychanalystes, structuralistes, sociologues, anthropologues et psychologues contemporains. Mais les "marxistes" d'aujourd'hui, eux, n'ont pas l'excuse d'ignorer les progrès gigantesques réalisés par la science contemporaine.

Je suis personnellement très reconnaissant à mon ami Charles Gagnon d'avoir introduit une certaine dose de "relativisme" au sein de mon marxisme (qui était pour moi d'abord un instrument de lutte plutôt qu'un objet de recherche). J'espère que malgré les conditions très dures de la vie de prison, Charles pourra poursuivre ses recherches et nous faire, un jour, bénéficier des résultats de ce travail ardu.

Je pense que de nos jours, compte tenu des résultats actuels obtenus par la science, on devrait parler de "relativisme historique", c'est-à-dire

d'un relativisme déterminé (cf. Einstein), perçu, conçu et re-conçu, appliqué concrètement à travers des gestes individuels ou collectifs, par les hommes de chaque époque historique particulière.

Ce "relativisme historique", qui est plutôt pour moi une intuition qu'un système de pensée et une vision claire de la réalité, me semble laisser à l'homme sa pleine mesure de liberté, celle que nous accorde notre caractère d'être conscient, agissant, social, capable, aujourd'hui, de transformer la matière en énergie, etc..

(5) Ce principe peut être grossièrement résumé à l'expression suivante: "plus la vitesse d'un électron est mesurée avec précision, moins sa position de particule au sein d'un atome peut être déterminée avec certitude".

(6) Car ce qui est déterminé n'est pas nécessairement déterminant.

(7) Ce que j'entends ici par les mots "technique" et "discipline" dépasse de loin le sens qu'y donnent habituellement les militaires de profession. Ainsi, l'étude des sciences "pures" peut faire partie d'une technique révolutionnaire, au sens que je donne à ce terme, au même titre que l'étude du maniement des armes, de la stratégie purement militaire et des tactiques de la guerre de guérillas. On verra plus loin ce que signifie vraiment, pour le F.L.Q., une révolution globale.

(9) Voir Dimanche-Matin, le 18 septembre 1966, p. 4

(10) Je ne condamne ici que le nationalisme des exploiters et non pas celui des exploités, des pauvres, des humiliés. Cf. la longue note que je consacre, dans la partie I, au "nationalisme noir" américain.

(11) Qu'ils en aient conscience ou non ne change rien à la réalité elle-même.

(12) En particulier les leaders syndicaux (ceux de la base et les autres) qui ont une immense responsabilité sociale, et à qui il n'est pas permis de se laver les mains.

(13) Il faut entendre ici par "pouvoirs" non seulement ceux d'opprimer politiquement les masses et d'exploiter leur force de travail, mais également ceux de les contraindre à l'achat par la publicité, au racisme par les films, les "comics", la télévision ou la radio, à la culpabilité par l'invention de diverses "morales du péché", à l'endettement et à l'insécurité

par la déification du Crédit, à l'illusion de vivre en démocratie quand ils peuvent, emportés par d'immenses "machines" électorales, exercer en abrutis "leur" droit de vote, à la délectation malsaine du mépris de la sexualité et de l'amour par de "savantes" publications obscènes, à l'auto-destruction, enfin, par "la culture" raffinée du sadisme, du masochisme, etc. présentés comme étant des comportements d'affranchissement... (individuel, bien entendu).

(14) Les taxes sont moins élevées et les "privilèges" plus nombreux à Montréal-Est qu'à Montréal même. D'ailleurs, rares sont les grandes industries qui ne sont pas situées dans la banlieue. Et cela n'est pas un effet du hasard.

(15) Une lutte d'une très grande importance se livre actuellement au sein du R.I.N. entre la gauche et la droite de ce parti séparatiste. L'appui du R.I.N. aux grévistes de Lachute en 1966, laisse deviner que la gauche y est actuellement "au pouvoir", mais seulement avec une mince majorité. Si l'afflux des jeunes, au sein du R.I.N., continue d'augmenter, il est à prévoir que la gauche en sera fortifiée. Mais un mouvement vers la droite demeure possible et il suffirait d'une "grande coalition" R.I.N. — R.N. — U.N. pour que le Québec passe sous le joug d'un gouvernement carrément fasciste.

Un fait me laisse songeur: l'hésitation du R.I.N. à prendre radicalement parti contre la guerre du Vietnam et contre l'impérialisme américain, qui pourtant contrôle 80% du pays que ce parti veut "libérer".

Il appartient aux militants du R.I.N. d'orienter leur parti sur "la bonne ligne", pendant qu'il en est encore temps. Pierre Bourgault me semble un peu trop "flottant". C'est peut-être parce qu'il ne peut s'appuyer sur une base solide ni à gauche, ni à droite. Et lui-même, sait-il bien sur quelle base il veut appuyer sa politique?

(Note de l'éditeur: il convient de préciser que le R.I.N. a voté une résolution condamnant l'agression américaine au Vietnam et la domination de l'impérialisme américain au Québec, lors de son dernier Congrès, en octobre 1967.)

(16) En ce qui concerne l'industrie de base, principalement. Dans les autres secteurs de l'économie, il existe coexistence de production socialisée, de production coopérative et de production individuelle; surtout dans le secteur des biens de consommation, où l'U.R.S.S. fait, de plus en plus, appel aux corporations capitalistes étrangères.

(17) Cf. Bettelheim Charles, *Planification et croissance accélérée*, François Maspéro, Paris, 1964, p. 25.

(18) Ce vocabulaire un peu difficile, mais précis, est emprunté à Bettelheim.

(19) Pour ma part je crois que pour réaliser ce que Marx appelle "une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs et dépensant, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social" (Cité par Engels, dans *Anti-Dühring*, Ed. Sociales, Paris, 1950, p. 162), il faut qu'un mouvement révolutionnaire multinational soit capable d'écraser définitivement l'impérialisme.

Et, contrairement à Marx, je ne crois pas qu'un tel renversement ait quelque chose de commun avec un imaginaire "dépérissement" lié, comme la mort à la vie humaine, au développement même de la production capitaliste, avec, selon l'expression marxienne, "la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature" (A.D., p. 164). Je ne crois pas à la fatalité. Je crois en la révolution.

(20) Cf. *l'idéologie allemande*, p. 31.

(21) Tout cela, évidemment, en plus de l'agitation, de la propagande de l'action politique, légale et illégale, etc., etc.

7

Après le procès

Dans le cadre d'un commentaire politique consacré à la résistance armée palestinienne face à l'occupation israélienne, l'un des journalistes québécois les plus en vue et représentant éminent de la petite bourgeoisie nationaliste, M. Jean-Marc Léger, écrivait dans *Le Devoir* du 16 janvier 1969 : "tous les résistants de l'histoire ont été des terroristes."

La petite bourgeoisie libérale ou social-démocrate reconnaît aux "terroristes" arabes, comme aux combattants vietnamiens, le statut politique de "résistants." Mais quand il s'agit des "terroristes" québécois, la *nature*, pour ainsi dire, de leurs actions est radicalement différente pour la petite bourgeoisie autochtone qui se sent elle-même menacée dans ses privilèges par le "terrorisme" du Front de Libération du Québec (F.L.Q.). C'est pourquoi la petite bourgeoisie québécoise, malgré la lutte politique qu'elle livre contre le colonialisme *canadien*, s'acharne à considérer les partisans du F.L.Q. comme des "criminels" ou, mieux, comme des "anarchistes" irresponsables et dangereux.

Bien entendu, il en serait tout autrement si le F.L.Q. était l'avant-garde armée de la petite bourgeoisie nationaliste et se contentait de revendiquer la souveraineté juridique, formelle, purement politique, pour le Québec. Mais le F.L.Q. est, au contraire, l'avant-garde armée des classes exploitées du Québec : ouvriers, cultivateurs, petits cols blancs, étudiants, chômeurs et assistés sociaux, soit au moins 90% de la population québécoise. Le F.L.Q. ne lutte pas seulement pour l'indépendance politique du Québec, mais autant, et inséparablement, pour la révolution, une révolution totale qui donnera tout le pouvoir aux travailleurs et aux étudiants dans une société libre, autogestionnaire et fraternelle. Seule une révolution totale permettra aux Québécois, en collaboration avec les autres peuples de la terre, de bâtir un Québec vraiment libre, vraiment souverain.

Cette révolution, la petite bourgeoisie nationaliste est incapable de la diriger et même de la vouloir, à cause de sa dépendance complète vis-à-vis de l'impérialisme américain entre les mains duquel, dans le cadre actuel de la confédération canadienne ou dans celui à venir d'une république "souveraine," elle n'est qu'une docile marionnette. Classe parasitaire par excellence, la petite bourgeoisie québécoise et francophone ne peut revendiquer et obtenir que les apparences du pouvoir. Les véritables maîtres se trouvent à Wall Street et à Washington, et seul un tel soulèvement est capable de détruire les bases économiques, politiques et culturelles de la domination du Québec par les U.S.A. La petite bourgeoisie nationaliste, coincée entre l'impérialisme américain qui peut l'utiliser demain comme paravent — à la place des Canadiens anglais — et les classes exploitées dont les intérêts sont radicalement et définitivement opposés aux siens, ne peut survivre comme classe "à demi-dirigeante" qu'à la condition de devenir la seule

gérante des intérêts impérialistes au Québec. Le séparatisme est pour la petite bourgeoisie québécoise le seul moyen d'arriver à jouer au Québec le rôle que joue la bourgeoisie anglo-saxonne dans l'ensemble du Canada, c'est-à-dire le rôle de garde-chiourme parasitaire et policier des intérêts américains. Voilà pourquoi la petite bourgeoisie québécoise est séparatiste.

Les classes exploitées du Québec sont elles aussi séparatistes, mais pour des motifs tout à fait différents. Pour les classes exploitées, le séparatisme est, avec la destruction des structures capitalistes, le moyen d'arracher le Québec des griffes de l'impérialisme américain. C'est à la fois une lutte pour la libération nationale du Québec et pour la libération sociale, totale, des Québécois.

La petite bourgeoisie peut parvenir à ses fins par le moyen des élections, inventées par les capitalistes pour donner aux masses l'illusion d'une certaine démocratie. Mais peut-être lui faudra-t-il, comme dans bien d'autres pays soi-disant décolonisés, recourir également à la violence pour vaincre les résistances opiniâtres des "Rhodésiens" québécois, de la minorité anglo-saxonne jusqu'à maintenant toute-puissante.

Les classes exploitées, elles, n'ont pas le choix. A la violence organisée de l'impérialisme et de ses représentants locaux (anglophones ou francophones), elles ne peuvent opposer que la violence révolutionnaire dont le F.L.Q. a amorcé le développement en 1963.

La violence révolutionnaire, depuis qu'elle a surgi au Québec, hante les insomnies des classes dirigeantes (américaine, canadienne-anglaise et québécoise), qui cherchent par tous les moyens à l'écraser ou du moins à la discréditer. Mais cette violence étant le produit des contradictions mêmes du système colonial et capitaliste, elle ne peut se résorber qu'avec la disparition du système lui-même. Cela,

bien entendu, les classes dirigeantes ne veulent ni le croire ni le voir. Et on ne peut les blâmer de refuser systématiquement d'envisager leur disparition à plus ou moins brève échéance !

Aussi, est-ce avec férocité que l'Establishment s'acharne sur les prisonniers politiques, chaque fois qu'il peut se servir d'eux comme boucs émissaires. Pour l'Establishment, la crise économique et politique qui secoue le Québec (et le monde) est évidemment provoquée par le F.L.Q., les syndicats et les "agitateurs" venus de l'étranger pour "corrompre" la jeunesse québécoise.

Chaque fois que des partisans du F.L.Q. sont traduits devant les tribunaux, ils sont traités par les bourgeois comme des criminels de droit commun ou des malades mentaux. Bien entendu, il n'est pas question de leur reconnaître officiellement le statut de prisonniers politiques, car ce serait là, pour les classes dirigeantes, admettre qu'on puisse contester radicalement et *pratiquement* le système actuel sans pour autant être un gangster ou un fou. Or, l'ordre établi a tout intérêt à faire passer les révolutionnaires pour des gangsters et pour des fous.

Le F.L.Q. lui-même n'est pas considéré au Québec, du moins dans les hautes sphères, comme un mouvement politique. Tout au plus parle-t-on parfois de "gang" politique, comme s'il s'agissait d'une ramification de la pègre locale. Mais si *officiellement* les partisans du F.L.Q. sont considérés comme des criminels, en pratique ils sont traités tellement plus durement que les véritables criminels par les tribunaux, par le gouvernement, par la police et par la presse bourgeoise que le caractère politique et révolutionnaire de leur lutte apparaît sans difficulté aux masses qui lisent les journaux, regardent la télévision et assistent aux soi-disant procès que subissent, périodiquement depuis 1963,

des partisans du F.L.Q. Les masses reconnaissent les partisans du F.L.Q. pour ce qu'ils sont vraiment, et seul cela importe. Quant aux classes dirigeantes, leur comportement envers les prisonniers politiques est tellement arbitraire qu'il continue, par sa férocité même, à attirer l'attention des exploités sur ces nouveaux "héros" et à confirmer par des exemples concrets l'injustice inhérente au système. Plus donc l'ordre établi s'acharne sur le F.L.Q., plus le prestige de celui-ci augmente et plus son influence se répand, surtout dans les milieux les plus défavorisés que tout incite quotidiennement à la rébellion armée. Les autorités ont beau multiplier les récompenses, la population ne collabore pas avec la police dans la chasse aux "terroristes." Au contraire, la population ne cesse de causer des emmerdements supplémentaires aux policiers en faisant des dizaines de faux appels à la bombe chaque jour dans la seule ville de Montréal et en lançant les enquêteurs sur de fausses pistes. Pendant que la police piétine et que le gouvernement s'énervé, l'action du F.L.Q. (qu'avec chaque arrestation les autorités estiment définitivement brisée) ne cesse de se développer.

Entre-temps, bien sûr, comme dans tous les pays où la lutte armée est engagée, des révolutionnaires moisissent dans les prisons où, malgré les conditions infectes de détention et malgré l'isolement, ils poursuivent leur formation de militants et se préparent sans relâche aux combats qui les attendent. Car la prison cessera un jour, mais la lutte continuera ; et il faudra alors être prêt, quel que soit le temps passé derrière les barreaux.

* * *

Je suis l'un de ces prisonniers politiques membres du Front de libération du Québec, contre lesquels l'Establishment bave avec colère son mépris et sa peur.

Arrêté à New York le 28 septembre 1966 en même temps que Charles Gagnon, alors que nous manifestations devant l'édifice des Nations Unies pour attirer l'attention de l'opinion mondiale sur la lutte de libération qui se développe au Québec et sur le sort réservé aux prisonniers politiques québécois, membres du F.L.Q.; puis déporté illégalement à Montréal le 13 janvier 1967, j'ai attendu mon premier procès pendant plus d'un an. Au terme de ce premier procès, qui dura six semaines, j'ai été condamné le 5 avril 1968 par le juge Yves Leduc, de Montréal, à l'emprisonnement à perpétuité après avoir été illégalement reconnu coupable d'homicide involontaire. Une demi-douzaine d'autres accusations ont été portées contre moi et, si le procureur général ne les retire pas d'ici là, je devrai (quand ?) subir au moins six autres procès et me voir sans doute imposer six fois encore une sentence d'emprisonnement à perpétuité ! Car peu importe les accusations portées contre moi, je suis jugé *uniquement* pour mes activités au sein du F.L.Q. et, de ce fait, je dois encourir automatiquement le maximum prévu par la loi, c'est-à-dire l'emprisonnement à perpétuité, la peine de mort ayant été récemment abolie, sauf pour le meurtre d'un policier ou d'un gardien de prison dans l'exercice de ses fonctions.

Je considère mon procès comme une très grande victoire politique pour le Front de libération du Québec, car la Poursuite fut dans l'impossibilité d'instruire la cause selon les prescriptions du Code criminel britannique (encore en vigueur au Québec) et, avec la complicité du Président du Tribunal, a été contrainte de fabriquer illégalement, en s'appuyant particulièrement sur mes écrits (dont le livre *Nègres blancs d'Amérique* et la brochure *Qu'est-ce que le F.L.Q. ?*) une "preuve" de caractère politique. Or, n'ayant pas été accusé d'incitation à la violence ou d'atteinte à la sécurité de l'Etat, mais bien de meurtre, aucune preuve de

caractère politique ne pouvait légalement être amenée devant la Cour, mais seulement les *faits* susceptibles de me relier directement ou indirectement à l'accusation de meurtre portée contre moi. Bien entendu, la Poursuite ne pouvait apporter aucun fait pertinent à la cause. Bien plus, elle ne pouvait produire aucun témoin susceptible de m'incriminer. Les quelques "complices" que la Poursuite assigna au procès me disculpèrent sans équivoque de l'accusation de meurtre, ce qui, si les procédures courantes avaient été appliquées, aurait dû amener automatiquement mon acquittement sans même que j'eusse à présenter une défense, car en fait *il n'y avait pas de cause* !

Donc, durant les six semaines que dura mon procès, du 26 février au 5 avril 1968, il fut très peu question de l'accusation de meurtre levée contre moi. On ne fit pas le procès d'un présumé assassin, mais celui du Front de libération du Québec et de la révolution québécoise en général. Les pièces à conviction versées au dossier par la poursuite furent presque exclusivement des écrits politiques : exemplaires du journal clandestin *La Cognée*, cours polycopiés de professeurs de l'Université de Montréal, analyses politiques publiées par le Parti socialiste du Québec et par le Mouvement de libération populaire, brochures, livres, etc.

L'acte d'accusation original, pour plus de commodité, fut modifié à deux reprises : la première fois dès les premières heures du procès et la seconde fois *après* que la Poursuite eût déclaré sa preuve close et que la Défense (en l'occurrence l'accusé) eût présenté une motion de non-lieu. La seconde modification à l'acte d'accusation fut faite afin d'y inclure la précision suivante : j'étais désormais accusé d'avoir participé au meurtre de Mlle Thérèse Morin, morte au cours d'un attentat à la bombe survenu en mai 1966, "par mes paroles, par mes écrits, par mes attitudes, etc." Cette modification, qui transformait la nature même de

l'accusation, a été faite par le Président du Tribunal, le juge Yves Leduc, même si, au cours du procès, les écrits produits par la Poursuite étaient *purement théoriques* et ne pouvaient en aucune façon me relier à l'attentat à la bombe survenu le 5 mai 1966.

Mais ni la Poursuite ni le Président du Tribunal, qui représentaient l'ordre établi, ne pouvaient agir autrement, à moins de consentir à mon acquittement et à ma libération. Or, pour l'ordre établi, Charles Gagnon et moi sommes les dirigeants du Front de libération du Québec et constituons, de toute évidence, un "security risk." Ni Gagnon ni moi ne nions notre appartenance au F.L.Q. et notre totale solidarité avec l'action du F.L.Q. Au contraire ! Même en prison, nous ne cessons d'être les propagandistes actifs du F.L.Q. et de la révolution québécoise. Mais face au refus obstiné des autorités de nous accorder officiellement un statut de prisonniers politiques, nous refusons, de notre côté, de nous reconnaître coupables de crimes de droit commun et, devant la Cour, c'est nous qui défendons la légalité, c'est-à-dire les prescriptions du Code criminel ; et c'est la Poursuite et le Président du Tribunal qui sont acculés aux manoeuvres d'une légalité douteuse !

Il convient de préciser ici que, tout comme Charles Gagnon, j'ai décidé d'assumer moi-même ma défense comme le Code criminel m'y autorise, ce qui ne permet d'attaquer l'ordre établi à la fois au plan judiciaire et au plan politique, ce qu'aucun avocat québécois ne pourrait se permettre sans se faire automatiquement rayer des rangs du Barreau, lequel est directement et solidement contrôlé par la toute-puissante caste des avocats anglophones, intimement liés à la haute finance.

Tout révolutionnaire arrêté et cité à son procès par la bourgeoisie a le devoir de tout tenter afin d'utiliser le Tribunal à ses fins en attaquant vigoureusement l'ordre

établi. Un procès peut être, s'il est bien mené, un acte politique très important et avoir même une influence déterminante sur le cours de la révolution. Il n'y a jamais de situation désespérée et tout peut être utilisé à des fins révolutionnaires.

Au Québec, il n'y avait pas eu depuis très longtemps de procès politique, jusqu'à ce que les autorités se décident, sous la pression de l'opinion publique, à instruire mon procès, le 26 février 1968. (Charles Gagnon, qui devait être jugé en même temps que moi, attend toujours son procès après deux ans et demi d'incarcération* ! Depuis mon procès, les autorités se sont rendu compte qu'elles ne pouvaient faire condamner les partisans du F.L.Q. sans leur fournir du même coup de formidables occasions de diffuser leur idéologie parmi les masses, de discréditer les valets du colonialisme et de l'impérialisme, de porter la lutte des classes jusque dans l'enceinte même des tribunaux. Certains juges se demandent aujourd'hui s'il ne faudrait pas que l'Etat institue des tribunaux d'exception, des Cours martiales, pour juger les partisans du F.L.Q. Mais les autorités redoutent les conséquences d'une telle initiative qui, de mon point de vue, aurait du moins l'avantage de clarifier les choses.)

Avant que mon procès ne s'instruise, personne ne croyait sérieusement que je réussirais à transformer les débats juridiques en une bataille politique. Tous les avocats que Charles Gagnon et moi avions consultés, à deux exceptions près, ne croyaient pas en la possibilité de politiser un procès au Québec. Surtout, ils ne voulaient pas être impliqués dans un tel procès et faisaient pression sur nous pour que nous nous reconnaissons coupables, dès l'ouverture de

*Le procès de Charles Gagnon a, depuis lors, eu lieu, après 27½ mois d'incarcération. Le procès a duré 10 semaines et, le jury n'étant pas parvenu à faire l'unanimité au sujet du verdict, le juge a ordonné la tenue d'un nouveau procès.

l'instruction, essayant même de nous persuader qu'en nous battant jusqu'au bout nous nous désolidariserions de ceux de nos camarades qui, ayant cédé à ces pressions dans un moment de panique ou de découragement, avaient consenti à plaider coupable aux nombreuses et multiples accusations portées contre eux. Nos camarades n'avaient fait que répéter là un geste posé maintes fois par des détenus politiques traduits devant les tribunaux du Québec. Depuis 1963, c'était devenu presque une tradition, chez les détenus politiques, d'enregistrer des plaidoyers de culpabilité. Car toute bataille juridique leur semblait perdue d'avance. Les avocats de la défense (même ceux qui étaient chèrement payés par les parents de certains partisans) s'acharnaient à leur démontrer qu'il n'y avait rien à tirer d'un procès et collaboraient ouvertement avec les procureurs de la Poursuite, les juges et les policiers pour rendre impossible l'instruction de procès qui ne pouvaient être que politiques. Tout autant que les autorités gouvernementales, les avocats de la défense redoutaient par-dessus tout les procès politiques. Ils présentaient leurs "clients" comme étant des romantiques et des délinquants. Ils fournissaient de leurs actes des "explications psychologiques" et réclamaient des tribunaux une fausse indulgence paternaliste et hypocrite. Il n'y a pas de quoi s'en surprendre : les avocats québécois, en quasi-totalité, forment une caste de privilégiés nullement intéressés à servir la révolution et les révolutionnaires, car cela éliminerait du coup leurs chances de devenir un jour magistrats ou députés.

Au Québec donc, un procès politique ne peut être provoqué par les avocats de la défense, mais seulement par l'accusé, à condition qu'il se défende lui-même. Dans la jungle des procédures judiciaires, le politique est donc terriblement seul. Il n'a pour alliés que l'assistance (muette sous peine d'expulsion), une poignée de journalistes et un

ou deux conseillers juridiques, sympathiques à sa cause mais baillonnés par le tribunal.

Assumer ma propre défense, pendant six longues semaines, fut pour moi une tâche à la fois exaltante et très lourde. Je n'avais, bien entendu, aucune expérience du prétoire et ne connaissais les règles de procédure que théoriquement. A chaque séance, il me fallait faire seul les argumentations en droit, les motions, les contre-interrogatoires ou les interrogatoires selon les cas. Entre les séances, je devais analyser les témoignages rendus précédemment, interviewer mes témoins, préparer ma plaidoirie (qui dura un jour et demi), chercher dans le Code et dans l'abondante jurisprudence britannique les arguments susceptibles de contrer les manoeuvres douteuses de la Poursuite et du Tribunal, manoeuvres qui se renouvelaient chaque jour et qui ne cessèrent, tout au long du procès, de m'instruire en profondeur sur la perfidie et l'hypocrisie de ceux qui, dans la régime actuel, incarnent ce qu'ils appellent la Justice.

J'étais assisté de deux conseillers juridiques, Me Robert Lemieux et Me Bernard S. Mergler, dont l'appui était total, mais à qui le Tribunal avait interdit d'ouvrir la bouche en Cour. Tout ce qu'ils étaient autorisés à faire, c'était de me donner en vitesse quelques conseils entre deux argumentations ou deux interrogatoires.

J'étais donc seul en face d'un juge hostile, de deux féroces procureurs de la Poursuite et de policiers acharnés qui secondaient efficacement la Cour dans ce procès. Le jury suivait les débats avec difficulté, car à chaque argumentation en droit on le faisait sortir de la Cour, le Président du Tribunal étant le seul maître du droit, selon la Loi anglaise. La presse, de son côté, n'avait pas le droit de rapporter et encore moins de commenter ce qui se disait ou se passait en l'absence du jury. Or, comme la moitié du

procès — sa moitié la plus politique — s'est déroulée en l'absence du jury, les gens qui n'assistèrent pas au procès ne purent comprendre parfaitement la bataille qui s'y est livrée. Malgré tout, au cours des très nombreux interrogatoires et contre-interrogatoires, — qui eux devaient absolument se dérouler en présence du jury et qui étaient largement rapportés par les journalistes —, il me fut relativement facile, grâce au grand nombre d'exhibits politiques introduits au dossier par la Poursuite, d'engager et de gagner la bataille politique que j'avais délibérément cherchée.

Très souvent, au cours du procès, je me suis attaché à démasquer l'arbitraire du système. Par exemple, à plusieurs reprises, j'ai rappelé au Président du Tribunal et à la Poursuite qu'ils s'étaient engagés publiquement à me juger comme un criminel de droit commun, en l'occurrence comme un vulgaire meurtrier, et qu'en conséquence il était illégal et malhonnête de vouloir me faire condamner pour meurtre à partir de mes écrits politiques ou à partir du fait que je me reconnaissais ouvertement partisan du F.L.Q. Je demandais à la Poursuite ou bien d'être conséquente avec elle-même et de s'en tenir uniquement aux faits pertinents à une cause de meurtre, ou bien de me faire subir un procès pour incitation à la révolution et atteinte à la sécurité de l'Etat. J'ai maintes fois répété, au cours du procès, que j'étais prêt à subir un procès pour mes idées, pour mon appartenance au F.L.Q. et pour l'ensemble de mon activité politique dans les cinq ou six dernières années, mais que je n'acceptais pas qu'on cherche à me faire condamner pour meurtre à partir d'une preuve de caractère politique. Bien entendu, et je ne m'attendais pas à autre chose, mes argumentations étaient systématiquement rejetées par le Tribunal, bien qu'elles fussent irréfutablement fondées en droit. L'essentiel n'était pas d'obtenir l'assen-

timent du Tribunal ni sa bienveillance mais d'utiliser ces argumentations comme tremplins pour porter les débats au niveau le plus haut, au niveau politique.

En fait, la Poursuite et le Président du Tribunal, en plaçant au centre des débats mes écrits, mes idées et mes activités politiques, m'aidèrent puissamment à réaliser les objectifs que je m'étais fixés en décidant d'assumer moi-même ma défense jusqu'au bout. Je n'ai cessé de dénoncer, tout au long du procès, leur hypocrisie, mais en même temps je n'ai pas caché la satisfaction qu'ils me procuraient en faisant ainsi le procès de mes idées et de mes activités politiques tout en prétendant me juger comme un vulgaire criminel. Les innombrables irrégularités qu'ils étaient acculés à commettre jour après jour constituaient une démonstration irréfutable de tout ce que le F.L.Q. s'applique à dénoncer et à combattre depuis 1963. Ce que l'ordre établi redoutait d'un procès officiellement politique s'est produit quand même dans le cadre d'un procès qu'on voulait à tout prix "ordinaire." Car le seul fait de traduire un révolutionnaire devant les tribunaux, peu importe l'accusation levée contre lui (n'a-t-on pas accusé Mulele de viols et d'assassinats ?), constitue en soi un geste politique. Comment pourrait-il en être autrement, puisque tout chez le révolutionnaire, ses idées, ses actions, ses motivations, est de nature politique ? On ne peut faire subir un procès de droit commun à un révolutionnaire, à moins que ce dernier abdique toute conscience et tout honneur. Chaque fois qu'un révolutionnaire est cité à son procès, c'est la nature même du tribunal qui se transforme à son contact. La Cour, qu'elle le dise ou non, devient automatiquement tribunal d'exception, car elle se trouve en face d'un cas d'exception. Un voleur ou un tueur ne nie pas le système même s'il viole ses lois, de temps en temps, tandis que tout révolutionnaire veut et cherche la destruction du système, son

remplacement par une société nouvelle et, par conséquent, le renversement des classes dirigeantes que représente le tribunal.

Comme je l'ai souligné au cours de ma plaidoirie, mon procès peut être qualifié d'historique, car pour la première fois depuis l'affaire Louis Riel à la fin du XIX^e siècle, on a fait au Québec le procès de la violence révolutionnaire. Le président du Tribunal, le juge Yves Leduc, dans son rapport à la Cour d'appel, note lui-même : "Il s'agit en l'occurrence d'un cas d'intérêt public unique dans nos annales judiciaires. La responsabilité du Tribunal est grave de conséquences et il importe qu'à la fois Justice et Paix règnent dans notre société tourmentée." Et plus loin, commentant ma sentence, le juge affirme : "Quant à la sentence, c'est avec une peine indicible (ô Tartuffe !) que le Président du Tribunal a cru de son devoir d'imposer à l'accusé le maximum prévu par la loi. En effet, il est manifeste que l'accusé, derrière les murs, n'a cessé et ne cesse encore de publier des incitations à la violence et à la révolution en cette Province (de Québec)." Etc.

Peu de temps après ma condamnation, j'écrivis à mes amis et à mes camarades une longue lettre qui résume bien mes sentiments d'alors, sentiments que j'ai toujours éprouvés depuis le début de mon incarcération jusqu'à ce jour. Je me permets de citer ici intégralement cette lettre.

Montréal, 29 avril 1968

Chers amis et camarades,

Sachez d'abord que je me porte à merveille et que ma condamnation à l'emprisonnement à perpétuité n'a nullement affecté ma détermination de me battre jusqu'au bout et partout, même en prison, pour la libération des nègres blancs du Québec.

Tout ce que je souhaite, en ce moment, c'est que mon procès et ma condamnation vous fassent prendre

conscience encore davantage de l'arbitraire du maudit système qui nous opprime et vous raffermissent dans vos convictions et dans votre action.

Ce fut une victoire très importante pour le F.L.Q. et pour la révolution québécoise que d'avoir acculé la Couronne et le Tribunal à politiser eux-mêmes mon procès, au-delà de toute espérance. En m'imposant ce procès pour meurtre, l'Ordre établi s'est démasqué lui-même et a été forcé de révéler au peuple son vrai visage — celui de la dictature et de l'arbitraire.

Maintenant, il importe d'exploiter au maximum cet événement historique pour démontrer aux masses exploitées le caractère foncièrement arbitraire des Lois bourgeoises que l'appareil judiciaire, avec la police et l'armée, a pour fonction de faire servir à la défense, au maintien et à la promotion des seuls intérêts politiques et économiques, des seuls privilèges de la classe dirigeante, de la classe capitaliste, inféodée au colonialisme et à l'impérialisme anglo-américain.

Vous ne devez pas demeurer stupéfiés ou écrasés par la sentence très lourde que le juge Leduc a eu la bienveillance éminemment chrétienne et bourgeoise de m'accorder au terme de ce long procès politique. (L'Ordre établi ne doit pas se sentir bien solide en 1968 pour traiter avec autant de sévérité et d'honneur ma minuscule personne !)

Vous ne devez pas non plus vous contenter de crier votre révolte, votre indignation ou votre nausée. Vous devez agir. Et agir vite.

Le temps des récriminations en famille autour d'une table chargée de bouteilles de bière est révolu. C'est dans la rue et dans l'action que les combats se perdent ou se gagnent. Et nous devons gagner ! Il y va de notre

liberté, de notre dignité, de notre existence même. Allons-nous, toute notre vie, nous résigner en pratique à l'esclavage (noir ou rose) et à l'humiliation, tout en gueulant, à temps perdu, notre opposition au système ?

Pour nous libérer complètement de l'esclavage auquel le système actuel nous accule, nous devons d'abord cesser d'être les esclaves de nos peurs, de nos lâchetés, de nos hésitations et de nos petites habitudes de résignés ou d'engourdis. Il est temps de faire le saut et d'embarquer à fond dans la lutte.

Ça ne sert à rien de brailler sur le sort fait par les colonisateurs et les gardes-chiourmes locaux aux prisonniers politiques québécois si l'on n'est pas prêt soi-même à se battre comme ils l'ont fait — et comme ils le feront à nouveau, une fois libérés des geôles de l'oppression et du mépris.

Vous me direz peut-être que j'exagère et que je plane dans l'absolu, sans tenir compte des réalités quotidiennes où chaque individu se trouve plus ou moins empêtré, nécessairement. En fait, je connais très bien tout cela... et le reste. Mais il faut tout de même faire face aux questions et aux réponses fondamentales, faire face également aux tâches que commandent ces questions et ces réponses, que vous connaissez aussi bien que moi.

Notre libération est un problème essentiellement pratique. Et c'est par la pratique, par l'action, qu'il sera résolu. Les théories et les discours ne valent que dans la mesure où ils éclairent et stimulent l'action. Dans l'action, sans la pratique, ils sonnent creux et ne produisent rien.

C'est à vous qu'il appartient de définir et de réaliser l'action qui, dans le milieu où vous travaillez, est

la plus susceptible d'accélérer le processus de notre décolonisation et de notre émancipation en tant que peuple et que classe opprimée. Je compte sur vous, mes camarades en prison comptent sur vous, pour que cette action ne soit jamais échangée ou abandonnée au profit d'un quelconque confort d'emprunt, d'une promesse illusoire de victoire sans combat ou encore d'une non-violence inefficace et trop souvent complice de l'oppression et de l'exploitation de l'homme par l'homme. Même si la violence est un phénomène détestable en soi, il n'en demeure pas moins vrai que, pour les exploités et les colonisés que nous sommes, la liberté se trouve au bout des fusils. La soi-disant "paix sociale" que la bourgeoisie veut nous imposer à coups de matraques est elle-même une violence permanente exercée contre notre liberté et notre droit de remettre en question l'Ordre capitaliste et colonial, de le détruire et de le remplacer par un autre, plus conforme à nos aspirations, plus digne de l'homme. Ceux qui se font les complices de cette fausse paix contribuent au maintien de la dictature, au renforcement des illusions "démocratiques," et retardent le développement d'une conscience de classe révolutionnaire chez les masses exploitées.

Nous ne pourrions réellement "bâtir la paix" que le jour où la violence révolutionnaire, armée et consciente, contrera celle que les capitalistes, colonialistes et impérialistes, que les exploités du peuple exercent quotidiennement contre les travailleurs, contre les étudiants, contre les jeunes, contre les intellectuels progressistes, contre 90% de la population du Québec. Quand le système actuel sera détruit nous bâtirons ensemble la paix, en même temps que la fraternité et la justice. Mais pour atteindre cet objectif, nous de-

vons d'abord bâtir ensemble un mouvement révolutionnaire et une armée du peuple. Nous devons d'abord organiser ensemble une violence, une force, capable de nous libérer tous des multiples formes d'esclavage, de domination et d'aliénation qui nous asservissent collectivement et individuellement depuis le berceau. Nous deviendrons libres dans la mesure où, ensemble, nous aurons le courage de nous donner les armes de notre libération et de nous battre pour vaincre. Nous pourrons bâtir la paix, l'égalité, la fraternité et la justice dans la mesure où, ensemble, nous saurons gagner la guerre que nous impose notre condition de nègres blancs. Il nous faut gagner la guerre, et non pas seulement une bataille par-ci par-là, tous les cinquante ans.

Nous ne sommes pas seuls à lutter pour conquérir notre liberté. Loin de là ! Notre lutte est liée aux nombreuses guerres du peuple qui se développent aux quatre coins du monde contre l'ennemi commun : l'impérialisme américain. Notre combat à nous Québécois, à nous francophones d'Amérique, à nous nègres blancs, intéressent les autres peuples opprimés comme leurs combats à eux nous intéressent et nous concernent directement. Nous sommes tous solidaires et responsables les uns des autres. Aucun de nous, sans trahir ses frères, ne peut se dispenser des tâches qu'impose à l'échelle planétaire la construction d'un monde plus humain. Le désengagement est toujours une forme de collaboration avec l'ennemi. Le neutralisme n'existe nulle part.

Chers amis et camarades, ces paroles ne sont pas nouvelles et d'autres révolutionnaires, beaucoup plus qualifiés que moi, les ont criées un peu partout dans le monde. Certains, en fait les meilleurs d'entre nous,

ont payé de leur vie la mise en pratique de ces vérités élémentaires.

Je tenais à vous saluer, aujourd'hui, en vous rappelant, une fois de plus, le sens profond de notre lutte et de nos sacrifices. Cela me paraît essentiel pour situer mon procès et son dénouement (provisoire) dans leur véritable perspective. Mon procès fut aussi le vôtre. Mon procès fut celui de la colère des exploités du Québec. Mon procès fut celui des travailleurs, des étudiants, des jeunes, des intellectuels révolutionnaires tout autant que celui du F.L.Q. et l'un de ses membres. Ma condamnation à l'emprisonnement à perpétuité est bel et bien la sentence que l'Ordre établi pense avoir imposé à la révolution québécoise, coupable de vouloir le renversement du capitalisme et la destruction de l'impérialisme. Mais en condamnant un individu, un militant du F.L.Q., l'Ordre établi n'a pas aboli la situation globale qui a engendré la nécessité d'une révolution au Québec. Au contraire, l'Ordre établi a même, par ce procès et cette condamnation, contribué à l'accélération du processus révolutionnaire.

Mes amis, mes camarades, mes frères, j'en ai la certitude,

NOUS VAINCRONS !

Ne regardons pas en arrière, mais fonçons en avant !

Vive le Québec libre !

Vive la révolution !

Vive le F.L.Q. !

Même s'il en a été jusqu'à maintenant le point culminant, mon procès ne résume pas à lui seul la bataille politique et révolutionnaire que je livre avec mon camarade

Charles Gagnon depuis notre arrestation à New York le 28 septembre 1966.

Cette longue bataille, commencée à l'édifice des Nations Unies, il y a plus de deux ans, se poursuit toujours. Elle réclame de nous des efforts continuels, un moral élevé, énormément de patience et de foi.

Nous étions pratiquement seuls quand, en septembre 1966, nous nous sommes rendus aux Nations Unies, Charles Gagnon et moi, pour y crier notre appel en faveur de ceux qui au Québec se battent pour la libération de leur pays. Le Québec, à cette époque, n'avait pas encore reçu la visite du général de Gaulle et, conséquemment, n'était presque pas connu. Comme l'on dit couramment, le Québec n'avait pas encore été mis sur la carte. Aux Etats-Unis, quelques centaines de personnes tout au plus connaissaient l'existence d'un mouvement de libération au Québec.

Bien entendu, au lieu de nous rendre à l'ONU, nous aurions pu, sachant que la police canadienne nous recherchait activement, nous cacher aux Etats-Unis, au Mexique ou à Cuba. Nous y avons pensé. Mais la lecture des journaux québécois, qui à l'époque traînaient dans la boue les partisans du F.L.Q. et dénaturaient sciemment le sens de leur lutte, nous persuada rapidement qu'une réponse pratique devait être apportée à cette campagne de salissage. La police de Montréal venait d'arrêter 15 ou 16 de nos camarades. Les journaux racontaient toutes sortes d'histoires plus ou moins fantaisistes sur eux. Ils racontaient également que Gagnon et moi, "les chefs" comme ils disaient, étions terrés dans les bois situés au nord de Montréal et que nous y crevions de faim. Tout le réseau démantelé était plus ou moins assimilé à un "gang" anafchiste.

Personnellement, je me trouvais aux Etats-Unis depuis deux mois et Charles Gagnon depuis un mois. Nous nous préparions activement à retourner au Québec, après avoir

pris contact avec les principales organisations révolutionnaires et progressistes des Etats-Unis, quand les journaux nous apprirent l'arrestation de nos camarades. L'un d'eux, après avoir été détenu secrètement et sous un faux nom pendant une semaine, avait fini par passer aux aveux. L'arrestation des autres s'était faite très rapidement.

Quelques jours plus tard, Charles Gagnon et moi rédigeâmes une déclaration de solidarité avec nos camarades emprisonnés à Montréal et nous rendîmes aux Nations Unies pour la distribuer aux diverses délégations. En même temps, nous commençâmes une grève de la faim. Aux Nations Unies, des amis américains et des journalistes canadiens et québécois nous aidèrent beaucoup. Le 25 septembre 1966, à partir des studios de télévision des Nations Unies, nous lançâmes un appel de cinq minutes qui fut diffusé en direct par Radio-Canada, de l'Atlantique au Pacifique. Notre déclaration de solidarité fut largement diffusée par les agences de presse et nous enregistrâmes des interviews pour la radio.

Personne ne nous savait à l'ONU et notre apparition soudaine à la télévision canadienne eut l'effet d'une bombe. Et aussitôt l'attitude des journaux à l'endroit des partisans du F.L.Q. qui venaient d'être arrêtés commença à changer.

Le lendemain, 26 septembre, après avoir passé la nuit dans un hôtel de New York, nous retournâmes aux Nations Unies, cette fois pour y entreprendre un piquetage, y réclamer l'asile politique et y poursuivre notre grève de la faim. Il y avait là des dizaines de journalistes et de policiers. La police canadienne pressait son alliée yankee de nous arrêter sur-le-champ, mais celle-ci n'osait le faire car elle n'avait en mains aucun mandat. Notre piquetage était parfaitement légal. Au bout de deux heures environ, la police de New York se décida à nous "embarquer" sans mandat. Une fois au poste de police, on leva contre nous une fantaisiste

accusation d'entrée illégale aux Etats-Unis. Puis on nous proposa la déportation volontaire. Nous refusâmes pour des motifs politiques, tout en sachant que les Etats-Unis ne nous accorderaient jamais l'asile politique.

Nous décidâmes de combattre par tous les moyens légaux et politiques la déportation et, éventuellement, l'extradition.

Après avoir été amenés aux bureaux de l'Immigration pour y être photographiés et mis en fiche, on nous conduisit à Manhattan House of Detention for men, surnommé "The Tombs," où nous devions demeurer plus de 3 mois.

Dans les "Tombs", nous poursuivîmes notre grève de la faim pendant 29 jours, ne buvant que de l'eau et refusant même tout médicament. Des amis de Montréal contactèrent pour nous deux avocats de New York qui firent semblant de nous défendre mais qui, en réalité, collaborèrent avec les autorités américaines pour "organiser" notre déportation à Montréal.

La vie dans les "Tombs" n'était pas de tout repos, mais nous fûmes tout de suite acceptés et soutenus par les prisonniers qui nous rendirent souvent de précieux services. Notre grève de la faim nous valut de nombreuses lettres et des appuis inespérés. Tout en préparant notre retour à Montréal, nous profitâmes au maximum de notre séjour dans les "Tombs" pour écrire des lettres, des articles de journaux, etc. Nous redoutions qu'une fois à Montréal on nous enlève tout moyen de nous exprimer et de combattre. Après la grève de la faim, je rédigeai d'un trait mon livre *Nègres blancs d'Amérique*, que je terminai vers le 10 ou le 12 janvier 1967.

Le 13 janvier 1967, nous fûmes kidnappés par la police de l'Immigration et conduits à Montréal par avion. Auparavant, nous avions comparu maintes fois sous deux chefs

d'accusation : pour entrée illégale aux Etats-Unis et pour "avoir troublé la paix" en face de l'édifice des Nations Unies. Deux accusations aussi ridicules l'une que l'autre. Pour la deuxième accusation, la Cour ne procéda jamais et les remises se succédèrent "pour la forme." Pour l'accusation d'entrée illégale aux Etats-Unis, on nous fit subir une parodie de procès à huis clos. Bien entendu, on nous trouva coupables, même si nous avions pu démontrer que nous avions traversé la frontière américaine ouvertement et avec nos passeports en mains. Aussitôt, nous en appelâmes du verdict devant la Cour Suprême. Le vendredi 13 janvier 1967, à 4 heures p.m., nos avocats étaient avertis que notre appel était rejeté. *Au même moment*, un juge de New York annulait l'accusation d'avoir troublé la paix. Nous fûmes mis au courant de cette "combine" vers 7 heures p.m. et l'on prit bien soin de nous avertir que nous ne pourrions entreprendre de nouvelles procédures, concernant la cause en déportation, que le lundi suivant, le 16 janvier. Aussitôt, on nous "libéra" des "Tombs" pour nous remettre, menottés, entre les mains des policiers de l'Immigration qui, en nous refusant toute explication, nous amenèrent jusqu'à l'aéroport Kennedy. Vers 9 heures p.m., la police américaine nous remettait entre les mains de la police de Montréal à l'aéroport de Dorval.

Nous fûmes interrogés par des policiers de l'escouade anti-subversive de Montréal jusque vers 2 heures du matin. Inutilement. Nous n'avions rien à leur dire.

Notre comparution fut fixée au lundi 16 janvier 1967. Près d'une douzaine d'accusations avaient été portées contre nous, allant du vol de dynamite au meurtre. Notre enquête préliminaire, fixée au lundi suivant, fut remise à plusieurs reprises et n'eut lieu finalement que le 21 mars 1967, pour l'accusation de meurtre seulement, et en juin

1967, pour les autres accusations (dont certaines furent retirées).

Notre procès, que nous devions subir ensemble en mai ou en juin, fut reporté en septembre, puis en novembre, en décembre, en janvier et finalement en février 1968.

En novembre 1967, l'un de nos camarades, Richard Bouchoux, fut acquitté de l'accusation de meurtre levée contre lui. Les témoins dans cette cause étaient les mêmes que dans la nôtre. La Poursuite commença alors à redouter notre éventuel acquittement et fit tout ce qu'elle put pour remettre notre procès aux calendes grecques. Finalement, sous la pression de l'opinion publique, notre procès fut fixé au 26 février 1968, 19 mois jour pour jour après notre arrestation.

Charles Gagnon et moi devions subir ce procès conjointement et nous nous étions préparés en conséquence. Le 26 février, la Poursuite décida, à la surprise générale, de ne procéder que dans ma cause, reportant à une date indéterminée le procès de Charles.

J'ai raconté plus haut ce que fut mon procès. Je n'y reviendrai pas ici, sauf pour dire qu'il attira l'attention de la Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme, dont le siège social se trouve à Bruxelles. La Fédération délégua au Québec en septembre 1968 Me Roger Lallemand et M. Alain Badiou qui avaient déjà dirigé une délégation en Bolivie, lors du procès de Régis Debray. Au même moment était créé à Paris un Comité d'appui aux prisonniers politiques québécois, présidé par Me Nicole Dreyfus. Des intellectuels français, dont Jacques Berque, J.-M. Domenach, Alain Resnais, Jean-Luc Godard, l'équipe de la revue *Partisans* (Maspero), Roger Garaudy, Michèle Ray, etc., signèrent une pétition en notre faveur.

A Montréal, dès novembre 1966, s'était constitué un Comité d'aide au groupe Vallière-Gagnon. Ce Comité a

accompli, depuis deux ans et demi, un travail politique énorme auprès des étudiants, des ouvriers syndiqués et des intellectuels à qui il n'a cessé d'expliquer notre combat. Le Comité est descendu souvent dans la rue pour manifester et ne s'est pas contenté de rédiger des communiqués de presse. Aujourd'hui, il ne se limite plus à défendre les prisonniers politiques : en collaboration avec les mouvements de gauche les plus radicaux, tel le Front de libération populaire, et les comités de citoyens, le Comité travaille à réaliser dans l'action l'unité des forces révolutionnaires québécoises et à formuler une idéologie révolutionnaire adaptée à la situation québécoise. (Il faut dire que le bagage idéologique des militants québécois est, en général, trop mince pour les tâches que la situation actuelle leur commande. Il y a un retard énorme à combler dans ce domaine.)

Aux Etats-Unis, nous avons reçu des appuis surtout de *Monthly Review*, de Stokeley Carmichael, de nombreux partisans du Black Power, des Black Panthers, de Youth Against War and Facism, de certains "Draft Dodgers," etc.

* * *

J'en ai appelé du verdict et de la sentence dans ma cause, mais je n'ai pas pu encore me faire entendre devant la Cour d'appel du Québec. Quant à Charles, son procès pour meurtre n'a pas encore eu lieu *après deux ans et demi de détention*. La Commission Prévost, instituée par le gouvernement québécois pour enquêter sur l'administration de la justice, a dénoncé récemment le sort fait à Gagnon et "l'affaire Gagnon," comme on l'appelle maintenant, a pris les proportions d'un véritable scandale politico-judiciaire.

En septembre 1968, Gagnon et moi avons fait une grève de la faim de 17 jours pour protester contre cet état de choses. Cette grève, appuyée par 400 prévenus de la prison de Montréal, a obligé le ministère de la Justice à faire des

promesses écrites, promesses qu'il n'a toutefois pas respectées par la suite.

Gagnon sera-t-il finalement jugé ou demeurera-t-il illégalement emprisonné pour des accusations dont l'ordre établi est incapable de démontrer le bien-fondé ?

Depuis mon procès et ma condamnation, les juges québécois semblent avoir peur de se compromettre dans une nouvelle affaire politique. Sentant le vent tourner, ils songent peut-être à leur avenir...

D'autre part, depuis l'été 1968, l'action révolutionnaire s'est beaucoup amplifiée au Québec. Il y a eu plus de 60 attentats à la bombe à Montréal seulement. En octobre 1968, des dizaines de milliers d'étudiants ont occupé pendant plusieurs jours les institutions d'enseignement et des ouvriers, ceux de la compagnie Domtar, ont occupé leurs usines les armes à la main. Les manifestations violentes se sont multipliées et l'agitation s'est considérablement radicalisée. La mort subite du premier ministre Daniel Johnson a affaibli le parti gouvernemental, l'Union nationale, qui se trouve divisée en deux clans, les nationalistes et les fédéralistes. Au plan économique, le marasme est total. Le chômage augmente, les investissements diminuent, les coffres de l'Etat sont vides. A tous les niveaux de gouvernement, on ne rencontre qu'instabilité et panique.

Pendant ce temps, le courant indépendantiste se renforce de jour en jour et les querelles linguistiques à Montréal pourraient bien, dans les prochains mois, déboucher sur des combats de rue.

Les journaux, la radio, la télévision ne parlent que de violence, de rébellion, de contestation et de révolution. Les classes dirigeantes se cherchent désespérément un dictateur. La police prépare la venue d'un Hitler québécois qui serait capable de rétablir "l'ordre et la paix." Le Québec, heureusement, ne possède ni armée ni colonels ! Mais sa police

est de plus en plus consciente du rôle politique qu'elle pourrait bientôt se sentir "le devoir" de jouer, si l'agitation se poursuit et si la crise économique-politique ne se résorbe pas.

C'est dans ce climat qu'il faut situer "l'affaire Gagnon." Si l'Establishment "accorde" un procès à Gagnon, ce procès ne sera-t-il pas l'occasion attendue par les révolutionnaires pour faire sauter les bonzes et pour soulever le peuple contre les "autorités établies" ? Les classes dirigeantes n'ont jamais ressenti depuis 1837, un tel sentiment de panique. Mais pourront-elles encore longtemps, sans propager les colères qu'elles redoutent, continuer à garder Charles Gagnon en prison sans le juger ?

Et qu'advient-il des nombreuses accusations, toujours en suspens, portées en septembre 1966 contre Gagnon et contre moi ? Tient-on à nous faire subir 6 ou 7 procès chacun ? Au rythme où les procès sont instruits au Québec, nous en avons encore pour 15 ans à nous battre devant les tribunaux !

Ni Charles Gagnon ni moi ne nous faisons d'illusions. Nous n'attendons absolument rien de bon, rien de juste, rien de propre du désordre établi. Mais nous sommes persuadés que, d'ici peu d'années, l'arrivée au pouvoir des indépendantistes nous fera sortir de prison. Bien entendu, l'arrivée au pouvoir des indépendantistes, dirigés maintenant par le réformiste-libéral René Lévesque ne coïncidera pas avec la révolution que nous voulons faire. Il faudra encore nous battre. Car nous ne serons vraiment libérés que le jour où le capitalisme et l'impérialisme seront vaincus.

En attendant le jour de notre libération, nous ne perdons pas notre temps en prison. Nous étudions et écrivons

beaucoup. Nous complétons notre formation d'hommes et de militants.

Nous ne jouissons, en prison, d'aucun statut particulier ni d'aucun privilège, si ce n'est celui d'être soumis à une surveillance plus étroite que les autres prisonniers.

Nous pouvons recevoir à peu près tous les livres que nous désirons, y compris les ouvrages politiques et révolutionnaires. Nous recevons chaque jour les journaux. Nous ne nous sentons pas trop isolés de ceux qui, "dehors," se battent sur le terrain. Mais nous sommes impatients de reprendre le combat aux côtés de nos camarades.

Mon expérience de prisonnier politique m'a jusqu'à maintenant considérablement enrichi. Elle m'a beaucoup appris sur les hommes, sur les individus, sur la société en général et sur la société québécoise en particulier. Je ne regrette pas le temps que je passe ici, même si je pourrais être plus utile ailleurs. J'entends profiter au maximum de la vie de prison pour mieux connaître l'Homme que notre idéal est de transformer, de désaliéner, de libérer totalement.

Un jour, j'écrirai un livre où je raconterai en détails tout ce que j'ai vécu en prison, tout ce que j'y ai vu, compris, aimé et haï. Mon récit, à l'image de l'expérience que je vis depuis plus de deux ans, sera sans doute très dur, mais aussi très humain. Car ici, en prison, l'homme n'a plus de secret pour l'homme. Il ôte tous ses masques. Il est nu comme un ver. Il est *vrai*.

Et cet homme, mon semblable, mon frère, comme dirait Baudelaire, jamais je ne l'ai autant aimé que maintenant. Jamais non plus je n'ai tant haï le système qui l'opprime.

Je suis tout à fait réconcilié avec mon pays, le Québec, qu'autrefois je ne songeais qu'à fuir et à oublier. Mais, tout comme Guevara, je n'hésiterais pas à aller combattre

l'impérialisme dans un autre pays si un jour la "grande noirceur" s'abattait à nouveau sur le Québec et rendait toute action impossible. Toutefois, il faudrait alors que la situation au Québec soit devenue vraiment désespérante.

Je suis Québécois à cent pour cent et c'est au Québec d'abord que je veux poursuivre le combat contre l'impérialisme. C'est au Québec que, de tout mon coeur, j'espère vaincre la tyrannie avec mes camarades ou bien mourir avec eux, les armes à la main.

Si j'étais citoyen des Etats-Unis, c'est aux Etats-Unis que je me battrais d'abord. La révolution n'est impossible nulle part. Elle est nécessaire dans tous les pays, y compris aujourd'hui la plupart des pays dits "socialistes."

Peu importe la "patrie" à laquelle nous appartenons, peu importe les difficultés auxquelles nous sommes quotidiennement confrontés : *notre devoir de révolutionnaires*, où que nous soyons, *est de faire la révolution*, comme nous l'a si bien rappelé Guevara avant d'être odieusement assassiné par la CIA en Bolivie.

Et jusque dans les prisons, ce devoir doit primer tout le reste.

PIERRE VALLIÈRES,
Front de libération du Québec.
Prison de Montréal,
6 février 1969.

En guise d'épilogue

Souvent, en écrivant ce livre, je me suis demandé : ai-je raison ? Ai-je tort ? Mais que m'importe d'avoir raison, au fond ?

Il ne s'agit pas, mes amis, d'avoir raison, mais de vaincre l'exploitation de l'homme par l'homme de vaincre sans se trahir ni trahir les siens. Et pour vaincre demain, il faut commencer à se battre aujourd'hui. Certes, il faut tout faire pour voir clair. C'est essentiel. Mais il faut éviter le piège des certitudes imaginaires, des rêves d'après-guerre. Nous sommes en guerre, et cela depuis des siècles, contre ceux qui nous exploitent. N'allons pas croire que nous vaincrons un jour par un miracle des dieux. N'attendons pas non plus de savoir avec précision ce que sera notre monde après notre révolution. Mais organisons-nous dès maintenant pour que ce monde soit le plus humain possible. Parce que nous sommes acculés à faire l'histoire chaque jour, nous ne pouvons nous retrouver, du jour au lendemain, dans une société radicalement transformée sans que nous ayons nous-mêmes opéré cette transformation. Et lequel d'entre nous peut décrire ce qui n'existe pas encore ? Nous faisons des plans, mais

nous savons que ces plans seront modifiés, améliorés, perfectionnés par notre action, à mesure que nous deviendrons plus lucides et plus aguerris. Et c'est en donnant aujourd'hui le maximum de nous-mêmes, en pratiquant aujourd'hui les principes qui sont devenus les nôtres, en faisant "passer à l'action" la conscience que nous avons aujourd'hui, que nous développerons à la fois notre force et notre conscience, que nous deviendrons véritablement responsables et libres.

N'attendons pas d'un messie de solution magique à nos problèmes. Réfléchissons, aiguisons nos outils, retrouvons nos manches et tous ensemble, au travail ! La révolution, c'est notre affaire, à nous les nègres. N'attendons ni du Pape ni du président des Etats-Unis un mot d'ordre révolutionnaire, pour nous mettre en marche. Ce mot d'ordre ne peut venir que de nous, les nègres : blancs, noirs, jaunes... les crottés de la terre !



Nous sommes les plus forts, mes amis, mais nous ne le savons pas, parce que nous sommes encore dominés par la peur.

Je comprends que la liberté nous fasse peur, lorsque l'on voit de quel prix les Vietnamiens doivent aujourd'hui payer la leur !

Mais nous n'avons pas le choix. L'esclavage n'est pas une vie. D'autres font tout ce qu'ils peuvent pour se libérer du capitalisme et de l'impérialisme. Pourquoi pas nous ? Serions-nous des lâches, mes amis, des "petites santés" que l'hiver rendrait frileux ? Mais non. Nous ne sommes pas des lâches mais nous sommes encore un peu trop "moutons".

Tout, en ce monde, nous appartient. Nous devons abolir

l'inégalité des privilèges usurpés et accumulés par la force. Par la force, je le répète.

Et c'est par la force que nous aussi, les crottés, les porteurs d'eau, les scieurs de bois, les cireurs de bottes, les manoeuvres, les gratte-papiers anonymes et mal payés, les serveuses de restaurant, les mineurs, les "cheap workers", du textile, de la chaussure, des conserveries, des industries, des vêtements, des grands magasins, des compagnies de chemin de fer, des ports du Saint-Laurent, des terres de roches du Québec et des coopératives étranglées par les trusts... ; c'est par la force, et non par la résignation, la passivité et la peur, que nous deviendrons libres.



La lutte sera longue et pénible, mais elle sera. J'en suis persuadé.

Nous n'avons pas fini de souffrir, d'être matraqués, d'aller en prison... mais nous vaincrons, car nous sommes les plus forts.

Nous paierons cher notre lutte, mais elle nous obtiendra une société meilleure, qui sera enfin la nôtre.

Travailleurs, étudiants, jeunes, intellectuels de la "terre Québec", comme dit Paul Chamberland, je ne possède dans les Tombs, dans ma cage d'acier et de ciment, rien d'autre — pour communiquer avec vous et m'unir à vos efforts — que cette foi en la capacité des hommes de réaliser un monde plus humain que le monde actuel. Ma foi n'est pas une religion mais un choix de nègre qui en a soupé de l'esclavage.

Plus vite, les nègres que nous sommes s'armeront de courage et de fusils, plus vite notre libération de l'esclavage fera de nous des hommes égaux et fraternels. Utopie ?

C'est parce que je ne puis supporter d'être un nègre que

j'ai adhéré au F.L.Q. ; que j'y demeurerai jusqu'à la victoire des nègres blancs du Québec sur le capitalisme et l'impérialisme ; que j'y demeurerai debout à l'intérieur ou à l'extérieur des prisons de l'Ordre établi ; que j'y témoignerai, par tous les moyens possibles, de notre volonté à tous de nous libérer de notre condition de nègres.

J'ai suffisamment confiance en vous, en nous pour ne pas avoir peur de l'avenir.

La révolution québécoise ne s'arrêtera pas...



Nous ne sommes pas seuls à nous battre. Notre lutte fait partie de la longue marche des hommes vers la libération de l'exploitation des uns par les autres...

La longue marche des nègres du monde entier, dans laquelle nous du Québec, nous travailleurs et étudiants, nous du F.L.Q., tirons encore de l'arrière, par je ne sais quelle fausse honte, stupide peur ou confortable attentisme...

— Eh ! Georges, qu'est-ce que tu attends pour te décider ? Et vous autres, Arthur, Louis, Jules, Ernest ? Debout, les gars, et tous ensemble : au travail ! On prendra un autre verre de bière quand on aura fait plus que de discuter et de mettre le blâme toujours sur les autres. Chacun de nous a sa petite part de responsabilité à assumer et à transformer en action. Plus vite nous serons unis, les gars, plus vite nous vaincrons. Nous avons déjà perdu trop de temps en vaines récriminations. Il faut maintenant passer à l'action.

Pierre Vallières.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Avertissement	11
Présentation	21
1 — Les nègres blancs d'Amérique	25
2 — Le royaume de l'enfance	101
3 — La grande noirceur	163
4 — La liberté en friche	229
5 — Le temps de l'action	
I - L'apprentissage	269
6 — Le temps de l'action	
II - Notre idéal	313
7 — Après le procès	369
En guise d'épilogue	399